



Nations Unies

**Programme des Nations Unies
pour le développement**

Rapport financier et états financiers vérifiés

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2011**

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-septième session
Supplément n° 5A**



Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-septième session
Supplément n° 5A

**Programme des Nations Unies
pour le développement**

**Rapport financier
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos
le 31 décembre 2011**

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2012

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi et certification	vii
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : opinion des commissaires aux comptes	1
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes.	3
Résumé.	3
A. Mandat, étendue des vérifications et méthode	10
B. Constatations et recommandations	11
1. Suite donnée aux recommandations antérieures.	11
2. Situation financière.	12
3. Préparation de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public	13
4. État des recettes et des dépenses	14
5. Gestion financière.	17
6. Fonds général et fonds apparentés.	18
7. Soldes interfonds	19
8. Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et de l'assurance maladie après la cessation de service.	21
9. Dépenses au titre des programmes et des projets, y compris les projets exécutés par des entités nationales	22
10. Politique harmonisée concernant les transferts de fonds	26
11. Décentralisation et activités des bureaux de pays	28
12. Gestion des achats et des marchés.	29
13. Gestion des biens durables.	32
14. Administration des congés.	34
15. Informatique	34
16. Audit interne	36
17. Fonds d'équipement des Nations Unies	37

18. Activités menées par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme au sein d'ONU-Femmes	39
C. Information communiquée par l'Administration	39
1. Comptabilisation en pertes du montant des pertes en espèces et sur créances et du montant des pertes matérielles	39
2. Versements à titre gracieux	39
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude	39
D. Remerciements	40
Annexes	
I. État d'avancement de l'application des recommandations formulées par le Comité pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009	41
II. Cas de fraude ou de présomption de fraude : éléments d'information communiqués par la direction du PNUD	46
III. Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	48
Présentation des comptes	48
Conventions comptables	48
Dépenses au titre des programmes	49
Aperçu général	50
Investissements	51
Fonds détenus en fiducie	51
Fourniture de services aux organismes des Nations Unies	52
Ressources ordinaires	55
Recettes	55
Dépenses	55
Budget d'appui biennal	55
Ressources inutilisées	56
Assurance maladie après la cessation de service	56
Activités financées par d'autres ressources	56
Participation aux coûts	58
Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD	60
Accords de services de gestion	61
Programme des Volontaires des Nations Unies	62
Programme des administrateurs auxiliaires	63
Fonds créés par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD	63
Fonds d'équipement des Nations Unies	63

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	64
IV. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.....	65
Abréviations utilisées dans les états financiers.....	66
Vue d'ensemble	68
Recettes, dépenses et soldes des fonds	68
Actif, passif, réserves et soldes des fonds.....	70
Variation des soldes de ressources.....	74
État des flux de trésorerie.....	75
État I. Recettes, dépenses et soldes des fonds.....	77
I.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires	77
I.2 Activités financées au moyen des autres ressources.....	79
État II. Actif, passif, réserves et soldes des fonds.....	81
II.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires	81
II.2 Activités financées au moyen des autres ressources	85
État III. État des flux de trésorerie.....	89
III.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires	89
III.2 Activités financées au moyen des autres ressources	91
État IV. Variation des soldes de ressources	94
IV.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires	94
IV.2 Activités financées au moyen des autres ressources	94
Tableau 1. Ressources ordinaires : recettes et dépenses diverses	96
Tableau 2. Dépenses afférentes aux programmes, par agent d'exécution et par source de fonds	97
2.1 Dépenses afférentes aux programmes, par agent d'exécution et par source de fonds, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	99
Tableau 3. Budget d'appui biennal.....	101
3.1. Reclassement des dépenses selon les catégories révisées (décision 2009/22 du Conseil d'administration)	102
Tableau 4. Ressources ordinaires : budget d'appui biennal (montant brut) et dépenses financées au moyen du budget d'appui biennal (montant brut par grande catégorie de dépenses).....	103
Tableau 5. Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD : recettes, dépenses et soldes des fonds	104
5.1 Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD : état des comptes	106
Tableau 6. Services remboursables et activités diverses : recettes, dépenses et soldes des fonds	208

6.1 Programme des administrateurs auxiliaires	213
6.2 Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	215
6.3 Services d'appui remboursables	218
6.4 Activités spéciales	221
6.5 Programme des Volontaires des Nations Unies	223
6.6 État des fonds d'affectation spéciale subsidiaires constitués par le PNUD	226
6.7 Volontaires des Nations Unies	231
Tableau 7. Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD : état des comptes	234
7.1 État des fonds d'affectation spéciale subsidiaires et des fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD : recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	238
7.2 Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD : budget d'appui biennal de la période de six mois terminée le 30 juin 2010.	246
Tableau 8. Placements au 31 décembre 2011	247
Notes relatives aux états financiers	251

Lettres d'envoi et certification

Le 30 avril 2012

Conformément à l'article 26.01 du Règlement financier, nous avons l'honneur de soumettre les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, que nous approuvons par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit :

L'administration est garante de l'intégrité et de l'objectivité de l'information communiquée dans ces états financiers.

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables du système des Nations Unies et contiennent certains montants calculés sur la base des estimations et appréciations les plus exactes que pouvait fournir l'administration.

Les procédures comptables et les systèmes connexes de contrôle interne en vigueur donnent l'assurance raisonnable que les actifs sont préservés, que les livres et les pièces comptables reflètent dûment toutes les opérations et que, globalement, les principes et procédures sont appliqués sur la base d'une séparation appropriée des tâches. Les auditeurs internes du PNUD revoient régulièrement les systèmes de comptabilité et de contrôle, et de nouvelles améliorations sont en cours d'application dans certains domaines.

L'administration a pris les dispositions voulues pour que les commissaires aux comptes des Nations Unies et les auditeurs internes du PNUD aient pleinement et librement accès à toutes les écritures comptables et à toutes les données financières.

L'administration étudie les recommandations du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies et des auditeurs internes du PNUD. Les procédures de contrôle ont été révisées ou sont en cours de révision, selon les cas, comme suite à ces recommandations.

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Nous certifions que, à notre connaissance, toutes les opérations significatives ont été dûment comptabilisées et sont correctement consignées dans les états financiers joints.

L'Administratrice
(*Signé*) Helen **Clark**

L'Administrateur assistant,
Directeur du Bureau de la gestion
(*Signé*) Jens **Wandel**

Le Chef du Service financier et contrôleur,
Bureau de la gestion
(*Signé*) Darshak **Shah**

Le 30 juin 2012

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.

Le Vérificateur général des comptes de la Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(Vérificateur principal)
(*Signé*) **Liu Jiayi**

Le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 : opinion des commissaires aux comptes

Rapport sur les états financiers

Nous avons examiné les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, qui se composent des éléments suivants : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2011 (état II), état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds (état I) et état des flux de trésorerie (état III) pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, ainsi que les états et tableaux connexes et les notes relatives aux états financiers.

Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Il incombe à l'Administrateur d'établir et de présenter sans fard les états financiers du PNUD selon les normes comptables du système des Nations Unies et d'exercer le contrôle interne que l'administration juge nécessaire pour permettre d'établir des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion au sujet de ces états financiers. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, lesquelles requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Une vérification consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. Pour évaluer ce risque, le vérificateur prend en compte les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation objective des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en l'espèce, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles. Une vérification consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations faites par l'administration, et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Nous estimons que les justificatifs recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle asseoir la présente opinion.

Opinion

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière du PNUD au

31 décembre 2011, ainsi que du résultat des opérations financières et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

En outre, nous estimons que les opérations comptables du PNUD qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit du PNUD.

Le Vérificateur général des comptes de la Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(Vérificateur principal)
(Signé) **Liu Jiayi**

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud
(Signé) Terence **Nombembe**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) Amyas **Morse**

Le 30 juin 2012

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011. À cette fin, il s'est rendu dans les bureaux de pays du PNUD en République démocratique du Congo, en Somalie, au Venezuela (République bolivarienne du), en Jamaïque, au Myanmar, en Ukraine, au Tchad, au Népal, en Indonésie et en Turquie, et a examiné les opérations et activités financières menées au siège, à New York. Il a aussi examiné les procédures générales de contrôle informatique du système de gestion financière (Atlas) au siège du PNUD à New York.

Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière du PNUD au 31 décembre 2011, ainsi que du résultat des opérations financières et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Cette opinion figure au chapitre I du présent rapport.

Conclusion générale

Le dispositif de contrôle interne du PNUD fournit des orientations aux chefs des bureaux du PNUD quant à la mise en place de contrôles efficaces aux niveaux des pays, des régions et du siège, et il précise les pouvoirs, attributions et responsabilités des différents fonctionnaires au sein d'un bureau du PNUD, dans le cadre de la politique de décentralisation. S'il n'a pas relevé de lacunes significatives, le Comité a constaté que les contrôles internes du PNUD n'étaient pas appliqués de façon homogène dans les bureaux hors siège. Les statistiques issues des rapports d'audit interne produits par le Bureau de l'audit et des investigations témoignent d'un environnement de contrôle globalement sain. Environ 78 % de ces rapports portent une mention de « satisfaisant » ou « partiellement satisfaisant », 9 % portent la mention « insuffisant », tandis que les 13 % restants ne portent pas de mention parce qu'ils concernent des audits spéciaux ou de suivi, ou sont des regroupements d'autres rapports.

Afin de garantir l'application du principe de responsabilité dans une structure hautement décentralisée, le PNUD doit envisager de renforcer encore ses mécanismes de contrôle et de suivi des activités de terrain liées aux achats, aux fonds d'affectation spéciale, à la politique harmonisée concernant les transferts de fonds, à la gestion des biens et à la gestion des congés, pour s'assurer que ses politiques et procédures sont respectées.

Suite donnée aux recommandations antérieures

Sur les 89 recommandations faites pour l'exercice biennal 2008-2009, le Comité a estimé que 64 (72 %) avaient été intégralement mises en œuvre, 22 (25 %) étaient en cours d'application et 3 (3 %) étaient devenues caduques. Le Comité est globalement satisfait de l'application de ses recommandations et estime que l'administration assure une supervision adéquate pour donner suite aux recommandations en instance.

Situation financière

Pour l'exercice considéré, le montant total des recettes était de 11,36 milliards de dollars, contre 11,8 milliards pour l'exercice précédent, soit une diminution de 4 %. Le montant des dépenses s'est établi à 11,43 milliards de dollars, contre 10,9 milliards pour l'exercice précédent, soit une hausse de 5 %. Il en ressort un déficit de 70 millions de dollars, contre un excédent de 906 millions pour l'exercice précédent, qui a été financé en puisant dans les soldes non utilisés.

Préparation de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public

Le Comité a noté que le PNUD était à jour dans l'application de son plan de passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et qu'il avait commencé à comptabiliser les opérations conformément à ces normes à compter du 1^{er} janvier 2012. Toutefois, le Comité s'inquiète du fait que des faiblesses dans les processus existants relatifs à la gestion des biens et à la gestion des congés pourraient avoir une incidence sur l'exactitude des soldes d'ouverture des états financiers conformes aux normes IPSAS.

Le PNUD a constitué un Centre mondial de services partagés, qui est maintenant pleinement opérationnel, afin d'aider les bureaux de pays à traiter des opérations complexes conformément aux normes IPSAS, y compris la constatation de produits sur la base d'accords relatifs à des contributions et la gestion des biens.

Fonds général et fonds apparentés

Le PNUD a fermé 347 fonds d'affectation spéciale au cours de l'exercice considéré, en repérant ceux pour lesquels les dépenses étaient minimales ou inexistantes et en demandant aux bureaux de pays et aux différentes unités administratives d'examiner ces fonds et de les fermer lorsque cela était possible. Le Comité a toutefois noté que la clôture des 46 fonds d'affectation spéciale inactifs restants, qui comptent un solde global de 4 606 121 dollars, et des 103 fonds d'affectation spéciale comptant un solde nul n'avait pas été menée à bien à la fin de l'exercice. Le PNUD a indiqué au Comité qu'il s'employait activement, en collaboration avec ses partenaires, à clore les fonds d'affectation spéciale restants.

Soldes interfonds

Malgré les efforts menés et l'amélioration des mécanismes au cours de l'exercice considéré, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et le PNUD n'avaient pas intégralement réglé un écart au titre d'exercices antérieurs, qui s'élevait encore à 18 millions de dollars au 31 décembre 2011. Le PNUD et l'UNOPS mettaient en place un processus destiné à combler les écarts avec la participation d'experts indépendants.

Alors que le PNUD et l'UNOPS s'employaient à rapprocher leurs soldes interfonds, les mécanismes mis en place n'avaient pas permis d'éviter l'apparition d'un écart de 49,01 millions de dollars dans la comptabilisation d'opérations relatives à des accords de services de gestion, que le PNUD avait initialement effectuée de façon erronée au 31 décembre 2011.

Alors qu'aux termes du mémorandum d'accord entre le PNUD et l'UNOPS des rapports semestriels devraient être établis, les deux organismes ne rendaient compte

de leurs opérations au titre des accords de services de gestion qu'une fois par an, ce que le Comité juge préoccupant. L'UNOPS communiquait ses informations au PNUD au moyen de feuilles de calcul électroniques qui n'étaient pas validées par le PNUD, et cela exposait l'un et l'autre organisme au risque d'erreur.

Prestations liées à la cessation de service, y compris l'assurance maladie

Selon les normes comptables du système des Nations Unies, différents traitements comptables sont autorisés pour les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite. Ceux-ci peuvent être constatés dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds ou dans les notes relatives aux états financiers, suivant la politique de l'organisation.

Le PNUD a par conséquent fait figurer dans les notes relatives à ses états financiers le montant total de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui s'élevait à 826,5 millions de dollars au 31 décembre 2011 (contre 430 millions de dollars au 31 décembre 2009). Le montant porté au passif du bilan était limité à la portion financée de ces engagements, soit 453,2 millions de dollars (contre 373 millions de dollars au 31 décembre 2009), alors que le montant non financé des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite du PNUD s'élevait à 531,4 millions de dollars, dont 82,3 millions pour les prestations liées au rapatriement, 12,7 millions pour les indemnités de fin de service et 63,1 millions pour les jours de congé accumulés. Ces montants avaient toutefois été indiqués dans les notes relatives aux états financiers. La forte augmentation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement découlant de la dernière évaluation actuarielle s'explique principalement par la diminution du taux d'actualisation appliqué par l'actuaire, qui est passé de 6 % à 4,5 %.

Gestion des programmes et des projets, y compris les projets exécutés par des entités nationales

Le PNUD avait des dépenses non étayées par des justificatifs d'un montant total de 44 millions de dollars, dont 27 millions se rapportant au bureau d'Égypte, pour lequel le PNUD a indiqué que les documents comptables et les pièces justificatives pour les dépenses liées aux projets avaient été détruits ou égarés pendant la révolution qui avait éclaté dans le pays. Le Comité souligne la nécessité d'envisager d'autres mesures pour obtenir l'assurance que les fonds ont été dépensés comme prévu.

Le Comité a constaté que la qualité insuffisante des données sur l'état d'exécution des projets figurant dans le système Atlas expliquait en partie pourquoi les projets n'étaient pas clôturés dans les délais prévus. Le Comité a aussi relevé des lacunes dans le suivi de la réception des rapports consolidés sur l'exécution des projets, faisant que la confirmation des dépenses engagées par les partenaires d'exécution était parfois manquante, ce qui entrave l'évaluation par le PNUD du taux d'exécution des programmes.

Le PNUD n'avait pas étudié de façon systématique la portée de ses projets comprenant des activités de microcrédit, et devrait examiner tous les projets comprenant des activités de microfinancement et évaluer ses politiques pour veiller à ce que lesdites activités soient comptabilisées d'une manière cohérente.

Politique harmonisée concernant les transferts de fonds

Le Comité a relevé une absence générale de progrès quant à l'application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds dans les bureaux de pays du PNUD et dans le système des Nations Unies dans son ensemble.

Le Comité consultatif pour la politique harmonisée concernant les transferts de fonds du Groupe des Nations Unies pour le développement, un organe interinstitutions, a réalisé une étude interinstitutions faisant apparaître un certain nombre de problèmes dans l'application de cette politique au sein des organismes des Nations Unies. Le Comité estime qu'il convient de renforcer les dispositions de cette politique, pour tous les organismes.

Gestion des achats et des marchés

Le Comité a relevé un manque d'homogénéité dans l'application des procédures d'achat au sein du PNUD, malgré l'importance des achats pour l'exécution de ses programmes. L'efficacité de la fonction achats du PNUD a notamment été affectée par le caractère décentralisé des activités y relatives dans les bureaux de pays. Le Comité a aussi noté que le PNUD ne disposait pas de données de bonne qualité sur ses activités d'achat.

Le Comité a détecté plusieurs problèmes dans le domaine des achats, par exemple des dérogations au principe de mise en concurrence qui n'étaient pas suffisamment justifiées et des lacunes dans les procédures d'appels d'offres. Les faiblesses de la fonction achats vont à l'encontre du principe d'équité et de transparence dans les procédures d'achat et font que le PNUD risque de ne pas obtenir le meilleur rapport qualité-prix.

Gestion des biens durables

Le Comité a constaté des carences dans la validation ou certification des biens, leur identification et enregistrement à l'achat, la comptabilisation et l'enregistrement des actifs de projet et les procédures de transfert d'actifs. Ces faiblesses pourraient être corrigées ou atténuées en réexaminant, dans le cadre du passage aux normes IPSAS, les directives adressées aux bureaux hors siège et en assurant des cours de formation pour renforcer les capacités sur le terrain.

Informatique

Le PNUD a pris des mesures pendant l'exercice biennal qui ont remédié à un certain nombre de carences que le Comité avait recensées. Dans le domaine du contrôle des changements, toutefois, les résultats laissaient encore à désirer. Or, à mesure que le PNUD modifie la configuration du système Atlas conformément aux normes IPSAS, le respect des procédures de contrôle des changements sera essentiel pour maintenir l'intégrité du système.

Audit interne

Afin d'accroître l'étendue de l'audit et d'éviter tout double emploi dans les activités de vérification, le Comité s'est coordonné avec le Bureau de l'audit et des investigations pour arrêter la liste des bureaux de pays à visiter au cours de l'exercice. De même, le Comité a adapté la portée des activités de vérification qu'il envisageait, s'appuyant sur certains travaux effectués par le Bureau de l'audit et des investigations.

Celui-ci a procédé à une autoévaluation de suivi qui a montré que, si certains aspects pouvaient encore être améliorés, le fonctionnement du Bureau était globalement conforme aux normes internationales en matière d'audit interne.

Fonds d'équipement des Nations Unies

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) est une organisation multidonateurs indépendante qui est administrée par le PNUD et qui relève du même Conseil d'administration que lui.

Le Comité a constaté que le FENU n'assurait pas un suivi suffisant des soldes de ses comptes. Il n'avait pas examiné sa réserve opérationnelle depuis 2009, et le solde de celle-ci dépassait nettement le niveau minimum de 9,2 millions de dollars fixé par le Conseil d'administration.

Le FENU n'avait pas constitué de provisions pour couvrir ses engagements au titre des prestations dues à la cessation de service, qui s'élèvent à 15,9 millions de dollars, ni défini une politique de financement en la matière.

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

Dans sa résolution 64/289 portant création de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Assemblée générale a décidé de transférer les mandats, fonctions, avoirs existants, y compris les installations et infrastructures, ainsi que les dettes et obligations contractuelles des quatre entités fusionnées, dès l'adoption de ladite résolution, le 2 juillet 2010. L'Assemblée a décidé dans cette même résolution de dissoudre le même jour le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Ainsi l'UNIFEM a-t-il cessé d'exister à cette date.

Le PNUD a rendu compte des activités de l'UNIFEM dans ses états financiers jusqu'au 1^{er} juillet 2010, l'UNIFEM ayant transféré son actif et son passif à ONU-Femmes à compter du 2 juillet 2010. ONU-Femmes étant officiellement entrée en fonctions le 1^{er} janvier 2011, sa direction a établi des états financiers qui couvrent une période de six mois et rendent compte des activités que l'UNIFEM a menées au sein d'ONU-Femmes pendant la période de transition, soit de juillet à décembre 2010.

Recommandations

À l'issue de son audit, le Comité a fait plusieurs recommandations, dont les principales consistent à ce que le PNUD :

- a) **Élabore un plan de valorisation des avantages découlant des normes IPSAS, achève d'apurer les soldes interinstitutions depuis longtemps en souffrance et vérifie ses échéances pour l'établissement des soldes d'ouverture et des états financiers à blanc;**
- b) **Examine en quoi les nouvelles informations obtenues par la mise en œuvre des normes IPSAS aideront l'Organisation à prendre ses décisions;**
- c) **Collabore avec les bureaux de pays identifiés pour y assurer un suivi qui permette d'améliorer les opérations de rapprochement bancaire, et envisage de faire, dans les bureaux de pays où des risques spécifiques sont identifiés, un examen détaillé, par risque, de leurs comptes bancaires;**

d) Travaille en partenariat avec les autres organismes des Nations Unies pour garantir la présentation et le rapprochement complets et opportuns des soldes interinstitutions;

e) Obtiene confirmation des soldes de l'UNOPS avant la clôture de ses comptes et effectue un rapprochement des soldes interfonds, obtienne des rapports et des certifications semestriels de l'UNOPS, et établisse une validation adéquate des montants communiqués par l'UNOPS avant de traiter les opérations effectuées au titre d'accords de services de gestion;

f) Prévoie un financement pour la totalité de ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service dans le cadre de sa mise en œuvre des normes IPSAS;

g) Élabore des plans de financement des prestations dues à la cessation de service au titre des reliquats des congés payés et des prestations payables à la cessation de service ou liées au rapatriement;

h) Examine les résultats du processus d'audit de la modalité d'exécution nationale et travaille avec les partenaires d'exécution pour remédier aux lacunes identifiées, en particulier chez les partenaires d'exécution recevant, lors des audits, des observations critiques récurrentes;

i) Envisage d'autres moyens d'obtenir l'assurance que les fonds ont été dépensés comme prévu au bureau d'Égypte;

j) Procède en priorité à la clôture des comptes de tous les projets terminés sur le plan opérationnel, et examine les causes des retards pris en ce qui concerne la clôture des projets;

k) Améliore la qualité de l'information concernant les projets, en procédant à un examen régulier des informations sur les projets figurant dans le système Atlas;

l) Examine tous les projets prévoyant des activités de microfinancement et évalue ses politiques pour veiller à ce que lesdites activités soient comptabilisées d'une manière cohérente, et applique des mesures appropriées de contrôle des activités de microcrédit, conformément aux accords de projet;

m) Envisage de renforcer les fonctions de contrôle et de suivi de l'application de la politique harmonisée dans les bureaux de pays, envisage de créer des mécanismes visant à faire en sorte que tous les bureaux de pays interprètent et appliquent la politique harmonisée de la même façon dans le cadre d'un processus interinstitutions;

n) Améliore la tenue et l'utilisation du tableau de bord de la gestion des achats et consolide l'appui qu'il apporte en matière de suivi aux bureaux régionaux s'agissant des achats dans les bureaux de pays;

o) Applique des mesures visant à renforcer le contrôle et le suivi des marchés par entente directe et d'autres méthodes d'achats sans mise en concurrence, et planifie ses activités d'achat en temps utile pour pouvoir procéder à des appels d'offres et respecter les règles applicables en matière d'achats, par exemple en informant tous les demandeurs de fourniture de biens ou services six mois à l'avance qu'il faut commencer à planifier un appel d'offres;

p) Envisage d'exercer ses fonctions de contrôle afin de veiller à ce que les bureaux de pays appliquent les mesures décidées par l'organisation en matière d'achats;

q) Renforce les contrôles concernant la gestion des actifs sur le terrain, en revoyant les directives qu'il adresse aux bureaux de pays ou en améliorant la formation à la gestion des actifs. Ses initiatives devraient porter principalement sur les procédures de vérification, l'identification des biens et l'enregistrement à l'achat, la comptabilisation et l'enregistrement des actifs, et les procédures de transfert de biens;

r) Vérifie rigoureusement l'exhaustivité et l'exactitude des registres des terrains et bâtiments;

s) Améliore l'ensemble des mécanismes de contrôle de l'administration des congés afin de garantir l'exactitude des soldes de jours de congé et remédie, à titre prioritaire, aux carences constatées dans l'administration des congés;

t) Mette à jour le Manuel de contrôle des changements dans Atlas compte tenu des méthodes de travail appliquées pendant le processus de changement, mette en œuvre des procédures de façon à ce que tous les types de changements soient autorisés par les propriétaires fonctionnels, arrête la stratégie de mise à l'essai et l'applique, compile des documents justificatifs pour les essais d'acceptation par les utilisateurs ou les services concernés, et examine régulièrement les activités entreprises par les administrateurs de base de données, et consulte la base de données de production et documente ces examens;

u) Évalue les critères gouvernant les corrections de données, et mette à jour le Manuel de contrôle des changements dans Atlas afin de définir précisément les types de changements et les contrôles à effectuer pour chaque type de changement;

et à ce que le FENU :

v) Procède régulièrement à l'examen du grand livre et au rapprochement des pièces comptables pour détecter les erreurs; soumette ses comptes à examen pendant le processus d'établissement des états financiers pour s'assurer que les informations financières présentées sont exactes et rendent bien compte des activités menées, et réajuste la réserve opérationnelle afin que le maximum de ressources soient disponibles pour financer les activités de programme; et

w) Assure le financement intégral de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et des prestations dues à la cessation de service, définisse une politique de financement de ces engagements, et mette en place des procédures visant à calculer correctement ce qu'il doit au titre des jours de congé accumulés et constate cette charge d'avance.

Les autres recommandations du Comité figurent aux paragraphes 33, 37, 79, 81, 103, 104 et 111.

A. Mandat, étendue des vérifications et méthode

1. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, en application de la résolution 74 (I) de 1946 de l'Assemblée générale. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII et à l'annexe du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

2. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière du PNUD au 31 décembre 2011 et les résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il s'agissait notamment de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et règles de gestion financière du PNUD. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à différents examens de la gestion du PNUD en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'ONU, aux termes duquel le Comité a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable et sur les contrôles financiers internes du PNUD et, d'une manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités. L'Assemblée générale avait aussi demandé au Comité d'examiner la suite donnée à ses recommandations antérieures et de lui en rendre compte. Ces questions sont traitées dans les sections correspondantes du présent rapport et le résumé des résultats est reproduit dans l'annexe.

4. Le Comité procède chaque année à un audit du Fonds du PNUD pour l'environnement mondial. Pour l'exercice biennal, le Comité n'a pas modifié les opinions émises pour les années prenant respectivement fin les 31 décembre 2010 et 2011.

5. Comme par le passé, le Comité a présenté les résultats de ses contrôles à la direction du PNUD, dans des lettres d'observations détaillant ses conclusions et recommandations, ce qui a donné lieu à des échanges suivis. Pour la période considérée, il y a eu 10 lettres d'observations.

6. Le Comité organise ses vérifications en coordination avec le Bureau de l'audit et des investigations afin d'éviter les chevauchements d'activité et de déterminer dans quelle mesure il peut utiliser les travaux de celui-ci.

7. Dans le présent rapport, lorsqu'une observation se réfère à un lieu particulier, elle ne porte que sur ce lieu, et il ne faut en déduire ni qu'elle s'applique à d'autres lieux, ni qu'elle ne s'y applique pas. Si le Comité n'a constaté quelques lacunes que

dans des lieux donnés, certaines recommandations s'adressent à l'organisation dans son ensemble car la nature des conclusions laisse à penser que ces lacunes peuvent se retrouver dans d'autres bureaux du PNUD et qu'il pourrait y être remédié par des mesures transversales.

8. Le présent rapport porte sur des questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale, y compris sur des questions que l'Assemblée et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avaient soulevées. En particulier, dans son rapport pertinent (A/65/498), le Comité consultatif a prié le Comité des commissaires aux comptes :

a) De faire rapport à l'Assemblée générale une fois par an sur l'état d'avancement du passage aux normes IPSAS;

b) De donner, quand on le lui demandera, des conseils et des directives sur les questions relatives à l'interprétation des normes IPSAS.

9. Les observations et conclusions du Comité ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration du PNUD, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

10. Le Comité n'aborde pas dans ses recommandations les mesures que le PNUD pourrait vouloir imposer à des fonctionnaires ayant failli à l'obligation de veiller au respect de ses Règlements financiers, instructions administratives et directives connexes.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

11. Le Comité a constaté que, sur un total de 89 recommandations faites pendant l'exercice 2008-2009, 64 (72 %) avaient été appliquées intégralement et 22 (25 %) partiellement, 3 (3 %) étant devenues caduques. On trouvera le détail de ces recommandations à l'annexe I du présent rapport. Le Comité est généralement satisfait de la suite donnée à ses recommandations et estime que l'action de la direction à cet égard est de nature à indiquer que les recommandations en suspens seront appliquées.

12. Le Comité a constaté que certaines de ses recommandations qui avaient été partiellement appliquées le seront intégralement après le passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Le Comité a constaté que si certaines recommandations n'avaient pas été entièrement appliquées, des progrès avaient été faits pour apurer les soldes anciens et améliorer les processus de gestion.

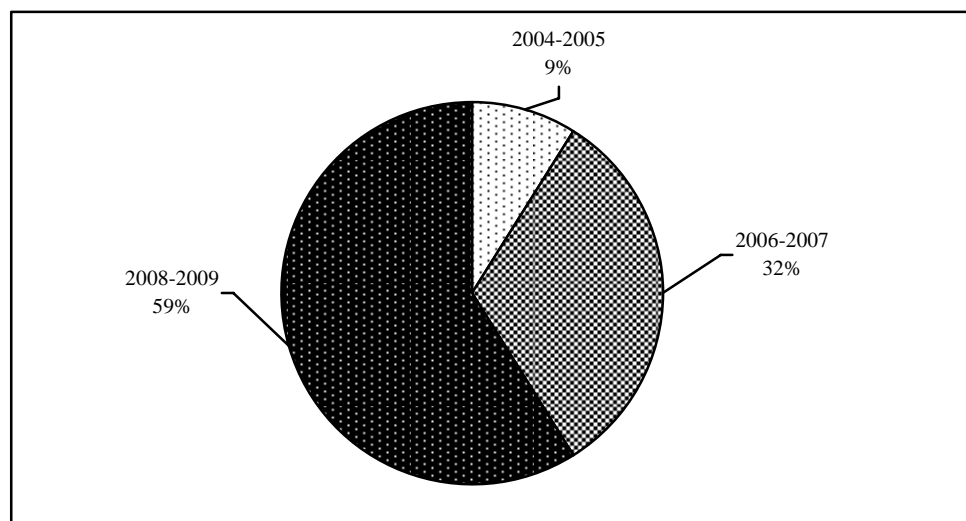
13. Les trois recommandations formulées à l'adresse d'UNIFEM lors de l'exercice précédent sont devenues caduques. Le 2 juillet 2010, UNIFEM a cessé d'exister, cédant la place à une nouvelle entité, ONU-Femmes, qui a repris les activités dudit Fonds.

14. Comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/59/736, par. 8), le Comité a vérifié de quand dataient celles de ses recommandations qui n'avaient pas encore été mises en œuvre et noté que 2 des 22 recommandations (9 %) qui n'avaient pas été intégralement appliquées dataient

de l'exercice 2004-2005, 7 (32 %) de l'exercice 2006-2007 et 13 (59 %) de l'exercice 2008-2009, comme indiqué à la figure II.1.

Figure II.1

Ancienneté des recommandations relatives à l'exercice biennal précédent qui sont actuellement mises en œuvre ou n'ont pas été mises en œuvre



2. Situation financière

15. Les états financiers du PNUD couvrent les ressources ordinaires (non réservées), les autres ressources (réservées) et les fonds administrés par le Programme, à savoir le FENU et UNIFEM, pour la période de six mois close le 2 juillet 2010.

16. Pour l'exercice considéré, le total des recettes s'est élevé à 11,36 milliards de dollars, contre 11,8 milliards pour l'exercice précédent, soit une diminution de 4 %. Le total des dépenses s'est élevé à 11,43 milliards de dollars, contre 10,9 milliards pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 5 %. Il en est résulté un déficit de 70 millions de dollars, contre un excédent de 906 millions de dollars pour l'exercice précédent. Le PNUD a puisé dans les réserves accumulées lors d'années précédentes pour combler cet écart.

17. En tout, le PNUD détenait, au 31 décembre 2011, 6,2 milliards de dollars (2009 : 7,5 milliards) en disponibilités et fonds placés. Les fonds dont l'organisation a besoin pour s'acquitter de ses engagements nets se montent à 1,2 milliard de dollars. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD approuvés par le Conseil d'administration du PNUD, 0,374 milliard de dollars sont conservés sous forme de réserves et 4,6 milliards représentent des ressources versées à l'avance par des partenaires pour la mise en œuvre des activités de programme du PNUD prévues, ce qui entraînera des dépenses dans les années à venir.

3. Préparation de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public

18. Ayant examiné les rapports du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice 2008-2009, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé, dans son rapport (A/65/498, par. 19), que le Comité des commissaires aux comptes fasse rapport à l'Assemblée générale une fois par an sur l'état d'avancement du passage aux normes IPSAS. Dans sa résolution 65/243, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation.

19. Comme demandé par le Comité consultatif, le Comité a procédé en août 2011, en coordination avec le département de l'audit interne du PNUD, à une évaluation de l'état de préparation du PNUD à la mise en œuvre des normes IPSAS, qui a été suivie d'un autre examen, mené en mai 2012 pour évaluer l'état de préparation à cette date et assurer le suivi des recommandations antérieures.

20. Pendant l'exercice, le Comité a constaté que le PNUD avait fait les progrès suivants :

a) Le PNUD n'avait pas pris de retard dans la mise en œuvre des normes IPSAS qui, dès le 1^{er} janvier 2012, sont devenues opérationnelles;

b) Le PNUD avait organisé une formation destinée aux utilisateurs des normes IPSAS au Siège et dans tous les bureaux régionaux avant la date de mise en application des normes;

c) Le PNUD avait mis en place un Centre mondial de services partagés – désormais pleinement opérationnel – afin d'aider les bureaux de pays à traiter les opérations complexes dans le cadre des normes IPSAS, y compris l'enregistrement des recettes provenant des accords de contribution et de la gestion des biens durables, et notamment l'enregistrement et l'ajustement des biens, l'établissement de reçus et la mise à niveau de la formation que le personnel des bureaux de pays avait reçue du Siège et des bureaux régionaux;

d) Le Comité a noté que le PNUD disposait d'un plan d'ensemble pour établir une simulation des états financiers et les soldes d'ouverture selon les normes IPSAS. L'examen des données, cependant, touchait pratiquement à sa fin au moment de l'audit;

e) Le PNUD avait fini d'apporter au système les adaptations requises pour la mise en œuvre des normes IPSAS, et avait notamment élaboré des rapports de gestion à l'appui des opérations.

21. Alors que la mise en œuvre des normes IPSAS au PNUD était en bonne voie, le Comité a noté que certains domaines devaient être suivis de près afin d'y appliquer avec succès lesdites normes. Ainsi :

a) Le PNUD ne disposait pas d'un plan de valorisation des avantages, et prévoyait de commencer par la mise en œuvre des normes. Il a fait savoir au Comité qu'il faisait porter l'effort sur la mise en œuvre des Normes et qu'il établirait, d'ici à décembre 2012, un plan d'évaluation des coûts et de valorisation des avantages;

b) Le Comité a constaté dans ce rapport des lacunes dans les anciens systèmes de gestion d'actifs et de gestion des congés, relevant par ailleurs la nécessité de régler la question des anciens soldes et des soldes interinstitutions en souffrance depuis longtemps, qui peuvent avoir des effets sur les soldes d'ouverture établis selon les normes IPSAS.

22. La mise en œuvre des normes IPSAS permettra de tenir la direction bien informée et aidera à prendre des décisions dans l'ensemble de l'Organisation. Dans le cadre de ses procédures, le PNUD ne clôture ses comptes qu'une fois par trimestre et établit des comptes annuels. Le Comité estime que le PNUD pourrait utiliser ces nouvelles informations pour établir des comptes de gestion plus fréquents et pour communiquer à la direction des informations qui l'aideraient à prendre ses décisions.

23. Le PNUD a accepté comme le Comité le recommandait : a) d'élaborer un plan de valorisation des avantages découlant des normes IPSAS; b) d'achever d'apurer les soldes interinstitutions depuis longtemps en souffrance; et c) de vérifier ses échéances pour l'établissement des soldes d'ouverture et des états financiers à blanc.

24. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, d'examiner en quoi les nouvelles informations obtenues par la mise en œuvre des normes IPSAS aideront l'Organisation à prendre ses décisions.

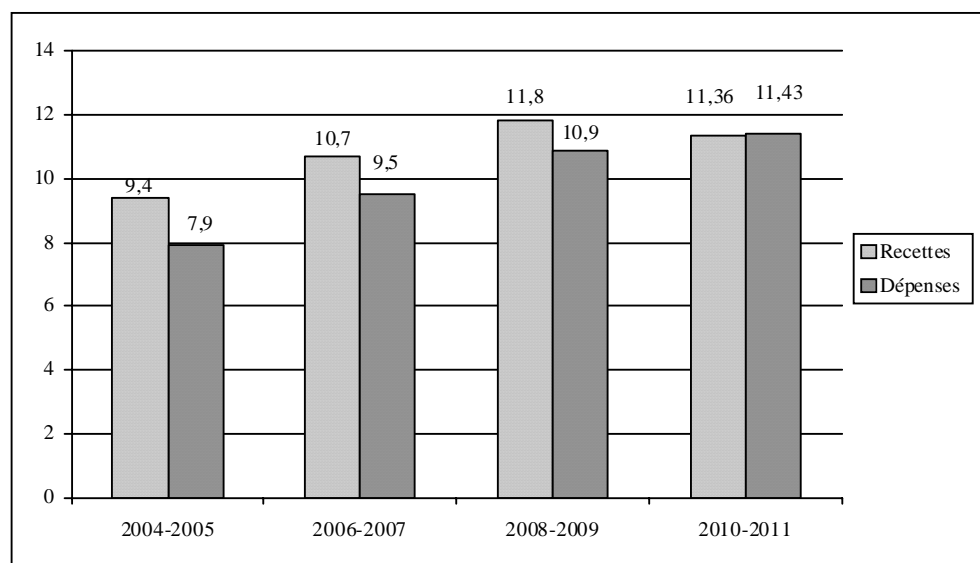
4. État des recettes et des dépenses

25. Le montant total des recettes de l'exercice considéré s'est élevé à 11,36 milliards de dollars et celui des dépenses à 11,43 milliards, d'où un déficit de 70 millions de dollars. Le PNUD a puisé dans les réserves accumulées lors d'années précédentes pour combler cet écart. Les chiffres correspondants des exercices 2004-2005, 2006-2007, 2008-2009 et 2010-2011 sont donnés dans la figure II.2.

Figure II.2

Évolution comparée des recettes et des dépenses

(En milliards de dollars des États-Unis)



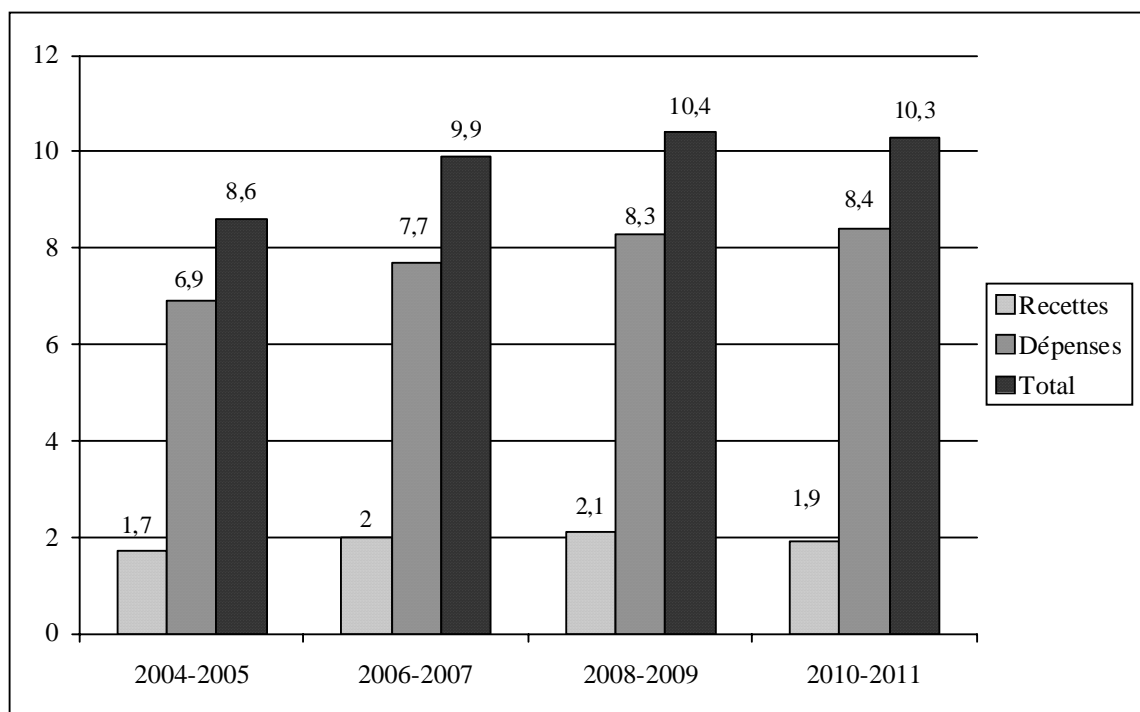
Source : L'analyse faite par le Comité des états financiers du PNUD pour l'exercice s'est achevée le 31 décembre 2011.

26. L'augmentation nette des dépenses (530 millions de dollars, soit 5 %) tient principalement à la progression des dépenses consacrées au programme et de celles financées au moyen du budget d'appui biennal au titre des autres ressources.

Figure II.3

Évolution comparée des contributions versées aux ressources ordinaires et aux autres ressources

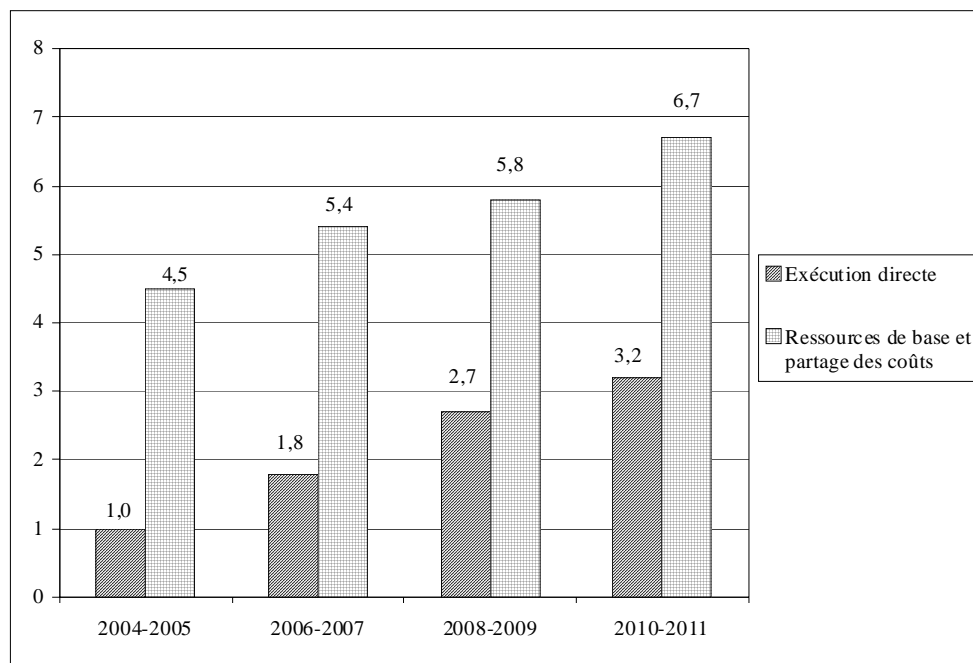
(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : L'analyse faite par le Comité des états financiers du PNUD pour l'exercice s'est achevée le 31 décembre 2011.

27. Comme indiqué à la figure II.3, les autres ressources préaffectées ont représenté quelque 82 % du montant total des contributions en 2011, les contributions, élevées, au titre des autres ressources n'ayant fait qu'augmenter depuis 2004-2005. La hausse du pourcentage des ressources autres que celles de base signifie que les ressources du PNUD sont principalement destinées à des fins particulières. La figure II.4 établit une comparaison entre l'exécution directe et les dépenses de programme.

Figure II.4
Dépenses d'exécution directe et dépenses de programme^a
 (En milliards de dollars des États-Unis)



Source : État 2 des états financiers du PNUD.

^a Ne comprend pas les dépenses de programme financées au moyen des fonds d'affectation spéciale.

28. Selon le paragraphe 8 g) de la décision 98/2 du Conseil d'administration, le PNUD ne peut recourir à l'exécution directe que dans des pays en situation spéciale et ne peut y recourir que lorsqu'il est clairement établi qu'une telle mesure est essentielle pour que l'Administrateur s'acquitte pleinement de sa responsabilité de mener à bien des activités de programme du PNUD et d'en rendre compte.

29. Le Comité a noté que la part de l'utilisation des ressources de base et du partage des coûts pour l'exécution directe de projets est passée de 22 % en 2004-2005 à 32 % des dépenses totales des programmes pour l'exercice 2010-2011 (voir la figure II.4), au détriment de celle des autres modalités d'exécution, comme l'exécution nationale. Le PNUD a indiqué que l'exécution directe dans les bureaux de pays en situation particulière ou en situation de crise, comme l'Afghanistan, le Soudan, la Somalie et la République démocratique du Congo, explique très largement cette augmentation. L'exécution nationale est la modalité d'exécution à laquelle l'Assemblée générale souhaite qu'il soit de préférence fait appel.

30. En pourcentage du total des dépenses (voir le tableau II.1), le montant du budget d'appui biennal a peu varié par rapport aux exercices biennaux précédents. Toutefois, la valeur nominale des dépenses imputées à ce budget a augmenté d'environ 21 % par exercice biennal au cours des deux derniers exercices et de quelque 10 % en 2011. Le PNUD a fait savoir au Comité que la croissance nominale, en grande partie attribuable aux autres ressources, était due au fait que

l'organisation s'alignait davantage sur le taux de 7 % de recouvrement des coûts indirects appliqué aux nouveaux programmes financés par des tiers – ce que le Conseil exécutif avait approuvé dans sa décision 2007/18.

Tableau II.1

Dépenses imputées au budget d'appui biennal et total des dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2004-2005	2006-2007	2008-2009	2010-2011
Total des dépenses (y compris les dépenses imputées au budget d'appui biennal)	7 792 938	9 359 917	10 580 392	11 266 392
Variation du total des dépenses (pourcentage)		20	13	6
Budget d'appui biennal (montant net)	1 086 712	1 311 881	1 576 979	1 750 068
Pourcentage que représente le budget d'appui biennal	14	14	15	16
Variation du montant du budget d'appui biennal		20,80	21,60	10,98

5. Gestion financière

31. Le Règlement financier et les règles de gestion financière du PNUD confient à l'Administrateur la responsabilité d'établir des états financiers exacts conformément aux principes comptables.

32. Le Comité a constaté que le PNUD avait mis en place des procédures appropriées pour établir ses états financiers. L'examen par le Comité des états financiers du PNUD pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 a révélé, comme on le verra ci-après, quelques lacunes. Le Comité estime que, si ces lacunes, considérées séparément ou dans leur ensemble, ne sont pas graves au point d'influer sur son opinion, elles compromettent toutefois l'exactitude de la présentation des états financiers. Ainsi :

a) *Engagements non réglés.* Au 31 décembre 2011, les engagements non réglés s'élevaient à 169,8 millions de dollars, ce qui représentait 1,5 % du montant total des dépenses et une diminution de 42 % (123 millions de dollars) par rapport au montant enregistré en 2008-2009 (293 millions de dollars). Un montant de 2 millions de dollars (2009 : 38 millions) d'engagements non réglés – soit 7 % contre 13 % pour l'exercice précédent – n'a pas été certifié conformément aux instructions du PNUD concernant la clôture des comptes en fin d'exercice. Le Comité a également noté que la liste des engagements non réglés comprenait des soldes positifs (débiteurs) de 0,7 million de dollars, ce qui signifie que les montants en question ont été indûment comptabilisés parmi les engagements non réglés;

b) *Sommes en attente de restitution aux donateurs.* Le total des sommes en attente de restitution aux donateurs a diminué de 64 %, passant de 34 millions de dollars en 2009 à 12,4 millions de dollars en 2011. Ce montant englobait, toutefois, un solde débiteur (positif) de 1,1 million de dollars, contrebalancé par le compte des sommes en attente de restitution aux donateurs. Par ailleurs, les catégories d'ancienneté des sommes en question appliquées par le PNUD étaient vastes et compliquaient le suivi de la mise en œuvre de son obligation de régler ses dettes dans les 30 jours de l'échéance.

33. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, de demander à ses partenaires de coopérer davantage avec lui pour gérer les remboursements et d'améliorer les procédures de vérification y relatives.

Dépôts non affectés dans les délais

34. Au 31 décembre 2011, le PNUD comptait 39,8 millions de dollars de dépôts non affectés, dont une somme de 36,9 millions de dollars reçue d'un donateur, qui comprenait 16,1 millions de dollars reçus en 2009. Le Comité a noté que le PNUD ne pouvait affecter les dépôts ou contributions car il n'avait pas conclu d'accord avec le donateur. Or, la présence de fonds non affectés peut porter à croire que le PNUD ne fait pas tout ce qui est de son devoir, sur le plan financier, pour mettre en œuvre ses programmes.

35. Le PNUD a informé le Comité qu'il avait pris des mesures de suivi pour établir la destination des fonds en cause. Le Comité gardera cette question à l'étude.

Rapprochements bancaires dans les bureaux de pays

36. En réponse aux préoccupations exprimées par le Comité au sujet des opérations de rapprochement bancaire effectuées au cours de périodes précédentes, le PNUD a renforcé ses contrôles en la matière, notamment en utilisant un tableau de bord permettant de contrôler les opérations et leurs résultats. Bien que, selon le Comité, la surveillance des comptes bancaires soit généralement efficace, des lacunes persistent, qui révèlent la nécessité de renforcer les contrôles. Ainsi, au Tchad, des rapprochements bancaires n'ont pas été correctement exécutés ou documentés. En Jamaïque et dans la République bolivarienne du Venezuela, l'on a constaté la présence d'éléments qui auraient dû être régularisés depuis longtemps.

37. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait : a) de collaborer avec les bureaux de pays identifiés pour y assurer un suivi qui permette d'améliorer les opérations de rapprochement bancaire; et b) d'envisager de faire, dans les bureaux de pays où des risques spécifiques sont identifiés, un examen détaillé, par risque, de leurs comptes bancaires.

38. Le PNUD a informé le Comité qu'une attention particulière serait accordée aux bureaux de pays ayant des problèmes de capacité spécifiques.

6. Fonds général et fonds apparentés

Fonds d'affectation spéciale inactifs

39. Au paragraphe 86 du rapport du Comité pour l'exercice biennal clos en 2009 (A/65/5/Add.1), le PNUD a accepté, conformément à la recommandation du Comité, d'examiner les fonds d'affectation spéciale qui n'enregistrent qu'une activité minime et de s'attaquer à tous les facteurs entraînant des retards dans l'exécution des projets afin de continuer à s'efforcer de clôturer les fonds d'affectation spéciale inactifs.

40. Au 31 décembre 2011, le total des fonds d'affectation spéciale du PNUD s'élevait à 914,8 millions de dollars; 307 de ces fonds, d'une valeur de 881,8 millions de dollars, étaient des fonds d'affectation spéciale actifs. Au cours de l'exercice, le PNUD a clôturé 347 fonds après avoir identifié les fonds d'affectation spéciale ayant enregistré des dépenses nulles ou minimales et demandé aux bureaux de pays et aux unités administratives de revoir et, dans la mesure du possible, de clôturer les fonds. Toutefois, le Comité a noté que la clôture de 46 autres fonds

d'affectation spéciale inactifs, d'une valeur de 4,6 millions de dollars, et de 103 fonds d'affectation spéciale dégageant un solde nul n'avait pas été achevée à la fin de l'exercice. Le Comité a noté que le soin de poursuivre les opérations en vue de clôturer les fonds d'affectation spéciale inactifs avait été confié au Bureau des finances et de l'administration, et non aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux respectifs, ce qui révélait la nécessité de renforcer la surveillance et le suivi au niveau de l'organisation. Les retards pris dans la clôture des fonds d'affectation spéciale inactifs risquaient d'empêcher de rembourser dans les délais les sommes dues aux donateurs et d'utiliser le reliquat pour financer des activités de programme.

41. Le PNUD a informé le Comité qu'il clôturait les fonds d'affectation spéciale après avoir clôturé ses comptes de fin d'année et que des mesures étaient appliquées pour les fonds d'affectation spéciale restants identifiés dans le cadre de la clôture des comptes de 2011.

7. Soldes interfonds

Rapprochements interinstitutions

42. Au paragraphe 136 de son rapport précédent (A/65/5/Add.1), le Comité a constaté qu'il y avait un écart entre les montants figurant dans les livres du PNUD et ceux confirmés par les autres organismes pour les comptes de compensation relatifs aux services et pour ceux relatifs aux projets, d'après les rapprochements reçus par le PNUD. Au paragraphe 139 du rapport, le PNUD est convenu de continuer, selon la recommandation du Comité, à s'efforcer de rapprocher ses soldes interinstitutions de ceux des autres organismes des Nations Unies.

43. Le Comité a obtenu des autres organismes des Nations Unies 18 confirmations (soit 23 % de réponses aux demandes de confirmation qu'il avait envoyées) et a constaté, entre le montant comptabilisé par le PNUD et le montant confirmé par d'autres organismes des Nations Unies, un écart global de 5,8 millions de dollars, soit 4,6 millions (79 %) pour les comptes de compensation relatifs aux services et 1,2 million pour les comptes de compensation relatifs aux projets. Sur les 4 600 000 dollars du compte de compensation relatif aux services, 4 100 000 dollars s'expliquaient par des décalages dans le temps et 454 000 dollars étaient des écarts que le PNUD surveille en collaboration avec ses organismes partenaires.

44. Le Comité a noté que certains organismes n'avaient pas signalé au PNUD le montant dans le tableau 12 A des comptes de compensation relatifs aux projets; une confirmation des soldes interinstitutions avait toutefois été envoyée au Comité. Au total, le PNUD n'avait pas reçu 16 rapprochements d'autres organismes des Nations Unies avant la clôture de ses comptes, le 30 avril 2012. Or, l'écart entre le montant comptabilisé par le PNUD et le montant confirmé par les autres organismes risque d'introduire des inexactitudes dans les soldes interinstitutions enregistrés par le PNUD dans ses états financiers.

45. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, de travailler en partenariat avec les autres organismes des Nations Unies pour garantir la présentation et le rapprochement complets et opportuns des soldes interinstitutions.

Soldes interinstitutions du PNUD et de l'UNOPS

46. Au 31 décembre 2011, le volume global des activités de l'UNOPS financées par le PNUD s'élevait à 842,6 millions de dollars (contre 976,3 millions en 2009),

l'UNOPS dégageant 41,5 millions de dollars de recettes correspondant à la rémunération de ces activités. Les opérations entre l'UNOPS et le PNUD s'effectuent dans le cadre du système commun de gestion intégré (Atlas), l'UNOPS exécutant des activités de projet pour le compte du PNUD. Le PNUD, quant à lui, offre à l'UNOPS divers services administratifs, y compris des services de trésorerie, des services informatiques et autres services administratifs, le plus souvent sur le terrain.

47. Dans son précédent rapport sur l'UNOPS (A/65/5/Add.10, par. 79), le Comité a noté que celui-ci et le PNUD continuaient d'enregistrer des divergences résiduelles non réglées dans les comptes interfonds. Au cours de l'exercice, le Comité a procédé à un rapprochement entre les montants présentés dans les états financiers de l'UNOPS et du PNUD et les écarts relevés. Tous les trimestres, le PNUD et l'UNOPS procèdent à un rapprochement des soldes interfonds. Le Comité a constaté qu'il y avait un écart de 49,01 millions de dollars entre le montant initialement enregistré par le PNUD et le montant comptabilisé par l'UNOPS, imputable à une écriture d'ajustement erronée passée par le PNUD à propos d'un accord de services de gestion. Toutefois, le PNUD a par la suite rectifié l'erreur dans ses états financiers.

48. Le Comité a noté que les rapprochements pour les deuxième et troisième trimestres de 2011 étaient achevés et que les organismes étaient en communication lors de la clôture des comptes. Cependant, les confirmations formelles qui permettent d'opérer un rapprochement des écarts dans les délais n'ont été prêtes qu'une fois que les comptes des deux organismes ont été clos, laissant des écarts en suspens, qui n'ont été comblés que lors de l'audit.

Écart résiduel datant d'années précédentes

49. Le Comité a constaté qu'il persistait un écart non réglé de 18 millions de dollars qui remontait à des années précédentes et que ni l'UNOPS ni le PNUD ne disposaient des justificatifs correspondants qui auraient permis le recouvrement des sommes dues par l'autre entité. Toutefois, le Comité note que le PNUD et l'UNOPS ont mis en place un processus destiné à combler les écarts, avec la participation d'experts indépendants.

Écart imputable aux opérations au titre d'accords de services de gestion

50. Si le PNUD et l'UNOPS ont rapproché leurs soldes interfonds, ce processus n'a pas empêché l'UNOPS de communiquer au PNUD des informations inexactes sur des opérations d'un montant de 65,3 millions de dollars se rapportant à des accords de services de gestion. Il n'a pas non plus permis d'éviter un écart de 49,01 millions de dollars imputable à des erreurs qui s'étaient glissées dans le traitement par le PNUD des écritures d'ajustement dudit accord et qui, au 31 décembre 2011, persistaient.

51. Le Comité s'inquiète de ce que l'UNOPS et le PNUD rendent compte seulement une fois par an des opérations effectuées au titre d'accords de services de gestion, alors que le mémorandum d'accord entre le PNUD et l'UNOPS exige des rapports semestriels. Les communications au PNUD ont été faites sur feuille de calcul électronique, sans validation par le PNUD, ce qui expose l'un et l'autre organismes au risque d'erreur.

52. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait de nouveau, de régler le différend concernant les écarts interfonds dans ses comptes avec l'UNOPS.

53. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait : a) d'obtenir confirmation des soldes de l'UNOPS avant la clôture de ses comptes et d'effectuer un rapprochement des soldes interfonds; b) d'obtenir des rapports et des certifications semestriels de l'UNOPS; et c) d'établir une validation adéquate des montants communiqués par l'UNOPS avant de traiter les opérations effectuées au titre d'accords de services de gestion.

8. Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et de l'assurance maladie après la cessation de service

54. D'après les états financiers de l'exercice considéré, les engagements au titre des prestations liées à la cessation de service s'élevaient à 984,6 millions de dollars (2009 : 554,1 millions), dont 826,5 millions (2009 : 430 millions) pour l'assurance maladie après la cessation de service, 63,1 millions (2009 : 46,8 millions) pour les reliquats de congés annuels, 82,3 millions (2009 : 67,1 millions) pour les prestations liées au rapatriement et 12,7 millions (2009 : 10,2 millions) pour les autres prestations de fin de service. L'augmentation sensible de l'évaluation actuarielle pour l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2011, qui a été reçue par le PNUD en avril 2012, était principalement due à la diminution du taux d'actualisation retenu par l'actuaire, qui est passé de 6 % à 4,5 %.

Présentation des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service dans les états financiers

55. Dans son rapport précédent (A/65/5/Add.1, par. 149), le Comité a noté à nouveau que le PNUD n'avait pas constaté la totalité de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Il a recommandé que le PNUD prévoie un financement pour la totalité de ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service (ibid., par. 151) et se penche sur la question d'une politique de financement de l'ensemble de ces engagements (ibid., par. 152).

56. Le Comité a noté qu'au 31 décembre 2011, le PNUD n'avait comptabilisé que la portion financée de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui s'élevait à 453,2 millions de dollars contre 373 millions en 2009, soit 373,3 millions de moins que le montant issu de la plus récente évaluation actuarielle, qui se montait à 826,5 millions de dollars. Conformément aux normes comptables du système des Nations Unies, le PNUD n'avait pas constaté au bilan ses engagements au titre des prestations liées au rapatriement, des reliquats de congés payés et des autres prestations payables à la cessation de service, qui étaient de 158,1 millions de dollars au 31 décembre 2011.

57. Les normes comptables du système des Nations Unies permettent actuellement différents traitements comptables de l'enregistrement des prestations payables à la cessation de service, qui consistent à présenter ces prestations soit dans l'état de l'actif et du passif, soit dans les notes relatives aux états financiers, en conformité avec la politique de l'organisation. Le Comité note toutefois que le traitement varie selon les organismes et qu'il manque de transparence.

58. Le PNUD a informé le Comité qu'il comptabiliserait la totalité de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service lorsqu'il mettrait en œuvre les normes IPSAS, en 2012.

Financement des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service

59. Le Comité a déjà indiqué que le PNUD avait besoin d'un plan de financement pour ses engagements au titre des prestations dues à la cessation de service. Les organismes des Nations Unies devront continuer d'honorer régulièrement les engagements et il leur faudrait mettre au point des stratégies adéquates pour ce faire. Le PNUD fonctionne sur la base d'un financement volontaire qui, de ce fait, n'est pas garanti pour l'avenir. Il devra, par conséquent, veiller à ce que les coûts de ses activités puissent être couverts.

60. Le PNUD a signalé qu'il avait déjà un plan de financement de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et qu'il formulerait un plan pour les autres engagements, à savoir les sommes dues au titre des reliquats de congés payés et les prestations payables à la cessation de service ou liées au rapatriement.

61. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait de nouveau, de prévoir un financement pour la totalité de ses engagements au titre des prestations liées à la cessation de service dans le cadre de sa mise en œuvre des normes IPSAS.

62. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, d'élaborer des plans de financement des prestations dues à la cessation de service au titre des reliquats des congés payés et des prestations payables à la cessation de service ou liées au rapatriement.

9. Dépenses au titre des programmes et des projets, y compris les projets exécutés par des entités nationales

Audit des projets exécutés par des entités nationales

63. Le PNUD applique, avec l'appui de son département de l'audit interne, le Bureau de l'audit et des investigations, une procédure bien définie et éprouvée pour assurer le contrôle et le suivi des projets exécutés par des entités nationales. Le Comité a constaté des améliorations dans la gestion de la procédure et des résultats ainsi obtenus, dès lors que, désormais, les bureaux régionaux assurent, avec les bureaux de pays, le suivi de l'audit de la modalité d'exécution nationale. La modalité d'exécution nationale mobilise un total de 3,2 milliards de dollars.

64. En 2010, l'audit de la modalité d'exécution nationale du PNUD a révélé un total de dépenses non étayées de 40 millions de dollars, dont 27 millions imputables au bureau d'Égypte qui, lors de l'audit, a fait l'objet d'une opinion assortie de commentaires pour ses dépenses de projet, et où le PNUD a indiqué que les documents comptables et les pièces justificatives pour les dépenses liées au projet avaient été détruits ou égarés pendant la révolution qui avait éclaté dans le pays. Pour d'autres bureaux de pays, les commentaires dont ils avaient fait l'objet portaient en grande partie sur l'absence de pièces justificatives ou sur des écarts entre les dépenses déclarées dans les rapports consolidés sur l'exécution des projets et les dépenses déclarées dans les dossiers du projet.

65. Tout en reconnaissant que la présence d'un montant de dépenses non étayées au bureau d'Égypte était due à des circonstances uniques, le Comité estime que le PNUD devrait appliquer d'autres mesures pour obtenir l'assurance que les fonds ont été dépensés comme prévu, par exemple affectés à des visites de vérification de

l'exécution des projets. Le PNUD a informé le Comité qu'après l'incendie qui a ravagé le bureau de pays, les enseignements pertinents ont été tirés et les mesures appropriées ont été prises pour protéger les dossiers afférents aux projets.

66. Le PNUD a informé le Comité que le partenaire d'exécution au sein du ministère compétent avait dit qu'il avait accepté les dépenses enregistrées dans le rapport du projet, confirmant ainsi qu'il n'y avait pas de pertes au titre d'avances versées au Gouvernement. En outre, dans le plus récent cycle d'audit de la modalité d'exécution nationale de 2011, trois des quatre projets avaient bénéficié d'une opinion sans réserve, le quatrième projet ayant été terminé sur le plan opérationnel.

67. Le PNUD a en outre informé le Comité que les bureaux régionaux surveillent les bureaux de pays ayant à plusieurs reprises fait l'objet, lors des audits, d'opinions assorties de commentaires, pour s'assurer que, lorsqu'une modification s'imposait dans la trésorerie, des accords étaient conclus à cet effet avec le gouvernement et les partenaires d'exécution du programme.

Autres lacunes constatées dans la modalité d'exécution nationale

68. Tout en prenant note des améliorations progressives résultant du suivi et de l'examen effectués par le Bureau de l'audit et des investigations, l'analyse par le Comité du processus d'audit de la modalité d'exécution nationale, sur la base des données établies par le Bureau, a révélé les lacunes suivantes :

a) Certains bureaux de pays ont continué à présenter des plans et des rapports d'audit après la date butoir;

b) Certains bureaux de pays n'avaient pas établi leurs plans d'action pour donner suite aux recommandations des exercices antérieurs concernant la modalité d'exécution nationale;

c) Au Tchad, le Comité a relevé que des projets représentant un montant global de dépenses égal à 1 834 795 dollars n'avaient pas été comptabilisés dans la liste de 2011 des dépenses de projet devant faire l'objet d'un audit, alors qu'ils auraient dû l'être selon les critères applicables. Le PNUD a par la suite informé le Comité que les projets avaient été pris en compte dans le plan d'audit de 2012.

69. Le Comité estime importante la participation des bureaux régionaux au processus de suivi de la modalité d'exécution nationale, car elle permettra d'améliorer les contrôles et de resserrer les liens avec les partenaires d'exécution pour en renforcer les capacités. À cet égard, les résultats dudit processus contribueront grandement à identifier les domaines où les partenaires d'exécution ont besoin d'aide.

70. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait de nouveau, que les bureaux régionaux du PNUD examinent les résultats du processus d'audit de la modalité d'exécution nationale et travaillent avec les partenaires d'exécution pour remédier aux lacunes identifiées, en particulier chez les partenaires d'exécution recevant, lors des audits, des observations critiques récurrentes.

71. Le PNUD a indiqué que les résultats de l'audit de la modalité d'exécution nationale et les questions liées à l'audit demeurent, pour les bureaux régionaux, un aspect important du travail de toutes les réunions qu'ils ont avec le Bureau de la gestion pour examiner l'état de leurs finances. Qui plus est, les bureaux de pays sont

tenus de revoir leurs méthodes de transfert de fonds avec les partenaires d'exécution lorsqu'ils reçoivent des mauvaises notes récurrentes pour leur exécution nationale.

72. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, d'envisager d'autres moyens d'obtenir l'assurance que les fonds ont été dépensés comme prévu au bureau d'Égypte.

73. Le PNUD a informé le Comité que le bureau d'Égypte avait confirmé que tous les relevés bancaires de 2011 avaient été rapprochés des états comptables et que tous les actifs nouvellement acquis avaient été enregistrés et les pièces justificatives classées. En outre, un système de suivi et d'évaluation fiable était déjà en place et était appliqué à tous ses projets.

Gestion de projets sur le terrain

74. Le Comité a soulevé, au fil des exercices biennaux, un certain nombre de questions qui touchent à la gestion de projets sur le terrain. Lors de sa visite aux bureaux de pays, pendant l'exercice, le Comité a pris acte des questions pendantes ci-après, qui compromettent l'efficacité de la gestion de projets sur le terrain :

a) *État d'exécution des projets dans le système Atlas.* Le système Atlas reflète l'état d'exécution d'un projet à tout moment et les données qu'il contient éclairent la prise de décisions concernant l'efficacité des contrôles de gestion de projet et les autres questions relatives à la gestion. Le Comité a conclu qu'il était possible d'améliorer la qualité des données sur l'état d'exécution des projets recueillies dans le système Atlas. Ainsi, le rapport de projet du bureau de Somalie englobait des projets qui étaient présentés comme clos dans les états financiers alors que lesdits projets étaient en cours, et celui du bureau de la Jamaïque englobait des projets repris de l'ancien système du PNUD qui n'étaient pas terminés sur le plan opérationnel;

b) *Clôture des comptes des projets.* Le Comité a constaté que la clôture des projets est souvent suivie par l'équipe financière du Siège, alors qu'il s'agit d'une mesure de gestion des projets. Toutefois, le Comité a constaté que cette question était renvoyée aux bureaux régionaux, où elle sera traitée dans le cadre du contrôle de la gestion de projets améliorée;

c) *Rapports consolidés sur l'exécution des projets.* Les rapports consolidés sur l'exécution des projets par les partenaires d'exécution sont reçus une fois par trimestre et les rapports finals sont établis une fois par an. Les partenaires d'exécution sont tenus de signer leurs rapports consolidés et de les retourner au bureau de pays. Certains bureaux de pays n'ont pas dûment vérifié la réception de rapports consolidés;

d) *Suivi des projets.* Le Comité a constaté que le bureau du Tchad n'avait pas procédé, au cours de l'exercice, à des visites au titre du projet ni à des examens de l'exécution finale du projet. Or, faute de visites sur le terrain, le bureau de pays ne peut confirmer l'utilisation qui est faite des fonds du PNUD dans le cadre des activités de projet.

75. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait de nouveau, de recourir aux bureaux régionaux pour : a) procéder en priorité à la clôture des comptes de tous les projets terminés sur le plan opérationnel; et b) examiner les causes des retards pris en ce qui concerne la clôture des projets.

76. Le PNUD a informé le Comité qu'il s'emploierait davantage à suivre systématiquement l'exécution des projets dans les bureaux de pays et que, dans le cadre du projet d'amélioration du système Atlas, les procédures y relatives utilisées dans ce système seront revues pour améliorer à la source la qualité des données de projet et pour renforcer les efforts de suivi des projets qui permettent l'établissement de rapports axés sur les résultats.

77. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, d'améliorer la qualité de l'information concernant les projets, en procédant à un examen régulier des informations sur les projets figurant dans le système Atlas.

78. Le PNUD a informé le Comité que la pratique de l'examen périodique et de l'actualisation de l'état d'exécution des projets est actuellement le sujet d'ateliers de formation. En outre, le tableau de bord financier amélioré, qui est sur le point d'être déployé, permettra aux administrateurs de projets de suivre de près la clôture des comptes des projets terminés sur le plan opérationnel.

79. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, que les bureaux de pays du PNUD vérifient qu'ils reçoivent les rapports consolidés sur l'exécution des projets.

80. Le PNUD a informé le Comité que la qualité des rapports des donateurs (y compris les rapports consolidés sur l'exécution des projets) aux bureaux de pays et le respect des délais d'envoi desdits rapports étaient examinés par la direction du PNUD dans le cadre de la stratégie mise en œuvre pour renforcer les mécanismes de responsabilité internes de l'organisation de manière à répondre aux besoins de ses partenaires.

81. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait, que les bureaux de pays effectuent des visites sur le terrain et des examens finals de l'exécution des projets afin d'en évaluer les résultats et le taux de réussite ainsi que de faire fond sur les enseignements tirés.

82. Le PNUD a indiqué que sa politique actuelle, exposée en détail dans le Manuel de la planification, du suivi et de l'évaluation des projets du PNUD, donne des indications spécifiques pour examiner les projets et mettre en pratique les enseignements tirés.

Activités de microfinancement du PNUD

83. Dans certains cas, le PNUD appuie des projets qui comportent des activités de microcrédit, comme par exemple, ainsi que l'a constaté le Comité, aux bureaux du Myanmar et de la Géorgie. Selon le Règlement financier et les règles de gestion financière du PNUD, ces activités doivent être exécutées par un intermédiaire. Le Comité a constaté que :

a) Le PNUD n'avait pas de politiques spécifiques pour la comptabilisation des activités de microcrédit;

b) Le PNUD n'avait pas encore effectué d'examen systématique de l'ensemble de ses activités de microcrédit (fonds autorenouvelable) pour déterminer comment les informations en la matière allaient se répercuter sur ses comptes. Dans certains cas, comme pour le FENU, qui est administré par le PNUD et qui est actuellement comptabilisé dans les états du PNUD, il est admis que les accords de projet peuvent inclure des conditions exigeant du PNUD qu'il comptabilise les opérations de microcrédit comme des prêts et non comme des dépenses.

84. Le PNUD a informé le Comité que, dans un régime de fonds autorenouvelable, des sommes sont prêtées à des membres autosélectionnés d'un groupe communautaire participant à un projet, qui remboursent les emprunts, y compris les intérêts, faits au fonds renouvelable. Les sommes remboursées sont par la suite prêtées à d'autres membres du groupe. Ce mécanisme garantit que les fonds continuent de tourner entre les membres du groupe au profit de la communauté participant au projet. Dans ces conditions, il n'est d'une manière générale pas nécessaire que le PNUD enregistre ces opérations dans ses comptes.

85. Le Comité est d'avis que le caractère diversifié des activités de microfinancement contraint le PNUD à revoir et à évaluer ses activités de microcrédit dans leur ensemble afin de s'assurer qu'il applique en l'occurrence des normes et des politiques cohérentes.

86. Le PNUD a accepté, comme le Comité le recommandait : a) d'examiner tous les projets prévoyant des activités de microfinancement et d'évaluer ses politiques pour veiller à ce que lesdites activités soient comptabilisées d'une manière cohérente; et b) d'appliquer des mesures appropriées de contrôle des activités de microcrédit, conformément aux accords de projet.

10. Politique harmonisée concernant les transferts de fonds

87. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds aux partenaires d'exécution se définit comme une approche de gestion des risques pour les transferts de fonds aux partenaires d'exécution. Ses objectifs sont les suivants : a) réduire les coûts de transaction liés aux programmes de pays des organismes du Comité exécutif en simplifiant et en harmonisant les règles et les procédures y relatives; b) renforcer les moyens dont disposent les partenaires d'exécution pour administrer efficacement les ressources; et c) aider à maîtriser les risques liés à la gestion des fonds et à améliorer l'efficacité d'une manière générale.

88. La mise en œuvre de la politique harmonisée ne relève pas de l'initiative d'un organisme particulier mais d'un effort conjoint des organismes du Comité exécutif qui composent l'équipe de pays des Nations Unies. Par conséquent, les problèmes posés par la politique harmonisée devraient être considérés, comme il se doit, du point de vue du système des Nations Unies dans son ensemble.

Application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds dans les bureaux de pays du PNUD

89. En s'intéressant aux bureaux de pays, le Comité a découvert des problèmes importants s'agissant de l'application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds (« la politique harmonisée ») au cours de l'exercice biennal :

a) Soixante et un bureaux de pays du PNUD ont déclaré respecter la politique harmonisée alors que seuls six d'entre eux avaient choisi de mettre en œuvre les contrôles qu'elle prévoit;

b) Alors qu'au PNUD, l'équipe du Directeur régional est responsable de la surveillance, du suivi et de l'appui concernant la mise en œuvre de la politique harmonisée, le Comité a observé que les fonctions de surveillance et de suivi n'avaient pas été assurées comme prévu;

c) Pour ce qui est des progrès accomplis par les bureaux de pays dans la mise en œuvre de la politique harmonisée, le Comité a constaté ce qui suit :

i) certains bureaux de pays ne savaient pas bien si mettre en œuvre la politique harmonisée permettrait de réduire les coûts; ii) certains bureaux de pays ne comprenaient pas parfaitement le processus de macroévaluation; iii) la façon de procéder aux microévaluations et de données suite aux résultats n'était pas identique dans tous les bureaux de pays; iv) alors même que la microévaluation avait mis en évidence que certains partenaires de réalisation présentaient des risques élevés ou avaient donné lieu à la formulation d'opinions assorties de commentaires sur les projets d'exécution nationale en raison de dépenses non justifiées, certains bureaux de pays ont continué de procéder à des transferts directs à destination de leurs partenaires de réalisation sans tenir dûment compte du niveau de risque. Des bureaux de pays ont informé le Comité que la politique harmonisée pourrait être modifiée de façon qu'elle indique les modalités de transfert de fonds devant être choisies lorsqu'une microévaluation faisait ressortir un risque élevé, car le choix du transfert direct de fonds ne dépend pas uniquement du niveau de risque, sachant qu'il existe d'autres procédures de contrôle pour les environnements à risque élevé.

90. Les conclusions du Comité cadraient avec celles issues de l'évaluation de la politique harmonisée réalisée à l'échelle mondiale par le Comité consultatif pour la politique harmonisée, lequel dépend du Groupe des Nations Unies pour le développement.

*Évaluation de la politique harmonisée réalisée à l'échelle mondiale
par le Comité consultatif pour la politique harmonisée du Groupe
des Nations Unies pour le développement*

91. L'évaluation de la politique harmonisée réalisée à l'échelle mondiale par le Comité consultatif pour la politique harmonisée du Groupe des Nations Unies pour le développement a mis en évidence un certain nombre de difficultés et de défis en ce qui concerne le processus d'application de la politique harmonisée, notamment les problèmes suivants :

- a) Dans bon nombre de pays de programme, la politique harmonisée n'a pas été appliquée après les phases initiales d'évaluation des capacités;
- b) Les mesures visant à inciter les autorités publiques à accepter et appuyer pleinement la politique harmonisée n'ont pas été suffisamment mises en avant;
- c) Pour de nombreux gouvernements, l'instauration de la politique harmonisée entraîne des coûts initiaux très élevés à raison de la communication des informations financières et organisationnelles aux niveaux de la direction et des services. Bon nombre de gouvernements se sont opposés à la mise en œuvre de la politique harmonisée car ils considèrent qu'une approche systématique qui passe par des évaluations et des contrôles au niveau institutionnel empiète sur la souveraineté nationale et que les notes de risque données par les sociétés extérieures d'audit ou de conseil faisaient ressortir des déficits de capacités et des faiblesses organisationnelles susceptibles de nuire aux décaissements obtenus par le biais d'autres partenaires de développement;
- d) Les gouvernements estiment que les conditions prévues dans la politique harmonisée imposent des obligations inutiles en matière de comptabilité et de communication;
- e) La politique harmonisée se contente de décrire les procédures techniques concernant la conduite des évaluations ou les demandes d'autorisation de dépenses et la déclaration des dépenses;

f) Les pays appliquant la politique harmonisée rencontrent des difficultés particulières pour établir des plans de vérification et d'audit. Un certain nombre de pays ayant mis en œuvre des plans de vérification et d'audit n'ont pas été en mesure d'assurer un suivi systématique des activités de contrôle, ce qui s'explique essentiellement par le manque de personnel et de moyens financiers dont dispose l'ONU au niveau des pays.

92. Le Comité souscrit aux conclusions et recommandations du Comité consultatif du Groupe des Nations Unies pour le développement et souligne qu'il faut envisager des moyens de renforcer la politique harmonisée.

93. Le PNUD a informé le Comité qu'immédiatement après la publication des résultats de l'évaluation mondiale concernant l'application de la politique harmonisée, le Comité consultatif devrait commencer à réviser la politique avec le concours du Bureau de la coordination des activités de développement. Les problèmes actuels concernant le mécanisme de contrôle de l'application de la politique et les questions de gouvernance devraient être réglés à l'occasion de la révision de la politique. Il devrait ainsi être procédé à la mise en place ou au renforcement du système de responsabilités, qui précise la répartition des rôles et responsabilités liés à la politique harmonisée. En outre, la politique révisée devrait prévoir de nouvelles orientations détaillées et de nouveaux outils concernant les éléments suivants : système de vérification et d'audit reposant sur une stratégie axée sur le risque et tenant compte des exigences du PNUD en matière de contrôle; principes directeurs relatifs à l'élaboration de plans de vérification et d'audit conjoints; principes directeurs relatifs à la mise en œuvre d'activités de vérification et à la fréquence des contrôles.

94. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité et convient donc : a) d'envisager de renforcer les fonctions de contrôle et de suivi de l'application de la politique harmonisée dans les bureaux de pays; b) d'envisager de créer des mécanismes visant à faire en sorte que tous les bureaux de pays interprètent et appliquent la politique harmonisée de la même façon dans le cadre d'un processus interinstitutions.

11. Décentralisation et activités des bureaux de pays

95. Le PNUD dispose d'une structure décentralisée pour appuyer ses activités sur le terrain et compte des bureaux dans environ 160 pays dans le monde. Ainsi, les directeurs des bureaux régionaux relèvent de l'Administrateur pour ce qui est du contrôle et du suivi des activités des bureaux de pays situés dans les régions dont ils sont responsables, tandis que les bureaux centraux sont chargés de communiquer les politiques réglementaires aux bureaux régionaux et de leur apporter un appui en matière de suivi. Parmi les autres mécanismes de suivi en vigueur figurent les analyses par pays effectuées tous les trimestres par les bureaux régionaux ainsi que les examens financiers trimestriels réalisés par le Bureau de la gestion.

96. Malgré les mécanismes en vigueur, les constatations établies par le Comité pour l'exercice biennal, qui figurent dans le présent rapport, montrent que le PNUD doit renforcer ses mécanismes de surveillance et de suivi des activités des bureaux de pays, de sorte que les activités de contrôle de l'organisation ne soient pas affaiblies.

97. Le Comité a trouvé les exemples qui suivent, qui figurent dans le rapport :

- Si le Comité a estimé que le système de contrôle des rapprochements bancaires fonctionnait bien globalement, il a encore relevé des carences indiquant qu'il fallait que le PNUD renforce le contrôle des rapprochements bancaires dans les bureaux extérieurs;
- Concernant la gestion de projet, le Comité a constaté qu'il était possible d'améliorer la qualité des données figurant dans le système Atlas. En effet, le Comité a découvert que dans plusieurs bureaux de pays, l'état d'avancement de certains projets tel qu'indiqué dans le système Atlas ne correspondait pas à la réalité. En outre, le suivi et la clôture de projets et de fonds d'affectation spéciale inactifs ont été assurés par le Bureau des finances et de l'administration au siège et non par les services et bureaux régionaux chargés des projets en question;
- S'agissant de la politique harmonisée, quoiqu'il appartienne aux équipes du Directeur régional de surveiller, suivre et appuyer la mise en œuvre de la politique, le Comité a observé que les fonctions de surveillance et de suivi n'avaient pas été assurées comme prévu;
- Pour ce qui est de la gestion des achats, si des mécanismes de contrôle ont été mis en place, le Comité a observé qu'il fallait que ceux-ci soient renforcés afin que les politiques et procédures en vigueur au PNUD soient respectées. Le « tableau de bord » n'a guère été utilisé en raison de la mauvaise qualité des données. Le Comité a également constaté que les procédures d'octroi de marchés que suivent les bureaux extérieurs présentaient des carences et a affirmé qu'il serait bon de renforcer les contrôles dans ce domaine;
- Si le siège du PNUD a bien procédé à des contrôles de la gestion des actifs, les carences relevées dans la gestion des actifs des bureaux de pays montrent qu'il faut renforcer les contrôles, notamment prévoir un examen du registre consolidé des actifs de toutes les entités et renforcer les procédures de validation et de certification des actifs;
- Dans tous les bureaux extérieurs dans lesquels il s'est rendu pendant l'exercice biennal, le Comité a relevé des carences dans l'administration des congés, ce qui atteste d'un problème systématique au sein du PNUD qui nécessite que soient renforcées les fonctions de contrôle et de suivi.

98. Le Comité recommande que le PNUD envisage de renforcer encore le contrôle et le suivi des activités menées sur le terrain concernant les achats, les fonds d'affectation spéciale, les projets, la gestion des actifs, la politique harmonisée concernant les transferts de fonds et les ressources humaines, pour garantir le respect du principe de responsabilité au sein d'une structure hautement décentralisée telle que celle du PNUD, ainsi que des politiques et procédures du Programme.

12. Gestion des achats et des marchés

99. Il est essentiel que la gestion des achats et des marchés soit optimale pour que le PNUD puisse exécuter ses opérations dans le monde. La fonction achats couvre toutes les tâches qui doivent être exécutées pour se procurer des biens, en les achetant ou en les louant, y compris des marchandises et des services. Elle consiste à déterminer les besoins, établir le cahier des charges correspondant, trouver les fournisseurs possibles, lancer un appel d'offres, évaluer les soumissions, attribuer le marché et lancer la commande, suivre l'exécution du marché en veillant au respect

du cahier des charges, recevoir et inspecter les marchandises, régler les fournisseurs et gérer les biens ou services faisant l'objet du contrat.

100. Dans son analyse de la fonction achats, le Comité a relevé les problèmes suivants, qui nuisent à l'efficacité tant au siège que dans les bureaux de pays :

a) *Planification des achats.* Le Comité avait déjà souligné qu'il fallait établir des plans d'achats individuels et globaux dans tous les bureaux de pays et au siège. Il n'a constaté aucun progrès à cet égard. Aussi n'est-il plus possible d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix en centralisant les besoins en termes d'achats;

b) *Contrôle des achats et qualité des données figurant dans le système Atlas.* Le PNUD a créé des tableaux de bord dans Atlas pour aider les utilisateurs du système à assurer le suivi des procédures d'achat et à produire des informations concernant les achats. Toutefois, cet outil n'est guère utilisé en raison de la mauvaise qualité des données et n'a pas pu être utilisé pour la prise de décisions relatives au suivi et à l'administration des achats;

c) *Renforcement du contrôle des activités liées aux achats.* Si le PNUD dispose effectivement de mécanismes de contrôle au niveau des bureaux de pays pour analyser les activités liées aux achats et aux marchés, le Comité a constaté qu'il devrait renforcer les fonctions de contrôle et de suivi pour s'assurer que les bureaux de pays respectent bien les politiques et procédures de l'organisation;

d) *Agrément des acheteurs.* Sur la totalité des acheteurs inscrits dans le système Atlas, 62 % ont suivi le niveau I de la formation aux procédures d'achat (2010 : 34 %).

101. Compte tenu de l'ampleur de son réseau de bureaux de pays et de l'importance de ses dépenses, le PNUD devrait aisément pouvoir lancer des appels d'offres et réaliser des économies d'échelle en analysant ses besoins et en planifiant bien ses achats. Conjugués, les problèmes recensés par le Comité empêchent le PNUD d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix.

102. Le PNUD a souscrit à la recommandation formulée à nouveau par le Comité selon laquelle il devrait envisager d'établir, après analyse des besoins, des plans d'achats individuels et globaux pour les bureaux de pays et le siège.

103. Le PNUD a également fait sienne la recommandation du Comité qui lui propose à nouveau : a) d'améliorer la tenue et l'utilisation du tableau de bord de la gestion des achats; et b) de consolider l'appui qu'il apporte en matière de suivi aux bureaux régionaux s'agissant des achats dans les bureaux de pays.

104. Le PNUD a accepté, comme le recommandait à nouveau le Comité, a) de revoir régulièrement le profil des acheteurs inscrits dans le système Atlas pour que seuls les fonctionnaires des achats ayant suivi la formation requise disposent de ce profil et que celui-ci soit retiré à tous les fonctionnaires qui ne remplissent pas les conditions voulues, et b) d'envisager de créer des mécanismes visant à faire progresser le nombre de fonctionnaires des achats ayant suivi la formation requise.

105. Le PNUD a affirmé que la politique relative au système d'évaluation des capacités en matière d'achats, qui a récemment été approuvée par le Groupe d'appui à la performance de l'organisation, faisait partie intégrante de la stratégie visant à déléguer davantage de pouvoirs en matière d'achats au personnel compétent des

bureaux du PNUD. D'une part, cette stratégie permettra de mieux connaître les besoins en matière de formation aux achats et ainsi de combler les déficits de capacités dans les bureaux concernés, et, d'autre part, elle contribuera à renforcer la responsabilité de l'Administration et à améliorer la planification des achats dans les bureaux du PNUD.

Utilisation des dérogations

106. Le Comité a relevé des cas où les bureaux de pays (République bolivarienne du Venezuela, Tchad, Indonésie et Myanmar) achetaient des biens et des services en concluant des marchés par entente directe, sans justification. En outre, dans trois bureaux de pays, les dérogations n'étaient pas renvoyées devant le Comité consultatif des achats ou ne l'étaient que lorsqu'il fallait procéder au second décaissement. Le Comité a observé que, dans la plupart des cas, on aurait pu éviter des dérogations aux procédures d'appel d'offres si les bureaux de pays avaient mieux planifié les achats. Ne pas respecter les procédures normales accroît le risque de fraude et de mauvaise utilisation des ressources.

107. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité qui lui proposait :
a) d'appliquer des mesures visant à renforcer le contrôle et le suivi des marchés par entente directe et d'autres méthodes d'achats sans mise en concurrence; et
b) de planifier ses activités d'achat en temps utile pour pouvoir procéder à des appels d'offres et respecter les règles applicables en matière d'achats, par exemple en informant tous les demandeurs de fourniture de biens ou services six mois à l'avance qu'il faut commencer à planifier un appel d'offres.

Attribution des marchés dans les bureaux de pays

108. Le Comité a examiné le processus d'achat appliqué dans les bureaux de pays et relevé des carences et des cas de non-respect des principes, politiques et procédures du PNUD en matière d'achats :

- a) Les marchés n'ont pas toujours été octroyés au soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note et ayant présenté la meilleure offre par rapport aux produits visés dans l'évaluation technique et financière;
- b) Les méthodes prescrites pour faire la publicité des appels d'offres n'ont pas toujours été respectées, réduisant ainsi le nombre de prestataires y répondant;
- c) Le bureau de pays du Tchad a octroyé à une agence de voyages un marché d'un montant de 1,19 million de dollars sans avoir procédé à un appel d'offres;
- d) La division des tâches n'a pas toujours été respectée dans les procédures d'appel d'offres. En effet, des fonctionnaires travaillant dans les services qui saisissaient le comité des achats participaient également aux travaux du comité, exposant ainsi le PNUD à d'éventuels conflits d'intérêts;
- e) Les marchés n'ont pas toujours été conclus et signés avec les prestataires par les bureaux de pays;
- f) Les évaluations des prestations des fournisseurs n'ont pas toujours été effectuées par les bureaux de pays;
- g) Dans les bureaux de pays en Ukraine et au Tchad, le Comité a relevé que la base de données recensant les fournisseurs indiquait parfois deux fois les mêmes

fournisseurs ou indiquait des fournisseurs inactifs, ce qui montre qu'elle n'est pas fiable et qu'elle n'a guère de valeur.

109. Les failles dans l'administration des achats et des marchés portent atteinte aux principes d'équité et de transparence de la fonction achats et pourraient avoir pour effet que le PNUD ne parvienne pas à acquérir des biens et services présentant un bon rapport qualité-prix.

110. Le Comité recommande aux bureaux de pays du PNUD : a) de répartir correctement les tâches composant la fonction achats de façon à éviter les conflits d'intérêts; b) d'évaluer régulièrement les prestations des fournisseurs; et c) de respecter les normes du PNUD régissant les appels d'offres et la passation de marchés.

111. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité selon laquelle le siège du PNUD devrait envisager d'exercer ses fonctions de contrôle afin de veiller à ce que les bureaux de pays appliquent les mesures décidées par l'organisation en matière d'achats qui sont actuellement mises en œuvre par le Comité consultatif.

112. Le PNUD a informé le Comité des commissaires aux comptes que parmi les mesures que le Comité consultatif des achats était en train de mettre en œuvre figurait le lancement de son nouveau portail électronique, qui permettra de traiter les dossiers dès qu'en sera saisi le Comité des contrats, actifs et achats. Ainsi seront enregistrés dans le système non seulement les dossiers reçus par les comités consultatifs pour les régions et pour le siège, mais également les dossiers correspondant aux plus de 160 antennes du Comité des contrats, actifs et achats réparties dans les unités administratives et bureaux de pays, et ce, pour garantir la centralisation de toutes les données relatives au contrôle des achats.

Évaluation de la fonction achats dans l'organisation par le Bureau de l'audit et des investigations

113. Au cours de l'exercice biennal, le Bureau de l'audit et des investigations a examiné la fonction achats dans l'organisation et lui a attribué la mention « partiellement satisfaisant », ce qui signifie que, globalement, les mécanismes de contrôle interne et de gestion des risques étaient en place et fonctionnaient, mais qu'il fallait les améliorer.

114. Selon le Bureau, cette mention tient compte d'un certain nombre d'éléments qui ne relèvent pas de la compétence du Bureau de l'appui aux achats et s'explique principalement par : a) le fait qu'il faille délimiter clairement les domaines d'intervention en matière d'appui aux achats entre le PNUD et l'UNOPS; b) le fait que la planification des achats à l'échelle de l'organisation soit précaire; et c) certaines insuffisances dans les procédures d'achat accélérées et d'urgence.

115. Le Comité approuve les constatations et recommandations figurant dans le rapport du Bureau de l'audit et des investigations et souligne qu'il faut que le PNUD règle les problèmes signalés dans son rapport d'audit de la fonction achats de l'organisation.

13. Gestion des biens durables

116. Les biens durables sont des produits ou du matériel dont la valeur unitaire atteint ou dépasse 1 000 dollars au moment de l'achat et qui ont une durée de vie

utile d'au moins trois ans. Comme il est indiqué à la lettre b) de la note 3 relative aux états financiers, la valeur de ces biens au 31 décembre 2011 s'établissait à 84,6 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 5 % par rapport aux 88,9 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Carences dans la gestion des actifs

117. Dans des rapports antérieurs, le Comité a souligné qu'il fallait renforcer les contrôles au PNUD concernant la gestion des biens durables. Durant les visites qu'il a effectuées dans les bureaux de pays au cours de l'exercice biennal considéré, le Comité a encore relevé des carences dans le domaine de la gestion des actifs, dont il estime qu'elles sont dues aux éléments suivants :

- a) Les biens ne sont pas toujours enregistrés immédiatement après l'achat dans le module consacré aux biens du système Atlas. Certains biens sont enregistrés plus d'un an après la date d'achat;
- b) Les transferts de biens ne sont pas toujours bien enregistrés ou mis à jour. Il en résulte que certains biens ne se trouvent pas à l'endroit indiqué dans le système ou que certains transferts ne sont pas documentés;
- c) Si les politiques du PNUD relatives à l'enregistrement des biens destinés aux projets sont claires, leur application sur le terrain n'est pas uniforme;
- d) Les procédures de certification et de validation des biens, notamment le recensement des biens qui ne sont plus utilisés ou qui sont endommagés, n'ont pas été appliquées de façon uniforme et efficace.

118. Si le siège du PNUD a mis en place des contrôles, notamment par la consolidation du registre des actifs à l'échelle de l'organisation et le nettoyage des données, le Comité considère qu'il est encore possible de renforcer les contrôles concernant la gestion des actifs sur le terrain. Pour assurer une bonne gestion des biens et appliquer les normes IPSAS, le PNUD doit disposer d'informations fiables sur ses actifs afin que ceux-ci soient comptabilisés.

119. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité selon laquelle il faut renforcer les contrôles concernant la gestion des actifs sur le terraina : a) en revoyant les directives qu'il adresse aux bureaux de pays; ou b) en améliorant la formation à la gestion des actifs. Ses initiatives devraient porter principalement sur les procédures de vérification, l'identification des biens et l'enregistrement à l'achat, la comptabilisation et l'enregistrement des actifs, et les procédures de transfert de biens.

120. Le PNUD a informé le Comité que de nouvelles directives relatives à la gestion des biens avaient été publiées le 1^{er} janvier 2012 pour accompagner l'adoption des normes IPSAS et que l'enregistrement des biens était désormais automatisé et contrôlé dans Atlas. En outre, les transferts de biens sont traités par le nouveau Centre mondial de services partagés, qui a continué de former le personnel des bureaux de pays, notamment aux procédures de vérification.

Terrains et constructions

121. Dans les bureaux au Népal et au Venezuela, le Comité a constaté que certains immeubles de bureaux appartenant au PNUD, d'une valeur de 2,8 millions de dollars, n'avaient pas été déclarés dans les états financiers des exercices biennaux précédents. Le PNUD a mis à jour son registre d'actifs et actualisé ses états

financiers en tenant compte des actifs trouvés et les évaluations correspondantes seront effectuées lorsque les normes IPSAS seront mises en œuvre.

122. Si le Comité n'a repéré durant l'audit que les inexactitudes susmentionnées, il juge important que le PNUD examine l'adéquation de ses procédures d'identification des terrains et bâtiments pour s'assurer que ses registres sont exacts.

123. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité selon laquelle il fallait vérifier rigoureusement l'exhaustivité et l'exactitude des registres des terrains et bâtiments.

124. Le PNUD a informé le Comité que pour préparer des soldes d'ouverture conformes aux normes IPSAS, les registres des terrains et bâtiments avaient été examinés de façon approfondie et une évaluation indépendante avait été réalisée.

14. Administration des congés

125. Quoique le Comité ait soulevé ce point dans son précédent rapport (A/65/5/Add.1, par. 309), l'administration des congés reste un problème au PNUD et le Comité a remarqué des carences persistantes dans tous les bureaux de pays où il s'était rendu pendant l'exercice considéré. En voici les raisons :

a) Le PNUD n'utilisait pas le module de gestion des absences d'Atlas dans les bureaux de pays. Les bureaux de pays ont continué d'enregistrer manuellement les journées de congé et de mettre à jour le système Atlas une fois par mois, ce qui a donné lieu à des anomalies. La concordance des registres manuels et Atlas n'a pas toujours été vérifiée;

b) L'insuffisance des contrôles a eu pour effet que des opérations de comptabilisation des congés n'ont pas toujours été appuyées par des documents ayant été dûment examinés et approuvés.

126. Auparavant, le PNUD ne comptabilisait pas les engagements au titre des congés, mais il faut, pour mettre en œuvre les normes IPSAS, tenir à jour les soldes de congés afin de calculer les soldes d'ouverture et mettre en place des procédures permettant de justifier le solde des congés accumulés figurant dans les états financiers. Faute d'informations exactes concernant les soldes de congés, le montant des engagements annuels au titre des congés, qui est actuellement estimé à 63,1 millions de dollars, pourrait être erroné.

127. Le PNUD a souscrit à la recommandation que le Comité a formulée de nouveau, tendant à : a) améliorer l'ensemble des mécanismes de contrôle de l'administration des congés afin de garantir l'exactitude des soldes de jours de congé; et b) remédier, à titre prioritaire, aux carences constatées dans l'administration des congés.

15. Informatique

128. Le PNUD est le dépositaire du progiciel de gestion intégré Atlas, qu'il détient en copropriété avec le FNUAP et l'UNOPS. Grâce à Atlas, le PNUD fournit des services financiers et comptables de base à un certain nombre d'organismes des Nations Unies sur le terrain. Le système mis en place par le PNUD lui permet également de gérer plus de 150 bureaux extérieurs dans le monde entier.

129. Le Comité a effectué un audit informatique des contrôles généraux de l'infrastructure entourant Atlas au siège du PNUD à New York. Dans son précédent

rapport (A/65/5/Add.1), le Comité a relevé des lacunes dans l'infrastructure pour ce qui est de la sécurité de l'information, des procédures de contrôle des changements, de la gestion des comptes utilisateurs et de la continuité des opérations. Le PNUD a pris des mesures pendant l'exercice biennal et remédié à un certain nombre de carences que le Comité avait recensées. Toutefois, le Comité a pris note des points suivants qui restent à régler :

- a) La demande de changements ne comprenait toujours pas la mise à jour de la documentation sur le système;
- b) Il y avait encore des cas où les changements demandés par le Comité avaient été apportés sans protocoles de test et sans les résultats des essais pour validation par les utilisateurs;
- c) Le PNUD a indiqué qu'il procédait à des essais unitaires dans le milieu d'essai, mais aucun document n'a pu être apporté à l'appui de cette déclaration;
- d) Le Comité a constaté que le PNUD n'était pas doté d'un outil de contrôle des changements et des versions qui lui permette de s'assurer que tous les changements étaient bien suivis;
- e) Le PNUD a indiqué que les activités entreprises par les administrateurs de base de données étaient examinées régulièrement mais officieusement; toutefois, aucun document n'a pu être apporté à l'appui de cette déclaration.

130. En plus des changements requis pour la maintenance du système, la mise en œuvre des normes IPSAS imposera de procéder à d'autres changements. Ainsi, il importera que le PNUD veille à mettre en œuvre les changements en tenant compte des pratiques optimales pour assurer l'intégrité du système pendant et après l'introduction des changements en question.

131. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité tendant à : a) mettre à jour le Manuel de contrôle des changements dans Atlas compte tenu des méthodes de travail appliquées pendant le processus de changement; b) mettre en œuvre des procédures de façon à ce que tous les types de changements soient autorisés par les propriétaires fonctionnels; c) arrêter la stratégie de mise à l'essai et l'appliquer; d) compiler des documents justificatifs pour les essais d'acceptation par les utilisateurs ou les services concernés; et e) examiner régulièrement les activités entreprises par les administrateurs de base de données, et consulter la base de données de production et documenter ces examens.

Correction des données

132. Le Comité s'était déjà inquiété du nombre de corrections apportées aux données¹ dans Atlas et de l'absence de procédures bien établies à cette fin. Quoique le nombre de corrections ait baissé, passant de 3 080 pendant l'exercice précédent à 2 115 aujourd'hui, le Comité a estimé que le nombre total de corrections restait élevé, en particulier en l'absence de procédure bien établie dans la version actualisée du Manuel de contrôle des changements dans Atlas. Il existe un risque que des changements non autorisés soient apportés au système.

¹ Les corrections servent à faire des mises à jour des données globales, que ce soit à des fins de conversion ou de gestion interne. Citons par exemple la maintenance ou la mise à jour des tableaux (ajouts aux tableaux de code, etc.).

133. La plupart des changements apportés relevaient de la maintenance du système et non de la correction de données. Cependant, le Manuel de contrôle des changements ne précisait pas quels contrôles essentiels devaient être effectués pour modifier les énoncés SQL, ce qui créait le risque que l'intégrité des données soit compromise.

134. Le PNUD a reconnu que la terminologie pouvait susciter la confusion et a entrepris de mettre à jour les manuels et l'organigramme des tâches pour donner une description plus claire des corrections et ajouter d'autres contrôles.

135. Le PNUD a souscrit à la recommandation du Comité tendant à : a) évaluer les critères gouvernant les corrections de données; et b) mettre à jour le Manuel de contrôle des changements dans Atlas afin de définir précisément les types de changements et les contrôles à effectuer pour chaque type de changement.

16. Audit interne

136. Afin d'accroître l'étendue de l'audit et d'éviter tout double emploi dans les activités de vérification, le Comité s'est coordonné avec le Bureau de l'audit et des investigations pour la planification ou la conduite de leurs audits pendant l'exercice biennal. Le Comité s'est penché sur les plans d'audit établis par le Bureau de l'audit et des investigations pour déterminer quelles procédures le Bureau devait mettre en œuvre pendant l'exercice biennal et dans quels pays il devait se rendre.

Évaluation de la qualité des audits internes

137. Au paragraphe 438 de son rapport précédent (A/65/5/Add.1), le Comité a recommandé que le Bureau de l'audit et des investigations continue à s'efforcer de progresser par rapport aux six normes d'audit interne restantes, conformément à l'examen de l'assurance qualité.

138. En 2011, le Bureau de l'audit et des investigations a procédé à une auto-évaluation de suivi qui a montré que si l'audit interne était toujours globalement conforme aux normes internationales en matière d'audit interne, certaines carences qui avaient été observées à l'occasion de l'auto-évaluation réalisée en 2009 persistaient. Par exemple : a) le fait qu'il ne soit pas dûment tenu compte des pratiques de gestion des risques; b) le fait que les mémorandums relatifs à la planification des audits ne soient pas revus ou approuvés; et c) les carences dans les activités d'audit sur le terrain (flou concernant la façon dont les mémorandums de planification des audits étaient utilisés sur le terrain, dont étaient décidées les procédures d'audit supplémentaires, dont les sondages étaient réalisés et dont les résultats d'audit étaient documentés et revus).

139. Parmi les raisons avancées pour expliquer les constatations établies figurait le manque de temps pour conduire les audits conjugué au manque de précision des directives en matière d'audit et à l'utilisation limitée des logiciels d'audit. Le Comité a observé que le Bureau de l'audit et des investigations avait déjà pris des mesures pour régler les problèmes susvisés et établi à cette fin un plan d'action prévoyant : a) le remaniement des directives adressées aux bureaux de pays pour promouvoir une stratégie d'audit cohérente axée sur le risque, de la planification aux activités sur le terrain; b) la réévaluation de l'utilisation du logiciel d'audit; et c) l'adoption d'un système plus rigoureux pour assurer le respect des normes d'assurance qualité. Le Comité estime qu'il s'agit là de mesures préventives qui

permettront d'améliorer encore la qualité des services fournis par le Bureau dans l'exécution des activités d'audit.

Résumé des rapports du Bureau de l'audit et des investigations

140. Le Bureau de l'audit et des investigations a publié 161 rapports au cours de l'exercice biennal. Ces rapports ont porté sur les services du siège, les bureaux de pays, les projets en réalisation directe, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les achats et les fonctions interinstitutions. En tout, 124 (78 %) des 158 rapports publiés au cours de l'exercice biennal ont attribué la note « satisfaisant » ou « partiellement satisfaisant », ce qui veut dire que les pratiques en matière de contrôle et de gestion du risque ont généralement été jugées bien établies et opérationnelles, mais qu'elles doivent être améliorées dans certains domaines (voir tableau II.2).

141. Les statistiques attestent que les contrôles sont globalement bons. En tout, 20 rapports d'audit (audits spéciaux ou de suivi et rapports consolidés, par exemple) n'avaient pas donné lieu à l'attribution d'une note globale.

Tableau II.2

Nombre de rapports d'audit interne

<i>Note</i>	<i>Nombre de rapports 2010-2011</i>	<i>Pourcentage de rapports 2010-2011</i>	<i>Nombre de rapports 2008-2009</i>	<i>Pourcentage de rapports 2008-2009</i>
Satisfaisant	48	30	39	30
Partiellement satisfaisant	76	48	56	43
Non satisfaisant	14	9	15	12
Pas de note	20	13	20	15
Total	158	100	130	100

17. Fonds d'équipement des Nations Unies

Examen de la situation financière

142. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) est une organisation multidonateurs indépendante qui est administrée par le PNUD et qui relève du même Conseil d'administration que le PNUD. Au 31 décembre 2011, le total des actifs du FENU s'élevait à 83,8 millions de dollars, dont 77 millions en trésorerie et placements. Ses réserves à la même date se montaient à 49,35 millions de dollars, dont 24,6 millions en réserves obligatoires.

143. Le Comité a déjà évoqué la nécessité de veiller à l'exactitude de la présentation des comptes du FENU, en particulier des soldes anciens. Le Comité a également fait observer ce qui suit :

a) Le montant des actifs du FENU indiqué dans les états financiers, soit environ 87,8 millions de dollars, présente un écart de quelque 900 000 dollars par rapport au montant indiqué dans le grand livre, soit environ 88,7 millions de dollars. L'écart correspond à une perte de change exceptionnelle concernant les contributions à recevoir qui n'a été détectée qu'après la fin de l'année et qui a été

corrigée dans les états financiers mais pas dans le grand livre. Enregistrer des saisies comptables ailleurs que dans le grand livre accroît le risque d'erreur car les écritures rectificatives ne sont pas toujours reportées dans le grand livre.

b) Le FENU disposait, au 31 décembre 2011, d'une réserve opérationnelle s'élevant à 24,6 millions de dollars, le dernier examen remontant à 2009. Sur la base du niveau minimum requis de 20 % du montant des engagements au titre des projets et du passif éventuel, le Comité a estimé que la réserve du FENU devait être d'au moins 9,2 millions de dollars. Or le FENU dispose aujourd'hui d'une réserve de 22,6 millions de dollars. En conservant une réserve opérationnelle aussi importante, le FENU a limité les ressources disponibles pour la mise en œuvre d'activités de programme et le financement éventuel des charges résultant des prestations dues au personnel.

144. Les constatations du Comité montrent que la comptabilisation des activités du FENU ne fait pas l'objet d'un examen suffisamment approfondi.

145. Le FENU a souscrit à la recommandation du Comité qui préconisait de :
a) procéder régulièrement à l'examen du grand livre et au rapprochement des pièces comptables pour détecter les erreurs; b) soumettre ses comptes à examen pendant le processus d'établissement des états financiers pour s'assurer que les informations financières présentées sont exactes et rendent bien compte des activités menées; et c) réajuster la réserve opérationnelle afin que le maximum de ressources soient disponibles pour financer les activités de programme.

146. Le FENU a informé le Comité qu'il examinerait et analyserait le montant auquel devrait s'établir ses réserves sachant que le taux de 20 % a été atteint il y a longtemps. Au vu des résultats de l'analyse, le FENU demandera au Conseil d'administration de revoir la formule de calcul du montant de la réserve.

Prestations dues à la cessation de service

147. Au paragraphe 175 de son précédent rapport (A/65/5/Add.1), le Comité a recommandé que le FENU assure le financement intégral de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de fonction et des sommes dues à la cessation de service, qu'il définisse une politique de financement de ces engagements et qu'il calcule correctement ce qu'il doit au titre des jours de congé accumulés et constate cette charge d'avance.

148. Le Comité a noté que le FENU n'avait pas constitué une provision destinée à couvrir les dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de fonction, soit un montant total de 13,8 millions de dollars, ni les montants correspondant aux primes de rapatriement, soit 2,1 millions de dollars, et qu'il n'avait pas non plus calculé l'engagement au titre des jours de congé accumulés. En outre, le FENU n'avait pas réglé la question du financement de ces engagements. Le Comité a relevé que ces engagements revêtaient une certaine importance pour les activités du FENU et que le Fonds devait donc s'y intéresser lors de l'établissement des états financiers.

149. Le PNUD a souscrit à la recommandation que le Comité a réaffirmée, selon laquelle le FENU devait :
a) assurer le financement intégral de ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et des sommes dues à la cessation de service; b) définir une politique de financement de ces engagements; et c) mettre en place des procédures visant à calculer correctement ce qu'il devait au titre des jours de congé accumulés et constater cette charge d'avance.

18. Activités menées par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme au sein d'ONU-Femmes

150. Dans la résolution 64/289 portant création d'ONU-Femmes, l'Assemblée générale a décidé de transférer les mandats, fonctions, avoirs existants, y compris les installations et infrastructures, ainsi que les dettes et obligations contractuelles des quatre entités fusionnées dès l'adoption de ladite résolution, le 2 juillet 2010. L'Assemblée a décidé dans cette même résolution de dissoudre le même jour le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Ainsi l'UNIFEM a-t-il cessé d'exister à cette date.

151. Avant d'être dissous, l'UNIFEM était l'un des fonds gérés par l'Administrateur du PNUD. Au 2 juillet 2010, il a transféré son actif et son passif à ONU-Femmes. Le PNUD a toutefois continué de fournir des services d'appui à ONU-Femmes dans le cadre des arrangements opérationnels prévus dans la résolution. Le Directeur exécutif d'ONU-Femmes a été nommé en octobre 2010.

152. ONU-Femmes étant officiellement entrée en fonctions le 1^{er} janvier 2011, la direction a établi des états financiers qui couvrent une période de six mois et rendent compte des activités qu'UNIFEM a menées au sein d'ONU-Femmes pendant la période de transition, soit de juillet à décembre 2010.

C. Information communiquée par l'Administration

1. Comptabilisation en pertes du montant des pertes en espèces et sur créances et du montant des pertes matérielles

153. L'Administration a informé le Comité que, conformément à la règle de gestion financière 126.77 du PNUD, un montant de 23 075 442 dollars (contre 50 319 dollars en 2008-2009) avait été comptabilisé en pertes. Cette augmentation tient au fait qu'il a fallu comptabiliser en pertes des soldes hérités pour lesquels, après enquête et suite donnée par l'Administration pendant l'exercice biennal, il s'est avéré impossible de déterminer ou d'établir la responsabilité ou au contraire les droits du PNUD.

2. Versements à titre gracieux

154. Comme le veut la règle de gestion financière 123.01, l'Administration a rendu compte des versements effectués à titre gracieux au cours de l'exercice considéré, qui ont atteint 459 613 dollars.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

155. Pendant l'exercice biennal 2010-2011, en application de l'alinéa c) du paragraphe 6 de l'annexe au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, le PNUD a signalé au Comité 16 cas de fraude ou de présomption de fraude, dont 12 étaient à l'origine d'un préjudice financier avoisinant les 3,27 millions de dollars, tandis qu'une avait entraîné des pertes d'un montant indéterminé. Les enquêtes se poursuivaient dans trois autres cas, représentant des pertes d'un montant approximatif de 440 940 dollars après recouvrement. On trouvera le détail de ces affaires à l'annexe II au présent rapport.

D. Remerciements

156. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement et ses collaborateurs de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Vérificateur général des comptes
de la Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Liu Jiayi**

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud
(Vérificateur principal)
(Signé) Terence **Nombembe**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(Signé) Amyas **Morse**

30 juin 2012

Annexe I

**État d'avancement de l'application des recommandations
formulées par le Comité pour l'exercice biennal
clos le 31 décembre 2009**

<i>Objet</i>	<i>Paragraphe du rapport A/65/5/Add.1</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
1. Gestion des risques inhérents au projet IPSAS	23	2006-2007	X		
2. Vérification de la validité des engagements inscrits au budget	36	2008-2009	X		
3. Examen des droits accordés aux utilisateurs du système Atlas afin de séparer les fonctions incompatibles et examen des opérations de saisie et d'approbation	40	2008-2009	X		
4. Meilleure certification des engagements non réglés et élimination de soldes amalgamés	46	2008-2009	X		
5. Revoir les dates des sommes à recevoir et la possibilité de les recouvrer	58	2006-2007	X		
6. Apurement des soldes provenant du système qui a précédé Atlas	59	2008-2009	X		
7. Inscription dans les états financiers des intérêts dus aux donateurs en les faisant figurer dans le compte voulu et en faisant régulièrement des rapprochements pour vérifier leur montant	65	2006-2007	X		
8. Suivi afin de veiller à ce que les intérêts soient restitués aux donateurs ou reprogrammés	66	2008-2009	X		
9. Analyse et examen des comptes relatifs aux sommes à restituer aux donateurs	71	2006-2007			X
10. Solde des montants inscrits dans les comptes débiteurs divers	75	2006-2007	X		
11. Améliorer la présentation des notes relatives aux états financiers	78	2008-2009	X		
12. Clôture des fonds d'affectation spéciale inactifs	85	2006-2007	X		
13. Examen des fonds d'affectation spéciale qui n'enregistrent qu'une activité minime	86	2008-2009	X		
14. Suivi des fonds d'affectation spéciale déficitaires	91	2004-2005	X		
15. Réévaluer sa position par rapport à la réserve au titre des bureaux et logements hors siège	97	2006-2007	X		
16. Réexamen de la directive du Bureau des fonds d'affectation spéciale multidonateurs	108	2008-2009	X		
17. Mesures de contrôle supplémentaires pour veiller à ce que les organisations participantes présentent les rapports d'exécution à temps pour pouvoir informer les donateurs dans les délais prescrits	112	2008-2009	X		
18. Réexamen des principes de comptabilisation des recettes au Bureau des fonds d'affectation spéciale multidonateurs	119	2008-2009	X		

<i>Objet</i>	<i>Paragraphe du rapport A/65/5/Add.1</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
19. Repérage des bureaux de pays dont le fonctionnement n'est pas conforme aux dispositions en vigueur	125	2008-2009	X		
20. Examen de la gestion des fonds d'affectation spéciale multidonateurs	132	2008-2009	X		
21. Rapprochement des soldes interinstitutions	139	2008-2009			X
22. Règlement du problème de longue date des écarts constatés avec l'UNOPS	145	2008-2009			X
23. Financement de la totalité des engagements au titre des prestations liées à la cessation de service	151	2006-2007			X
24. Politique de financement de l'ensemble des engagements au titre des prestations liées à la cessation de service	152	2008-2009			X
25. Révision de la stratégie de gestion de portefeuille d'actifs destinés à financer les engagements au titre des prestations liées à la cessation de service	168	2008-2009			X
26. Indication, dans le corps des états financiers, des montants exacts correspondant aux jours de congé accumulés et aux sommes qui seront dues au titre de la prime de rapatriement	173	2006-2007			X
27. Financement du Fonds d'équipement des Nations Unies et des sommes dues à la cessation de service	175	2008-2009			X
28. Présentation des plans de gestion dans les délais fixés	183	2008-2009	X		
29. Examen de tous les indicateurs de succès pour veiller à ce qu'ils soient spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps	187	2008-2009	X		
30. Séparation des fonctions de préparation des rapprochements bancaires et de suivi des créances de longue date	196	2008-2009	X		
31. Suivi des soldes antérieurs à 2004 dans le système Atlas	200	2008-2009	X		
32. Suivi de tous les rapports d'audit relatifs aux dépenses afférentes à l'exécution nationale en souffrance	206	2006-2007	X		
33. Actualisation du cadre de référence pour donner des instructions quant aux opinions exprimées par les auditeurs de projets au titre de l'exécution nationale	209	2008-2009	X		
34. Entrée des opinions exprimées par les auditeurs dans la base de données	215	2008-2009	X		
35. Saisie des informations correctes dans la base de données sur l'exécution nationale	216	2008-2009	X		
36. Examen et suivi des plans d'audit liés à l'exécution nationale	221	2008-2009	X		
37. Vérification que les plans de tous les bureaux de pays sont complets	222	2008-2009	X		

<i>Objet</i>	<i>Paragraphe du rapport A/65/5/Add.1</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
38. Détermination de l'ordre de priorité dans lequel tous les projets terminés sur le plan opérationnel doivent être clôturés sur le plan financier	229	2006-2007		X	
39. Adoption de mesures pour que le système Atlas soit davantage utilisé pour suivre les projets dans les bureaux de pays	234	2008-2009	X		
40. Contrôle de l'état d'avancement des modalités harmonisées de virement de fonds	241	2008-2009		X	
41. Application des enseignements tirés de l'équipe conjointe d'audit aux autres bureaux de pays	245	2008-2009		X	
42. Établissement de plans d'achat dans les bureaux de pays et au siège	251	2004-2005		X	
43. Mise en place d'un logiciel de planification des achats	252	2006-2007		X	
44. Vérification du respect de la résolution du Conseil de sécurité à l'échelle des bureaux de pays	259	2008-2009	X		
45. Application du nouveau dispositif de contrôle mis en place dans le système Atlas en ce qui concerne la liste des fournisseurs interdits	260	2008-2009	X		
46. Examen régulier de la liste des utilisateurs du système Atlas ayant le profil « acheteur » et augmentation du nombre de certificats d'aptitude délivrés	264	2006-2007		X	
47. Meilleur contrôle des bons d'achat non accompagnés d'un bon de commande	272	2008-2009		X	
48. Mesures de contrôle spéciales pour suivre les cas de retard dans le paiement des fournisseurs	276	2008-2009	X		
49. Amélioration des procédures de vérification physique, en vue notamment d'identifier les articles obsolètes	283	2006-2007	X		
50. Amélioration de la fonction d'approbation pour tous les ajustements apportés au fichier immobilisations dans Atlas	288	2008-2009	X		
51. Corriger les erreurs décelées dans les registres du système Atlas	295	2008-2009	X		
52. Examen du bien-fondé d'une classification des biens par types de projets dans Atlas	302	2008-2009	X		
53. Enregistrement des biens relevant de l'exécution directe	306	2008-2009	X		
54. Amélioration du contrôle de l'administration des congés	312	2004-2005		X	
55. Audit interne de l'administration des congés	314	2008-2009	X		
56. Adoption de mesures pour remédier aux lacunes dans l'administration des congés et la gestion des absences	316	2008-2009		X	

<i>Objet</i>	<i>Paragraphe du rapport A/65/5/Add.1</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
57. Application de méthodes de planification des plans de relève et prévisions des besoins pour les services recrutant beaucoup de personnel	321	2006-2007	X		
58. Mise au point d'un système qui permettrait de suivre l'évolution du taux de vacance de postes et de contrôler les délais de recrutement	323	2008-2009		X	
59. Examen de mi-parcours des résultats et des compétences dans les délais prescrits	329	2008-2009	X		
60. Suivi des recommandations du Bureau de l'audit et des investigations sur les états de paie internationaux	336	2008-2009	X		
61. Mise en place des mécanismes de contrôle permettant de faire en sorte que l'évaluation des prestations assurées dans le cadre de contrats de louage de services	340	2006-2007	X		
62. Tenue de listes concernant les contrats de louage de services	341	2006-2007	X		
63. Mise en place de procédures afin que les avances sur frais de voyage soient rapprochées des renseignements fournis dans les formulaires F-10	349	2008-2009	X		
64. Mise en place d'un système de contrôles compensatoires en attendant la mise en place du module voyages et dépenses dans les bureaux de pays	355	2008-2009	X		
65. Approbation de la politique en matière de sécurité informatique	362	2008-2009	X		
66. Évaluation régulière des risques informatiques	363	2008-2009	X		
67. Amélioration de la gestion des modifications apportées dans Atlas, du suivi de Team Track et des contrôles de l'accès à la base de données	368	2008-2009		X	
68. Contrôle de l'accès des utilisateurs ayant plusieurs profils et des administrateurs chargés de la sécurité	373	2008-2009	X		
69. Obtention d'un rapport SAS 70 de type II auprès du Centre international de calcul	376	2008-2009	X		
70. Élaboration de plans de continuité des opérations et des plans antisinistres au niveau des bureaux de pays	379	2006-2007	X		
71. Tests réguliers des plans de continuité des opérations et des plans antisinistres au niveau des bureaux de pays	380	2008-2009	X		
72. Amélioration de l'accès physique et des contrôles dans les bureaux de pays	382	2008-2009	X		
73. Aide à la mise en œuvre de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds	386	2008-2009	X		
74. Suivi de la recommandation faite par le Bureau de l'audit et des investigations à l'occasion de l'examen d'Atlas	391	2008-2009	X		

<i>Objet</i>	<i>Paragraphe du rapport A/65/5/Add.1</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
75. Respect des normes minimales de sécurité opérationnelle dans les bureaux de pays	395	2008-2009		X	
76. Conclusion de mémorandums d'accord types pour tous les accords relatifs aux services communs au niveau du pays	399	2006-2007		X	
77. Conclusion d'accords constitutionnels à long terme pour l'ensemble des centres régionaux	404	2008-2009	X		
78. Harmonisation des plans de travail des centres de services régionaux et création du Comité consultatif des centres de services régionaux	410	2008-2009	X		
79. Évaluation des résultats et des compétences des directeurs de centres de services régionaux	413	2008-2009	X		
80. Suivi des conclusions du Bureau de l'audit et des investigations concernant les bureaux régionaux	417	2008-2009	X		
81. Utilisation des avances de trésorerie en temps voulu	420	2008-2009	X		
82. Suppression des commandes non valables des livres du Fonds d'équipement des Nations Unies	423	2008-2009	X		
83. Liquidation de tous les soldes provenant du système antérieur au Fonds d'équipement des Nations Unies	425	2008-2009	X		
84. Examen du solde de trésorerie d'UNIFEM	427	2008-2009			X
85. Liquidation de tous les soldes hérités de l'ancien système à UNIFEM	429	2008-2009			X
86. Liquidation des bons de commande non valables à UNIFEM	431	2008-2009			X
87. Accomplissement de progrès par rapport aux six normes d'audit interne restantes	438	2008-2009		X	
88. Recrutement aux postes vacants au Bureau de l'audit et des investigations	441	2008-2009	X		
89. Suivi des recommandations du Bureau de l'audit et des investigations	454	2008-2009	X		
Total	89		64	22	3
Pourcentage	100		72	25	3

Annexe II

Cas de fraude ou de présomption de fraude : éléments d'information communiqués par la direction du PNUD

<i>Description</i>	<i>Mesures prises</i>
En Asie et dans le Pacifique, un titulaire d'un contrat de louage de services a émis à son nom des chèques d'un montant de 69 400 dollars.	Le contrat a été dénoncé après enquête par le Bureau de l'audit et des investigations. Le projet doit faire l'objet d'une procédure spéciale de vérification à la fin de 2012.
En Afrique, des fonctionnaires ont fabriqué de faux documents pour justifier des paiements non autorisés pour un montant de 2,3 millions de dollars, qui ont été déposés sur des comptes bancaires ouverts par ces fonctionnaires ou versés sans autorisation à des entités.	Les trois fonctionnaires impliqués dans cette fraude ont démissionné. Les rapports d'enquête ont été présentés au Bureau d'appui juridique, avec la recommandation que ces affaires soient renvoyées aux autorités nationales. Les montants concernés ont pu être recouvrés dans leur totalité.
En Asie et dans le Pacifique, un titulaire d'un contrat de louage de services a contrefait des documents pour pouvoir verser des fonds d'un montant de 570 000 dollars sur son propre compte bancaire (la somme a été recouvrée).	Le contrat a été dénoncé après enquête par le Bureau de l'audit et des investigations, qui a recommandé que cette affaire soit renvoyée aux autorités nationales. Les montants concernés ont pu être recouvrés dans leur totalité.
En Afrique, une organisation non gouvernementale partenaire d'exécution a détourné des fonds d'un montant de 47 579 dollars.	Le Bureau de l'audit et des investigations a recommandé que cette affaire soit renvoyée aux autorités nationales. Le Bureau d'appui juridique étudiait la question avec le Bureau des affaires juridiques de l'ONU.
En Afrique, une partie extérieure a fabriqué des faux documents pour faciliter le transfert sur son compte d'un montant de 97 714 dollars (la somme a été recouvrée).	Selon les autorités nationales, le coupable a quitté le pays et on a perdu sa trace. Le bureau de pays a adopté une nouvelle procédure pour les transferts de fonds. Les montants concernés ont pu être recouvrés dans leur totalité.
Dans les États arabes, un fonctionnaire aurait présenté de fausses demandes d'indemnité pour frais d'études pour un montant de 30 577 dollars.	Le rapport d'enquête a été soumis au Bureau d'appui juridique. Le contrat du fonctionnaire a expiré et celui-ci a quitté ses fonctions.
En Afrique, une fonctionnaire aurait versé sur son propre compte des fonds d'un montant de 89 000 dollars (somme recouvrée).	Le bureau de pays a confronté la fonctionnaire, qui a démissionné et remboursé la somme détournée. Le Bureau de l'audit et des vérifications n'a été informé de cette affaire que deux ans après les faits, à l'occasion d'une vérification. Il était impossible d'ouvrir une enquête à cause du laps de temps écoulé depuis les faits. L'intéressée a pris sa retraite.
En Afrique, 42 ordinateurs portables d'une valeur d'environ 103 000 dollars qui avaient été achetés dans le cadre d'un projet ont été volés dans un entrepôt des Nations Unies.	L'affaire n'a pas été portée à la connaissance du Bureau de l'audit et des investigations. À cause du laps de temps écoulé depuis les faits, il était impossible d'ouvrir une enquête.
En Amérique latine et dans les Caraïbes, un fonctionnaire des finances aurait détourné 25 251 dollars en espèces de divers projets.	Le Bureau de l'audit et des investigations n'a pu ouvrir d'enquête en raison du laps de temps écoulé (cette fraude est survenue en 2005-2007) et compte tenu du fait que le fonctionnaire a démissionné du PNUD. Il a décidé de ne pas

Description	Mesures prises
En Afrique, un bénéficiaire auxiliaire d'un projet financé par le Fonds mondial, dont le PNUD était le bénéficiaire principal, a présenté de faux documents pour justifier des dépenses d'un montant de 1 560 000 dollars (un montant de 1 060 000 dollars a pu être recouvré).	recommander que l'affaire soit renvoyée aux autorités nationales compte tenu de son ancienneté et du peu de progrès que celles-ci avaient accomplis en rapport à une autre affaire qu'il leur avait renvoyée. Après enquête, rien n'indique que des membres du personnel du PNUD aient été impliqués dans cette affaire. Toutefois, comme aux termes de l'accord entre le Fonds mondial et le PNUD, c'est le PNUD qui est responsable de tout détournement des fonds reçus, celui-ci est en train de négocier le montant du remboursement qu'il doit consentir. Un montant de 1 060 000 dollars a pu être recouvré des sommes détournées.
Plusieurs cas de fraude à l'assurance médicale, entraînant des pertes d'un montant approximatif de 135 909 dollars	Dans la plupart des cas, les fonctionnaires ont été renvoyés, les contrats de louage de services ont été dénoncés ou les responsables ont présenté leur démission au cours de l'enquête. Dans certains cas, l'affaire a été renvoyée aux autorités nationales. En avril 2012, l'Administrateur associé a envoyé un message à tous les membres du personnel pour leur rappeler les conséquences des fraudes à l'assurance médicale.
Plusieurs petits vols dans divers bureaux de pays pour un montant total de 60 000 dollars	Certains larcins n'ont pas été signalés sur le champ ou concernaient de si petites sommes qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une enquête. Dans les cas où il y a bien eu enquête et que le coupable était toujours à son poste, des sanctions disciplinaires ont été prises en vue de son licenciement et ses indemnités de départ ont été ponctionnées. Si l'intéressé avait quitté ses fonctions avant la fin de la procédure disciplinaire, la mesure la plus commune consistait à verser à son dossier officiel une lettre indiquant qu'il avait commis une fraude.
Affaires pendantes	
En Afrique, des documents ont été falsifiés pour autoriser des transferts de fonds d'un montant de 636 002 dollars depuis un compte bancaire local.	L'enquête est en cours. La somme volée a été recouvrée.
En Afrique, un fonctionnaire aurait détourné des fonds au moyen de faux ordres de paiement, en fabriquant de faux documents et en contrefaisant les signatures de ses homologues gouvernementaux sur des chèques et des approbations de sommes d'un montant d'au moins 40 940 dollars.	L'enquête est en cours.
En Afrique, des signatures frauduleuses auraient été soumises par un partenaire d'exécution chargé de décaisser des fonds dans le cadre d'un vaste projet national pour un montant de 400 000 dollars.	L'enquête est en cours.

Chapitre III

Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

Présentation des comptes

1. L'Administratrice a l'honneur de soumettre le rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, ainsi que les états financiers vérifiés du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 et le rapport du Comité des commissaires aux comptes. Cette présentation est conforme au Règlement financier du Programme des Nations Unies pour le développement. Les états financiers se composent d'états et de tableaux, auxquels sont jointes des notes, qui en font partie intégrante; ils portent sur tous les fonds d'affectation spéciale créés par l'Administrateur ou constitués par l'Assemblée générale des Nations Unies et administrés par le PNUD.

2. La présentation des états financiers du PNUD suit les normes comptables du système des Nations Unies pour fournir aux organismes des Nations Unies un cadre pour l'établissement et la présentation des comptes qui soit conforme aux principes comptables généralement reconnus et tienne compte de leurs caractéristiques et besoins spécifiques.

3. Conformément à la décision 97/6 du Conseil d'administration relative à l'harmonisation de la présentation des budgets du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), les états financiers font la différence entre les ressources ordinaires du PNUD, ses autres ressources (participation aux coûts, contributions de contrepartie en espèces des gouvernements, fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD, remboursements pour services d'appui et paiements pour activités diverses) et les activités financées par les fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD : Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). L'Assemblée générale a dissous UNIFEM le 2 juillet 2010. Ses mandats, fonctions, avoirs et responsabilités ont alors été transférés à la nouvelle Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Le PNUD a donc incorporé UNIFEM dans les présents états financiers en tant que fonds géré par ses soins pour les six premiers mois de 2010.

4. Pour permettre de comparer les dépenses réelles aux budgets conformément à la décision 2009/22 du Conseil d'administration, le tableau 3.1 a été établi afin de rendre compte des catégories révisées de classification des coûts. La divulgation de cette information n'est pas obligatoire conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies.

Conventions comptables

5. Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états financiers sont récapitulées à la note 2 afférente aux états. Ces conventions sont essentiellement les mêmes que celles qui avaient été retenues pour l'établissement des états financiers de l'exercice biennal 2008-2009. Le PNUD applique les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) depuis 2012.

Dépenses au titre des programmes

6. Les chiffres figurant dans les états financiers ont été calculés d'après les données relatives aux dépenses fournies par les agents d'exécution. Dans la mesure du possible, ces données ont été tirées des états financiers vérifiés de ces agents ou, lorsque ces états n'étaient pas disponibles à la date de clôture des comptes du PNUD, des états présentés par les agents pour vérification ou de leurs états non vérifiés.

7. Comme indiqué à l'alinéa d) de la note 2 afférente aux états financiers, les fonds versés par le PNUD aux agents d'exécution sont comptabilisés comme avances et les dépenses au titre des programmes sont enregistrées au reçu des rapports certifiés sur les dépenses établis par les agents d'exécution.

8. Le PNUD contrôle ces dépenses pour vérifier qu'elles ont été effectuées conformément aux descriptifs de projet et aux plans de travail. Les activités de contrôle comprennent des tournées d'inspection, le rapprochement des rapports sur les dépenses et des descriptifs et des plans de travail annuels, le suivi des progrès accomplis par rapport aux produits et résultats visés et des audits annuels prescrits (ONG/gouvernements nationaux/HACT/modalité d'exécution directe). Le PNUD contrôle également le solde des avances versées aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales pour s'assurer que les rapports financiers sont reçus à temps.

9. Lorsque ses contrôles mettent en lumière des questions préoccupantes, le PNUD a le choix entre plusieurs options : renforcer le contrôle, changer de formule d'exécution, suspendre l'exécution du projet, voire exiger le remboursement des fonds dépensés à mauvais escient.

10. Le Bureau de l'audit et des investigations examine les rapports sur l'audit des projets qui sont exécutés par des institutions nationales ou des ONG. Ces examens couvrent quatre domaines : a) les incidences financières directes d'une opinion des commissaires aux comptes assortie de commentaires, s'il y a lieu; b) la nature des observations des commissaires aux comptes; c) l'adéquation du champ de l'audit; d) l'administration de l'audit.

11. L'examen par le PNUD des résultats des audits portant sur les dépenses engagées au titre des projets exécutés par des organisations non gouvernementales (ONG) ou des gouvernements nationaux en 2010 a révélé que les vérificateurs des projets avaient exprimé des réserves sur des décaissements d'un montant total de 100 millions de dollars. Sur ce total, des décaissements s'élevant à 40,5 millions de dollars ont été identifiés comme ayant des incidences financières nettes représentant environ 2 % du montant total des dépenses des ONG et gouvernements nationaux qui ont fait l'objet d'une vérification. Pour l'année 2009, ces incidences étaient d'un montant de 27,9 millions de dollars, soit 1,6 % du montant total des dépenses.

12. Ces incidences financières d'un montant net de 40,5 millions de dollars s'expliquent essentiellement par le fait que des fichiers ont été détruits et perdus à la suite d'une crise politique dans un des bureaux de pays, de sorte qu'un montant de 27,3 millions de dollars en dépenses n'a pu être vérifié. Sans cela, les incidences financières se seraient établies au montant net de 13,3 millions de dollars, soit 0,7 % du total des dépenses vérifiées.

13. L'audit des dépenses engagées au titre de projets exécutés par des ONG et des gouvernements nationaux en 2011 a été effectué durant le premier trimestre de 2012, et ses résultats ont été examinés par la suite.

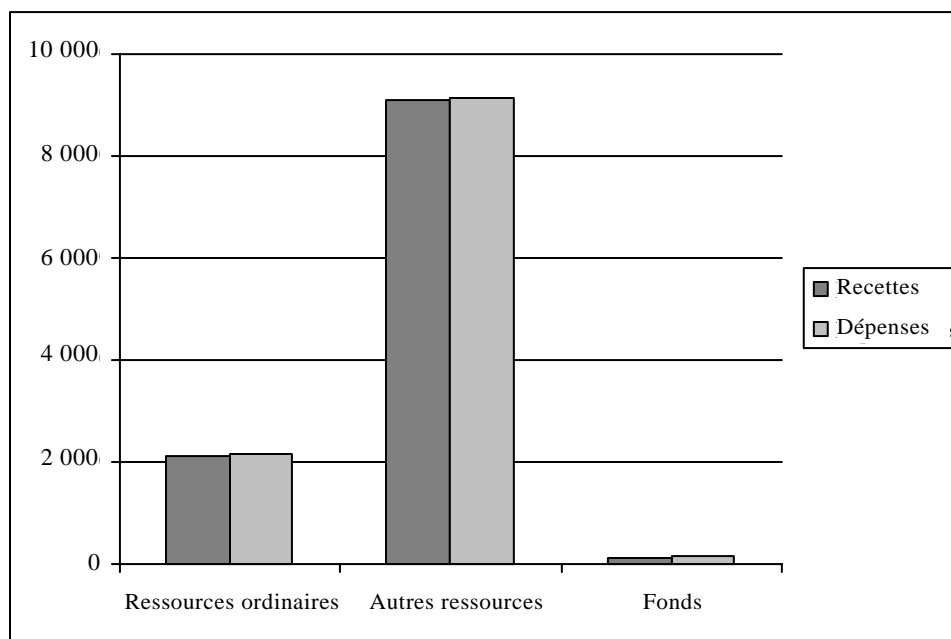
Aperçu général

14. Le montant des recettes pour l'exercice biennal comprend 2,0 milliards de dollars au titre des ressources ordinaires, 9,2 milliards de dollars au titre des autres ressources et 0,14 milliards de dollars pour les fonds administrés par le PNUD. Les dépenses pour l'exercice biennal comprennent 2,1 milliards de dollars pour les ressources ordinaires, 9,2 milliards pour les autres ressources et 0,17 milliard de dollars pour les fonds administrés par le PNUD. On trouvera à la figure III.1 une comparaison des recettes et des dépenses.

Figure III.1

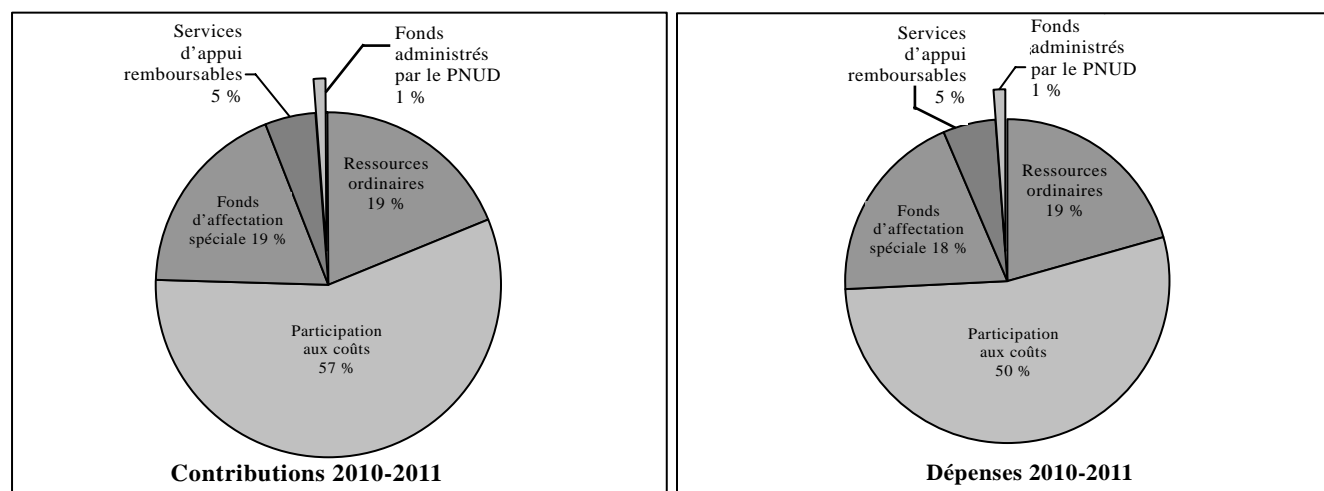
Récapitulatif des recettes et dépenses totales pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En millions de dollars des États-Unis)



15. Au terme de l'exercice 2010-2011, le PNUD avait mobilisé 10,5 milliards de dollars de contributions au total et les dépenses totales s'élevaient à 11,4 milliards de dollars. Des contributions avaient été reçues au titre : a) des ressources ordinaires; b) des autres ressources (y compris la participation aux coûts, les fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD, les services d'appui remboursables); et c) des fonds administrés par le PNUD. Les dépenses correspondent principalement aux dépenses afférentes aux programmes et au budget d'appui biennal. On trouvera leur répartition indiquée à la figure III.2.

Figure III.2

Répartition des contributions et dépenses pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011**Investissements**

16. Au 31 décembre 2011, le PNUD détenait des investissements, des liquidités et des lettres de crédit de gouvernements d'un montant s'élevant à 6,3 milliards de dollars (contre 7,8 milliards au 31 décembre 2009), dont 0,7 milliard (contre 1,3 milliard en 2009) étaient des fonds fournis par les donateurs, qui étaient « détenus en fiducie » au nom du système des Nations Unies, principalement au titre de fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Outre ses fonds propres, le PNUD gère des investissements au nom d'un certain nombre d'organisations.

17. Durant l'exercice biennal 2010-2011, le PNUD est resté vigilant quant aux risques de crédit compte tenu de l'incertitude qui continuait de régner sur la situation financière mondiale, en particulier dans la zone euro. Le PNUD a diversifié ses investissements sur le plan géographique, et au 31 décembre 2012, il avait investi 36 % de ses avoirs dans les institutions financières supranationales les mieux notées, contre 21 % au 31 décembre 2009.

18. Le taux annuel moyen de rendement des placements s'établissait à 1,71 % pour les fonds du PNUD durant l'exercice biennal 2010-2011 (contre 2,94 % pour l'exercice biennal 2008-2009). Cette diminution tient aux politiques monétaires d'adaptation poursuivies par les banques centrales au niveau mondial pour remédier aux dysfonctionnements sur le marché des crédits.

Fonds détenus en fiducie

19. Outre les recettes et dépenses enregistrées dans ses états financiers, le PNUD est chargé de fournir des services d'administration de fonds aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs et aux programmes communs lorsqu'il est nommé agent d'administration. En s'acquittant de cette fonction, le PNUD doit accuser réception des contributions des donateurs et décaisser ces fonds aux organismes des Nations Unies participants, et il présente des rapports consolidés aux donateurs. Ces transactions sont enregistrées comme des fonds détenus en fiducie dans les états financiers du PNUD.

20. Le PNUD a indiqué les sommes reçues liées à ces fonds d'affectation spéciale multidonateurs et programmes communs en tant que liquidités et investissements [voir note 8 d)] et les engagements correspondants [voir note 11 d)] dans les états financiers.

21. Les fonds d'affectation spéciale multidonateurs représentent la majeure partie des fonds détenus en fiducie. Les contributions de tous les donateurs à ces fonds administrés par le PNUD ont diminué, passant de 2,1 milliards de dollars pour l'exercice biennal 2008-2009 à 0,7 milliard de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011; les transferts aux organismes participants ont eux augmenté de 0,6 milliard de dollars, passant de 1,4 milliard de dollars durant l'exercice biennal 2008-2009 à 2,0 milliards de dollars durant l'exercice biennal 2010-2011. Au 31 décembre 2011, le solde détenu au nom des donateurs était de 0,6 milliard de dollars.

Fourniture de services aux organismes des Nations Unies

22. Le PNUD continue d'occuper une place centrale dans le cadre de la réforme de l'ONU, œuvrant avec d'autres entités au bon déroulement des initiatives d'harmonisation. La fourniture de services aux institutions spécialisées des Nations Unies, aux commissions régionales, aux missions de maintien de la paix et aux institutions connexes fait partie intégrante de cet engagement. Il est essentiel pour la crédibilité du PNUD que les services qu'il fournit à d'autres entités du système des Nations Unies soient dignes d'une organisation moderne et professionnelle et reflètent le rôle de premier plan qui lui revient dans l'édification d'un système des Nations Unies plus solide et plus apte.

23. En contrepartie des services rendus aux organismes, le PNUD a pour politique de recouvrer les coûts y afférents. Pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, le montant de ces services s'est élevé à 1,1 milliard de dollars, contre 1 milliard de dollars pour l'exercice 2008-2009. Au total, le PNUD a fourni des services à 75 organismes durant l'exercice biennal 2010-2011.

Tableau III.1
Récapitulatif des recettes et dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2011

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Autres ressources</i>		<i>Fonds</i>		Total^a	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Recettes								
Contributions	1 942	2 111	8 395	8 285	132	448	10 469	10 844
Moins : transferts au budget d'appui biennal	(19)	(18)	–	–	–	–	(19)	(18)
Contributions – nettes	1 923	2 092	8 395	8 285	132	448	10 450	10 826
Intérêts créditeurs	32	35	167	241	1	8	200	284
Recettes diverses	86	135	620	546	7	29	713	710
Total des recettes	2 041	2 263	9 182	9 072	140	485	11 363	11 820
Dépenses								
Programmes	1 075	1 196	8 096	7 427	148	299	9 319	8 922
Dépenses d'appui aux programmes	–	–	32	27	–	–	32	27
Appui aux programmes fourni aux coordonnateurs résidents	30	32	55	54	–	–	85	86
Services d'appui au développement	14	13	13	12	–	–	27	25
Activités spéciales – activités prescrites par l'Assemblée générale et dépenses d'équipement	56	–	–	–	–	–	56	–
Programme de déploiement d'économistes	12	11	–	–	–	–	12	11
Budget d'appui biennal – net	738	737	1 012	840	19	35	1 769	1 612
Dépenses diverses	133	229	–	1	–	–	133	230
Total des dépenses	2 058	2 219	9 208	8 361	167	334	11 433	10 915
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(17)	44	(26)	711	(27)	151	(70)	906
Économies réalisées sur les engagements au titre de l'exercice précédent	1	16	–	–	–	–	1	16
Virement (aux) des réserves	(4)	(30)	(9)	(12)	–	(8)	(13)	(50)
Remboursements aux donateurs et virements (aux) des autres fonds	–	(52)	(215)	(155)	–	(4)	(166)	(211)

	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Autres ressources</i>		<i>Fonds</i>		Total^a	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Soldes des fonds, au 1 ^{er} janvier 2010	354	377	4 550	4 006	281	141	5 185	4 524
Ajustements apportés aux réserves et aux soldes des fonds	–	–	–	–	(201)	2	(201)	2
Solde des fonds, au 31 décembre	333	354	4 300	4 550	53	281	4 736	5 185
	État I.1		État I.2		Tableau 7			

^a Montants globaux seulement, chiffres non consolidés.

Ressources ordinaires

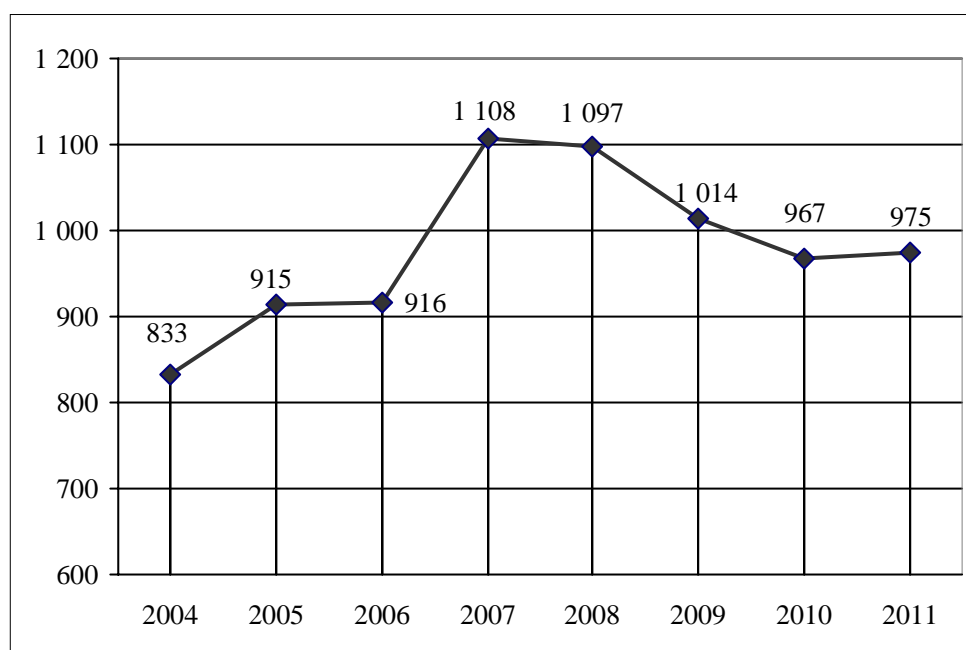
Recettes

24. Les contributions volontaires ont diminué de 8 % pour s'établir à 1,94 milliard de dollars en 2010-2011, contre 2,11 milliards de dollars en 2008-2009 (voir tableau III.1), par suite de la réduction des contributions versées par certains des principaux donateurs.

Figure III.3

Contributions annuelles aux activités financées par les ressources ordinaires

(En millions de dollars des États-Unis)



Dépenses

25. Les dépenses au titre des programmes ont diminué de 10 %, passant de 1,196 milliard de dollars en 2008-2009 à 1,075 milliard de dollars en 2010-2011. L'exécution nationale est demeurée la principale modalité d'exécution des projets, conformément à la politique du PNUD. En 2010-2011, les pays du programme ont exécuté des projets d'un montant s'élevant à 468 millions de dollars, soit 44 % des dépenses de programme au titre des ressources ordinaires, contre 496 millions de dollars, soit 41 % des dépenses de programme au titre des ressources ordinaires pour l'exercice biennal 2008-2009.

Budget d'appui biennal

26. En ce qui concerne le budget d'appui biennal, les dépenses brutes de l'exercice 2010-2011 étaient de 806 millions de dollars, soit 1,4 million de moins qu'en 2008-2009 (807,4 millions de dollars). Leur montant net (après comptabilisation des recettes) ressort à 738 millions de dollars, soit 0,8 million de dollars de plus que pour l'exercice 2008-2009 (737,2 millions de dollars). Ventilées par grandes

catégories, 65 % de ces dépenses ont été consacrées aux activités de gestion, 11 % à l'efficacité du développement, 19 % à la coordination des activités de développement des Nations Unies et 5 % à d'autres activités spécifiques.

Ressources inutilisées

27. Le solde des ressources ordinaires inutilisées au 31 décembre 2011 s'établissait à 333 millions de dollars, contre 354 millions de dollars au 31 décembre 2009. Cette diminution de 21 millions de dollars reflète également la diminution de 8 % des contributions au titre des ressources ordinaires durant l'exercice biennal, ainsi qu'une diminution de 9 % des intérêts créditeurs, passant de 35,1 à 31,8 millions de dollars, et une diminution de 37 % des autres recettes, passant de 135,4 à 85,5 millions de dollars. La réserve opérationnelle pour les ressources ordinaires a connu une augmentation de 4 millions de dollars et est passée à 226 millions de dollars.

Assurance maladie après la cessation de service

28. Le PNUD participe à un examen des hypothèses économiques et démographiques à l'échelle du système des Nations Unies pour évaluer le montant des prestations après la cessation de service déjà acquises par les membres de son personnel et les Volontaires des Nations Unies. La dernière évaluation, coordonnée par le Groupe des assurances de l'Organisation des Nations Unies, a été effectuée au 31 décembre 2011 par un actuaire-conseil indépendant. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ont augmenté de 430 millions de dollars en 2009 à 827 millions au 31 décembre 2011. L'horizon temporel pour l'acquittement des engagements après la cessation de service est d'assez longue durée, et les hypothèses de base, telles que les taux d'inflation, les taux d'intérêt et l'augmentation disproportionnée des coûts de santé, induisent des variations importantes dans le montant des engagements estimé lors de chaque évaluation. L'augmentation constatée lors de l'examen le plus récent s'explique principalement par les changements d'hypothèses concernant les taux d'intérêt – reflet de la conjoncture économique actuelle.

29. Depuis 2000, le PNUD constitue une réserve de ressources pour financer les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Elle était d'un montant de 453 millions de dollars au 31 décembre 2011.

Activités financées par d'autres ressources

30. Les recettes provenant d'autres ressources ont augmenté de 1 % par rapport à 2008-2009, atteignant 9,2 milliards de dollars durant l'exercice biennal 2010-2011. Ces recettes (tableau III.2) comprennent 6,05 milliards de dollars provenant de la participation aux coûts, 1,99 milliard de dollars de fonds d'affectation spéciale, 848 millions de dollars provenant de services d'appui remboursables, 295 millions provenant d'activités spéciales, 224 millions de contrats de services de gestion et 102 millions de dollars provenant de contributions pour le Programme des administrateurs auxiliaires.

Tableau III.2

Activités financées par d'autres ressources : état des recettes et des dépenses de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En millions de dollars des États-Unis)

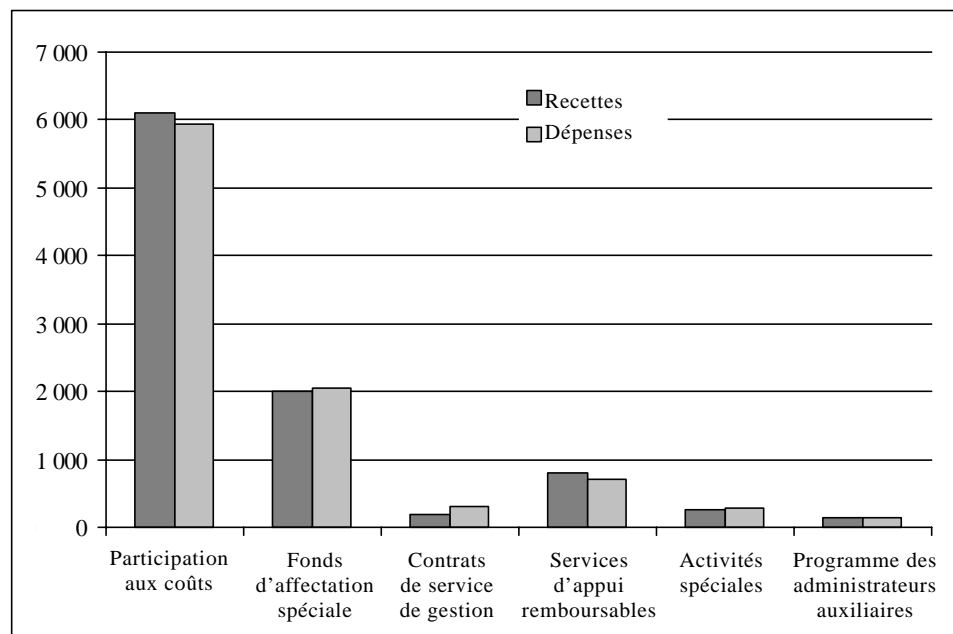
	<i>Participation aux coûts du PNUD</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Contrats de services de gestion</i>		<i>Programme de formation d'adminis- trateurs auxiliaires</i>		<i>Réserve au titre des bureaux et logements hors siège</i>		<i>Services d'appui remboursables</i>		<i>Activités spéciales</i>		<i>Programme des Volontaires des Nations Unies</i>	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Recettes																		
Contributions	5 934	5 248	–	–	1 960	2 026	218	732	102	100	–	–	–	–	114	116	68	63
Intérêts créditeurs	110	136	1	1	31	56	6	21	–	–	–	–	16	23	1	1	2	3
Recettes diverses	6	5	–	–	4	2	–	–	–	–	–	2	832	710	181	145	29	25
Total des recettes	6 050	5 389	1	1	1 995	2 085	224	753	102	100	–	2	848	733	296	262	99	91
Dépenses																		
Programme	5 628	4 618	–	–	1 963	2 035	332	624	94	75	–	–	–	–	23	25	56	50
Budget d'appui biennal – net	323	235	–	–	147	139	–	–	–	–	1	1	730	610	220	179	24	19
Dépenses diverses	–	–	–	–	–	1	–	–	11	10	–	–	–	–	67	66	20	17
Total des dépenses	5 951	4 853	–	–	2 110	2 174	332	624	105	85	1	1	730	610	310	270	100	87
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	99	536	1	1	(115)	(90)	(108)	129	(4)	15	(1)	1	118	123	(14)	(8)	(1)	4
Économies réalisées sur les engagements au titre de l'exercice précédent	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Virement (aux) des réserves	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(9)	(12)	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs et virements (aux) des autres fonds	(188)	(61)	(1)	–	(25)	(96)	(33)	(5)	–	–	–	–	22	6	11	1	(2)	(1)
Solde des fonds, au 1 ^{er} janvier 2010	2 479	2 004	17	16	1 192	1 378	344	221	38	23	1	–	345	228	58	65	76	73
Solde des fonds, au 31 décembre 2011	2 390	2 479	17	17	1 052	1 192	203	344	34	38	–	1	476	345	55	58	73	76

La figure III.4 donne à voir la répartition entre les recettes et les dépenses au titre des autres ressources dans ces catégories. Les autres recettes concernant les Volontaires des Nations Unies, d'un montant de 99 millions de dollars, ne sont pas représentées.

Figure III.4

Recettes pour les activités financées par d'autres ressources pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En millions de dollars des États-Unis)

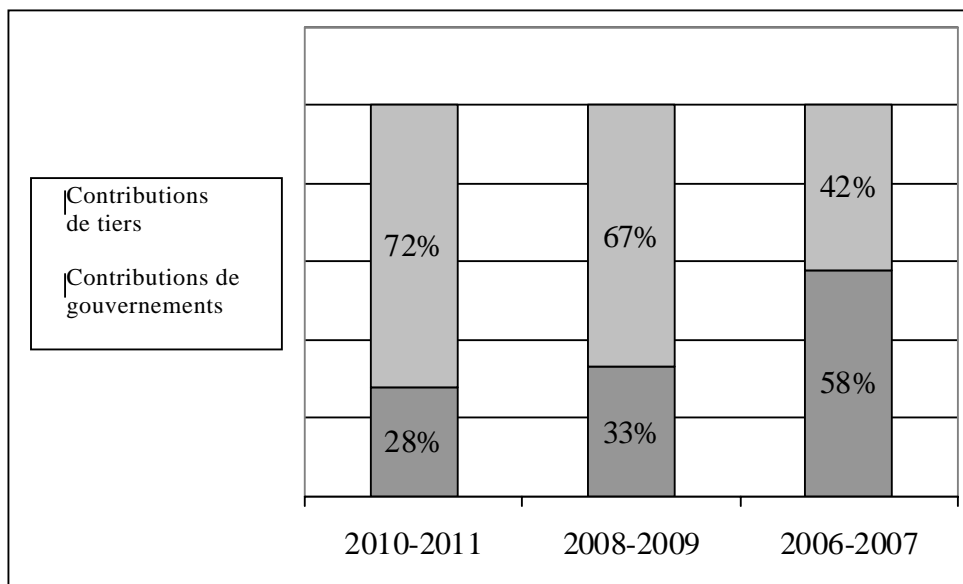


Participation aux coûts

31. La participation aux coûts est restée la principale formule de financement pour le PNUD. Sur le montant total de 6,05 milliards de dollars reçu en 2010-2011, 4,32 milliards provenaient de contributions de tiers (contre 3,53 milliards en 2008-2009) et 1,73 milliard de contributions des gouvernements des pays bénéficiaires de programmes (contre 1,86 milliard en 2008-2009). La figure III.5 montre comment se répartissent, en pourcentage, ces deux types de contribution.

Figure III.5

Contributions de tiers et contributions de gouvernements au titre de la participation aux coûts : répartition en pourcentage

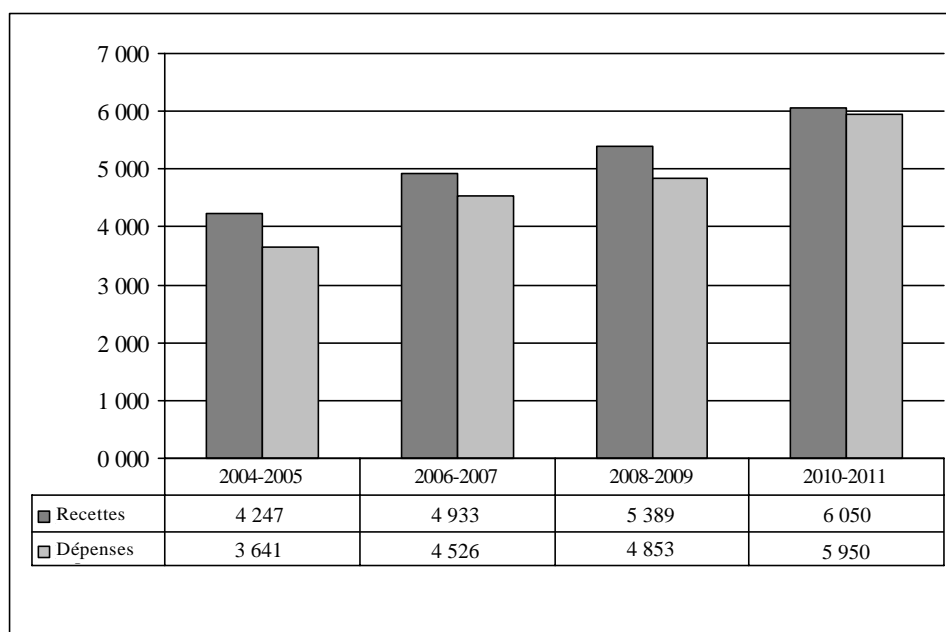


32. En 2010-2011, les dépenses afférentes aux programmes remboursées aux organismes de réalisation et d'exécution ont augmenté de 22 % pour atteindre 5,64 milliards de dollars (contre 4,62 milliards en 2008-2009).

Figure III.6

Récapitulatif des recettes et des dépenses au titre de la participation aux coûts

(En millions de dollars des États-Unis)



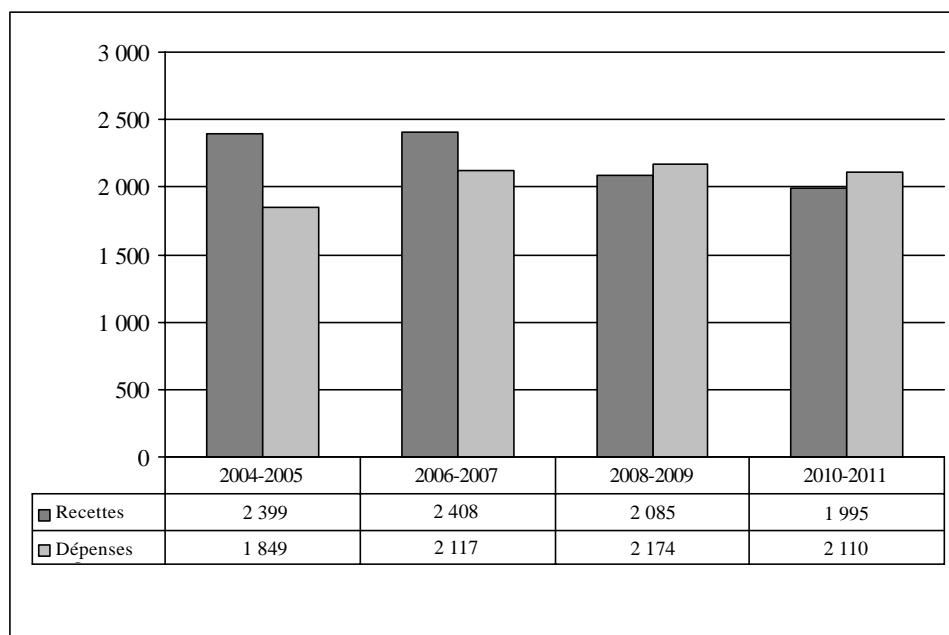
Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

33. Les résultats financiers des fonds d'affectation spéciale sont présentés en détail dans le tableau 5 des états financiers et dans le tableau 5.1, qui présente les recettes et dépenses des 10 fonds d'affectation spéciale les plus importants. Au 1^{er} janvier 2010, 459 fonds d'affectation spéciale étaient potentiellement inactifs. Sur ce total, 293 ont été clos. Le PNUD s'emploie activement à clore les 166 autres.

Figure III.7

Récapitulatif des recettes et des dépenses des fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

(En millions de dollars des États-Unis)



34. Les 10 plus gros fonds d'affectation spéciale représentent 88 % du montant total des recettes et 83 % du montant total des dépenses des fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD. Leurs états financiers sont présentés dans le tableau III.4.

Tableau III.3

Dix plus gros fonds d'affectation spéciale (2008-2009)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Recettes 2010-2011	Total des recettes (en pourcentage)	Dépenses 2010-2011	Total des dépenses (en pourcentage)
Fonds d'affectation spéciale thématiques				
Fonds d'affectation spéciale thématique pour la prévention des crises et le redressement	203 229	10	239 048	11
Fonds d'affectation spéciale thématique pour la gouvernance démocratique	41 930	2	57 103	3

	<i>Recettes 2010-2011</i>	<i>Total des recettes (en pourcentage)</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Total des dépenses (en pourcentage)</i>
Autres fonds d'affectation spéciale				
Fonds pour l'environnement mondial	497 084	25	512 138	24
Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan	735 399	37	609 699	29
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Agence suédoise de développement international pour l'assistance à des activités propres au PNUD	32 280	2	64 253	3
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien	68 267	3	91 514	4
Appui à la reconstruction en Iraq	26 713	1	47 362	2
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les partenariats novateurs avec les gouvernements, les administrations locales, le secteur privé	14 173	1	37 312	2
Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal	99 262	5	66 907	3
Commission internationale contre l'impunité au Guatemala	30 204	2	31 779	2
Total	1 748 541	88	1 757 115	83

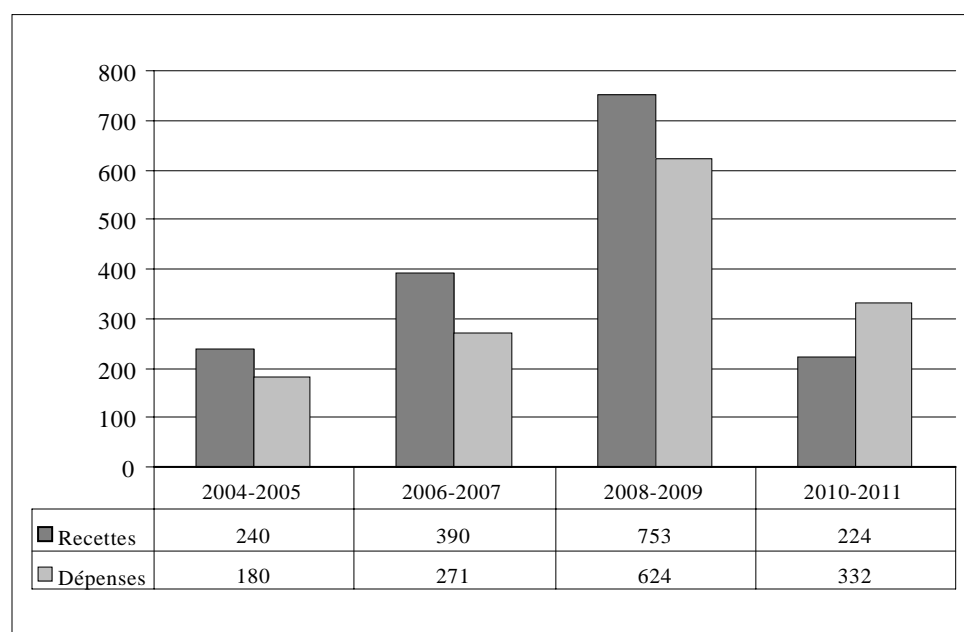
Accords de services de gestion

35. Le PNUD passe des contrats de services de gestion avec plusieurs donateurs (voir le détail dans le tableau 6). Les recettes totales ont diminué de 70 % pour s'établir à 224,0 millions de dollars en 2010-2011, contre 752,9 millions en 2008-2009. Le montant total des dépenses a diminué de 47 %, passant de 624,3 millions de dollars en 2008-2009 à 332,5 millions de dollars en 2010-2011 (voir la figure III.8).

Figure III.8

Récapitulatif des recettes et des dépenses au titre des contrats de services de gestion

(En millions de dollars des États-Unis)



Programme des Volontaires des Nations Unies

36. Le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) travaille aux côtés du PNUD et des autres organismes des Nations Unies et contribue directement à leurs travaux dans l'espoir de faire la différence dans trois grands domaines : a) la reconnaissance au niveau mondial de l'importance du volontariat au service de la paix et du développement; b) l'intégration du volontariat dans les programmes de paix et de développement; et c) la mobilisation de volontaires au service de la paix et du développement.

37. L'exercice 2010-2011 a été marqué pour les VNU par : a) l'établissement du premier rapport sur l'état du volontariat dans le monde; et b) le succès de la célébration de la dixième Année internationale des volontaires. À la demande de l'Assemblée générale, les VNU ont coordonné les activités organisées en célébration de la dixième Année internationale et mobilisé toutes les parties intéressées.

38. En 2010 et 2011, environ 7 500 Volontaires des Nations Unies ont servi les objectifs stratégiques de 23 entités et 18 missions des Nations Unies, souvent dans des lieux difficiles et reculés ou dans des pays sortant d'un conflit.

39. Le processus de gestion du changement mené par les VNU de 2009 à 2011 sous le nom « Changer ensemble » a abouti à l'adoption d'une nouvelle structure organisationnelle et d'une nouvelle manière de faire pour permettre aux VNU de mieux répondre aux besoins programmatiques à l'échelle nationale, soit directement soit par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies.

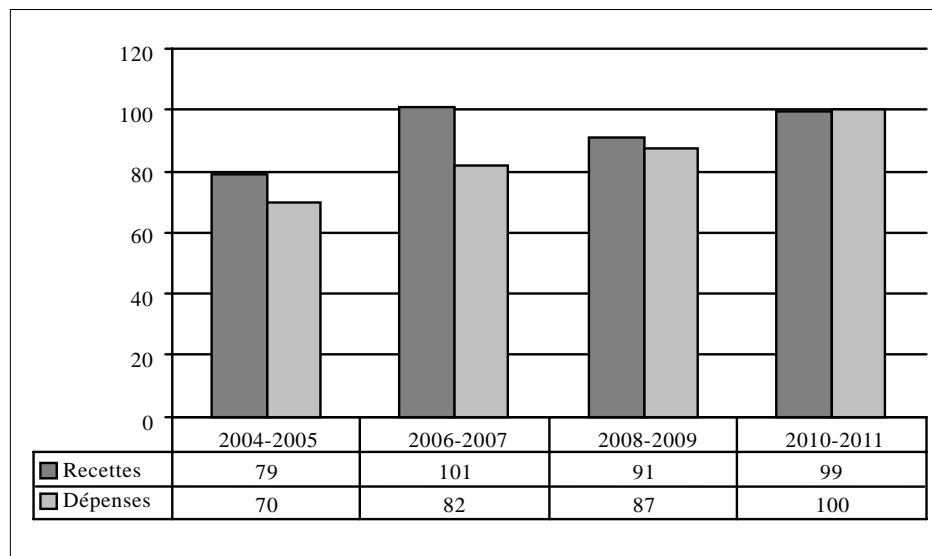
40. Les contributions des donateurs au Programme des VNU ont augmenté de 12 %, passant de 34,7 millions de dollars en 2008-2009 à 38,8 millions de dollars en 2010-2011, après une baisse marquée en 2008-2009 à cause de la crise financière mondiale. Toutefois, les contributions des donateurs au Fonds bénévole spécial, qui revêt une importance critique pour promouvoir le volontariat, en mettre au point des modalités novatrices et produire des normes, a diminué de 14 % pendant l'exercice biennal 2010-2011. Après un déclin comparable en 2008-2009, le Fonds bénévole spécial ne représente plus que 3 % des ressources des VNU.

41. Le montant total des dépenses de l'exercice 2010-2011 s'est élevé à 100,3 millions de dollars, soit une hausse de 13,4 millions (15 %) par rapport à l'exercice précédent. Des missions de volontaires d'une valeur financière de 376 millions de dollars (340,8 millions de dollars en 2008-2009) ont été directement financées par l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies, dont le PNUD, ce qui représente une augmentation de 10 %, qui est bien le signe de l'existence d'une demande forte en VNU.

Figure III.9

Récapitulatif des recettes et des dépenses au titre du Programme des Volontaires des Nations Unies

(En millions de dollars des États-Unis)



Programme des administrateurs auxiliaires

42. Vingt-trois gouvernements ont conclu avec le PNUD des accords de fourniture d'administrateurs auxiliaires, et quatre, des accords concernant la mise à disposition d'assistants spéciaux de coordonnateurs résidents. Au 31 décembre 2011, le PNUD avait sous sa responsabilité 343 administrateurs auxiliaires et 39 assistants spéciaux de coordonnateurs résidents. Au total, 199 administrateurs auxiliaires et assistants spéciaux travaillaient au PNUD ou dans des fonds et programmes apparentés au 31 décembre 2011, dont 62 (soit 31 %) à New York et dans les autres centres. Le PNUD dirigeait aussi les activités de 163 autres administrateurs auxiliaires pour le compte d'autres organismes et partenaires des Nations Unies.

43. En 2010-2011, les contributions versées au PNUD au titre du programme des administrateurs auxiliaires ont atteint 101,9 millions de dollars, contre 100 millions en 2008-2009, tandis que le montant total des dépenses est passé à 105,4 millions de dollars en 2010-2011, contre 84,6 millions en 2008-2009.

Fonds créés par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD

44. Les fonds créés par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD sont le FENU et UNIFEM, dont les résultats financiers sont donnés en détail dans les tableaux 7 et 7.1 des états financiers.

Fonds d'équipement des Nations Unies

45. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) est l'organisme d'investissement en capitaux de l'Organisation pour les pays les moins avancés. Il sert à réduire la pauvreté et à promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en étendant l'accès au microfinancement et en renforçant les

services locaux grâce à des mesures durables qui peuvent être reproduites à plus grande échelle par le secteur privé, les gouvernements nationaux et les partenaires de développement. Les activités menées contribuent à élargir les choix qui s'offrent aux populations et sont plus particulièrement axées sur les pays qui sortent d'une crise et sur les femmes. L'action menée dans le domaine du microfinancement et du développement local aide également les pays les moins avancés à faire face à l'insécurité alimentaire, au changement climatique et aux autres problèmes mondiaux.

46. Pour l'exercice 2010-2011, les contributions au FENU sont passées de 79,4 millions à 87,9 millions de dollars (soit une augmentation de 10 %). Le montant des contributions volontaires était de 30,2 millions de dollars (soit une diminution de 16 %); celui des contributions au titre de la participation aux coûts, de 42,8 millions (soit une hausse de 75 %); et celui des contributions au titre des comptes subsidiaires des fonds d'affectation spéciale, de 14,9 millions (soit une diminution de 24 %). Le montant total des dépenses engagées est passé de 71,4 millions à 91,3 millions de dollars (soit une augmentation de 22 %). Au 31 décembre 2011, le Fonds disposait d'un solde de 11,9 millions de dollars de ressources ordinaires, en sus des 24,6 millions de la réserve opérationnelle.

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

47. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a été créé par l'Assemblée générale en 1984 pour jouer un rôle novateur et catalytique dans la promotion de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes. Il soutenait sur les plans financier et technique des stratégies et programmes novateurs visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. La protection des droits fondamentaux des femmes était au centre de ses activités, qui étaient axées sur quatre domaines stratégiques : a) la réduction de la pauvreté des femmes; b) l'élimination de la violence à l'égard des femmes; c) l'arrêt de la propagation du VIH/sida chez les femmes et les filles; d) l'instauration de l'égalité des sexes dans la gouvernance démocratique en temps de paix comme en temps de guerre.

48. Pendant la période de six mois s'étalant du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, pour laquelle UNIFEM est intégrée aux états financiers en tant que fonds administré par le PNUD, le montant total des contributions était de 44,2 millions de dollars, dont 16,1 millions de dollars de contributions volontaires, 25,6 millions de dollars de contributions au titre de la participation aux coûts et 2,5 millions de dollars de contributions au titre des comptes subsidiaires des fonds d'affectation spéciale. Les dépenses afférentes aux programmes étaient de 56,9 millions de dollars, dont 21,1 millions de dollars en dépenses imputées sur les ressources ordinaires, 27,0 millions de dollars en dépenses au titre de la participation aux coûts et 8,8 millions de dollars en dépenses des comptes subsidiaires des fonds d'affectation spéciale.

49. L'Assemblée générale a dissous UNIFEM le 2 juillet 2010. Ses mandats, fonctions, avoirs et responsabilités ont alors été transférés à la nouvelle Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Le PNUD n'a donc incorporé UNIFEM dans les présents états financiers en tant que fonds géré par ses soins que pour les six premiers mois de 2010.

Chapitre IV

États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

Abréviations utilisées dans les états financiers

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ACDI	Agence canadienne de développement international
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CCI	Centre du commerce international
CE	Communauté européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DESA	Département des affaires économiques et sociales
DevNet	Réseau d'information au service du développement
ECHO	Office humanitaire de la Communauté européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
IDA	Association internationale de développement
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail

OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SFI	Société financière internationale
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNISTAR	Services consultatifs internationaux de courte durée
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UPU	Union postale universelle
VNU	Programme des Volontaires des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Vue d'ensemble

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Recettes						
Contributions	1 941 936	2 110 706	8 395 291	8 284 872	132 109	448 172
À déduire : Virement au budget d'appui biennal	(18 720)	(18 208)	–	–	–	–
Contributions (montant net)	1 923 216	2 092 498	8 395 291	8 284 872	132 109	448 172
Intérêts créditeurs	31 828	35 101	166 941	241 415	1 356	7 522
Recettes diverses	85 543	135 439	619 527	545 659	7 108	29 383
Total des recettes	2 040 587	2 263 038	9 181 759	9 071 946	140 573	485 077
Dépenses						
Programme	1 075 104	1 196 159	8 096 186	7 426 947	148 143	298 942
Dépenses d'appui au programme	–	–	32 041	27 234	–	–
Appui au programme fourni aux coordonnateurs résidents	30 372	32 119	54 509	54 272	–	–
Services d'appui au développement	13 673	13 074	13 154	12 215	–	–
Activités à des fins particulières – activités prescrites par l'Assemblée générale et dépenses d'investissement	56 338	–	–	–	–	–
Programme de déploiement d'économistes du PNUD	12 278	11 167	–	–	–	–
Budget d'appui biennal (montant net)	738 080	737 240	1 011 988	839 739	19 342	35 139
Dépenses diverses	132 535	229 395	134	831	6	223
Total des dépenses	2 058 380	2 219 154	9 208 012	8 361 238	167 491	334 304
Excédent (déficit)	(17 793)	43 884	(26 253)	710 708	(26 918)	150 773
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	596	15 735	–	–	–	–

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Prélèvements (virements) sur les réserves	(4 000)	(30 000)	(9 000)	(12 000)	–	(7 510)
Sommes remboursées à des donateurs et (virements) ou prélèvements sur d'autres fonds	10	(52 216)	(215 257)	(155 141)	(215)	(3 583)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	354 412	377 009	4 550 006	4 006 439	280 690	139 028
Ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	–	–	(201 031)	1 982
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	333 225	354 412	4 299 496	4 550 006	52 526	280 690
	État I.1		État I.2		Tableau 7	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Vue d'ensemble

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Actif						
Encaisse	63 535	25 929	41	34	1 822	6 404
Encaisse et placements – fonds détenus en fiducie	655 049	1 324 804	–	–	–	–
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	–	–	52 706	108 460	–	–
Placements détenus aux fins suivantes :						
Réserve opérationnelle	226 000	222 000	–	–	–	–
Ressources ordinaires	163 784	602 527	6 998	492 446	75 162	343 405
Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	453 224	373 276	–	–	–	–
Participation aux coûts	2 400 845	2 500 257	–	–	–	–
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements	16 618	16 591	–	–	–	–
Fonds administrés par le PNUD et fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD	1 123 198	798 946	–	–	–	–
Services remboursables et activités diverses	987 804	950 499	–	–	–	–
Régime d'assurance maladie du personnel recruté localement	52 659	45 073	–	–	–	–
Total partiel (placements)	5 424 132	5 509 169	6 998	492 446	75 162	343 405
Total (encaisse, lettres de crédit, billets à ordre et placements)	6 142 716	6 859 902	59 745	600 940	76 984	349 809
Avances						
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	9 278	14 263	128 789	98 430	–	51
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	1 415	8 006	26 875	27 022	789	617
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance						
Sommes à recevoir au titre des activités de base		–	4 536 808	4 378 995	–	4 810
Sommes à recevoir de la réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	1 144	–	–	–	–
Sommes à recevoir du Programme des Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–	–	–

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Sommes à recevoir de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD	5 298	92 043	–	–	–	–
Sommes à recevoir de fonds administrés par le PNUD	3 046	25 457	–	–	–	–
Sommes à recevoir d'ONU-Femmes	25 244					
Sommes à recevoir de l'UNOPS	95 383	–	–	–	–	–
Sommes à recevoir du FNUAP	75 309	–	–	–	–	–
Sommes à recevoir de l'ONU (compte courant)	–	–	–	–	–	–
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	9 040	29 017	21 294	24 167	831	1 286
Intérêts créditeurs	23 226	34 360	21 347	21 742	408	2 394
Biens portés en immobilisations (cas particuliers)	3 000	1 570	–	–	–	–
Prêts	–	–	–	–	4 816	5 168
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs						
Créances à long terme	–	–	–	169	–	–
Prêts aux gouvernements	–	–	806	806	–	–
Frais de construction	–	–	38 873	42 918	–	–
Frais de rénovation portés en immobilisations	–	–	302	578	–	–
Provision pour dépréciation	–	–	(9 627)	(9 627)	–	–
Total de l'actif	6 392 955	7 065 762	4 825 212	5 186 140	83 828	364 135
	État II.1		État II.2		Tableau 7	

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Vue d'ensemble

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Passif						
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	–	–	232	1 341	–	131
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	505	2 267	12 801	14 746	718	719
Engagements non réglés	27 516	53 313	142 327	239 539	21	6 734
Créditeurs	106 396	127 217	203 882	135 242	2 886	5 634
Sommes dues (à recevoir) au titre des activités de base par :						
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	–	–	1 144	–	–
Programme des administrateurs auxiliaires	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD	–	–	5 298	92 043	–	–
Fonds administrés par le PNUD	–	–	–	–	3 046	25 457
Sommes dues aux autres ressources et aux fonds administrés par le PNUD						
Participation aux coûts	2 400 845	2 500 257	–	–	–	–
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements	16 618	16 591	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD	1 131 542	911 636	–	–	–	–
Fonds administrés par le PNUD	–	4 810	–	–	–	–
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	1 681	–	–	–	–	–
Programme des Volontaires des Nations Unies	88 444	1 920	–	–	–	–
Programme des administrateurs auxiliaires	35 186	38 632	–	–	–	–
Services remboursables et activités diverses	862 493	909 960	–	–	–	–
Total partiel (sommes dues aux autres ressources et aux fonds administrés par le PNUD)	4 536 809	4 383 806	–	–	–	–
Sommes dues au Fonds pour les mesures spéciales	–	–	–	–	–	–
Sommes dues au compte courant de l'ONU	13 187	502	–	–	–	–
Sommes dues à l'UNOPS	–	157 100	–	–	–	–

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Sommes dues au FNUAP	–	5 900	–	–	–	–
Dettes différées – fonds détenus en fiducie	691 494	1 383 254	–	–	–	–
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	–	–	–	–	–
Remboursement des frais de construction	–	–	7 547	7 935	–	–
Recettes comptabilisées d'avance	930	504	26	–	31	561
Réserves pour les initiatives spéciales	669	641	–	–	–	–
Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	453 224	373 276	–	–	–	–
Réserve du Programme des Volontaires des Nations Unies pour les évacuations sanitaires	–	–	–	(2)	–	–
Réserve pour imprévus de l'ASDI	–	–	8 635	8 146	–	–
Total du passif	5 830 730	6 487 780	380 748	500 134	6 702	39 236
Réserve opérationnelle	226 000	222 000	116 968	108 000	24 600	44 209
Fonds de dotation	–	–	3 000	3 000	–	–
Soldes des fonds – montant autorisé	–	–	25 000	25 000	–	–
Ressources spéciales d'équipement	3 000	1 570	–	–	–	–
Ressources inutilisées	333 225	354 412	4 299 496	4 550 006	52 526	280 690
Total (ressources inutilisées et ressources spéciales d'équipement)	336 225	355 982	4 299 496	4 550 006	52 526	280 690
Total des réserves et des soldes des fonds	562 225	577 982	4 444 464	4 686 006	77 126	324 899
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	6 392 955	7 065 762	4 825 212	5 186 140	83 828	364 135
	État II.1		État II.2		Tableau 7	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Vue d'ensemble

Variation des soldes de ressources pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>	<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	354 412	4 550 006	280 690
Ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	(201 031)
Excédent (déficit) net	(17 793)	(26 253)	(26 918)
Variation – économies réalisées sur des engagements d'exercices antérieurs	596	–	–
Variation – prélèvements (virements) sur les réserves	(4 000)	(9 000)	–
Variation – sommes remboursées à des donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	10	(215 257)	(215)
Soldes au 31 décembre 2011	333 225	4 299 496	52 526
	Vue d'ensemble – état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds	Vue d'ensemble : état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds	Vue d'ensemble : état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Vue d'ensemble

État des flux de trésorerie de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>		<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>		<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement						
Excédent (déficit)	(17 793)	43 884	(26 253)	710 708	(26 918)	150 773
Entrées (sorties) de trésorerie						
(Augmentation) diminution des débiteurs divers	31 111	13 163	3 268	39 139	2 441	1 894
(Augmentation) diminution des sommes dues par d'autres programmes	110 300	(32 795)	(157 813)	(568 024)	4 810	(1 619)
(Augmentation) diminution des sommes dues par le FNUAP	(75 309)	57 936	–	–	–	–
(Augmentation) diminution des sommes dues par l'ONU	–	12 516	–	–	–	–
(Augmentation) diminution des sommes dues par ONU-Femmes	(25 244)	–	–	–	–	–
(Augmentation) diminution des sommes dues par l'UNOPS	(95 383)	–	–	–	–	–
(Augmentation) diminution des fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	6 591	6 663	147	31 623	(172)	151
(Augmentation) diminution des fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	4 985	695	(30 359)	(7 566)	51	–
Augmentation (diminution) des créditeurs et d'autres éléments de passif	(20 821)	4 122	68 640	(14 825)	(2 748)	(2 031)
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	426	(24 243)	26	(20)	(530)	561
Augmentation (diminution) des dettes différées – fonds détenus en fiducie	(691 760)	103 210	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(25 797)	2 080	(97 212)	(7 959)	(6 713)	2 484
Augmentation (diminution) des sommes dues à d'autres programmes	153 003	569 598	(86 745)	24 081	(22 411)	10 140
Augmentation (diminution) des sommes dues au FNUAP	(5 900)	5 900	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des sommes dues à l'ONU	12 685	502	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des sommes dues à l'UNOPS	(157 100)	11 952	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des fonds de fonctionnement versés par des agents d'exécution	(1 762)	519	(1 945)	(15 189)	(1)	1
Augmentation (diminution) des fonds de fonctionnement versés par des gouvernements	–	–	(1 109)	(1 740)	(131)	–

	Activités financées au moyen des ressources ordinaires		Activités financées au moyen des autres ressources		Fonds administrés par le PNUD	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
À déduire : Intérêts créditeurs	(42 962)	(47 029)	(167 336)	(266 540)	(3 342)	(7 426)
Flux net de trésorerie provenant du fonctionnement	(840 730)	728 673	(496 691)	(76 312)	(55 664)	154 928
Flux de trésorerie provenant des activités de placement						
Entrées (sorties) de trésorerie						
(Augmentation) diminution des prêts aux gouvernements	–	–	–	–	352	(5 168)
(Augmentation) diminution de la réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	–	2 958	(1 089)	–	–
(Augmentation) diminution des biens portés en immobilisations (cas particuliers)	(1 430)	–	–	–	–	–
À ajouter : Intérêts créditeurs	42 962	47 029	167 336	266 540	3 342	7 426
Flux net de trésorerie provenant des activités de placement	41 532	47 029	170 294	265 451	3 694	2 258
Flux de trésorerie provenant des activités de financement						
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	4 000	30 000	8 970	11 576	(19 609)	9 491
Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	77 416	23 463	(223 768)	(171 371)	(201 246)	(11 093)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	596	15 735	–	–	–	–
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	82 012	69 198	(214 798)	(159 795)	(220 855)	(1 602)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse, des lettres de crédit et des placements	(717 186)	844 900	(541 195)	29 344	(272 825)	155 584
Encaisse, lettres de crédit et placements au 1^{er} janvier 2010	6 859 902	6 015 002	600 940	571 596	349 809	194 225
Encaisse, lettres de crédit et placements au 31 décembre 2011	6 142 716	6 859 902	59 745	600 940	76 984	349 809
	État III.1		État III.2			

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État I

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

I.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Activités de base		Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés		Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
		2010-2011	2008-2009	2010-2011	2008-2009	2010-2011	2008-2009
Recettes							
Contributions		1 941 936	2 110 696	—	10	1 941 936	2 110 706
À déduire : Virement au budget d'appui biennal	Note 4	(18 720)	(18 208)	—	—	(18 720)	(18 208)
Contributions (montant net)		1 923 216	2 092 488	—	10	1 923 216	2 092 498
Intérêts créditeurs	Note 5	31 828	35 101	—	—	31 828	35 101
Recettes diverses	Tableau 1	85 543	135 439	—	—	85 543	135 439
Total des recettes		2 040 587	2 263 028	—	10	2 040 587	2 263 038
Dépenses							
Programme	Tableau 2.1	1 075 098	1 196 183	6	(24)	1 075 104	1 196 159
Dépenses d'appui au programme		—	—	—	—	—	—
Appui au programme fourni aux coordonnateurs résidents	Alinéa a) de la note 18	30 372	32 119	—	—	30 372	32 119
Services d'appui au développement		13 673	13 074	—	—	13 673	13 074
Activités à des fins particulières – activités prescrites par l'Assemblée générale et dépenses d'investissement		56 338	—	—	—	56 338	—
Programme de déploiement d'économistes du PNUD		12 278	11 167	—	—	12 278	11 167
Budget d'appui biennal (montant net)	Tableau 3	738 080	737 240	—	—	738 080	737 240
Dépenses diverses	Tableau 1	132 535	229 395	—	—	132 535	229 395
Total des dépenses		2 058 374	2 219 178	6	(24)	2 058 380	2 219 154
Excédent (déficit)		(17 787)	43 850	(6)	34	(17 793)	43 884
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées		596	15 735	—	—	596	15 735

	<i>Activités de base</i>		<i>Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés</i>		Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Prélèvements (virements) sur les réserves	(4 000)	(30 000)	–	–	(4 000)	(30 000)
Sommes remboursées à des donateurs et (virements) ou prélèvements sur d'autres fonds	10	(52 216)	–	–	10	(52 216)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	353 535	376 166	877	843	354 412	377 009
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	332 354	353 535	871	877	333 225	354 412
	État IV.1		État IV.2		Vue d'ensemble : état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État I

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

I.2 Activités financées au moyen des autres ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Participation aux coûts</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>		<i>Éliminations</i>		Total : activités financées au moyen des autres ressources	
		<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Recettes													
Contributions		5 933 904	5 247 621	–	–	1 960 547	2 026 395	500 840	1 010 856	–	–	8 395 291	8 284 872
Intérêts créditeurs		110 043	136 019	608	961	30 926	56 395	25 364	48 040	–	–	166 941	241 415
Recettes diverses	Note 6	5 701	5 237	–	–	3 475	2 173	1 042 457	881 801	(432 106)	(343 552)	619 527	545 659
Total des recettes		6 049 648	5 388 877	608	961	1 994 948	2 084 963	1 568 661	1 940 697	(432 106)	(343 552)	9 181 759	9 071 946
Dépenses													
Programme	Tableau 2.1	5 627 751	4 617 619	–	–	1 196 065	2 035 226	505 370	774 101	–	–	8 096 186	7 426 947
Dépenses d'appui au programme		–	–	–	–	–	–	32 041	27 234	–	–	32 041	27 234
Appui au programme fourni aux coordonnateurs résidents	Alinéa a) de la note 18	–	–	–	–	–	–	54 509	54 272	–	–	54 509	54 272
Services consultatifs en matière de développement		–	–	–	–	–	–	13 154	12 215	–	–	13 154	12 215
Budget d'appui biennal (montant net)		322 718	235 167	–	–	147 288	138 693	974 088	809 431	(432 106)	(343 552)	1 011 988	839 739
Dépenses diverses		15	257	–	–	119	572	–	2	–	–	134	831
Total des dépenses		5 950 484	4 853 043	–	–	1 211 072	2 174 491	1 579 162	1 677 255	(432 106)	(343 552)	9 208 012	8 361 238
Excédent (déficit)		99 164	535 834	608	960	(115 524)	(89 528)	(10 501)	263 442	–	–	(26 253)	710 708
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées													
		–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prélèvements (virements) sur les réserves													
		–	–	–	–	–	–	(9 000)	(12 000)	–	–	(9 000)	(12 000)

	<i>Participation aux coûts</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>		<i>Éliminations</i>		Total : activités financées au moyen des autres ressources	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Sommes remboursées à des donateurs et (virements) ou prélèvements sur d'autres fonds	(188 017)	(60 634)	(584)	–	(25 099)	(95 881)	(1 557)	1 374	–	–	(215 257)	(155 141)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	2 479 201	2 004 001	16 597	15 637	1 192 280	1 377 689	861 928	609 112	–	–	4 550 006	4 006 439
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	2 390 348	2 479 201	16 621	16 597	1 051 657	1 192 280	840 870	861 928	–	–	4 299 496	4 550 006
											Vue d'ensemble : état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds	
Tableau 5					Tableau 6							

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État II

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

II.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Activités de base</i>		<i>Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés</i>		<i>Éliminations [note 2 j)]</i>		Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
		<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Actif									
Encaisse	Note 7	63 535	25 929	—	—	—	—	63 535	25 929
Encaisse et placements – fonds détenus en fiducie	Note 8	655 049	1 324 804	—	—	—	—	655 049	1 324 804
Lettres de crédit de gouvernements		—	—	—	—	—	—	—	—
Placements détenus aux fins suivantes :									
Réserve opérationnelle	Alinéa h) de la note 2	226 000	222 000	—	—	—	—	226 000	222 000
Ressources ordinaires		163 784	602 527	—	—	—	—	163 784	602 527
Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service		453 224	373 276	—	—	—	—	453 224	373 276
Participation aux coûts		2 400 845	2 500 257	—	—	—	—	2 400 845	2 500 257
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements		16 618	16 591	—	—	—	—	16 618	16 591
Fonds administrés par le PNUD et fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD		1 123 198	798 946	—	—	—	—	1 123 198	798 946
Services remboursables et activités diverses		987 804	950 499	—	—	—	—	987 804	950 499
Régime d'assurance maladie du personnel recruté localement		52 659	45 073	—	—	—	—	52 659	45 073
Total partiel (placements)	Tableau 8	5 424 132	5 509 169	—	—	—	—	5 424 132	5 509 169
Total (encaisse, lettres de crédit, billets à ordre et placements)		6 142 716	6 859 902	—	—	—	—	6 142 716	6 859 902

		Activités de base		Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés		Éliminations [note 2 j)]		Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
		2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Avances									
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements		9 278	14 263	—	—	—	—	9 278	14 263
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution		1 415	8 006	—	—	—	—	1 415	8 006
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance									
Sommes à recevoir au titre des activités de base			—	906	906	(906)	(906)	—	—
Sommes à recevoir de la réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs		—	1 144	—	—	—	—	—	1 144
Sommes à recevoir du Programme des Volontaires des Nations Unies		—	—	—	—	—	—	—	—
Sommes à recevoir de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD		5 298	92 043	—	—	—	—	5 298	92 043
Sommes à recevoir de fonds administrés par le PNUD		3 046	25 457	—	—	—	—	3 046	25 457
Sommes à recevoir d'ONU-Femmes		25 244						25 244	
Sommes à recevoir de l'UNOPS		95 383	—	—	—	—	—	95 383	—
Sommes à recevoir du FNUAP		75 309	—	—	—	—	—	75 309	—
Sommes à recevoir de l'ONU (compte courant)		—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	Alinéa a) de la note 11	9 037	29 014	3	3	—	—	9 040	29 017
Intérêts créditeurs		23 226	34 360	—	—	—	—	23 226	34 360
Biens portés en immobilisations (cas particulier)	Note 13	3 000	1 570	—	—	—	—	3 000	1 570
Total de l'actif		6 392 952	7 065 759	909	909	(906)	(906)	6 392 955	7 065 762
Vue d'ensemble : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds									

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État II

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

II.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Activités de base</i>		<i>Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés</i>		<i>Éliminations [note 2 j)]</i>		Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
		<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Passif									
Fonds de fonctionnement dus aux gouvernements		—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds de fonctionnement dus aux agents d'exécution		505	2 267	—	—	—	—	505	2 267
Engagements non réglés	Note 17	27 516	53 313	—	—	—	—	27 516	53 313
Créditeurs	Alinéa b) de la note 11	106 358	127 185	38	32	—	—	106 396	127 217
Sommes dues aux autres ressources et aux fonds administrés par le PNUD									
Participation aux coûts		2 400 845	2 500 257	—	—	—	—	2 400 845	2 500 257
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements		16 618	16 591	—	—	—	—	16 618	16 591
Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD		1 131 542	911 636	—	—	—	—	1 131 542	911 636
Fonds administrés par le PNUD		—	4 810	—	—	—	—	—	4 810
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs		1 681	—	—	—	—	—	1 681	—
Programme des Volontaires des Nations Unies		88 444	1 920	—	—	—	—	88 444	1 920
Programme des administrateurs auxiliaires		35 186	38 632	—	—	—	—	35 186	38 632
Services remboursables et activités diverses		862 493	909 960	—	—	—	—	862 493	909 960
Total partiel (sommes dues aux autres ressources et aux fonds administrés par le PNUD)		4 536 809	4 383 806	—	—	—	—	4 536 809	4 383 806

		<i>Activités de base</i>		<i>Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés</i>		<i>Éliminations [note 2 j)]</i>		Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
		<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Sommes dues au Fonds pour les mesures spéciales		906	906	–	–	(906)	(906)	–	–
Sommes dues au compte courant de l'ONU		13 187	502	–	–	–	–	13 187	502
Sommes dues à l'UNOPS		–	157 100	–	–	–	–	–	157 100
Sommes dues au FNUAP		–	5 900	–	–	–	–	–	5 900
Dettes différées – fonds détenus en fiducie	Alinéa d) de la note 11	691 494	1 383 254	–	–	–	–	691 494	1 383 254
Recettes comptabilisées d'avance		930	504	–	–	–	–	930	504
Réserves pour les initiatives spéciales	Note 14	669	641	–	–	–	–	669	641
Réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	Alinéa d) de la note 16	453 224	373 276	–	–	–	–	453 224	373 276
Total du passif		5 831 598	6 488 654	38	32	(906)	(906)	5 830 730	6 487 780
Réserves et soldes des fonds									
Réserve opérationnelle	Alinéa h) de la note 2	226 000	222 000	–	–	–	–	226 000	222 000
Ressources spéciales d'équipement		3 000	1 570	–	–	–	–	3 000	1 570
Ressources inutilisées	Alinéa a) de la note 15	332 354	353 535	871	877	–	–	333 225	354 412
Total (ressources inutilisées et ressources spéciales d'équipement)		335 354	355 105	871	877	–	–	336 225	355 982
Total des réserves et des soldes des fonds		561 354	577 105	871	877	–	–	562 225	577 982
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds		6 392 952	7 065 759	909	909	(906)	(906)	6 392 955	7 065 762
								Vue d'ensemble : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État II

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

II.2 Activités financées au moyen des autres ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Participation aux coûts</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>		Total : activités financées au moyen des autres ressources	
		<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Actif											
Encaisse		–	28	–	–	1	4	40	2	41	34
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	Note 9	50 767	99 432	–	–	–	7 369	1 939	1 659	52 706	108 460
Placements détenus au titre des ressources ordinaires		–	–	–	–	6 998	407 189	–	85 257	6 998	492 446
Total partiel (placements)	Tableau 8	–	–	–	–	6 998	407 189	–	85 257	6 998	492 446
Total (encaisse, lettres de crédit, billets à ordre et placements)		50 767	99 460	–	–	6 999	414 562	1 979	86 918	59 745	600 940
Avances											
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements		109 062	56 679	–	–	19 619	41 606	108	145	128 789	98 430
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution		19 117	19 286	–	–	7 734	7 240	24	496	26 875	27 022
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance											
Sommes à recevoir au titre des activités de base		2 400 845	2 500 257	16 618	16 591	1 131 542	911 636	987 803	950 511	4 536 808	4 378 995
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	Alinéa a) de la note 11	20 755	21 414	3	6	401	2 099	135	648	21 294	24 167
Intérêts créditeurs		21 233	20 578	–	–	114	660	–	504	21 347	21 742
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs											
Créances à long terme	Note 12	–	–	–	–	–	–	–	169	–	169
Autres immobilisations		–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	<i>Participation aux coûts</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>		Total : activités financées au moyen des autres ressources	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Prêts aux gouvernements	–	–	–	–	–	–	806	806	806	806
Frais de construction	–	–	–	–	–	–	38 873	42 918	38 873	42 918
Frais de rénovation portés en immobilisations	–	–	–	–	–	–	302	578	302	578
Provision pour dépréciation	–	–	–	–	–	–	(9 627)	(9 627)	(9 627)	(9 627)
Total de l'actif	2 621 779	2 717 674	16 621	16 597	1 166 409	1 377 803	1 020 403	1 074 066	4 825 212	5 186 140

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État II

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

II.2 Activités financées au moyen des autres ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Participation aux coûts</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>		Total : activités financées au moyen des autres ressources	
		<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Passif											
Fonds de fonctionnement dus aux gouvernements		–	–	–	–	208	1 300	24	41	232	1 341
Fonds de fonctionnement dus aux agents d'exécution		6 843	5 491	–	–	5 866	9 209	92	46	12 801	14 746
Engagements non réglés	Note 17	101 163	120 059	–	–	30 299	66 227	10 865	53 253	142 327	239 539
Créditeurs	Alinéa b) de la note 11	123 425	112 923	–	–	61 446	5 598	19 011	16 721	203 882	135 242
Sommes dues (à recevoir) au titre des activités de base par :											
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs		–	–	–	–	–	–	–	1 144	–	1 144
Programme des administrateurs auxiliaires		–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD		–	–	–	–	5 298	92 043	–	–	5 298	92 043
Frais de construction : remboursement des agents d'exécution		–	–	–	–	–	–	7 547	7 935	7 547	7 935
Recettes comptabilisées d'avance		–	–	–	–	–	–	26	–	26	–
Réserve pour les évacuations sanitaires		–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Réserve pour imprévus		–	–	–	–	8 635	8 146	–	–	8 635	8 146
Total du passif		231 431	238 473	–	–	111 752	182 523	37 565	79 138	380 748	500 134
Réserves et soldes des fonds											
Soldes des fonds – montant autorisé		–	–	–	–	–	–	25 000	25 000	25 000	25 000

	<i>Participation aux coûts</i>		<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>		Total : activités financées au moyen des autres ressources	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Réserve opérationnelle	–	–	–	–	–	–	116 968	108 000	116 968	108 000
Fonds de dotation	–	–	–	–	3 000	3 000	–	–	3 000	3 000
Ressources spéciales d'équipement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ressources inutilisées	2 390 348	2 479 201	16 621	16 597	1 051 657	1 192 280	840 870	861 928	4 299 496	4 550 006
Total (ressources inutilisées et ressources spéciales d'équipement)	2 390 348	2 479 201	16 621	16 597	1 051 657	1 192 280	840 870	861 928	4 299 496	4 550 006
Total des réserves et des soldes des fonds	2 390 348	2 479 201	16 621	16 597	1 054 657	1 195 280	982 838	994 928	4 444 464	4 686 006
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	2 621 779	2 717 674	16 621	16 597	1 166 409	1 377 803	1 020 403	1 074 066	4 825 212	5 186 140
Tableau 5							Tableau 6		Vue d'ensemble : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État III

État des flux de trésorerie de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

III.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités de base</i>	<i>Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés</i>	<i>Éliminations [note 2 j)]</i>	Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
				2011	2009
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement					
Excédent (déficit)	(17 787)	(6)	–	(17 793)	43 884
Entrées (sorties) de trésorerie					
(Augmentation) diminution des débiteurs divers	31 111	–	–	31 111	13 163
(Augmentation) diminution des sommes dues par les autres programmes	110 300	–	–	110 300	(32 795)
(Augmentation) diminution des sommes dues par le FNUAP	(75 309)	–	–	(75 309)	57 936
(Augmentation) diminution des sommes dues par l'ONU	–	–	–	–	12 516
(Augmentation) diminution des sommes dues par ONU-Femmes	(25 244)	–	–	(25 244)	–
Augmentation (diminution) des sommes dues par l'UNOPS	(95 383)	–	–	(95 383)	–
(Augmentation) diminution des fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	6 591	–	–	6 591	6 663
(Augmentation) diminution des fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	4 985	–	–	4 985	695
Augmentation (diminution) des créditeurs et autres éléments de passif	(20 827)	6	–	(20 821)	4 122
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	426	–	–	426	(24 243)
Augmentation (diminution) des dettes différées – fonds détenus en fiducie	(691 760)	–	–	(691 760)	103 210
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(25 797)	–	–	(25 797)	2 080
Augmentation (diminution) des sommes dues aux autres programmes	153 003	–	–	153 003	569 598
(Augmentation) diminution des sommes dues au FNUAP	(5 900)	–	–	(5 900)	5 900
(Augmentation) diminution des sommes dues à l'ONU	12 685	–	–	12 685	502
Augmentation (diminution) des sommes dues à l'UNOPS	(157 100)	–	–	(157 100)	11 952

	Activités de base	Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés	Éliminations [note 2 j)]	Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires	
				2011	2009
Augmentation (diminution) des fonds de fonctionnement versés par des agents d'exécution	(1 762)	–	–	(1 762)	519
Augmentation (diminution) des fonds de fonctionnement versés par des gouvernements	–	–	–	–	–
À déduire : Intérêts créditeurs	(42 962)	–	–	(42 962)	(47 029)
Flux net de trésorerie provenant du fonctionnement	(840 730)	–	–	(840 730)	728 673
Flux de trésorerie provenant des activités de placement					
Entrées (sorties) de trésorerie					
(Augmentation) diminution des prêts aux gouvernements	–	–	–	–	–
Augmentation (diminution) de la réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des biens portés en immobilisations (cas particuliers)	(1 430)	–	–	(1 430)	–
À ajouter : Intérêts créditeurs	42 962	–	–	42 962	47 029
Flux net de trésorerie provenant des activités de placement	41 532	–	–	41 532	47 029
Flux de trésorerie provenant des activités de financement					
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	4 000	–	–	4 000	30 000
Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	77 416	–	–	77 416	23 463
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	596	–	–	596	15 735
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	82 012	–	–	82 012	69 198
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse, des lettres de crédit et des placements	(717 186)	–	–	(717 186)	844 900
Encaisse, lettres de crédit et placements au 1^{er} janvier 2010	6 859 902	–	–	6 859 902	6 015 002
Encaisse, lettres de crédit et placements au 31 décembre 2011	6 142 716	–	–	6 142 716	6 859 902

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État III

État des flux de trésorerie de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

III.2 Activités financées au moyen des autres ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Participation aux coûts</i>	<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>	<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>	Total : activités financées au moyen des autres ressources	
					2011	2009
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement						
Excédent (déficit)	99 164	608	(115 524)	(10 501)	(26 253)	710 708
Entrées (sorties) de trésorerie						
(Augmentation) diminution des débiteurs divers	4	3	2 244	1 186	3 437	39 139
(Augmentation) diminution des sommes dues par les autres programmes	99 412	(27)	(219 906)	(37 292)	(157 813)	(568 024)
(Augmentation) diminution des sommes dues par le FNUAP	—	—	—	—	—	—
(Augmentation) diminution des sommes dues par l'ONU	—	—	—	—	—	—
Augmentation (diminution) des sommes dues par l'UNOPS	—	—	—	—	—	—
(Augmentation) diminution des fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	169	—	(494)	472	147	31 623
(Augmentation) diminution des fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	(52 383)	—	21 987	37	(30 359)	(7 566)
Augmentation (diminution) des créditeurs et d'autres éléments de passif	10 502	—	55 848	2 290	68 640	(14 825)
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	—	—	—	26	26	(20)
Augmentation (diminution) des dettes différées – fonds détenus en fiducie	—	—	—	—	—	—
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(18 896)	—	(35 928)	(42 388)	(97 212)	(7 959)

	<i>Participation aux coûts</i>	<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>	<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>	Total : activités financées au moyen des autres ressources	
					2011	2009
Augmentation (diminution) des sommes dues aux autres programmes	–	–	(86 745)	(1 144)	(87 889)	24 081
(Augmentation) diminution des sommes dues au FNUAP	–	–	–	–	–	–
(Augmentation) diminution des sommes dues à l'ONU	–	–	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des sommes dues à l'UNOPS	–	–	–	–	–	–
Augmentation (diminution) des fonds de fonctionnement versés par des agents d'exécution	1 352	–	(3 343)	46	(1 945)	(15 189)
Augmentation (diminution) des fonds de fonctionnement versés par des gouvernements	–	–	(1 092)	(17)	(1 109)	(1 740)
À déduire : Intérêts créditeurs	(109 388)	(608)	(31 472)	(25 868)	(167 336)	(266 540)
Flux net de trésorerie provenant du fonctionnement	29 936	(24)	(414 425)	(113 153)	(497 666)	(76 312)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement						
Entrées (sorties) de trésorerie						
(Augmentation) diminution des prêts aux gouvernements	–	–	–	–	–	–
Augmentation (diminution) de la réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	–	–	3 933	3 933	(1 089)
Augmentation (diminution) des biens portés en immobilisations (cas particuliers)	–	–	–	–	–	–
À ajouter : Intérêts créditeurs	109 388	608	31 472	25 868	167 336	266 540
Flux net de trésorerie provenant des activités de placement	109 388	608	31 472	29 801	171 269	265 451
Flux de trésorerie provenant des activités de financement						
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	–	8 970	8 970	11 576
Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	(188 017)	(584)	(24 610)	(10 557)	(223 768)	(171 371)

	<i>Participation aux coûts</i>	<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>	<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>	Total : activités financées au moyen des autres ressources	
					2011	2009
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	(188 017)	(584)	(24 610)	(1 587)	(214 798)	(159 795)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse, des lettres de crédit et des placements	(48 693)	–	(407 563)	(84 939)	(541 195)	29 344
Encaisse, lettres de crédit et placements au 1^{er} janvier 2010	99 460	–	414 562	86 918	600 940	571 596
Encaisse, lettres de crédit et placements au 31 décembre 2011	50 767	–	6 999	1 979	59 745	600 940
					Vue d'ensemble : actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État IV

Variation des soldes de ressources pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

IV.1 Activités financées au moyen des ressources ordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités de base</i>	<i>Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés</i>	Total : activités financées au moyen des ressources ordinaires
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	353 535	877	354 412
Excédent (déficit) net	(17 787)	(6)	(17 793)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	596	–	596
Prélèvements (virements) sur les réserves	(4 000)	–	(4 000)
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	10	–	10
Solde au 31 décembre 2011	332 354	871	333 225
	État I.1	État I.1	État I.1

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

État IV

Variation des soldes de ressources pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

IV.2 Activités financées au moyen des autres ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Participation aux coûts</i>	<i>Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD</i>	<i>Services d'appui remboursables et activités diverses</i>	Total : activités financées au moyen des autres ressources
Solde au 1 ^{er} janvier 2010	2 479 201	16 597	1 192 280	861 928	4 550 006
Excédent (déficit) net	99 164	608	(115 524)	(10 501)	(26 253)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	—	—	—	—	—
Prélèvements (virements) sur les réserves	—	—	—	(9 000)	(9 000)
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(188 017)	(584)	(25 099)	(1 557)	(215 257)
Solde au 31 décembre 2011	2 390 348	16 621	1 051 657	840 870	4 299 496
	État I.2	État I.2	État I.2	État I.2	État I.2

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 1

Ressources ordinaires : recettes et dépenses diverses de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2010-2011	2008-2009
Recettes diverses		
Recettes accessoires et ajustements de change provenant des comptes des agents d'exécution	1 306	1 955
Rabais consentis par les transporteurs attitrés	3	2
Recettes accessoires	11 838	3 554
Dons	1	–
Ajustements nets pour réévaluation de monnaies et gains de change	69 244	127 303
Recettes accessoires afférentes à la gestion des risques de change	3 151	2 625
Total	85 543	135 439
	État I.1	
Dépenses diverses		
Ajustements nets pour réévaluation de monnaies et pertes de change	64 485	135 773
Ajustements de change sur les comptes des agents d'exécution	732	513
Frais bancaires	8 402	7 917
Financement des interruptions de travail des experts : congés maladie prolongés et versement d'indemnités	(3)	40
Dépenses accessoires afférentes à la gestion des risques de change	–	739
Frais accessoires afférents aux comptes des agents d'exécution	675	1 415
Dépenses accessoires	6 228	2 690
Pertes et provisions diverses	17 016	10 308
Total partiel	97 535	159 395
Dotation à la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service	35 000	70 000
Total	132 535	229 395
	État I.1	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 2

Dépenses afférentes aux programmes, par agent d'exécution et par source de fonds, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Agents d'exécution</i>	<i>Montant cible pour l'allocation de ressources de base</i>				<i>Coopération technique entre pays en développement (catégorie 1.5)</i>	<i>Initiatives spéciales concernant les objectifs du Millénaire et initiatives connexes</i>	<i>Dépenses diverses</i>	Total partiel	<i>Montants imputés à la participation aux coûts</i>	Total général
	<i>Projets nationaux et régionaux (catégories 1.1.1/1.1.2/1.2)</i>	<i>Pays en situation particulière (catégorie 1.1.3)</i>	<i>Activités mondiales, interrégionales et spéciales (catégorie 1.3)</i>	<i>Évaluation (catégorie 1.4)</i>						
Département des affaires économiques et sociales (Secrétariat de l'ONU)	1 009	—	—	—	—	—	—	1 009	—	1 009
ONUDI	—	—	—	—	—	—	—	—	19	19
FAO	285	—	76	—	—	—	—	361	210	571
UNESCO	—	—	—	—	—	—	—	—	128	128
OIT	31	—	—	—	—	—	—	31	2 001	2 032
CEPALC	27	—	—	—	—	—	—	27	—	27
CNUCED	(1)	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)	(2)
OACI	—	—	—	—	—	—	—	—	11 631	11 631
OMS	—	—	—	—	—	—	—	—	19	19
UIT	—	—	—	—	—	—	—	—	1 600	1 600
OMM	—	—	—	—	—	—	—	—	13	13
FMI	3	—	—	—	—	—	—	3	12 417	12 420
VNU	195	—	—	—	—	—	—	195	—	195
Exécution nationale	467 216	—	1 257	—	—	—	—	468 473	2 762 068	3 230 541
ONUDC	17 301	—	—	—	—	—	—	17 301	—	17 301
FENU	66	—	—	—	—	—	—	66	—	66
UNOPS	3 130	520	—	—	1 565	—	2 792	8 007	29 813	37 820
PNUD	472 587	37 159	5 112	—	7 027	(4)	43 896	565 777	2 679 052	3 244 829
ONG internationales	2 527	—	—	—	—	—	—	2 527	19 065	21 592

<i>Agents d'exécution</i>	<i>Montant cible pour l'allocation de ressources de base</i>				<i>Coopération technique entre pays en développement (catégorie 1.5)</i>	<i>Initiatives spéciales concernant les objectifs du Millénaire et initiatives connexes</i>	<i>Dépenses diverses</i>	Total partiel	<i>Montants imputés à la participation aux coûts</i>	Total général
	<i>Projets nationaux et régionaux (catégories 1.1.1/1.1.2/1.2)</i>	<i>Pays en situation particulière (catégorie 1.1.3)</i>	<i>Activités mondiales, interrégionales et spéciales (catégorie 1.3)</i>	<i>Évaluation (catégorie 1.4)</i>						
ONG nationales	11 326	–	3	–	–	–	–	11 329	109 716	121 045
Total général	975 702	37 679	6 448	–	8 592	(4)	46 688	1 075 104	5 627 751	6 702 855
								État I.1	État I.2	

Note : Les montants inscrits dans la colonne « Dépenses diverses » correspondent aux programmes du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain* (11,9 millions de dollars) et du Bureau des études sur le développement (1,9 million de dollars) et au Programme d'assistance au peuple palestinien (5,9 millions de dollars).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 2.1

Dépenses afférentes aux programmes, par agent d'exécution et par source de fonds, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Agents d'exécution</i>	<i>Montant cible pour l'allocation de ressources de base</i>				<i>Coopération technique entre pays en développement (catégorie 1.5)</i>	<i>Initiatives spéciales concernant les objectifs du Millénaire et initiatives connexes</i>	<i>Dépenses diverses</i>	Total partiel	<i>Montants imputés à la participation aux coûts</i>	Total général
	<i>Projets nationaux et régionaux (catégories 1.1.1/1.1.2/1.2)</i>	<i>Pays en situation particulière (catégorie 1.1.3)</i>	<i>Activités mondiales, interrégionales et spéciales (catégorie 1.3)</i>	<i>Évaluation (catégorie 1.4)</i>						
Département des affaires économiques et sociales (Secrétariat de l'ONU)	2 734	—	—	—	—	—	—	2 734	2 728	5 462
ONUDI	174	—	—	—	—	—	—	174	1 867	2 041
FAO	3 793	—	77	—	—	—	—	3 870	9 699	13 569
UNESCO	—	—	—	—	—	—	—	—	205	205
OIT	30	—	—	—	—	—	—	30	2 032	2 062
CESAP	247	—	—	—	—	—	—	247	—	247
CEPALC	78	—	—	—	—	—	—	78	86	164
CNUCED	200	—	—	—	79	—	—	279	242	521
UNITAR	982	—	—	—	—	—	—	982	96	1 078
ONU-Habitat	517	—	—	—	—	—	—	517	17 902	18 419
OACI	—	—	—	—	—	—	—	—	11 634	11 634
BIRD	109	—	—	—	—	—	—	109	—	109
SFI	90	—	—	—	—	—	—	90	—	90
UIT	—	—	—	—	—	—	—	—	1 595	1 595
OIM	665	—	—	—	—	—	—	665	36 373	37 038
OMS	—	—	—	—	—	—	—	—	766	766
OMM	—	—	—	—	—	—	—	—	13	13
CCI	950	—	—	—	—	—	—	950	82	1 032
OMT	—	—	—	—	—	—	—	—	51	51
FMI	3	—	—	—	—	—	—	3	12 417	12 420
VNU	133	—	—	—	—	—	—	133	113	246

<i>Agents d'exécution</i>	<i>Montant cible pour l'allocation de ressources de base</i>				<i>Coopération technique entre pays en développement (catégorie 1.5)</i>	<i>Initiatives spéciales concernant les objectifs du Millénaire et initiatives connexes</i>	<i>Dépenses diverses</i>	Total partiel	<i>Montants imputés à la participation aux coûts</i>	Total général
	<i>Projets nationaux et régionaux (catégories 1.1.1/1.1.2/1.2)</i>	<i>Pays en situation particulière (catégorie 1.1.3)</i>	<i>Activités mondiales, interrégionales et spéciales (catégorie 1.3)</i>	<i>Évaluation (catégorie 1.4)</i>						
Exécution nationale	496 490	—	774	—	284	—	—	497 548	2 910 597	3 408 145
PNUE	109	—	—	—	—	—	—	109	—	109
FENU	6 006	—	—	—	—	—	—	6 006	—	6 006
UNIFEM	—	—	—	—	—	—	—	—	4 793	4 793
UNOPS	22 638	520	—	—	7 776	—	3 420	34 354	90 493	124 847
PNUD	436 193	37 158	5 597	—	453	(4)	43 268	522 665	2 509 610	3 032 275
ONG internationales	807	1	—	—	—	—	—	808	5 998	6 806
ONG nationales	2 753	—	—	—	—	—	—	2 753	8 359	11 112
Total général	975 701	37 679	6 448	—	8 592	(4)	46 688	1 075 104	5 627 751	6 702 855
État I.1									État I.2	

Note : Les montants inscrits dans la colonne « Dépenses diverses » correspondent aux programmes du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain* (11,9 millions de dollars) et du Bureau des études sur le développement (1,9 million de dollars) et au Programme d'assistance au peuple palestinien (5,9 millions de dollars).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 3

Budget d'appui biennal de l'exercice clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Crédits ouverts pour 2010-2011	Dépenses de 2010-2011			Solde	
			Décaissements	Engagements	Total		
Activités de gestion		566 900	514 144	4 763	518 907	47 993	
Activités visant l'efficacité du développement		119 300	89 296	665	89 961	29 339	
Activités de coordination des initiatives de développement des Nations Unies							
Bureaux de pays		162 900	150 802	1 124	151 926	10 974	
Bureau de la coordination des activités de développement		3 900	3 023	–	3 023	877	
Total		166 800	153 825	1 124	154 949	11 851	
Activités à des fins spéciales							
Programme des Volontaires des Nations Unies		40 900	33 817	135	33 952	6 948	
Fonds d'équipement des Nations Unies		9 500	8 216	8	8 224	1 276	
Total		50 400	42 033	143	42 176	8 224	
Total du budget d'appui biennal (montant brut)		Tableau 4	903 400	799 298	6 695	805 993	97 407
À déduire : Recettes		Note 4	(75 100)	(67 913)	–	(67 913)	(7 187)
Total du budget d'appui biennal (montant net)			828 300	731 385	6 695	738 080	90 220
État I.1							

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 3.1

Reclassement des dépenses selon les catégories révisées (décision 2009/22 du Conseil d'administration)
pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités financées au moyen des ressources ordinaires</i>	<i>Activités financées au moyen des autres ressources</i>
	<i>2010-2011</i>	<i>2010-2011</i>
Activités de développement	1 191 017	8 178 358
Activités de coordination des initiatives de développement des Nations Unies	185 087	130 845
Activités de gestion	456 635	351 470
Activités à des fins spéciales	93 106	91 712
Autres dépenses	132 535	455 627
Total	2 058 380	9 208 012
	Vue d'ensemble : état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds	Vue d'ensemble : état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 4

Ressources ordinaires : budget d'appui biennal (montant brut) et dépenses financées au moyen du budget d'appui biennal (montant brut par grande catégorie de dépenses) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts pour 2010-2011</i>	<i>Dépenses de 2010-2011</i>			<i>Solde</i>
		<i>Décaissements</i>	<i>Engagements</i>	Total	
Postes	642 100	571 483	171	571 654	70 446
Autres dépenses de personnel	2 500	2 118	–	2 118	382
Consultants	11 300	17 873	1 289	19 162	(7 862)
Voyages	31 100	28 922	115	29 037	2 063
Dépenses de fonctionnement	157 200	123 586	2 979	126 565	30 635
Mobilier et matériel	19 200	16 869	1 745	18 614	586
Remboursements et contributions	40 000	38 447	396	38 843	1 157
Total	903 400	799 298	6 695	805 993	97 407
Tableau 3		Tableau 3			

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5

Fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Gestionnaire des fonds : Bureau des politiques de développement												
Fonds pour le développement des capacités mondiales	2010-2011	–	–	5	–	5	(25)	–	–	(25)	558	588
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre la désertification et la sécheresse	2010-2011	10 064	1 860	281	17	2 158	3 551	164	(1)	3 714	53	8 561
	2008-2009	10 773	2 576	552	102	3 230	3 695	185	(16)	3 864	(75)	10 064
Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial	2010-2011	240 969	456 564	7 678	32 842	497 084	434 606	52 736	24 796	512 138	(3 362)	222 553
	2008-2009	248 086	473 356	9 350	8 326	491 032	430 541	43 923	5 683	480 147	(18 002)	240 969
Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal	2010-2011	64 665	91 739	1 152	6 371	99 262	54 978	9 303	2 626	66 907	(40)	96 980
	2008-2009	93 178	40 212	3 208	1 451	44 871	62 799	8 321	2 087	73 207	(177)	64 665
Fonds d'affectation spéciale « Capacités 21 »	2010-2011	87	–	1	–	1	(32)	–	(19)	(51)	(85)	54
	2008-2009	92	–	2	–	2	14	19	10	43	36	87
Fonds d'affectation spéciale « Capacités 2015 »	2010-2011	939	–	9	228	237	(1)	–	506	505	(473)	198
	2008-2009	2 820	–	72	1 836	1 908	1 343	–	2 410	3 753	(36)	939
Compte de l'énergie du PNUD	2010-2011	1 238	775	33	–	808	1 007	243	–	1 250	8	804
	2008-2009	1 522	275	85	–	360	613	31	–	644	–	1 238

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale			Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
Fonds d'affectation spéciale de la France pour le Programme PNUD-Banque mondiale d'assistance à la gestion du secteur énergétique	2010-2011	26	–	–	–	–	26	–	–	–	26	–	–
	2008-2009	20	–	6	–	6	–	–	–	–	–	–	26
Fonds d'affectation spéciale pour l'Université maritime mondiale	2010-2011	4	–	–	–	–	–	3	–	–	3	–	1
	2008-2009	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4
Fonds d'affectation spéciale de l'Allemagne pour le Programme PNUD-Banque mondiale d'assistance à la gestion du secteur énergétique	2010-2011	8	–	–	–	–	8	–	–	–	8	–	–
	2008-2009	15	–	1	–	1	8	–	–	–	8	–	8
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui des activités de la Commission mondiale des forêts et du développement durable	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Sommet mondial pour le développement social	2010-2011	136	–	2	–	2	106	–	–	–	106	–	32
	2008-2009	1 834	8	84	–	92	1 764	26	–	–	1 790	–	136
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui des partenariats public-privé au service de l'environnement urbain	2010-2011	1 495	675	16	41	732	1 639	27	192	–	1 858	–	369
	2008-2009	1 428	1 782	67	20	1 869	1 779	23	–	–	1 802	–	1 495
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Danemark pour le Fonds d'initiative locale pour l'environnement urbain (LIFE) dans les zones urbaines à faible revenu de la Thaïlande	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Danemark pour l'appui mondial et régional à l'initiative de responsabilisation concernant l'aide	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas pour le Programme d'action spécial pour l'administration et la gestion	2010-2011	59	28	5	–	33	3	–	–	3	51	140
	2008-2009	823	–	17	–	17	702	79	–	781	–	59
Fonds d'affectation spéciale pour les mesures prises dans le prolongement du Sommet mondial pour le développement social (phase II)	2010-2011	20	–	76	3	79	(4)	–	12	8	–	91
	2008-2009	237	–	9	4	13	161	–	69	230	–	20
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui du microfinancement et du développement des entreprises	2010-2011	14	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	1
	2008-2009	13	–	1	–	1	–	–	–	–	–	14
Fonds d'affectation spéciale pour la formation à la gestion de l'information du Centre de recherches pour le développement international	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(17)	–	–	–	–	(17)	–	–	(17)	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la gestion des forêts à l'appui de moyens de subsistance durables au Cameroun, au Guyana et au Malawi	2010-2011	164	–	–	–	–	164	19	–	183	17	(2)
	2008-2009	164	–	–	–	–	–	–	–	–	–	164
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui de l'organisation de la Conférence de Varsovie	2010-2011	87	–	3	–	3	2	–	–	2	(85)	3
	2008-2009	80	–	5	–	5	(2)	–	–	(2)	–	87
Fonds d'affectation spéciale PNUD-États-Unis pour l'environnement	2010-2011	848	–	26	–	26	248	–	–	248	–	626
	2008-2009	1 037	–	54	–	54	243	–	–	243	–	848
Fonds d'affectation spéciale de l'Allemagne à l'appui du Programme du PNUD sur la responsabilité et la transparence	2010-2011	252	–	27	–	27	–	36	–	36	–	243
	2008-2009	219	–	27	–	27	(7)	1	–	(6)	–	252

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Fonds d'affectation spéciale			Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale						
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui du Gouvernement marocain en vue de l'organisation de la septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	75	–	1	–	1	74	–	–	74	(1)	1
Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré en faveur de l'assistance technique aux pays les moins avancés en matière de commerce (mécanisme 1)	2010-2011	4 960	–	87	–	87	877	44	–	921	(3 801)	325
	2008-2009	15 588	132	463	–	595	1 107	192	–	1 299	(9 924)	4 960
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Allemagne à l'appui de la décentralisation et de la gouvernance locale en vue de réduire la pauvreté	2010-2011	163	–	4	–	4	131	–	–	131	–	36
	2008-2009	203	–	22	–	22	62	–	–	62	–	163
Fonds d'affectation spéciale thématiques du PNUD pour la lutte contre le VIH/sida	2010-2011	2 730	–	70	–	70	1 467	98	–	1 565	530	1 765
	2008-2009	3 370	1 482	235	–	1 717	2 215	185	–	2 400	43	2 730
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD à l'appui des technologies de l'information et des communications	2010-2011	7 804	–	303	–	303	2 523	167	–	2 690	–	5 417
	2008-2009	8 869	–	527	–	527	1 532	62	–	1 594	2	7 804
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD à l'appui de la gouvernance démocratique	2010-2011	61 276	40 066	1 864	–	41 930	53 056	4 047	–	57 103	(1 503)	44 600
	2008-2009	37 126	60 229	2 301	–	62 530	37 145	2 177	–	39 322	942	61 276
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour une gestion de l'énergie au service du développement durable	2010-2011	2 918	–	26	–	26	480	75	–	555	(99)	2 290
	2008-2009	4 837	–	214	–	214	2 003	130	–	2 133	–	2 918
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la lutte contre la pauvreté à l'appui du développement durable	2010-2011	13 355	9 938	229	–	10 167	13 133	938	–	14 071	4	9 455
	2008-2009	9 737	16 936	629	–	17 565	13 110	837	–	13 947	–	13 355

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour les questions d'égalité entre les sexes	2010-2011	1 313	4 075	59	–	4 134	3 742	261	–	4 003	11	1 455
	2008-2009	3 113	2 658	142	–	2 800	4 321	279	–	4 600	–	1 313
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour l'environnement	2010-2011	14 920	20 809	423	–	21 232	15 639	1 051	–	16 690	546	20 008
	2008-2009	21 596	12 398	1 137	–	13 535	19 501	1 207	–	20 708	497	14 920
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Cadre intégré en faveur de l'assistance technique aux pays les moins avancés en matière de commerce	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	15	–	–	–	–	–	–	–	–	(15)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'initiative relative à la pauvreté et à l'environnement (phase II)	2010-2011	309	–	–	–	–	309	–	–	309	–	–
	2008-2009	6	309	–	–	309	6	–	–	6	–	309
Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré en faveur de l'assistance technique aux pays les moins avancés en matière de commerce (mécanisme 2)	2010-2011	6 961	–	–	(162)	(162)	–	–	3 037	3 037	(3 003)	759
	2008-2009	32 334	–	1	992	993	–	–	11 243	11 243	(15 123)	6 961
Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré en faveur de l'assistance technique aux pays les moins avancés en matière de commerce (compte de dépôt)	2010-2011	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	5 929	669	–	–	669	–	–	–	–	(6 599)	(1)
Initiative en faveur du Parlement en ligne	2010-2011	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	(1)
	2008-2009	33	–	–	–	–	30	1	–	31	(2)	–
CE – Amélioration de l'accès aux marchés pour les produits des régions arides	2010-2011	108	–	–	–	–	21	1	–	22	(84)	2
	2008-2009	43	386	2	–	388	302	21	–	323	–	108

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'action conjointe avec le Bureau des politiques de développement en faveur du renforcement des capacités dans le domaine de la gestion intégrée de l'eau en Afrique et dans les Caraïbes	2010-2011	96	–	8	–	8	(118)	(6)	–	(124)	–	228
	2008-2009	50	1 155	6	–	1 161	1 062	53	–	1 115	–	96
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'initiative conjointe pour le développement et la migration	2010-2011	3 865	–	(13)	–	(13)	1 560	993	–	2 553	–	1 299
	2008-2009	–	20 446	13	–	20 459	16 446	57	–	16 503	(91)	3 865
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Réseau du savoir ACE	2010-2011	108	–	–	–	–	98	9	–	107	–	1
	2008-2009	88	736	–	–	736	675	41	–	716	–	108
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la sécurité alimentaire au moyen de la démarginalisation des pauvres par le droit	2010-2011	54	–	–	–	–	–	–	–	–	(54)	–
	2008-2009	–	959	–	–	959	846	59	–	905	–	54
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'étude sur l'élaboration d'indicateurs sur la gouvernance des pays en développement	2010-2011	23	124	–	–	124	141	10	–	151	–	(4)
	2008-2009	–	138	–	–	138	107	8	–	115	–	23
Gestionnaire des fonds : Bureau des politiques de développement	2010-2011	442 038	626 653	12 374	39 340	678 367	589 335	70 220	31 149	690 704	(10 824)	418 877
	2008-2009	505 342	636 842	19 233	12 731	668 806	604 180	57 917	21 486	683 583	(48 527)	442 038
Gestionnaire des fonds : PNUD Afrique												
Fonds d'affectation spéciale pour la justice et la sécurité au Libéria	2010-2011	–	5 867	50	–	5 917	3 842	315	–	4 157	–	1 760
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'Angola	2010-2011	2 570	618	11	1 999	2 628	487	78	1 934	2 499	(2 569)	130
	2008-2009	2 446	–	35	89	124	–	–	–	–	–	2 570

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Danemark pour le projet d'assistance électorale au Burundi	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	89	–	3	–	3	–	–	–	–	(92)	–
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Suède à l'appui de la reconstruction et de la réconciliation au Burundi	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(9)	–	9	–	9	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion dans la région du Pool (Congo-Brazzaville)	2010-2011	44	–	–	–	–	–	–	–	–	(44)	–
	2008-2009	(21)	–	46	–	46	–	–	–	–	19	44
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Rwanda	2010-2011	1 357	–	1	78	79	77	3	753	833	16	619
	2008-2009	1 284	–	1	74	75	2	–	–	2	–	1 357
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Norvège pour l'aide au processus électoral au Mozambique	2010-2011	803	–	1	2	3	–	–	–	–	–	806
	2008-2009	854	–	3	6	9	–	–	–	–	(60)	803
Fonds d'affectation spéciale PNUD-IDA pour le Programme national de protection de l'environnement du Mozambique	2010-2011	22	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22
	2008-2009	21	–	1	–	1	–	–	–	–	–	22
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme de déminage au Mozambique	2010-2011	2 781	–	175	–	175	2 485	117	–	2 602	–	354
	2008-2009	2 761	(4)	170	–	166	146	–	–	146	–	2 781
Fonds d'affectation spéciale pour le soutien à la démocratisation du processus électoral en Guinée-Bissau	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	34	–	–	–	–	–	–	–	–	(34)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la démobilisation, la réinsertion, la reconstruction et le relèvement en Sierra Leone	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–
	2008-2009	247	–	12	–	12	–	–	–	–	(256)	3

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale			Fonds d'affectation spéciale		Total			
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Projets	Autres dépenses		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b		
Fonds d'affectation spéciale ACDI-PNUD pour l'appui au recensement général de la population et de l'habitat au Sénégal	2010-2011	796	–	14	–	14	743	32	–	775	–	35
	2008-2009	750	–	46	–	46	–	–	–	–	–	796
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au processus de paix dans le nord du Mali	2010-2011	779	(328)	7	(420)	(741)	–	–	–	–	–	38
	2008-2009	555	363	(8)	24	379	–	–	–	–	(155)	779
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la Namibie	2010-2011	30	–	1	–	1	–	–	–	–	–	31
	2008-2009	28	–	2	–	2	–	–	–	–	–	30
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	2010-2011	6 253	–	155	45	200	1 636	94	296	2 026	–	4 427
	2008-2009	5 891	–	284	78	362	–	–	–	–	–	6 253
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Norvège pour l'appui à la gouvernance en Afrique	2010-2011	3 907	–	114	–	114	1 434	57	–	1 491	–	2 530
	2008-2009	3 685	–	226	–	226	4	–	–	4	–	3 907
Projet relatif aux services de formation et de gestion en Afrique	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
	2008-2009	212	–	10	–	10	–	–	–	–	(220)	2
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Artistes unis pour l'Afrique	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	108	–	4	–	4	–	–	–	–	(112)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'assistance au titre des projets de développement intéressant les réfugiés en Afrique	2010-2011	820	–	27	–	27	187	2	–	189	–	658
	2008-2009	772	–	48	–	48	–	–	–	–	–	820
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la lutte contre la pauvreté et la faim en Afrique	2010-2011	1 645	–	–	56	56	–	–	–	–	–	1 701
	2008-2009	1 550	–	–	95	95	–	–	–	–	–	1 645

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la Finlande pour les activités d'analyse et de programmation nationales de la coopération technique	2010-2011	869	–	30	–	30	–	–	–	–	–	899
	2008-2009	819	–	50	–	50	–	–	–	–	–	869
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'encaissement des paiements des utilisateurs du Service d'élaboration des projets en Afrique	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	48	–	2	–	2	–	–	–	–	(50)	–
Fonds d'affectation spéciale pour la contribution spéciale des Pays-Bas en faveur des pays les moins avancés	2010-2011	880	–	13	–	13	–	–	–	–	(881)	12
	2008-2009	829	–	51	–	51	–	–	–	–	–	880
Fonds d'affectation spéciale du PNUD concernant l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA)	2010-2011	2 180	–	69	–	69	454	(37)	–	417	–	1 832
	2008-2009	2 125	–	70	–	70	–	15	–	15	–	2 180
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui à la gouvernance en Afrique	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	215	–	8	–	8	–	–	–	–	(223)	–
Accord relatif au Fonds d'affectation spéciale PNUD-CE pour le Programme du Réseau Afrique 2000 : subventions allouées au Burkina Faso, au Cameroun et à l'Ouganda	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Réseau Afrique 2000	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3
	2008-2009	831	–	33	–	33	–	–	–	–	(861)	3
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique à l'appui du Programme de coordination et d'assistance pour la sécurité et le développement (PCASED)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	7	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la Guinée-Bissau	2010-2011	13	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	–
	2008-2009	13	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Belgique à l'appui du processus électoral en Afrique du Sud	2010-2011	44	–	1	–	1	–	–	–	–	–	45
	2008-2009	231	–	13	–	13	200	–	–	200	–	44
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement de l'information minière de base	2010-2011	10	–	–	–	–	–	–	–	–	(8)	2
	2008-2009	10	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Forum II sur la gouvernance en Afrique	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(200)	–	–	–	–	–	(200)	–	(200)	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du processus électoral en Côte d'Ivoire	2010-2011	(36)	–	37	–	37	237	12	–	249	–	(248)
	2008-2009	(36)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(36)
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui du processus électoral au Ghana	2010-2011	17	–	–	–	–	–	–	–	–	(15)	2
	2008-2009	508	–	(52)	–	(52)	–	402	–	402	(37)	17
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'observation des élections en République-Unie de Tanzanie	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui de certains projets et programmes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA)	2010-2011	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4
	2008-2009	308	–	–	16	16	–	–	(15)	(15)	(335)	4
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'observation du processus électoral en Côte d'Ivoire	2010-2011	650	–	–	–	–	–	–	–	–	–	650
	2008-2009	548	–	102	–	102	–	–	–	–	–	650
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la Sierra Leone	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	71	–	–	–	–	–	–	–	–	(71)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du processus électoral au Tchad	2010-2011	549	–	–	–	–	–	–	–	–	(549)	–
	2008-2009	549	–	–	–	–	–	–	–	–	–	549
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui des opérations de déminage d'urgence au Mozambique	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1 882	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 882)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du processus électoral aux Comores	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	120	–	–	–	–	119	–	–	119	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au Programme d'assistance humanitaire et de relèvement mené par l'équipe de pays des Nations Unies au Zimbabwe	2010-2011	1 267	–	2	39	41	–	–	119	119	–	1 189
	2008-2009	6 008	–	48	89	137	–	–	4 878	4 878	–	1 267
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête sur l'impact des mines en Érythrée	2010-2011	696	–	–	–	–	650	46	–	696	–	–
	2008-2009	696	–	–	–	–	–	–	–	–	–	696
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la réinsertion des jeunes déplacés et des ex-combattants et du ramassage des armes légères	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(52)	–	–	–	–	–	(53)	–	(53)	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la réhabilitation des pistes rurales suivant la méthode à haute intensité de main-d'œuvre en République du Congo	2010-2011	(535)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(535)
	2008-2009	(535)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(535)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête sur l'impact des mines dans les provinces d'Inhambane et de Maputo (Mozambique)	2010-2011	38	–	–	–	–	–	–	–	–	–	38
	2008-2009	38	–	–	–	–	–	–	–	–	–	38

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour une bonne gouvernance durable en Éthiopie grâce au renforcement des capacités du Parlement national	2010-2011	(21)	–	22	–	22	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	(21)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(21)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de la capacité nationale de coordination de la lutte antimines en Angola	2010-2011	60	–	–	–	–	–	–	–	–	(61)	(1)
	2008-2009	60	–	–	–	–	–	–	–	–	–	60
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête sur l'impact des mines en Éthiopie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(16)	(16)
	2008-2009	–	167	–	–	167	167	–	–	167	–	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au Groupe des avis juridiques du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Zimbabwe	2010-2011	105	–	–	–	–	–	–	–	–	–	105
	2008-2009	105	–	–	–	–	–	–	–	–	–	105
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au programme de réformes au Nigéria	2010-2011	2 576	374	69	–	443	980	93	–	1 073	(12)	1 934
	2008-2009	1 749	3 038	158	–	3 196	2 160	209	–	2 369	–	2 576
Fonds d'affectation spéciale CE-ECHO pour l'appui aux activités d'information et de vérification relatives aux opérations de secours du Groupe d'intervention rapide au Zimbabwe	2010-2011	13	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13
	2008-2009	13	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'assistance aux populations et la réinstallation permanente au Burundi	2010-2011	914	–	16	4	20	168	12	–	180	–	754
	2008-2009	3 007	(1 568)	99	13	(1 456)	600	37	–	637	–	914
Appui au processus électoral au Burundi	2010-2011	282	–	27	–	27	–	–	(2)	(2)	(76)	235
	2008-2009	345	(5)	10	–	5	(166)	61	36	(69)	(137)	282

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Arrangement transitoire aux Comores	2010-2011	106	–	–	–	–	–	–	–	–	(105)	1
	2008-2009	98	–	5	–	5	(3)	–	–	(3)	–	106
Appui au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration en Côte d'Ivoire – équipement et fonctionnement des sites et appui à la communication	2010-2011	69	–	–	–	–	–	–	–	–	–	69
	2008-2009	134	–	2	–	2	59	8	–	67	–	69
Prorogation de l'enquête sur l'impact des mines en Érythrée	2010-2011	261	–	–	–	–	245	12	–	257	–	4
	2008-2009	261	–	–	–	–	–	–	–	–	–	261
Quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ACP – Mozambique	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Appui au renforcement des capacités de l'Institut national de déminage au Mozambique	2010-2011	397	–	–	–	–	–	–	–	–	–	397
	2008-2009	397	–	–	–	–	–	–	–	–	–	397
Appui à l'organisation d'élections municipales au Niger	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	242	–	–	–	–	232	9	–	241	–	1
Coordination de l'information humanitaire – Zimbabwe	2010-2011	8	–	–	–	–	3	–	–	3	–	5
	2008-2009	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
Soutien à l'équipe d'appui humanitaire du Bureau du Coordonnateur humanitaire – Zimbabwe	2010-2011	37	–	–	–	–	(3)	–	–	(3)	–	40
	2008-2009	37	–	–	–	–	–	–	–	–	–	37
Appui aux élections tripartites au Malawi – 2004	2010-2011	35	–	–	–	–	(436)	(22)	–	(458)	–	493
	2008-2009	(73)	–	1	–	1	(97)	(10)	–	(107)	–	35
Mécanisme d'évaluation intra-africaine du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)	2010-2011	3 618	100	106	–	206	1 733	91	–	1 824	–	2 000
	2008-2009	2 121	5 727	326	–	6 053	4 282	274	–	4 556	–	3 618

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale CE-République du Congo pour le projet de collecte et de destruction des armes pour le développement	2010-2011	12	–	–	–	–	–	–	–	–	–	12
	2008-2009	212	–	–	–	–	189	11	–	200	–	12
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique pour l'appui au projet d'élections en République démocratique du Congo	2010-2011	3 250	12 584	–	–	12 584	10 027	702	–	10 729	399	5 504
	2008-2009	732	3 348	1	–	3 349	740	91	–	831	–	3 250
Fonds d'affectation spéciale CE-Érythrée pour l'appui au Programme de renforcement des capacités antimines	2010-2011	831	–	–	–	–	432	13	–	445	–	386
	2008-2009	776	141	–	–	141	80	6	–	86	–	831
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui des élections de 2004 au Ghana	2010-2011	16	–	–	–	–	–	–	–	–	(17)	(1)
	2008-2009	–	–	6	–	6	–	–	–	–	10	16
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le financement du processus des Grands Lacs	2010-2011	41	–	–	–	–	–	–	–	–	(40)	1
	2008-2009	41	–	–	–	–	–	–	–	–	–	41
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections législatives et présidentielles au Niger	2010-2011	212	–	–	–	–	–	–	–	–	–	212
	2008-2009	252	–	5	–	5	42	3	–	45	–	212
Fonds d'affectation spéciale CE-Comores – appui à la mise en œuvre de l'accord sur les dispositions transitoires	2010-2011	152	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)	(121)	33
	2008-2009	143	–	3	–	3	(6)	–	–	(6)	–	152
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections démocratiques de 2004-2005 en République centrafricaine	2010-2011	243	–	–	–	–	–	–	–	–	(243)	–
	2008-2009	243	–	–	–	–	–	–	–	–	–	243

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique pour le développement des capacités commerciales au service de la réduction de la pauvreté et du développement humain en Afrique subsaharienne	2010-2011	707	–	–	–	–	–	–	–	–	–	707
	2008-2009	216	–	1	–	1	(466)	(24)	–	(490)	–	707
Fonds d'affectation spéciale de la CE – appui à l'organisation des élections présidentielles en Guinée-Bissau	2010-2011	6	–	–	–	–	–	–	–	–	(6)	–
	2008-2009	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6
Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Libéria	2010-2011	43	–	–	–	–	38	3	–	41	–	2
	2008-2009	(92)	185	–	–	185	47	3	–	50	–	43
Fonds d'affectation spéciale CE-Seychelles pour la remise en état à la suite du tsunami	2010-2011	7	–	–	–	–	7	–	–	7	–	–
	2008-2009	5	102	–	–	102	95	5	–	100	–	7
Fonds d'affectation spéciale de la CE – projet d'appui à l'organisation des élections présidentielles de 2006 au Bénin	2010-2011	54	–	–	–	–	–	–	–	–	(54)	–
	2008-2009	55	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	54
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui institutionnel à l'Agence nationale angolaise de déminage (CNDAAH), aux niveaux national et provincial	2010-2011	260	–	–	–	–	–	–	–	–	–	260
	2008-2009	19	239	–	–	239	–	(2)	–	(2)	–	260
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du processus électoral en Côte d'Ivoire	2010-2011	(46)	46	–	–	46	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	24	(24)	–	–	(24)	–	–	–	–	(46)	(46)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme d'appui à la bonne gouvernance au Tchad	2010-2011	(39)	–	164	–	164	56	2	–	58	(2)	65
	2008-2009	382	–	2	–	2	408	15	–	423	–	(39)
Fonds d'affectation spéciale CE-Angola pour la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa grâce à l'élimination des stocks de mines antipersonnel	2010-2011	373	–	–	–	–	–	–	–	–	(373)	–
	2008-2009	373	–	–	–	–	–	–	–	–	–	373

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du processus électoral au Burundi	2010-2011	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
	2008-2009	(89)	–	–	–	–	(241)	(12)	–	(253)	(156)	8
Fonds d'affectation spéciale de l'Union européenne pour la Mission d'observation électorale au Burundi	2010-2011	5	–	–	–	–	6	–	–	6	–	(1)
	2008-2009	(165)	88	–	–	88	(77)	(5)	–	(82)	–	5
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au processus électoral en République démocratique du Congo	2010-2011	590	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)	(237)	357
	2008-2009	2 354	–	17	–	17	1 710	75	–	1 785	4	590
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à l'accès des citoyens à la justice au Mozambique	2010-2011	759	–	8	–	8	467	25	–	492	–	275
	2008-2009	912	5 849	18	–	5 867	5 708	312	–	6 020	–	759
Fonds d'affectation spéciale CE-Mozambique – appui au secteur privé, financement des petites et moyennes entreprises	2010-2011	13	–	–	–	–	13	–	–	13	1	1
	2008-2009	14	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	13
Fonds d'affectation spéciale du PNUD – appui au processus électoral en Guinée	2010-2011	101	–	–	–	–	–	–	–	–	–	101
	2008-2009	243	64	3	–	67	197	12	–	209	–	101
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la participation des petits États insulaires en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à la réunion internationale des Nations Unies « Barbade+10 » sur le développement durable des petits États insulaires en développement organisée à Maurice	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3
	2008-2009	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE – appui à la mise en place des centres de brassage dans le cadre de la réforme du secteur sécuritaire en République démocratique du Congo	2010-2011	(3)	–	3	–	3	–	–	–	–	3	3
	2008-2009	93	–	–	–	–	37	7	–	44	(52)	(3)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête intégrée sur le budget des ménages au Kenya	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	44	–	–	–	–	–	–	–	–	(44)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE – appui aux élections présidentielles de 2005 au Togo	2010-2011	34	–	–	–	–	–	–	–	–	(34)	–
	2008-2009	97	–	–	–	–	59	4	–	63	–	34
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les initiatives à l'appui du recensement de la population de 2005 au Nigéria	2010-2011	151	402	–	–	402	361	14	–	375	–	178
	2008-2009	184	1 998	11	–	2 009	3 233	132	–	3 365	1 323	151
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté en Éthiopie	2010-2011	133	–	–	–	–	–	–	–	–	(132)	1
	2008-2009	133	–	–	–	–	–	–	–	–	–	133
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à l'organisation des élections nationales d'octobre 2005 au Libéria	2010-2011	17	–	–	–	–	17	–	–	17	–	–
	2008-2009	212	–	–	–	–	181	14	–	195	–	17
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme national d'éducation civique (phase II)	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	62	–	–	–	–	58	3	–	61	–	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE – Initiative pour le leadership et le renforcement de la cohésion de l'État en République démocratique du Congo	2010-2011	10	–	–	–	–	–	–	–	–	(10)	–
	2008-2009	(4)	14	–	–	14	–	–	–	–	–	10

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la consolidation de l'état de droit au Zimbabwe	2010-2011	439	–	–	–	–	–	–	–	–	–	439
par le renforcement des capacités des parties prenantes	2008-2009	442	–	1	–	1	3	1	–	4	–	439
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Ministère des finances et de la planification économique du Rwanda	2010-2011	28	–	–	–	–	(20)	(1)	–	(21)	(50)	(1)
(phase 1 : 2006-2007)	2008-2009	(3)	–	–	–	–	(31)	–	–	(31)	–	28
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au processus électoral en République démocratique du Congo	2010-2011	12	–	–	–	–	(27)	(1)	–	(28)	(40)	–
	2008-2009	3 380	–	–	–	–	3 242	138	–	3 380	12	12
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la sécurisation des élections en République démocratique du Congo	2010-2011	380	–	–	–	–	(6)	–	–	(6)	(387)	(1)
	2008-2009	2 355	–	–	–	–	1 856	119	–	1 975	–	380
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à l'élection présidentielle aux Comores	2010-2011	3	25	–	–	25	28	2	–	30	1	(1)
	2008-2009	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la réhabilitation du centre de formation de la Police nationale congolaise de Kapalata à Kisangani	2010-2011	46	–	–	–	–	–	–	–	–	(46)	–
	2008-2009	46	–	–	–	–	–	–	–	–	–	46
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les Seychelles – renforcement des capacités d'acteurs étatiques et non étatiques aux Seychelles	2010-2011	(14)	569	–	–	569	397	5	–	402	–	153
	2008-2009	71	579	–	–	579	633	31	–	664	–	(14)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme d'appui conjoint au système national de suivi et d'évaluation au Malawi	2010-2011	4	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	–
	2008-2009	177	393	–	–	393	537	28	–	565	(1)	4

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du Bureau de la coordination de l'aide au développement en Sierra Leone	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	43	–	–	–	–	41	2	–	43	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour Madagascar – mise en place d'une liste électorale nationale informatisée	2010-2011	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	11	–	–	–	–	11	1	–	12	–	(1)
Commission européenne – Fonds conjoint des donateurs à l'appui des élections de 2007 au Nigéria	2010-2011	6 984	–	–	–	–	(44)	(3)	–	(47)	(3 317)	3 714
	2008-2009	10 079	–	–	–	–	2 880	215	–	3 095	–	6 984
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au processus électoral en Mauritanie	2010-2011	42	47	–	–	47	15	–	–	15	–	74
	2008-2009	(36)	–	–	–	–	(76)	(2)	–	(78)	–	42
Commission européenne – appui au cycle électoral 2006-2008 en Gambie	2010-2011	72	–	–	–	–	–	–	–	–	(72)	–
	2008-2009	23	22	4	–	26	(91)	(2)	–	(93)	(70)	72
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au programme de renforcement des capacités antimines au Burundi	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	225	–	–	–	–	224	1	–	225	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la lutte antimines dans les régions éthiopiennes du Tigré et de l'Afar	2010-2011	(16)	262	–	–	262	224	–	–	224	–	22
	2008-2009	891	7 988	21	–	8 009	8 517	399	–	8 916	–	(16)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux organes électoraux en Sierra Leone	2010-2011	–	–	–	–	–	(72)	–	–	(72)	–	72
	2008-2009	202	544	–	–	544	537	210	–	747	1	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections législatives de 2007 (phase 1)	2010-2011	1 170	1 997	–	–	1 997	2 300	726	–	3 026	–	141
	2008-2009	7 821	–	–	–	–	6 333	318	–	6 651	–	1 170
Fonds d'affectation spéciale pour le programme d'urgence de 2006 au Burundi	2010-2011	4 778	–	(11)	–	(11)	3 367	237	–	3 604	–	1 163
	2008-2009	9 906	1 037	272	–	1 309	5 647	790	–	6 437	–	4 778

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux processus électoraux togolais 2007-2008	2010-2011	116	–	–	–	–	(193)	(6)	–	(199)	(315)	–
	2008-2009	603	–	–	–	–	455	32	–	487	–	116
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la mission d'observation électorale de l'Union européenne au Togo en 2007	2010-2011	15	41	–	–	41	38	3	–	41	(15)	–
	2008-2009	(51)	–	–	–	–	(62)	(4)	–	(66)	–	15
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à l'Institut national de la statistique au Rwanda	2010-2011	1 937	1 026	–	–	1 026	2 808	160	–	2 968	7	2
	2008-2009	472	1 939	–	–	1 939	451	23	–	474	–	1 937
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme pour l'égalité des sexes au Swaziland	2010-2011	576	–	–	–	–	553	23	–	576	–	–
	2008-2009	346	792	9	–	801	536	35	–	571	–	576
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au processus électoral aux Comores	2010-2011	8	5	–	–	5	7	–	–	7	(4)	2
	2008-2009	92	–	–	–	–	78	6	–	84	–	8
Fonds d'affectation spéciale pour le projet « CHOC » au Cameroun : (Change Habits- Oppose Curruption)	2010-2011	216	–	–	–	–	59	3	–	62	(153)	1
	2008-2009	216	–	–	–	–	–	–	–	–	–	216
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'aide aux préparatifs du cycle électoral de 2007-2011 en Zambie	2010-2011	27	–	–	–	–	(125)	–	–	(125)	(114)	38
	2008-2009	–	590	–	–	590	563	–	–	563	–	27
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au renforcement de la démocratie en République-Unie de Tanzanie	2010-2011	304	–	–	–	–	3 174	221	–	3 395	3 354	263
	2008-2009	–	912	–	–	912	569	39	–	608	–	304
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au baromètre de la société civile	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	14	14
	2008-2009	140	–	–	–	–	131	9	–	140	–	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la Mission d'observation des élections au Nigéria en avril 2007	2010-2011	549	–	–	–	–	(12)	(1)	–	(13)	(347)	215
	2008-2009	593	–	–	–	–	38	6	–	44	–	549
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la création de commissions nationales de l'armement fortes, efficaces et capables dans la sous-région de la CEDEAO	2010-2011	(2 363)	3 561	–	–	3 561	1 188	83	–	1 271	–	(73)
	2008-2009	–	(2 408)	14	–	(2 394)	1 086	81	–	1 167	1 198	(2 363)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet d'appui au cycle électoral en Guinée-Bissau (2008-2010)	2010-2011	50	–	–	–	–	(7)	–	–	(7)	(51)	6
	2008-2009	–	4 739	–	–	4 739	4 430	291	–	4 721	32	50
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet d'appui au cycle électoral en République démocratique du Congo	2010-2011	389	986	–	–	986	361	25	–	386	(989)	–
	2008-2009	–	1 742	–	–	1 742	1 264	89	–	1 353	–	389
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme d'appui à la stratégie nationale de lutte antimines : appui au démarrage du Centre de lutte contre les mines en Casamance	2010-2011	224	–	–	–	–	180	30	–	210	–	14
	2008-2009	–	654	–	–	654	418	12	–	430	–	224
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui des personnes déplacées dans leur propre pays, expulsées et réinstallées en Érythrée (sécurité alimentaire)	2010-2011	164	112	–	–	112	243	19	–	262	–	14
	2008-2009	–	5 300	–	–	5 300	4 822	314	–	5 136	–	164
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du financement commun de l'évaluation conjointe de la gouvernance au Rwanda	2010-2011	27	–	–	–	–	1	–	–	1	–	26
	2008-2009	–	335	–	–	335	293	15	–	308	–	27

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total	Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le volet « renforcement des capacités » du programme de réforme parlementaire n° III	2010-2011	5 612	(5 392)	—	—	(5 392)	18	5	—	23	—	197
	2008-2009	—	5 755	4	—	5 759	147	—	—	147	—	5 612
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du Colloque international sur l'émancipation des femmes, la formation d'élites et la paix et la sécurité internationales organisé au Libéria et des suites qui lui seront données	2010-2011	20	8	—	—	8	5	23	—	28	—	—
	2008-2009	—	695	1	—	696	632	44	—	676	—	20
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'organisation de l'atelier de démarrage du programme de réhabilitation et de développement en Guinée forestière	2010-2011	—	7	—	—	7	—	—	—	—	—	7
	2008-2009	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui des personnes déplacées dans leur propre pays, expulsées et réinstallées en Érythrée (centre médical)	2010-2011	739	—	—	—	—	690	48	—	738	—	1
	2008-2009	—	2 303	—	—	2 303	1 462	102	—	1 564	—	739
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme triennal échelonné multidonateurs d'appui au Parlement	2010-2011	518	713	—	—	713	1 149	82	—	1 231	—	—
	2008-2009	—	518	—	—	518	—	—	—	—	—	518
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme de développement du secteur éducatif en Éthiopie	2010-2011	198	—	—	—	—	—	—	—	—	(199)	1
	2008-2009	—	605	—	—	605	380	27	—	407	—	198
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme Amani	2010-2011	1	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)	—
	2008-2009	—	233	—	—	233	217	15	—	232	—	1

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du programme d'assistance électorale de 2007/d'observation nationale/d'observateur national kényan	2010-2011	89	–	–	–	–	–	–	–	–	(86)	3
	2008-2009	–	592	–	–	592	479	24	–	503	–	89
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la révision de la Constitution de la République du Malawi	2010-2011	53	200	–	–	200	–	–	–	–	–	253
	2008-2009	–	172	–	–	172	109	10	–	119	–	53
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui des réformes électorales et des élections	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	1 819	–	–	1 819	1 819	–	–	1 819	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés au Mali	2010-2011	251	257	–	–	257	407	28	–	435	–	73
	2008-2009	–	251	–	–	251	–	–	–	–	–	251
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du projet « Assessoria técnica para a consolidação das capacidades da CNIDAH » (Angola)	2010-2011	510	218	–	–	218	617	43	–	660	–	68
	2008-2009	–	510	–	–	510	–	–	–	–	–	510
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour une meilleure gestion des connaissances en matière de préparation aux catastrophes et de réduction des risques dans le sud-est de l'Afrique et le sud-ouest de l'océan Indien, aux Comores, à Madagascar, au Malawi et au Mozambique	2010-2011	35	131	–	–	131	122	11	–	133	–	33
	2008-2009	–	360	–	–	360	306	19	–	325	–	35
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la mise en œuvre du Programme de développement intégré des zones arides	2010-2011	256	444	–	–	444	375	25	–	400	–	300
	2008-2009	–	429	–	–	429	162	11	–	173	–	256

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a	
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses					
													Total
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités de gestion durable des ressources énergétiques, en collaboration avec la CEDEAO et l'UEMOA	2010-2011	963	–	–	–	–	926	55	–	981	–	(18)	
	2008-2009	–	966	–	–	966	3	–	–	3	–	963	
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du projet de renforcement des capacités de décision de la banque centrale du Kenya	2010-2011	188	–	–	–	–	132	–	–	132	–	56	
	2008-2009	–	280	–	–	280	92	–	–	92	–	188	
Total, gestionnaire des fonds : PNUD Afrique	2010-2011	70 468	24 880	1 112	1 803	27 795	45 218	3 509	3 100	51 827	(8 016)	38 420	
	2008-2009	90 303	60 368	2 211	484	63 063	70 842	4 851	4 899	80 592	(2 306)	70 468	
Gestionnaire des fonds : PNUD Asie-Pacifique													
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en œuvre intégrale de la Convention sur les armes à sous-munitions en République démocratique populaire lao dans le cadre de la Déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide	2010-2011	–	11 288	96	–	11 384	4 990	467	–	5 457	(69)	5 858	
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui des mesures prises par l'Indonésie pour se préparer aux changements climatiques	2010-2011	–	11 232	209	–	11 441	5 315	208	–	5 523	–	5 918	
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Fonds d'affectation spéciale à l'appui de l'Alliance cambodgienne face aux changements climatiques (Cambodia Climate Change Alliance)	2010-2011	–	362	65	–	427	1 766	126	–	1 892	2 379	914	
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Australie pour la réforme de la gestion budgétaire et monétaire et l'amélioration des statistiques (phase II)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	3	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la création d'un système de surveillance de la sécurité alimentaire et des besoins nutritionnels en Afghanistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'aide humanitaire et la reconstruction au Cambodge	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le renforcement des capacités de déminage au Cambodge	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui du programme de relèvement et de réintégration au Cambodge	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	6	–	(5)	–	(5)	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD à l'appui des élections locales et nationales au Cambodge	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	18	–	1	–	1	–	–	–	–	(19)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'aide d'urgence au Bangladesh	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'utilisation du reliquat des ressources du Bureau spécial de secours des Nations Unies au Bangladesh	2010-2011	42	–	1	–	1	–	–	–	–	(43)	–
	2008-2009	40	–	2	–	2	–	–	–	–	–	42

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale PNUD-République démocratique populaire lao pour la neutralisation des engins non explosés	2010-2011	128	–	–	4	4	1	–	80	81	–	51
	2008-2009	1 314	–	2	16	18	461	14	(454)	21	(1 183)	128
Fonds d'affectation spéciale PNUD-République de Corée à l'appui du programme de développement du bassin du fleuve Tumen	2010-2011	1 322	–	38	–	38	432	5	–	437	–	923
	2008-2009	1 599	–	87	–	87	354	10	–	364	–	1 322
Fonds d'affectation spéciale PNUD-République populaire démocratique de Corée pour le programme de secours et de relèvement du secteur agricole	2010-2011	7	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	–
	2008-2009	5	–	–	–	–	–	–	–	–	2	7
Fonds d'affectation spéciale PNUD-République de Corée	2010-2011	320	–	11	–	11	–	–	–	–	–	331
	2008-2009	624	200	24	–	224	415	28	–	443	(85)	320
Fonds d'affectation spéciale Belgique-Philippines à l'appui de la valorisation des ressources humaines pour la gestion des affaires publiques et l'amélioration des moyens de subsistance – Conseil de la paix et du développement pour la région sud des Philippines	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale Belgique-Philippines concernant la formation professionnelle et le développement des entreprises à l'intention des soldats du Front de libération nationale Moro, de leur famille et de leur communauté	2010-2011	90	–	–	–	–	90	–	–	90	–	–
	2008-2009	85	–	5	–	5	–	–	–	–	–	90

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme de relèvement communautaire en Indonésie	2010-2011	41	–	–	–	–	15	–	–	15	–	26
	2008-2009	40	–	1	–	1	–	–	–	–	–	41
Fonds d'affectation spéciale Bureau australien d'aide au développement (ADAB)-PNUD	2010-2011	144	–	5	–	5	(1)	–	–	(1)	–	150
	2008-2009	1 094	–	30	–	30	910	70	–	980	–	144
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui à la surveillance et à la notification des délits forestiers au Cambodge	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au renforcement des capacités en vue de la réforme de l'administration indonésienne	2010-2011	447	–	–	–	–	–	–	–	–	–	447
	2008-2009	2 839	2 097	66	–	2 163	4 223	231	–	4 454	(101)	447
Appel interinstitutions des Nations Unies en faveur de la Mongolie – DZUD 2000, prévenir une catastrophe en puissance	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui en faveur d'une trêve humanitaire à Aceh	2010-2011	47	–	1	–	1	–	–	–	–	(48)	–
	2008-2009	44	–	3	–	3	–	–	–	–	–	47
Fonds d'affectation spéciale du Japon pour l'octroi de bourses aux étudiants du Timor oriental	2010-2011	87	–	–	–	–	–	–	–	–	(87)	–
	2008-2009	114	–	4	–	4	–	31	–	31	–	87
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au Programme de relèvement de l'archipel des Moluques et de la province des Moluques Nord	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	7	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de formation en matière de gouvernance locale en Chine	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
	2008-2009	(63)	–	–	–	–	(63)	–	–	(63)	2	2
Fonds d'affectation spéciale de la CE (ECHO) pour la fourniture de logements temporaires aux groupes de population pauvres et vulnérables de la ville de Bhuj, district de Kutch (Gujarat)	2010-2011	179	–	–	–	–	–	–	–	–	(179)	–
	2008-2009	758	–	24	–	24	603	–	–	603	–	179
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'initiative en faveur de la paix et du développement au Népal	2010-2011	32	–	1	–	1	–	–	–	–	–	33
	2008-2009	57	–	2	–	2	27	–	–	27	–	32
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique pour l'appui au secteur judiciaire au Timor-Leste	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	7	–	–	–	–	6	–	–	6	–	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la Mission d'observation des élections législatives au Bangladesh	2010-2011	27	–	–	–	–	–	–	–	–	(27)	–
	2008-2009	24	–	3	–	3	–	–	–	–	–	27
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections de l'Assemblée constituante au Timor-Leste	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	145	–	–	145	145	–	–	145	–	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les préparatifs et le suivi du Sommet mondial pour le développement durable en Indonésie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	–	–	–	–	1	–	–	1	1	–
Fonds d'affectation spéciale PNUD-CE à l'appui des élections municipales au Cambodge	2010-2011	18	–	–	–	–	–	–	–	–	(18)	–
	2008-2009	161	–	–	–	–	–	143	–	143	–	18

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses					Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses					
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités dans le cadre de la réforme de la gestion des déchets solides dans les municipalités chinoises	2010-2011	4	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	–	
	2008-2009	1	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	2	4	
Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan	2010-2011	106 465	734 055	1 344	–	735 399	582 866	26 833	–	609 699	(1 827)	230 338	
	2008-2009	51 454	308 064	2 566	–	310 630	246 572	10 755	–	257 327	1 708	106 465	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mission d'observation de l'élection présidentielle au Timor-Leste	2010-2011	40	–	–	–	–	–	–	–	–	(40)	–	
	2008-2009	38	–	2	–	2	–	–	–	–	–	40	
Fonds spécial PNUD-Timor-Leste en faveur des ex-fonctionnaires du Gouvernement indonésien	2010-2011	7	–	–	–	–	–	–	–	–	(8)	(1)	
	2008-2009	5	–	2	–	2	49	–	–	49	49	7	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de relèvement et d'emploi en Afghanistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	59	–	–	–	–	59	–	–	59	–	–	
Fonds de formation de la CE pour le renforcement des capacités grâce à la création de centres de formation aux technologies de l'information et des communications	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	
Partenariat CE-Indonésie pour la réforme de la gouvernance	2010-2011	(225)	–	225	–	225	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	1 795	–	102	–	102	(1)	–	–	(1)	(2 123)	(225)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête sur l'impact des mines en Afghanistan	2010-2011	137	–	–	–	–	–	–	–	–	(135)	2	
	2008-2009	137	–	–	–	–	–	–	–	–	–	137	
Offre de services et réinstallation : options de planification du développement	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	(8)	–	–	–	–	–	–	–	–	8	–	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale			
			Contributions	Autres recettes	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au renforcement des capacités de gestion de l'information en Afghanistan	2010-2011	48	–	–	–	–	–	–	–	–	(47)	1
	2008-2009	48	–	–	–	–	–	–	–	–	–	48
Fonds d'affectation spéciale de la France pour l'appui au renforcement des capacités de la fonction publique en Afghanistan	2010-2011	167	–	3	–	3	–	2	–	2	(167)	1
	2008-2009	229	–	11	–	11	72	1	–	73	–	167
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la rénovation des hammams dans certaines villes d'Afghanistan dans le cadre du Programme de relèvement et d'emploi	2010-2011	538	–	–	–	–	–	–	–	–	(536)	2
	2008-2009	538	–	–	–	–	–	–	–	–	–	538
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'ordre public en Afghanistan	2010-2011	600	(232)	–	–	(232)	–	–	–	–	(369)	(1)
	2008-2009	599	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	600
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui aux élections de 2004 en Indonésie	2010-2011	290	–	–	–	–	–	–	–	–	–	290
	2008-2009	(425)	271	11	–	282	(420)	(13)	–	(433)	–	290
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la création de postes de spécialiste du développement dans l'administration timoraise	2010-2011	6	–	–	–	–	–	–	–	–	(8)	(2)
	2008-2009	48	–	1	–	1	–	(15)	–	(15)	(58)	6
Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan (phase 2)	2010-2011	1 092	–	–	–	–	758	18	–	776	(316)	–
	2008-2009	1 407	–	–	–	–	307	8	–	315	–	1 092
Projet d'inscription des électeurs en Afghanistan	2010-2011	5	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	(2)
	2008-2009	768	–	–	–	–	–	–	–	–	(763)	5
Appui aux élections en Afghanistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)	(5)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Renforcement des capacités de gestion de l'information en Afghanistan	2010-2011	71	–	–	–	–	–	1	–	1	–	70
	2008-2009	51	–	–	–	–	(20)	–	–	(20)	–	71
Appui à l'inscription des électeurs en Afghanistan	2010-2011	398	–	–	–	–	–	–	–	–	(398)	–
	2008-2009	398	–	–	–	–	–	–	–	–	–	398
Programme d'action humanitaire de l'ONU – Chittagong Hill Tracts du district de Khagrachari Hill – Bangladesh	2010-2011	(2)	–	2	–	2	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(2)
Programme UE-Inde de lutte contre les catastrophes	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	828	–	–	–	–	771	56	–	827	–	1
Projet pilote de proximité visant à réduire les risques liés aux catastrophes dans la région montagneuse nord-orientale de l'Inde	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)
	2008-2009	138	–	–	–	–	128	10	–	138	–	–
Redressement et développement local dans les zones rurales du Timor-Leste	2010-2011	(1 329)	1 155	–	–	1 155	(62)	6	–	(56)	(19)	(137)
	2008-2009	11	2 440	20	–	2 460	3 802	(2)	–	3 800	–	(1 329)
Servir la vérité et la réconciliation au Timor-Leste : appui à la Commission Accueil, vérité et réconciliation	2010-2011	19	–	–	–	–	–	–	–	–	(19)	–
	2008-2009	–	19	–	–	19	–	–	–	–	–	19
Accompagnement et réinsertion des personnes et communautés déplacées dans le sud des Philippines	2010-2011	12	–	–	–	–	–	–	–	–	(12)	–
	2008-2009	7	–	5	–	5	–	–	–	–	–	12
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le service de développement des Chittagong Hill Tracts au Bangladesh	2010-2011	47	–	–	–	–	(218)	108	–	(110)	–	157
	2008-2009	39	–	–	–	–	(8)	–	–	(8)	–	47
Fonds d'affectation spéciale CE-UE pour le Programme de diversité biologique de la Chine	2010-2011	19 594	–	1	–	1	14 509	291	–	14 800	–	4 795
	2008-2009	8 094	26 415	–	–	26 415	14 628	287	–	14 915	–	19 594

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale			
			Contributions	Autres recettes	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses		
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la démocratisation et la décentralisation de la gouvernance locale au Cambodge	2010-2011	578	2 642	–	–	2 642	4 256	298	–	4 554	–	(1 334)
	2008-2009	512	5 892	1	–	5 893	5 446	381	–	5 827	–	578
Fonds d'affectation spéciale de la CE accompagnant l'appui du PNUD à l'étude technique des champs de mines de Sri Lanka	2010-2011	(259)	–	–	–	–	–	–	–	–	258	(1)
	2008-2009	942	–	6	–	6	–	(71)	–	(71)	(1 278)	(259)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Tribunal chargé de juger les Khmers rouges au Cambodge	2010-2011	–	69	–	–	69	64	5	–	69	–	–
	2008-2009	(3)	528	–	–	528	491	34	–	525	–	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la lutte contre la drogue en Afghanistan	2010-2011	14 996	–	354	–	354	4 902	58	–	4 960	–	10 390
	2008-2009	42 495	7 246	2 094	–	9 340	35 565	1 100	–	36 665	(174)	14 996
Fonds d'affectation spéciale CE-Afghanistan pour l'accès à la justice à l'échelle des districts	2010-2011	194	–	–	–	–	1	(1)	–	–	(194)	–
	2008-2009	39	701	–	–	701	466	25	–	491	(55)	194
Appui de la CE à la mise en place d'une assemblée législative afghane	2010-2011	995	–	–	–	–	–	9	–	9	(986)	–
	2008-2009	8	946	1	–	947	(40)	–	–	(40)	–	995
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'ordre public en Afghanistan (LOFTA 3)	2010-2011	49	–	–	–	–	5	–	–	5	(44)	–
	2008-2009	49	–	–	–	–	–	–	–	–	–	49
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la lutte contre la drogue en Afghanistan	2010-2011	5 118	–	1	–	1	4 882	106	–	4 988	–	131
	2008-2009	8 825	2 364	2	–	2 366	5 891	182	–	6 073	–	5 118
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour l'appui local à la remise sur pied des moyens de subsistance à la suite du tsunami et la sécurité des villages de pêcheurs en Inde	2010-2011	15	–	–	–	–	–	–	–	–	(15)	–
	2008-2009	16	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	15

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique pour le Programme national de développement local en Afghanistan – cofinancement de projets	2010-2011	451	–	–	–	–	(13)	–	–	(13)	(380)	84
	2008-2009	6 305	2 287	1	–	2 288	7 969	254	–	8 223	81	451
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections dans les suco au Timor-Leste en 2004-2005	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	–	–	–	–	67	12	–	79	79	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités de l'Assemblée nationale et l'appui à la République démocratique populaire lao devant la Cour pénale internationale	2010-2011	170	173	–	–	173	286	–	–	286	–	57
	2008-2009	170	–	–	–	–	–	–	–	–	–	170
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le dispositif de secours et de redressement en faveur des Maldiviens victimes du tsunami	2010-2011	9	–	–	–	–	12	1	–	13	7	3
	2008-2009	3	–	–	–	–	(6)	–	–	(6)	–	9
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les initiatives locales de reconstruction et de relèvement menées dans les Maldives à la suite du tsunami	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Aide de la CE accompagnant l'appui du PNUD à la lutte antimines à Sri Lanka	2010-2011	115	–	–	–	–	–	–	–	–	(116)	(1)
	2008-2009	117	–	–	–	–	–	2	–	2	–	115
Projet de la CE en faveur d'un redressement rapide dans le nord-est de Sri Lanka	2010-2011	36	–	–	–	–	–	–	–	–	(35)	1
	2008-2009	6	–	–	–	–	(30)	–	–	(30)	–	36
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement des moyens d'existence dans le nord et l'est de Sri Lanka	2010-2011	(618)	727	–	–	727	(12)	–	–	(12)	–	121
	2008-2009	1 838	–	14	–	14	2 359	111	–	2 470	–	(618)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale			
			Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le dispositif de rétablissement des moyens d'existence affectés par le tsunami aux Maldives	2010-2011	195	–	–	–	–	145	16	–	161	–	34
	2008-2009	187	451	–	–	451	435	8	–	443	–	195
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour un nouvel appui aux élections en Afghanistan	2010-2011	262	–	–	–	–	–	–	–	–	(262)	–
	2008-2009	3 788	–	6	–	6	–	–	–	–	(3 532)	262
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour la réduction des risques de catastrophe au niveau national au Népal	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	–	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	–	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme communautaire de rétablissement des moyens d'existence dans les régions de l'Azad Jammu-et-Cachemire et de la province de la frontière du Nord-Ouest frappées par le séisme	2010-2011	1 378	–	–	–	–	520	512	–	1 032	(213)	133
	2008-2009	2 482	4 295	96	–	4 391	5 291	204	–	5 495	–	1 378
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du projet sur les élections locales à Aceh	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	21	–	–	–	–	(50)	(4)	–	(54)	(74)	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Indonésie – appui à la justice et au développement à Aceh	2010-2011	29	300	–	–	300	77	253	–	330	–	(1)
	2008-2009	492	3 710	–	–	3 710	4 173	–	–	4 173	–	29
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Bangladesh – appui à la préparation aux catastrophes	2010-2011	741	–	–	–	–	(55)	(3)	–	(58)	–	799
	2008-2009	1 282	9 311	–	–	9 311	9 139	713	–	9 852	–	741
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Cambodge – Fonds européen d'appui à des microprojets dans certaines zones des provinces du nord-ouest du Cambodge	2010-2011	16	399	–	–	399	386	27	–	413	(1)	1
	2008-2009	1 240	–	1	–	1	1 145	80	–	1 225	–	16

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'ordre public en Afghanistan (LOFTA 4)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	7 772	–	–	7 772	7 539	233	–	7 772	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la République démocratique populaire lao – renforcement de la contribution apportée par le droit international au renforcement de l'état de droit en République démocratique populaire lao	2010-2011	5	62	–	–	62	57	4	–	61	–	6
	2008-2009	27	157	–	–	157	168	11	–	179	–	5
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la République démocratique populaire lao – projet relatif à la gouvernance, à la réforme de l'administration publique et à la fourniture de services au niveau local dans la province de Saravane	2010-2011	25	–	–	–	–	18	–	–	18	–	7
	2008-2009	70	371	3	–	374	393	26	–	419	–	25
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Viet Nam – renforcement des capacités de l'Assemblée nationale et de certains conseils du peuple provinciaux pour l'examen, l'approbation et le suivi du budget de l'État	2010-2011	(1)	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)	–	1
	2008-2009	199	42	–	–	42	224	18	–	242	–	(1)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour combler les lacunes dans l'information du public par le bureau du porte-parole de la présidence	2010-2011	(49)	33	17	–	50	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	(49)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(49)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la composante de renforcement des capacités du projet « emplois ruraux pour le bien public »	2010-2011	7 533	5 985	–	–	5 985	12 874	612	–	13 486	–	32
	2008-2009	70	19 908	–	–	19 908	11 499	946	–	12 445	–	7 533

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Total	Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets			Autres dépenses	Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de la résilience des collectivités face aux catastrophes naturelles récurrentes, en particulier les inondations soudaines dans les hautes terres du Viet Nam	2010-2011	25	18	–	–	18	42	–	–	42	–	1
	2008-2009	251	13	–	–	13	215	24	–	239	–	25
Fonds d'affectation spéciale CE-Afghanistan pour l'accès à la justice à l'échelle des districts	2010-2011	428	–	–	–	–	(250)	(27)	–	(277)	(704)	1
	2008-2009	1 707	3 467	–	–	3 467	4 561	240	–	4 801	55	428
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la destruction des stocks de mines antipersonnel et de munitions	2010-2011	333	–	–	–	–	16	–	–	16	(317)	–
	2008-2009	3 452	–	–	–	–	726	19	–	745	(2 374)	333
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo par l'intégration des activités de réduction des risques de catastrophe dans les mécanismes de planification et de mise en œuvre du développement	2010-2011	–	31	–	–	31	29	2	–	31	–	–
	2008-2009	116	361	–	–	361	433	45	–	478	1	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités de préparation aux catastrophes et de secours en Afghanistan	2010-2011	(24)	–	–	–	–	(26)	3	–	(23)	2	1
	2008-2009	202	19	1	–	20	236	10	–	246	–	(24)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme « Gouvernance pour un développement équitable » : renforcement de l'état de droit et de la participation de la société civile en Chine	2010-2011	606	2 881	–	–	2 881	2 843	198	–	3 041	–	446
	2008-2009	2 111	2 828	–	–	2 828	3 985	348	–	4 333	–	606

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Fonds d'affectation spéciale			Projets	Fonds d'affectation spéciale				
				Autres recettes	subsidiaires			Autres dépenses	subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la généralisation de la gestion des risques de catastrophe dans la planification du développement et de l'occupation des sols aux échelons sous-national et local aux Philippines	2010-2011	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7
	2008-2009	372	46	1	–	47	399	(1)	–	398	(14)	7
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections nationales au Pakistan	2010-2011	118	–	–	–	–	(41)	–	–	(41)	(159)	–
	2008-2009	168	197	–	–	197	233	14	–	247	–	118
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à l'organisme de réintégration d'Aceh et à la consolidation de la paix à Aceh	2010-2011	617	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	(578)	40
	2008-2009	1 161	1 381	–	–	1 381	1 881	44	–	1 925	–	617
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au projet d'emploi pour la paix au Timor-Leste	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	(381)	393	(29)	–	364	–	(17)	–	(17)	1	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'élaboration de listes électorales comprenant des photographies	2010-2011	7 563	–	–	–	–	7 461	102	–	7 563	–	–
	2008-2009	18 842	2 878	–	–	2 878	12 838	1 319	–	14 157	–	7 563
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au système judiciaire – constitution de tribunaux de village au Bangladesh	2010-2011	2 602	3 467	–	–	3 467	4 609	212	–	4 821	–	1 248
	2008-2009	3 416	–	–	–	–	575	239	–	814	–	2 602
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet d'appui aux autorités locales – composante « enseignement et innovation »	2010-2011	2 078	1 251	–	–	1 251	3 110	230	–	3 340	–	(11)
	2008-2009	(109)	3 941	–	–	3 941	1 750	4	–	1 754	–	2 078
Fonds d'affectation spéciale supplémentaire de la CE pour l'ordre public en Afghanistan	2010-2011	46	–	–	–	–	204	11	–	215	168	(1)
	2008-2009	49 041	2 267	–	–	2 267	49 724	1 538	–	51 262	–	46

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses					
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la réduction des risques de catastrophe au niveau national au Népal (phase 2)	2010-2011	62	138	(42)	–	96	139	11	–	150	–	8	
	2008-2009	–	681	49	–	730	620	48	–	668	–	62	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme national d'éducation civique	2010-2011	(5)	90	–	–	90	63	6	–	69	–	16	
	2008-2009	–	736	–	–	736	689	52	–	741	–	(5)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du programme de gouvernance infranationale en Afghanistan	2010-2011	251	682	–	–	682	211	16	–	227	–	706	
	2008-2009	–	6 264	24	–	6 288	5 614	423	–	6 037	–	251	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement et le renforcement de la confiance dans les Chittagong Hill Tracts	2010-2011	834	1 365	–	–	1 365	2 435	(240)	–	2 195	–	4	
	2008-2009	177	12 931	–	–	12 931	11 466	808	–	12 274	–	834	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au cycle électoral timorais	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	
	2008-2009	(109)	772	2	–	774	653	3	–	656	(7)	2	
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du Programme d'insertion financière dans le Pacifique	2010-2011	79	183	–	–	183	264	6	–	270	–	(8)	
	2008-2009	–	527	–	–	527	411	37	–	448	–	79	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mission d'observation électorale de l'Union européenne au Bhoutan (2008)	2010-2011	37	–	–	–	–	–	–	–	–	(37)	–	
	2008-2009	–	1 034	–	–	1 034	927	70	–	997	–	37	
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'évaluation conjointe de la situation après le passage du cyclone Nargis au Myanmar	2010-2011	132	–	–	–	–	46	–	–	46	–	86	
	2008-2009	–	301	–	–	301	169	–	–	169	–	132	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	12	–	–	12	11	1	–	12	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités de préparation aux catastrophes et de secours en Afghanistan (phase 2)	2010-2011	99	–	–	–	–	28	–	–	28	–	71
	2008-2009	–	377	–	–	377	259	19	–	278	–	99
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mise en place de dispositifs institutionnels de gestion des risques liés aux catastrophes au Timor-Leste	2010-2011	83	79	–	–	79	156	5	–	161	–	1
	2008-2009	–	310	–	–	310	207	20	–	227	–	83
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la composante de renforcement des capacités du projet « emplois ruraux pour le bien public »	2010-2011	32	–	–	–	–	–	–	–	–	–	32
	2008-2009	–	9 622	–	–	9 622	8 963	627	–	9 590	–	32
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'amélioration de la santé, de la nutrition et de la situation démographique dans les Chittagong Hill Tracts	2010-2011	3 187	4 774	–	–	4 774	7 111	496	–	7 607	–	354
	2008-2009	–	6 568	–	–	6 568	3 158	223	–	3 381	–	3 187
Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan (phase 5)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	45 705	–	–	45 705	43 420	2 285	–	45 705	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo par l'intégration des activités de réduction des risques de catastrophe dans les mécanismes de planification et de mise en œuvre du développement	2010-2011	240	91	–	–	91	324	6	–	330	–	1
	2008-2009	–	359	–	–	359	94	25	–	119	–	240

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du programme de renforcement de la gouvernance des provinces dans les Îles Salomon	2010-2011	568	871	–	–	871	1 369	(1)	–	1 368	–	71
	2008-2009	–	998	–	–	998	360	70	–	430	–	568
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'analyse du secteur de la sécurité au Timor-Leste – dispositif de renforcement des capacités	2010-2011	963	802	–	–	802	1 534	43	–	1 577	–	188
	2008-2009	–	1 410	–	–	1 410	355	92	–	447	–	963
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui d'une réaction renforcée face aux déplacements internes de population à Mindanao	2010-2011	187	1 700	–	–	1 700	1 733	99	–	1 832	–	55
	2008-2009	–	1 969	–	–	1 969	1 644	138	–	1 782	–	187
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la sensibilisation à la grippe aviaire dans les zones rurales du Myanmar	2010-2011	16	457	–	–	457	453	20	–	473	–	–
	2008-2009	–	444	–	–	444	399	29	–	428	–	16
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de solutions durables à la situation déjà ancienne des personnes réfugiées le long de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar	2010-2011	616	–	–	–	–	253	18	–	271	–	345
	2008-2009	–	616	–	–	616	–	–	–	–	–	616
Total, gestionnaire des fonds : PNUD Asie-Pacifique	2010-2011	184 688	787 130	2 332	4	789 466	672 981	31 176	80	704 237	(5 623)	264 294
	2008-2009	226 590	515 059	5 242	16	520 317	528 124	24 674	(454)	552 344	(9 875)	184 688
Gestionnaire des fonds : PNUD Europe et Communauté d'États indépendants												
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les républiques baltes	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	4	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	–
Fonds d'affectation spéciale du	2010-2011	12	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	1

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
PNUD pour la paix et le développement au Tadjikistan	2008-2009	17	–	1	–	1	6	–	–	6	–	12
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Suisse pour la gestion et la coordination de l'aide au Kirghizistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	15	–	1	–	1	1	–	–	1	(15)	–
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui au renforcement du Ministère kirghize des affaires étrangères	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les besoins humanitaires d'urgence en Ouzbékistan	2010-2011	24	–	–	–	–	23	–	–	23	–	1
	2008-2009	23	–	1	–	1	–	–	–	–	–	24
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Physicians for Human Rights (ONG) pour les activités d'aide humanitaire dans l'ex-Yougoslavie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	97	–	–	–	–	–	–	–	–	(97)	–
Fonds d'affectation spéciale PNUD-République des Sakha (Iakoutie) pour le programme d'assistance aux populations autochtones du nord de la République des Sakha	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	29	–	–	–	–	–	–	–	–	(29)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour réparer les dégâts causés à Cuba par le cyclone Charley	2010-2011	(9)	–	–	–	–	(9)	(1)	–	(10)	–	1
	2008-2009	155	–	–	–	–	144	20	–	164	–	(9)
Fonds d'affectation spéciale de la CE en vue de l'amélioration des conditions de vie en Karakalpakie (Ouzbékistan)	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale CE-Tadjikistan pour la remise en état urgente des réseaux d'eau et d'assainissement en milieu rural et la promotion de l'hygiène dans les écoles de la région de Kathlon	2010-2011	329	(260)	–	–	(260)	310	12	–	322	253	–
	2008-2009	329	–	–	–	–	–	–	–	–	–	329
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'amélioration de la gestion des contrôles aux frontières en République de Moldova	2010-2011	(12)	–	12	–	12	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(243)	231	–	–	231	–	–	–	–	–	(12)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités du Ministère géorgien de la justice	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(319)	316	–	–	316	–	–	–	–	3	–
Fonds d'affectation spéciale PNUD-CE pour le projet de promotion de l'intégration sociale en Lettonie – programme d'enseignement des langues	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Belgique pour le relèvement et le développement durable de la Slavonie orientale	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(65)	–	–	–	–	–	–	–	–	65	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de l'efficacité et de la transparence du Parlement géorgien	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(128)	128	–	–	128	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale à l'appui du Programme de l'État estonien pour l'intégration des non-Estoniens à la société estonienne	2010-2011	42	–	1	–	1	–	–	–	–	–	43
	2008-2009	40	–	2	–	2	–	–	–	–	–	42

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Programme de la Commission européenne pour l'emploi et le relèvement dans les villages	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	30	–	–	–	–	–	–	–	–	(30)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les contrôles aux frontières en Asie centrale (phase 3)	2010-2011	132	–	–	–	–	–	–	–	–	(131)	1
	2008-2009	59	73	–	–	73	–	–	–	–	–	132
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au Programme d'aide à Semipalatinsk	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	5	–	–	–	–	–	–	–	–	(5)	–
Fonds d'affectation spéciale de la Norvège pour le programme d'assistance à l'emploi municipal dans l'ex-République yougoslave de Macédoine	2010-2011	15	–	–	–	–	–	–	–	–	–	15
	2008-2009	14	–	1	–	1	–	–	–	–	–	15
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui aux pays baltes	2010-2011	144	(3)	3	–	–	–	–	–	–	–	144
	2008-2009	119	–	8	–	8	–	–	–	–	17	144
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le retour des personnes déplacées dans les régions ravagées par la guerre en Croatie	2010-2011	(15)	–	15	–	15	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(15)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(15)
Fonds d'affectation spéciale PNUD-ECHO pour l'Accord pour la fourniture de logements et d'équipements sanitaires dans les régions touchées par les séismes en Turquie	2010-2011	55	–	–	–	–	–	–	–	–	(55)	–
	2008-2009	274	–	–	–	–	–	–	–	–	(219)	55
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la lutte antimines en Croatie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	9	–	–	–	–	7	1	–	8	(1)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale PNUD-ECHO pour le renforcement des capacités de résilience des populations touchées par le séisme dans la région de Marmara	2010-2011	7	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	–
	2008-2009	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7
Fonds d'affectation spéciale de la Norvège pour l'appui au développement humain et à la gouvernance au niveau local au Kosovo	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	33	–	–	–	–	–	–	–	–	(33)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de la Croatie en faveur du retour des personnes déplacées et des réfugiés en Slavonie orientale et à Banovina	2010-2011	(110)	–	–	–	–	–	–	–	–	110	–
	2008-2009	(110)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(110)
Fonds d'affectation spéciale de la Norvège pour une assistance en faveur du Programme de lutte antimines en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	16	–	–	–	–	–	–	–	–	(16)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de réforme sur l'intégration dans le canton de Bosnie centrale	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	58	–	1	–	1	–	–	–	–	(59)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de lutte contre la drogue dans le Caucase du Sud	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(21)	21	–	–	21	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale de l'Allemagne pour l'appui au Programme de lutte antimines en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	10	–	–	–	–	–	–	–	–	(10)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le relèvement de Nicosie et des régions d'Omariye et de Selimye	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(2)	–	–	–	–	–	–	–	2	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui à la lutte antimines en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	127	–	5	–	5	–	–	–	–	132
	2008-2009	1 137	–	34	–	34	1 009	35	–	1 044	127
Fonds d'affectation spéciale ECHO-Arménie pour une aide d'urgence aux agriculteurs touchés par la sécheresse à l'appui du relèvement et de la production durable de pommes de terre et d'orge	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	9	–	–	–	–	–	–	–	–	(9)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le redressement économique des régions ravagées par la guerre et d'autres régions déshéritées en Croatie	2010-2011	(50)	–	49	–	49	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	(126)	76	–	–	76	–	–	–	–	(50)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de retour rapide à l'emploi en Serbie du Sud	2010-2011	(195)	–	–	–	–	–	–	–	–	195
	2008-2009	(195)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de lutte contre la drogue dans le Caucase du Sud (phase 2)	2010-2011	(26)	–	–	–	–	–	–	–	–	26
	2008-2009	(26)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de la surveillance de la frontière entre le Bélarus et l'Ukraine	2010-2011	55	–	–	–	–	–	–	–	–	(55)
	2008-2009	55	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique à l'appui du projet de réinsertion des ex-combattants au Tadjikistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête sur l'impact des mines en Azerbaïdjan	2010-2011	(178)	–	–	–	–	–	–	–	–	178	–
	2008-2009	(178)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(178)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Réseau des informations nationales sur les drogues en Asie centrale	2010-2011	(157)	–	–	–	–	–	–	–	–	157	–
	2008-2009	(157)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(157)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement des petites et moyennes entreprises en Anatolie du Sud-Est (Turquie)	2010-2011	283	–	–	–	–	36	–	–	36	–	247
	2008-2009	1 123	1 170	7	–	1 177	1 622	45	–	1 667	(350)	283
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet de contrôle des armes légères et de petit calibre en Albanie	2010-2011	12	–	–	–	–	–	–	–	–	(12)	–
	2008-2009	12	–	–	–	–	–	–	–	–	–	12
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la remise en état d'urgence des réseaux d'alimentation en eau dans les zones rurales de Khatlon et de Sughd (Tadjikistan)	2010-2011	47	–	–	–	–	–	–	–	–	(47)	–
	2008-2009	47	–	–	–	–	–	–	–	–	–	47
Fonds d'affectation spéciale CE-Croatie pour l'appui aux activités génératrices de revenus et aux petites et moyennes entreprises – dispositif à effet rapide	2010-2011	73	–	–	–	–	50	4	–	54	–	19
	2008-2009	69	–	4	–	4	–	–	–	–	–	73
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la lutte contre la traite des femmes au Bélarus	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(118)	21	–	–	21	(92)	(5)	–	(97)	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le partenariat pour l'avenir – petits projets à Chypre	2010-2011	(239)	–	–	–	–	–	–	–	–	239	–
	2008-2009	(239)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(239)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet d'appui aux entreprises (Chypre, 2002)	2010-2011	(107)	–	–	–	–	–	–	–	–	107	–
	2008-2009	(107)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(107)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale			Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
				Fonds d'affectation spéciale	subsidiaries			Fonds d'affectation spéciale	subsidiaries ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Partenariat pour l'avenir – relèvement de Nicosie (phase 3)	2010-2011	(22)	–	23	–	23	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	(24)	–	2	–	2	–	–	–	–	–	(22)
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur de l'assistance multisectorielle pour le contrôle des drogues et du renforcement des institutions en Ukraine, en République de Moldova et au Bélarus (phase 1)	2010-2011	(42)	–	3	–	3	–	–	–	–	38	(1)
	2008-2009	(42)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(42)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme de surveillance des frontières en Asie centrale (mission de mise au point du programme)	2010-2011	29	–	–	–	–	–	–	–	–	(29)	–
	2008-2009	29	–	–	–	–	–	–	–	–	–	29
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme de surveillance des frontières en Asie centrale (première phase de formation à la surveillance)	2010-2011	8	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	1
	2008-2009	67	–	–	–	–	–	–	–	–	(59)	8
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme de lutte antimines en Albanie (projet d'enquête technique)	2010-2011	28	–	–	–	–	–	–	–	–	(28)	–
	2008-2009	28	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme de modernisation et de redynamisation des municipalités en Serbie et au Monténégro	2010-2011	274	–	–	–	–	–	–	–	–	(275)	(1)
	2008-2009	274	–	–	–	–	–	–	–	–	–	274
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'intégration de la société civile dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté en Serbie et au Monténégro	2010-2011	108	–	–	–	–	–	–	–	–	(108)	–
	2008-2009	82	–	26	–	26	–	–	–	–	–	108

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la remise en état d'urgence des réseaux d'alimentation en eau dans les zones rurales de Khatlon et de Sughd (Tadjikistan)	2010-2011	98	–	–	–	–	–	–	–	–	(98)	–
	2008-2009	98	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98
Fonds d'affectation spéciale de la CE (ECHO) pour l'assistance humanitaire en vue de mieux protéger le personnel des Nations Unies et des organisations humanitaires opérant dans le nord du Caucase (Fédération de Russie)	2010-2011	55	–	–	–	–	–	–	–	–	(56)	(1)
	2008-2009	39	–	16	–	16	–	–	–	–	–	55
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur du Centre de la mer Caspienne chargé d'étudier les fluctuations du niveau de la mer (projet I) et du Groupe chargé de la coordination du Programme relatif à l'environnement en mer Caspienne (projet II)	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
	2008-2009	3	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	2
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de lutte contre la drogue dans le Caucase du Sud (phase 3)	2010-2011	(100)	–	–	–	–	–	–	–	–	100	–
	2008-2009	(104)	–	2	–	2	–	–	–	–	2	(100)
Fonds d'affectation spéciale CE-Bosnie pour aider les autorités nationales à organiser plus activement le retour des réfugiés et des déplacés	2010-2011	(306)	–	307	–	307	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	(351)	–	8	–	8	–	–	–	–	37	(306)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (PNUD-Pacte de stabilité)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Fonds d'affectation spéciale			Projets	Fonds d'affectation spéciale				
				Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires			Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Amélioration de la sûreté et de la sécurité des organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires dans le nord du Caucase	2010-2011	10	–	–	–	–	–	–	–	–	(10)	–
	2008-2009	10	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10
Programme d'aide communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation – aide à la réglementation et à la promotion du commerce en Albanie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
Mise en œuvre du réseau électronique de l'administration albanaise	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	5	1	–	–	1	–	–	–	–	(6)	–
Programme de déminage en Arménie	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
	2008-2009	453	–	–	–	–	–	–	–	–	(451)	2
Renforcement des capacités de l'Agence nationale azerbaïdjanaise chargée de la lutte antimines	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–
Passage de relais durable aux autorités chargées du retour (projet SUTRA, phase II) : programme d'appui à la gouvernance en Bosnie	2010-2011	(79)	–	80	–	80	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	(79)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(79)
Fonds d'affectation spéciale de la CE destiné à financer un projet d'équipement et de rénovation des principales villes du nord de Chypre	2010-2011	7	–	–	–	–	–	(15)	–	(15)	(21)	1
	2008-2009	21	–	1	–	1	–	15	–	15	–	7
Projet d'appui aux entreprises (phase II) – Chypre	2010-2011	13	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	–
	2008-2009	13	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13
Développement du secteur privé du nord de Chypre	2010-2011	(33)	–	33	–	33	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(33)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(33)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Programme de lutte contre la drogue dans le Caucase du Sud (phase IV)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	70	(70)	–	–	(70)	–	–	–	–	–	–
Élections de 2004 en Géorgie	2010-2011	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	115	69	–	–	69	–	–	–	–	(185)	(1)
Appui au système de gestion des documents à l'Assemblée du Kosovo	2010-2011	(15)	–	–	–	–	(16)	–	–	(16)	–	1
	2008-2009	(15)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(15)
Programme de lutte contre la drogue en Asie centrale (deuxième phase)	2010-2011	(75)	5	75	–	80	–	–	–	–	(5)	–
	2008-2009	(78)	–	–	–	–	(3)	–	–	(3)	–	(75)
Contrôles aux frontières en Asie centrale (phase IV)	2010-2011	102	(101)	–	–	(101)	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	102	–	–	–	–	–	–	–	–	–	102
Relèvement de Nicosie (phase IV) – remise en état de la tour vénitienne de Pyla	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (PNUD-Pacte de stabilité)	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	1	3
Réforme des tribunaux d'arbitrage et appui à l'administration des tribunaux	2010-2011	(28)	–	27	–	27	–	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	(28)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(28)
Assistance multisectorielle pour le contrôle des drogues et renforcement des institutions en Ukraine, en République de Moldova et au Bélarus (phase 2)	2010-2011	63	–	–	–	–	–	–	–	–	–	63
	2008-2009	(209)	273	–	–	273	51	7	–	58	57	63
Études de faisabilité pour des projets de développement économique	2010-2011	(7)	(516)	–	–	(516)	–	–	–	–	523	–
	2008-2009	(7)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE – appui à l'organisation de la Table ronde des bailleurs de fonds de Sao Tomé-et-Principe (2005)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	15	–	–	–	–	15	–	–	15	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les contrôles aux frontières en Asie centrale (phase 5)	2010-2011	(2)	7	2	–	9	–	–	–	–	(7)	–
	2008-2009	910	328	–	–	328	1 156	83	–	1 239	(1)	(2)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de lutte contre la drogue en Asie centrale (phase 3)	2010-2011	(40)	6	39	–	45	–	–	–	–	(6)	(1)
	2008-2009	(327)	103	1	–	104	(232)	49	–	(183)	–	(40)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la stratégie de Lisbonne et les objectifs du Millénaire pour le développement	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	5	5	–	–	5	–	–	–	–	(10)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de formation de la fonction publique en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	(5)	–	6	–	6	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	34	–	–	–	–	–	–	–	–	(39)	(5)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de redressement de la zone de conflit abkhazo-géorgien	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
	2008-2009	68	5	–	–	5	61	4	–	65	(6)	2
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Bosnie – appui à l'approche axée sur les résultats – Partenariat pour le développement local	2010-2011	(21)	–	–	–	–	–	–	–	–	21	–
	2008-2009	(968)	2 814	6	–	2 820	1 784	89	–	1 873	–	(21)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Programme de modernisation et de redynamisation des municipalités dans le sud de la Serbie (phase 2)	2010-2011	130	–	–	–	–	–	–	–	–	(131)	(1)
	2008-2009	2 565	655	9	–	664	3 116	219	–	3 335	236	130

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme intégré de déminage en Azerbaïdjan	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
	2008-2009	(240)	242	–	–	242	–	–	–	–	–	2
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la modernisation des douanes en République d'Azerbaïdjan	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
	2008-2009	(210)	223	–	–	223	–	11	–	11	–	2
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mission d'assistance sur le contrôle de la frontière entre l'Ukraine et la République de Moldova	2010-2011	6	–	–	–	–	–	–	–	–	(6)	–
	2008-2009	(41)	47	–	–	47	–	–	–	–	–	6
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'initiative de développement régional de Kukës (Albanie)	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	1
	2008-2009	(295)	372	–	–	372	75	–	–	75	–	2
Programme d'aide de la CE à la reconstruction, au développement et à la stabilisation en vue de déminer complètement l'Albanie au plus tard à la fin de 2006	2010-2011	4	–	2	–	2	–	–	–	–	(6)	–
	2008-2009	(338)	389	–	–	389	47	–	–	47	–	4
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet de base de données sur la législation en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la prise en charge des conséquences sociales de la transition dans la vallée de Ferghana (Kirghizistan)	2010-2011	56	–	–	–	–	–	–	–	–	(56)	–
	2008-2009	(309)	365	–	–	365	–	–	–	–	–	56
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les contrôles aux frontières en Asie centrale (phase 4 – deuxième tranche)	2010-2011	10	(6)	–	–	(6)	–	–	–	–	(4)	–
	2008-2009	(442)	540	–	–	540	31	11	–	42	(46)	10

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Programme de soutien de la CE à la coopération transfrontalière entre la Serbie et le Monténégro	2010-2011	(65)	–	66	–	66	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	183	67	3	–	70	297	21	–	318	–	(65)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le plan d'appui au contrôle des armes légères et de petit calibre dans les Balkans occidentaux	2010-2011	17	–	–	–	–	–	–	–	–	(17)	–
	2008-2009	17	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la prise en charge des conséquences sociales de la transition dans la vallée de Ferghana (Tadjikistan)	2010-2011	100	–	–	–	–	94	7	–	101	–	(1)
	2008-2009	(11)	111	–	–	111	–	–	–	–	–	100
CE – Remise en état et gestion durable du réseau d'eau au Tadjikistan	2010-2011	43	–	–	–	–	38	3	–	41	(1)	1
	2008-2009	43	–	–	–	–	–	–	–	–	–	43
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'amélioration des conditions de vie dans la vallée de Ferghana (Ouzbékistan)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(11)	–	–	–	–	–	(11)	–	(11)	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'amélioration des contrôles aux frontières au Bélarus	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	46	–	–	–	–	–	–	–	–	(46)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Projet d'appui aux entreprises II – activités auxiliaires	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du Programme de réforme de l'administration locale en Turquie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	325	22	–	–	22	572	40	–	612	265	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
			Contributions	Autres recettes	Projets	Autres dépenses	Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
CE-Serbie-Monténégro : participation de la société civile à la Stratégie de réduction de la pauvreté/Fonds d'innovation sociale	2010-2011	133	–	–	–	–	–	–	–	–	(134)	(1)
	2008-2009	133	–	–	–	–	–	–	–	–	–	133
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la prévention du VIH et des infections sexuellement transmissibles parmi les militaires en Ukraine	2010-2011	(1 049)	900	150	–	1 050	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	91	–	20	–	20	1 010	150	–	1 160	–	(1 049)
Fonds d'affectation spéciale de la CE – Partenariat pour l'avenir : neutralisation de mines et de munitions à Chypre (phase II)	2010-2011	138	–	(2)	–	(2)	–	–	–	–	(135)	1
	2008-2009	145	–	1	–	1	–	–	–	–	(8)	138
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à des projets d'amélioration du niveau de vie en Ouzbékistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la sûreté des collectivités et la police de proximité – appui au programme de réforme du secteur de la sécurité	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'intégration de la société civile dans l'élaboration de mesures de réduction de la pauvreté en Serbie et au Monténégro	2010-2011	(215)	136	81	–	217	–	–	–	–	–	2
	2008-2009	93	534	4	–	538	791	55	–	846	–	(215)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'amélioration de la gestion des contrôles aux frontières en Ukraine	2010-2011	221	–	–	–	–	–	–	–	–	(220)	1
	2008-2009	(1 148)	1 369	–	–	1 369	–	–	–	–	–	221

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la promotion d'une plus large application des normes internationales de respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice au Bélarus	2010-2011	(3)	16	2	–	18	–	4	–	4	(13)	(2)
	2008-2009	251	423	–	–	423	636	41	–	677	–	(3)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour des études de faisabilité relatives au Projet de développement économique II	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la société de consommation et les réseaux citoyens en Ukraine	2010-2011	(357)	81	259	–	340	(17)	(1)	–	(18)	–	1
	2008-2009	582	2 202	–	–	2 202	2 936	205	–	3 141	–	(357)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'amélioration du niveau de vie dans la région de Ferghana (Ouzbékistan) – programme annuel 2003	2010-2011	5	–	–	–	–	–	–	–	–	(5)	–
	2008-2009	(137)	141	–	–	141	–	–	–	–	1	5
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'élaboration d'un cadre global de prévention et de lutte contre la discrimination	2010-2011	(9)	–	7	–	7	–	–	–	–	–	(2)
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(10)	(9)
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du renforcement des capacités municipales de gestion de l'environnement et de projets d'infrastructure en Croatie	2010-2011	(333)	–	331	–	331	–	–	–	–	–	(2)
	2008-2009	(287)	(46)	–	–	(46)	–	–	–	–	–	(333)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités en vue de l'intégration européenne	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	(1)
	2008-2009	1 754	235	3	–	238	1 977	12	–	1 989	–	3

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mission d'assistance de l'Union européenne sur le contrôle de la frontière entre l'Ukraine et la République de Moldova (phase 2)	2010-2011	(8)	8	–	–	8	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(439)	430	–	–	430	(1)	–	–	(1)	–	(8)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement des municipalités en Serbie du Sud-Ouest (région de Sandzak)	2010-2011	(58)	–	57	–	57	–	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	(313)	254	1	–	255	–	–	–	–	–	(58)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'intégration du développement durable dans les politiques sectorielles	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	760	251	–	–	251	940	66	–	1 006	(5)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Bosnie – administration en ligne : Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine	2010-2011	(28)	30	–	–	30	–	–	–	–	(1)	1
	2008-2009	530	346	1	–	347	846	59	–	905	–	(28)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Ukraine – amélioration des contrôles à la frontière entre la République de Moldova et l'Ukraine (phase 1)	2010-2011	(472)	59	–	–	59	(398)	(22)	–	(420)	(7)	–
	2008-2009	(918)	960	7	–	967	374	147	–	521	–	(472)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Bélarus – amélioration des contrôles aux frontières au Bélarus (phase 2)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(126)	440	–	–	440	283	31	–	314	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Tadjikistan – remise en état durable des réseaux d'eau	2010-2011	37	–	–	–	–	35	2	–	37	–	–
	2008-2009	(38)	71	–	–	71	(4)	–	–	(4)	–	37

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses					
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Ukraine – mission d'assistance de l'Union européenne sur le contrôle de la frontière entre la République de Moldova et l'Ukraine (phase 3)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	(22)	21	–	–	21	–	–	–	–	1	–	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Ukraine – appui aux réformes économiques en Ukraine grâce au centre de conseil et d'analyse « Blue Ribbon »	2010-2011	208	–	–	–	–	–	–	–	–	(209)	(1)	
	2008-2009	200	613	–	–	613	571	34	–	605	–	208	
Fonds d'affectation spéciale de la CE – Partenariat pour l'avenir : neutralisation de mines et d'engins non explosés à Chypre (phase III)	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–	
	2008-2009	2	–	–	–	–	–	–	–	–	1	3	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Tadjikistan – insertion sociale par la production de revenus dans la région de Sughd	2010-2011	22	–	–	–	–	28	1	–	29	7	–	
	2008-2009	(35)	54	–	–	54	(4)	1	–	(3)	–	22	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'ex-Yougoslavie – Plan d'appui de l'Union européenne au contrôle des armes légères et de petit calibre dans les Balkans occidentaux, 2007	2010-2011	19	–	–	–	–	–	–	–	–	(19)	–	
	2008-2009	(219)	239	–	–	239	1	–	–	1	–	19	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement du secteur privé parmi la communauté chypriote turque	2010-2011	80	904	–	–	904	1 086	–	–	1 086	–	(102)	
	2008-2009	133	2 123	–	–	2 123	2 006	170	–	2 176	–	80	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la modernisation de l'infrastructure locale et urbaine dans la partie nord de Chypre	2010-2011	494	4 082	–	–	4 082	4 063	267	–	4 330	–	246	
	2008-2009	923	3 155	–	–	3 155	3 584	–	–	3 584	–	494	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses					
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour une mise en place accélérée des pratiques relevant de la responsabilité sociale des entreprises dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays candidats, en tant que source d'harmonisation, de compétitivité et de cohésion sociale au sein de l'Union	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	391	30	–	–	30	386	41	–	427	6	–	
Fonds d'affectation spéciale CE-Albanie pour la mise en œuvre du réseau électronique de l'administration albanaise (phase 2)	2010-2011	5	–	–	–	–	–	–	–	–	(5)	–	
	2008-2009	83	35	–	–	35	106	7	–	113	–	5	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'initiative de développement régional de Kukes (Albanie)	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	
	2008-2009	(226)	600	1	–	601	332	43	–	375	1	1	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Kirghizistan – Programme de lutte contre la drogue en Asie centrale (phase 4)	2010-2011	(526)	456	–	–	456	(83)	11	–	(72)	(2)	–	
	2008-2009	2 961	2 255	–	–	2 255	5 379	363	–	5 742	–	(526)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Fédération de Russie – mieux protéger les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires qui fournissent de l'aide et soutiennent le relèvement dans les secteurs d'opérations élargis du nord du Caucase (Fédération de Russie)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	–	249	–	–	249	233	16	–	249	–	–	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses					
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Kirghizistan – appui à une meilleure transparence dans la prise de décisions et au renforcement institutionnel du Parlement kirghize	2010-2011	(26)	–	27	–	27	–	–	–	–	–	1	
	2008-2009	(141)	130	1	–	131	–	–	–	–	(16)	(26)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Ukraine – Programme de prévention de la toxicomanie et de lutte contre le trafic de drogues au Bélarus, en Ukraine et en République de Moldova (phase 3)	2010-2011	(8)	–	4	–	4	–	–	–	–	2	(2)	
	2008-2009	271	661	–	–	661	1 459	93	–	1 552	612	(8)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Tadjikistan – accroissement des revenus individuels et amélioration du niveau de vie par la mise en place à l'échelon local de mécanismes de production et d'activités génératrices de revenus	2010-2011	191	–	–	–	–	170	12	–	182	(9)	–	
	2008-2009	891	116	–	–	116	751	65	–	816	–	191	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Mission d'assistance de l'Union européenne sur le contrôle de la frontière entre l'Ukraine et la République de Moldova	2010-2011	(7)	9	–	–	9	(11)	(1)	–	(12)	(12)	2	
	2008-2009	(122)	536	2	–	538	367	56	–	423	–	(7)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement du rôle de la société civile dans l'élaboration de politiques et de mesures de lutte contre la pauvreté	2010-2011	976	313	5	–	318	915	65	–	980	(313)	1	
	2008-2009	56	4 109	–	–	4 109	2 981	208	–	3 189	–	976	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les contrôles aux frontières dans la province de Badakhshan (Afghanistan)	2010-2011	(28)	39	–	–	39	(4)	10	–	6	(4)	1
	2008-2009	2 562	1 089	–	–	1 089	3 424	255	–	3 679	–	(28)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités de préparation aux catastrophes et d'atténuation des conséquences au sein des collectivités locales les plus exposées aux séismes, coulées de boue, inondations soudaines, glissements de terrain et avalanches au Kirghizistan	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	3	35	–	–	35	35	3	–	38	1	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le programme de microfinancement mené dans le cadre du projet de préservation de la biodiversité dans l'ouest du mont Tianshan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	22	–	–	–	–	22	–	–	22	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la neutralisation de mines et de munitions à Chypre	2010-2011	144	(19)	–	–	(19)	–	–	–	–	(124)	1
	2008-2009	406	2 756	(25)	–	2 731	2 893	100	–	2 993	–	144
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de la gestion des risques de catastrophe au Tadjikistan	2010-2011	10	–	–	–	–	–	–	–	–	(10)	–
	2008-2009	116	98	1	–	99	186	24	–	210	5	10
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'amélioration des conditions de vie dans la vallée de Ferghana (Ouzbékistan)	2010-2011	(102)	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)	–	(100)
	2008-2009	440	748	–	–	748	1 221	69	–	1 290	–	(102)
Fonds d'affectation spéciale de la CE en Géorgie pour le Programme de lutte contre la drogue dans le Caucase du Sud (phase 5)	2010-2011	(510)	469	31	–	500	–	–	–	–	10	–
	2008-2009	998	989	3	–	992	2 323	177	–	2 500	–	(510)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du projet mené par le Comité chargé des personnes disparues pour l'exhumation, l'identification et le retour des dépouilles des personnes disparues à Chypre	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	549	890	–	–	890	1 387	52	–	1 439	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement des municipalités en Serbie du Sud-Ouest (phase 2)	2010-2011	(704)	668	36	–	704	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	2 076	3 704	–	–	3 704	6 060	424	–	6 484	–	(704)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour un développement local centré sur les communautés	2010-2011	4 893	2 890	–	–	2 890	9 541	576	–	10 117	2 104	(230)
	2008-2009	1 275	9 523	–	–	9 523	5 622	391	–	6 013	108	4 893
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les communications – volet 2	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	53	54	–	–	54	103	4	–	107	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les contrôles aux frontières en Asie centrale (phase 6)	2010-2011	1 092	930	–	–	930	1 881	144	–	2 025	–	(3)
	2008-2009	1 982	5 206	–	–	5 206	5 708	388	–	6 096	–	1 092
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'initiative de développement régional de Kukes (phase 3)	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	–	526	1	–	527	489	37	–	526	–	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'aide aux victimes de la sécheresse en République de Moldova	2010-2011	(138)	–	127	–	127	(11)	(1)	–	(12)	–	1
	2008-2009	3 364	777	4	–	781	4 015	281	–	4 296	13	(138)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au renforcement du commerce régional et à la réalisation de nouveaux investissements en Albanie	2010-2011	15	–	–	–	–	–	–	–	–	–	15
	2008-2009	323	216	–	–	216	490	34	–	524	–	15

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Mission d'assistance de l'Union européenne sur le contrôle de la frontière entre l'Ukraine et la République de Moldova (phase 5)	2010-2011	246	(76)	–	–	(76)	–	–	–	–	–	170
	2008-2009	(1 428)	17 520	2	–	17 522	14 810	1 038	–	15 848	–	246
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la rénovation de l'infrastructure locale et urbaine du nord de Chypre (phase II)	2010-2011	1 859	8 859	–	–	8 859	5 989	620	–	6 609	–	4 109
	2008-2009	–	3 207	–	–	3 207	1 124	224	–	1 348	–	1 859
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'administration en ligne en Bosnie-Herzégovine (phase 2)	2010-2011	(18)	16	–	–	16	–	–	–	–	1	(1)
	2008-2009	–	646	–	–	646	621	43	–	664	–	(18)
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la mise en œuvre d'une législation et d'une médiation antidiscrimination en Serbie	2010-2011	1 304	61	58	–	119	1 275	89	–	1 364	(59)	–
	2008-2009	–	2 689	–	–	2 689	1 294	91	–	1 385	–	1 304
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la prise en charge des conséquences sociales de la transition dans la vallée de Ferghana (Tadjikistan)	2010-2011	(69)	62	–	–	62	–	4	–	4	10	(1)
	2008-2009	–	640	–	–	640	668	41	–	709	–	(69)
Fonds d'affectation spéciale de la CE visant à lutter contre les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl au Bélarus	2010-2011	1 136	1 666	–	–	1 666	2 616	199	–	2 815	13	–
	2008-2009	–	1 381	–	–	1 381	245	–	–	245	–	1 136
Fonds d'affectation spéciale de la CE – mieux protéger les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires qui fournissent de l'aide et soutiennent le relèvement dans les secteurs d'opérations élargis du nord du Caucase (Fédération de Russie)	2010-2011	9	–	–	–	–	8	1	–	9	–	–
	2008-2009	–	153	–	–	153	135	9	–	144	–	9

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur du programme de maîtrise des armes de petit calibre en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	184	1 588	–	–	1 588	309	22	–	331	(1 509)	(68)
	2008-2009	–	1 878	–	–	1 878	1 583	111	–	1 694	–	184
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le retour et la réinsertion au Kosovo	2010-2011	2 427	–	–	–	–	2 061	170	–	2 231	(197)	(1)
	2008-2009	–	4 135	–	–	4 135	1 615	93	–	1 708	–	2 427
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la protection de l'environnement et du développement durable au Bélarus	2010-2011	337	1 234	–	–	1 234	1 461	98	–	1 559	(12)	–
	2008-2009	–	778	–	–	778	408	33	–	441	–	337
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les contrôles aux frontières en Asie centrale (phase 7)	2010-2011	1 527	4 659	–	–	4 659	4 924	366	–	5 290	–	896
	2008-2009	–	3 117	–	–	3 117	1 506	84	–	1 590	–	1 527
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la réforme de la Constitution de la République kirghize et du Parlement kirghize	2010-2011	799	63	–	–	63	805	57	–	862	–	–
	2008-2009	–	2 102	–	–	2 102	1 218	85	–	1 303	–	799
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur du renforcement des capacités nationales de planification stratégique et d'élaboration de politiques en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	110	420	–	–	420	503	35	–	538	–	(8)
	2008-2009	–	282	–	–	282	161	11	–	172	–	110
Fonds d'affectation spéciale de la CE – mieux protéger les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires qui fournissent de l'aide et soutiennent le relèvement dans les secteurs d'opérations élargis du nord du Caucase (Fédération de Russie)	2010-2011	42	–	–	–	–	40	3	–	43	–	(1)
	2008-2009	–	209	–	–	209	156	11	–	167	–	42

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la prise en compte systématique de la gestion des risques liés aux catastrophes dans le processus de décentralisation du Kirghizistan : renforcement des capacités des localités vulnérables, des autorités locales et de leurs partenaires face aux risques liés aux catastrophes	2010-2011	(58)	79	–	–	79	(5)	–	–	(5)	–	26
	2008-2009	–	351	–	–	351	383	26	–	409	–	(58)
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de la coordination et du suivi du programme de lutte antimines albanais, à des fins de conformité avec la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel	2010-2011	222	37	–	–	37	242	18	–	260	–	(1)
	2008-2009	–	648	–	–	648	398	28	–	426	–	222
Fonds d'affectation spéciale de la CE : assistance technique à la restructuration industrielle de Sanhiurfa (Turquie)	2010-2011	1 250	942	–	–	942	2 092	147	–	2 239	68	21
	2008-2009	–	2 524	–	–	2 524	1 191	83	–	1 274	–	1 250
Fonds d'affectation spéciale de la CE : renforcement des capacités des institutions démocratiques aux fins d'assurer des élections régulières et la participation citoyenne en Géorgie	2010-2011	(47)	41	–	–	41	–	–	–	–	6	–
	2008-2009	–	1 654	–	–	1 654	1 590	111	–	1 701	–	(47)
Fonds d'affectation spéciale de la CE : droits de la femme et de l'enfant en Ukraine	2010-2011	731	2 575	–	–	2 575	5 290	278	–	5 568	2 624	362
	2008-2009	–	211	–	–	211	1 026	4	–	1 030	1 550	731

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale				
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du projet de lutte contre la sécheresse lancé par les organismes des Nations Unies : distribution d'urgence de semences de maïs aux victimes de la sécheresse survenue en République de Moldova	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	–	1 062	–	–	1 062	981	69	–	1 050	(12)	–	
Fonds d'affectation spéciale de la CE : renforcement des capacités de programmation et d'élaboration des fiches de projet au Monténégro	2010-2011	(2)	–	2	–	2	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	–	167	–	–	167	158	11	–	169	–	(2)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de la gestion des risques liés aux catastrophes au Tadjikistan (phase II)	2010-2011	(84)	96	–	–	96	–	2	–	2	(10)	–	
	2008-2009	–	373	–	–	373	429	28	–	457	–	(84)	
Fonds d'affectation spéciale de la CE : activités de prévention et de lutte face à la traite des êtres humains au Bélarus et prise en charge des conséquences sociales de la traite	2010-2011	570	724	–	–	724	1 153	81	–	1 234	(59)	1	
	2008-2009	–	816	–	–	816	231	15	–	246	–	570	
Fonds d'affectation spéciale de la CE : contrôle civil du secteur de la sécurité intérieure en Turquie	2010-2011	1 037	247	–	–	247	1 194	84	–	1 278	(5)	1	
	2008-2009	–	3 118	–	–	3 118	1 945	136	–	2 081	–	1 037	
Fonds d'affectation spéciale de la CE : groupe consultatif auprès de l'Arménie	2010-2011	(113)	101	–	–	101	(9)	(1)	–	(10)	1	(1)	
	2008-2009	–	1 015	–	–	1 015	1 054	74	–	1 128	–	(113)	
Mission d'assistance de l'Union européenne sur le contrôle de la frontière entre la République de Moldova et l'Ukraine	2010-2011	183	523	6	–	529	626	63	–	689	(23)	–	
	2008-2009	–	14 961	–	–	14 961	13 855	923	–	14 778	–	183	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur d'une gestion intégrée de l'eau et d'un dialogue transfrontière en Asie centrale	2010-2011	251	924	–	–	924	1 051	59	–	1 110	–	65
	2008-2009	–	462	–	–	462	222	(11)	–	211	–	251
Fonds d'affectation spéciale de la CE : renforcement de la démocratie locale en Bosnie-Herzégovine	2010-2011	82	1 162	–	–	1 162	1 148	80	–	1 228	(16)	–
	2008-2009	–	797	–	–	797	668	47	–	715	–	82
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui de l'amélioration des conditions de vie dans la vallée de Ferghana (Ouzbékistan)	2010-2011	363	2 836	–	–	2 836	2 985	230	–	3 215	–	(16)
	2008-2009	–	1 500	–	–	1 500	1 083	54	–	1 137	–	363
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui au renforcement du mécanisme national de prévention prévu par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	2010-2011	58	459	–	–	459	561	34	–	595	–	(78)
	2008-2009	–	298	–	–	298	225	15	–	240	–	58
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui aux activités de relèvement rapide en Géorgie	2010-2011	116	2 895	–	–	2 895	2 804	196	–	3 000	(11)	–
	2008-2009	–	3 327	–	–	3 327	3 001	210	–	3 211	–	116
Programme de la CE à l'appui de systèmes intégrés de contrôle des frontières dans le Caucase du Sud	2010-2011	2 123	2 794	–	–	2 794	4 185	294	–	4 479	–	438
	2008-2009	–	2 190	–	–	2 190	63	4	–	67	–	2 123
Total, gestionnaire des fonds : PNUD Europe et Communauté d'États indépendants	2010-2011	21 282	46 090	1 929	–	48 019	61 027	4 306	–	65 333	2 440	6 408
	2008-2009	22 032	131 955	161	–	132 116	125 632	8 436	–	134 068	1 202	21 282

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Gestionnaire des fonds : PNUD												
Amérique latine et Caraïbes												
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Japon d'appui à la réintégration en Haïti	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	490	–	–	–	–	–	–	–	–	(490)	–
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Espagne pour l'appui à la gestion des affaires publiques en Amérique centrale	2010-2011	17	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17
	2008-2009	16	–	1	–	1	–	–	–	–	–	17
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la mise en œuvre de l'Accord sur la réinstallation des populations déracinées par le conflit armé au Guatemala	2010-2011	254	–	5	–	5	–	–	–	–	(258)	1
	2008-2009	337	–	19	–	19	99	3	–	102	–	254
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'assistance à la Police nationale haïtienne	2010-2011	60	–	3	–	3	(22)	–	–	(22)	31	116
	2008-2009	353	–	20	–	20	313	–	–	313	–	60
Fonds d'affectation spéciale ACDI-PNUD pour le dispositif de développement de projets dans les Caraïbes	2010-2011	15	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)	(19)	–
	2008-2009	1 993	(1 976)	148	–	(1 828)	(77)	(4)	–	(81)	(231)	15
Fonds d'affectation spéciale PNUD-CE pour l'appui aux élections parlementaires et présidentielles au Guyana	2010-2011	91	–	–	–	–	–	–	–	–	(19)	72
	2008-2009	91	–	–	–	–	–	–	–	–	–	91
Composante de l'Union européenne dans le cadre de la Mission d'observation des élections générales au Guyana	2010-2011	20	–	–	–	–	–	–	–	–	(18)	2
	2008-2009	113	(100)	7	–	(93)	–	–	–	–	–	20
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour le renforcement des capacités d'intervention face aux situations de catastrophe en Haïti	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	18	–	–	–	–	–	–	–	–	(18)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale ECHO-Jamaïque pour le Programme de renforcement de la gestion des catastrophes au niveau local	2010-2011	10	–	–	–	–	8	–	–	8	–	2
	2008-2009	4	–	–	–	–	(6)	–	–	(6)	–	10
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique pour l'appui au programme cubain d'assainissement de la baie de La Havane	2010-2011	78	–	–	–	–	–	–	–	–	–	78
	2008-2009	132	–	–	–	–	51	3	–	54	–	78
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique à l'appui des programmes cubains de construction de logements et de rénovation dans la vieille ville de La Havane	2010-2011	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	(2)
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui à la reconstruction et au relèvement de Cuba après le passage de l'ouragan Mitchell	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	4	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au projet d'infrastructure sociale – remise en état de l'axe routier (35,5 km) reliant Port-de-Paix à Jean Rabel (Haïti)	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
	2008-2009	84	–	–	–	–	61	3	–	64	(18)	2
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique pour l'appui au programme de reconstruction et de réhabilitation de logements à Pinar del Rio (Cuba)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	89	–	1	–	1	58	2	–	60	(30)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Centre d'assistance régional des Caraïbes	2010-2011	54	–	–	–	–	–	–	–	–	–	54
	2008-2009	125	–	–	–	–	(101)	(4)	–	(105)	(176)	54

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale			Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale CE-ECHO pour l'alerte précoce par radar dans les Caraïbes	2010-2011	21	–	9	–	9	–	–	–	–	(39)	(9)
	2008-2009	21	–	–	–	–	–	–	–	–	–	21
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au renforcement de la société civile dans le cadre de la participation au processus de réforme de la justice pénale en Haïti	2010-2011	16	27	–	–	27	–	–	–	–	–	43
	2008-2009	16	14	–	–	14	–	–	–	–	(14)	16
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Observatoire de l'eau et des services d'assainissement au Guatemala	2010-2011	5	–	–	–	–	–	–	–	–	(6)	(1)
	2008-2009	294	20	–	–	20	–	–	–	–	(309)	5
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la prévention du détournement des précurseurs chimiques en vue de la fabrication de drogues dans les pays andins	2010-2011	229	–	–	–	–	–	–	–	–	–	229
	2008-2009	(4)	176	1	–	177	(33)	–	–	(33)	23	229
Appui aux activités du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la Colombie	2010-2011	(69)	–	–	–	–	–	–	–	–	69	–
	2008-2009	(69)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(69)
Programme de démocratisation en Amérique latine II	2010-2011	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5
	2008-2009	14	–	2	–	2	11	–	–	11	–	5
Fonds d'affectation spéciale PNUD-CE pour le projet « Réserve de la biosphère – Marais de l'Est uruguayen »	2010-2011	33	–	–	–	–	–	–	–	–	(32)	1
	2008-2009	33	–	–	–	–	–	–	–	–	–	33
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le déminage à des fins humanitaires au Chili	2010-2011	73	–	–	–	–	–	–	–	–	(73)	–
	2008-2009	155	83	–	–	83	173	(8)	–	165	–	73

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale			Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui aux élections locales, législatives et présidentielle en Haïti	2010-2011	1	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	(1)	1
	2008-2009	183	641	–	–	641	784	39	–	823	–	1
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à l'organisation d'élections locales, législatives et présidentielle en Haïti	2010-2011	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4
	2008-2009	247	513	–	–	513	720	36	–	756	–	4
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la consolidation de la démocratie et l'appui aux activités électorales en 2005 au Suriname	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	104	2	–	–	2	–	–	–	–	(106)	–
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour la promotion du transfert des savoirs et l'adoption de pratiques de référence dans la préparation aux catastrophes et la réduction des risques dans les Caraïbes	2010-2011	86	–	–	–	–	66	20	–	86	–	–
	2008-2009	7	79	–	–	79	–	–	–	–	–	86
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour un nouveau programme de cohésion sociale et de démocratisation en Amérique latine	2010-2011	65	–	–	–	–	–	–	–	–	(63)	2
	2008-2009	37	358	–	–	358	330	–	–	330	–	65
CE – Gestion écologiquement et financièrement viable de la région écologique du bouclier guyanais (Guyana)	2010-2011	268	860	–	–	860	854	62	–	916	–	212
	2008-2009	363	1 666	1	–	1 667	1 649	113	–	1 762	–	268
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement des capacités nationales de prévention et de préparation face aux catastrophes en République dominicaine	2010-2011	1 349	218	–	–	218	1 403	122	–	1 525	–	42
	2008-2009	1 489	4 449	41	–	4 490	4 336	294	–	4 630	–	1 349

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de l'Union européenne pour la Mission d'observation électorale au Nicaragua	2010-2011	(31)	–	–	–	–	(29)	(2)	–	(31)	–	–
	2008-2009	964	–	–	–	–	–	–	–	–	(995)	(31)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Bolivie – renforcement des capacités régionales et réduction des risques de catastrophe dans les principales villes de la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	372	–	–	372	72	5	–	77	(295)	–
CE – Consolidation des mécanismes démocratiques dans une situation politique polarisée par un appui à la tenue des élections nationales et régionales au Guyana en 2006	2010-2011	117	–	–	–	–	115	2	–	117	–	–
	2008-2009	271	–	–	–	–	149	5	–	154	–	117
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la prévention des conflits au Pérou – développement à l'échelon local de capacités de gestion des conflits et de promotion du dialogue	2010-2011	92	–	–	–	–	–	–	–	–	(94)	(2)
	2008-2009	5	127	–	–	127	36	4	–	40	–	92
CE – Programme de restauration de l'environnement au niveau local pour lutter contre la désertification	2010-2011	327	266	–	–	266	560	26	–	586	–	7
	2008-2009	582	275	–	–	275	505	25	–	530	–	327
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Espagne pour un développement intégré et ouvert à tous	2010-2011	32 135	6 021	667	–	6 688	25 058	1 199	–	26 257	344	12 910
	2008-2009	22 400	34 522	1 746	–	36 268	23 890	2 263	–	26 153	(380)	32 135

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le regroupement et la diffusion des outils, méthodologies et enseignements tirés en matière de gestion des risques à l'échelon local en Amérique centrale	2010-2011	24	116	–	–	116	101	34	–	135	–	5
	2008-2009	239	–	4	–	4	219	–	–	219	–	24
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui au Centre d'assistance régional des Caraïbes	2010-2011	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7
	2008-2009	(1)	143	3	–	146	134	4	–	138	–	7
Commission internationale contre l'impunité au Guatemala	2010-2011	7 733	30 085	119	–	30 204	29 664	2 115	–	31 779	–	6 158
	2008-2009	5 311	29 019	368	–	29 387	25 204	1 761	–	26 965	–	7 733
Mission d'observation électorale CE-UE pour les élections législatives et présidentielle au Guatemala (2007)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1 532	458	–	–	458	1 860	130	–	1 990	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le développement humain et les migrations en El Salvador	2010-2011	147	822	–	–	822	905	60	–	965	–	4
	2008-2009	–	609	–	–	609	432	30	–	462	–	147
Fonds d'affectation spéciale de la CE : programme d'électrification des zones rurales de la République dominicaine à partir de sources d'énergie renouvelable	2010-2011	277	867	–	–	867	464	28	–	492	–	652
	2008-2009	–	425	–	–	425	139	9	–	148	–	277
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mise en place d'un système d'information multimodal sur les événements climatiques extrêmes, destiné aux collectivités locales équatoriennes	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	150	37	–	–	37	174	12	–	186	(1)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale de la CE : développement agricole des zones rurales du Belize	2010-2011	589	–	–	–	–	553	37	–	590	2	1
	2008-2009	–	1 887	–	–	1 887	1 213	85	–	1 298	–	589
Fonds d'affectation spéciale de la CE : diffusion des outils de préparation aux catastrophes, des bonnes pratiques et des enseignements tirés de la gestion locale des risques en Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama)	2010-2011	3	6	–	–	6	–	9	–	9	–	–
	2008-2009	–	109	–	–	109	106	–	–	106	–	3
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala	2010-2011	7	(36)	–	–	(36)	(27)	(2)	–	(29)	–	–
	2008-2009	–	1 060	–	–	1 060	984	69	–	1 053	–	7
Fonds d'affectation spéciale de la CE : préparation aux glissements de terrain, aux séismes et aux inondations dans les municipalités de Marale et de Yorito (Honduras)	2010-2011	54	90	–	–	90	130	15	–	145	–	(1)
	2008-2009	–	357	–	–	357	283	20	–	303	–	54
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Nicaragua : remise en état et reconstruction des zones touchées par l'ouragan Felix dans la Région autonome de l'Atlantique Nord	2010-2011	2 128	3 180	(13)	–	3 167	4 948	346	–	5 294	–	1
	2008-2009	–	6 378	–	–	6 378	3 972	278	–	4 250	–	2 128
Fonds d'affectation spéciale de la CE : initiative de réduction des risques régionaux dans les pays et territoires d'outre-mer (Barbade) – R3I	2010-2011	1 935	2 119	–	–	2 119	2 387	162	–	2 549	–	1 505
	2008-2009	–	2 046	–	–	2 046	103	8	–	111	–	1 935

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de la CE : renforcement du système national d'urgence en réponse à la sécheresse frappant actuellement le Chaco paraguayen	2010-2011	13	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	–
	2008-2009	–	52	–	–	52	36	3	–	39	–	13
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les conséquences des ouragans Fay, Gustav, Anna et Ike en Haïti : appui à une opération conjointe d'évaluation des besoins découlant de la catastrophe et de planification du relèvement	2010-2011	45	–	–	–	–	45	1	–	46	–	(1)
	2008-2009	–	204	–	–	204	154	5	–	159	–	45
Mission d'observation électorale de l'Union européenne à El Salvador (2009)	2010-2011	859	–	–	–	–	5	–	–	5	–	854
	2008-2009	–	3 702	–	–	3 702	2 657	186	–	2 843	–	859
Programme de la CE à l'appui de la paix et de la stabilité sociales dans les zones du Pérou exposées à des crises nouvelles	2010-2011	607	1 441	–	–	1 441	1 763	138	–	1 901	(148)	(1)
	2008-2009	–	1 774	–	–	1 774	1 103	64	–	1 167	–	607
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui à la lutte contre l'accumulation et le commerce illicites des armes à feu dans les pays d'Amérique centrale et les pays voisins	2010-2011	3	701	–	–	701	637	45	–	682	–	22
	2008-2009	–	572	–	–	572	532	37	–	569	–	3
Fonds d'affectation spéciale de la CE : module régional relatif à la population d'origine africaine en Amérique latine	2010-2011	76	–	–	–	–	76	–	–	76	–	–
	2008-2009	–	378	–	–	378	278	24	–	302	–	76
Total, gestionnaire des fonds : PNUD Amérique latine et Caraïbes	2010-2011	49 833	46 783	790	–	47 573	69 659	4 417	–	74 076	(337)	22 993
	2008-2009	38 192	90 431	2 362	–	92 793	72 603	5 504	–	78 107	(3 045)	49 833

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Gestionnaire des fonds :												
Bureau de la gestion												
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'évaluation du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	2010-2011	127	–	12	–	12	–	–	–	–	(99)	40
	2008-2009	128	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–	–	127
Fonds d'affectation spéciale PNUD 2001	2010-2011	1 892	–	46	8	54	1 269	–	146	1 415	–	531
	2008-2009	1 782	–	94	16	110	–	–	–	–	–	1 892
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Agence suédoise de développement international pour l'assistance à des activités particulières du PNUD	2010-2011	49 649	32 014	266	–	32 280	60 572	3 681	–	64 253	(3 060)	14 616
	2008-2009	64 579	136 728	8	–	136 736	135 284	8 748	–	144 032	(7 634)	49 649
Programme du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité à l'appui d'un mécanisme de coordination de la sécurité en Iraq	2010-2011	465	–	9	–	9	–	–	–	–	(474)	–
	2008-2009	438	–	27	–	27	–	–	–	–	–	465
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Canada pour les opérations de sécurité recensées dans l'appel accéléré lancé en 2003 par les Nations Unies en faveur de l'Iraq	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	8	–	–	–	–	–	–	–	–	(8)	–
Fonds d'affectation spéciale à l'appui du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité concernant l'appel interinstitutions des Nations Unies en faveur du Caucase du Nord (2002)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	18	–	–	–	–	–	–	–	–	(18)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale à l'appui des activités du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité : sécurité du personnel humanitaire en République démocratique du Congo	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	13	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	–
Fonds d'affectation spéciale pour la mise en œuvre des Plans d'action du PNUD (2000-2003)	2010-2011	2 676	–	53	–	53	278	2	–	280	(2 036)	413
	2008-2009	2 698	–	165	–	165	180	7	–	187	–	2 676
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Royaume-Uni pour le compte du programme du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité en faveur du renforcement de la sécurité des opérations des Nations Unies en Iraq	2010-2011	254	–	9	–	9	–	–	–	–	–	263
	2008-2009	239	–	15	–	15	–	–	–	–	–	254
Total, gestionnaire des fonds : Bureau de la gestion	2010-2011	55 063	32 014	395	8	32 417	62 119	3 683	146	65 948	(5 669)	15 863
	2008-2009	69 903	136 728	308	16	137 052	135 464	8 755	–	144 219	(7 673)	55 063
Gestionnaire des fonds : Bureau de la gestion/Division de la planification des ressources et de la coordination												
Fonds d'affectation spéciale du PNUD en faveur des pays en développement victimes de la famine et de la malnutrition	2010-2011	480	–	12	–	12	381	28	–	409	–	83
	2008-2009	824	–	47	–	47	360	31	–	391	–	480
Total, gestionnaire des fonds : Bureau de la gestion/Division de la planification des ressources et de la coordination	2010-2011	480	–	12	–	12	381	28	–	409	–	83
	2008-2009	824	–	47	–	47	360	31	–	391	–	480

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b					
			Contributions	Autres recettes		Projets			Autres dépenses				
Gestionnaire des fonds : Bureau de la prévention des crises et du relèvement													
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les situations de crise, d'après conflit et de redressement	2010-2011	2 316	–	28	–	28	–	–	–	–	(1 942)	402	
	2008-2009	364	–	83	–	83	–	12	–	12	1 881	2 316	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de la coordination des secours sur le terrain en Afghanistan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	141	–	–	–	–	–	–	–	–	(141)	–	
Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la prévention des crises et le redressement	2010-2011	118 958	199 763	3 466	–	203 229	223 473	15 575	–	239 048	18 358	101 497	
	2008-2009	165 437	139 953	9 926	–	149 879	172 259	10 067	–	182 326	(14 032)	118 958	
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le développement social durable, la paix et l'appui aux pays se trouvant dans une situation particulière	2010-2011	2 441	–	82	–	82	–	–	–	–	–	2 523	
	2008-2009	2 618	–	159	–	159	–	283	–	283	(53)	2 441	
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui au renforcement des capacités de réforme	2010-2011	1 484	–	42	–	42	496	1	–	497	–	1 029	
	2008-2009	1 960	1 314	136	–	1 450	1 765	161	–	1 926	–	1 484	
Collaboration CE-PNUD à l'appui des travaux liés à l'évaluation des besoins d'après crise et au relèvement rapide (I)	2010-2011	367	34	–	–	34	324	42	–	366	–	35	
	2008-2009	–	572	–	–	572	205	–	–	205	–	367	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Collaboration CE-PNUD à l'appui des travaux liés à l'évaluation des besoins d'après crise et au relèvement rapide (II)	2010-2011	403	54	–	–	54	311	71	–	382	–	75
	2008-2009	–	964	–	–	964	561	–	–	561	–	403
Total, gestionnaire des fonds : Bureau de la prévention des crises et du relèvement	2010-2011	125 969	199 851	3 618	–	203 469	224 604	15 689	–	240 293	16 416	105 561
	2008-2009	170 520	142 803	10 304	–	153 107	174 790	10 523	–	185 313	(12 345)	125 969
Gestionnaire des fonds : Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement												
Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération économique et technique entre pays en développement	2010-2011	7 217	192	452	–	644	766	7	–	773	–	7 088
	2008-2009	7 019	224	505	–	729	525	6	–	531	–	7 217
Fonds d'affectation spéciale PNUD-DevNet pour le Système pilote d'information technique (TIPS)	2010-2011	160	–	(78)	–	(78)	–	–	–	–	(83)	(1)
	2008-2009	151	–	9	–	9	–	–	–	–	–	160
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la promotion de la coopération Sud-Sud	2010-2011	5 218	5 510	207	–	5 717	3 822	230	–	4 052	123	7 006
	2008-2009	4 600	2 908	269	–	3 177	2 479	80	–	2 559	–	5 218
Dispositif IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud)	2010-2011	11 389	6 129	406	–	6 535	5 944	486	–	6 430	–	11 494
	2008-2009	7 193	5 000	600	–	5 600	1 395	9	–	1 404	–	11 389
Total, gestionnaire des fonds : Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement	2010-2011	23 984	11 831	987	–	12 818	10 532	723	–	11 255	40	25 587
	2008-2009	18 963	8 132	1 383	–	9 515	4 399	95	–	4 494	–	23 984

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total			
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses					
Gestionnaire des fonds :													
Bureau des partenariats													
Fonds d'affectation spéciale PNUD-République de Corée : programmation d'activités de coopération axées sur les objectifs du Millénaire pour le développement	2010-2011	–	9 667	94	–	9 761	393	–	–	393	–	9 368	
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour une action touchant certains problèmes de développement	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	2010-2011	281	–	–	5	5	(4)	94	(7)	83	–	203	
	2008-2009	3 934	–	14	51	65	1 886	103	1 729	3 718	–	281	
Fonds d'affectation spéciale français	2010-2011	1 459	769	45	–	814	956	101	–	1 057	1	1 217	
	2008-2009	1 261	715	79	–	794	596	–	–	596	–	1 459	
Fonds d'affectation spéciale de la Belgique à l'appui de l'aide au développement du secteur privé dans les pays en développement et de la réforme du système des Nations Unies à l'échelon national	2010-2011	57	–	–	–	–	15	1	–	16	–	41	
	2008-2009	75	–	–	–	–	17	1	–	18	–	57	
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la campagne européenne du Millénaire contre la pauvreté	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	
	2008-2009	37	88	–	–	88	96	29	–	125	2	2	
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le partenariat international	2010-2011	3 787	200	1	4 009	4 210	310	21	2 501	2 832	(1 359)	3 806	
	2008-2009	4 974	253	5	4 557	4 815	137	8	4 608	4 753	(1 249)	3 787	

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions				Projets	Autres dépenses				
						Total				Total		
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Italie pour des initiatives de partenariats à l'appui de la lutte contre la pauvreté	2010-2011	2 347	–	80	–	80	28	–	–	28	–	2 399
	2008-2009	2 378	–	146	–	146	157	20	–	177	–	2 347
Total, gestionnaire des fonds : Bureau des partenariats	2010-2011	7 933	10 636	220	4 014	14 870	1 698	217	2 494	4 409	(1 358)	17 036
	2008-2009	12 658	1 056	244	4 608	5 908	2 889	161	6 337	9 387	(1 246)	7 933
Gestionnaire des fonds : Bureau des ressources et des partenariats stratégiques/Genève												
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les activités de mobilisation	2010-2011	17	–	1	–	1	1	–	–	1	1	18
	2008-2009	253	–	1	–	1	46	2	–	48	(189)	17
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les partenariats innovateurs avec les autorités nationales, les pouvoirs publics locaux, le secteur privé, les ONG, les établissements d'enseignement et les fondations	2010-2011	50 506	12 954	1 219	–	14 173	34 926	2 386	–	37 312	(2 061)	25 306
	2008-2009	30 365	49 338	2 152	–	51 490	29 101	1 505	–	30 606	(743)	50 506
Total, gestionnaire des fonds : Bureau des ressources et des partenariats stratégiques/Genève	2010-2011	50 523	12 954	1 220	–	14 174	34 927	2 386	–	37 313	(2 060)	25 324
	2008-2009	30 618	49 338	2 153	–	51 491	29 147	1 507	–	30 654	(932)	50 523
Gestionnaire des fonds : PNUD États arabes												
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour le renforcement des opérations de sécurité des Nations Unies à l'appui des interventions humanitaires	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les pouvoirs publics locaux et le redressement dans le sud du Soudan	2010-2011	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3
	2008-2009	572	–	–	–	–	420	31	–	451	(118)	3
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour la Somalie	2010-2011	1 512	–	52	–	52	–	–	–	–	–	1 564
	2008-2009	1 429	–	87	–	87	4	–	–	4	–	1 512
Fonds d'affectation spéciale CE-Syrie pour le projet de recensement de la population et du logement en Syrie	2010-2011	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	(1)
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre la pauvreté dans la région arabe	2010-2011	347	–	3	–	3	217	11	–	228	–	122
	2008-2009	344	–	21	–	21	27	1	–	28	10	347
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme Iraq	2010-2011	289	–	–	–	–	–	–	–	–	–	289
	2008-2009	289	–	–	–	–	–	–	–	–	–	289
Fonds d'affectation spéciale PNUD-Italie pour le projet « Yémen – Environnement, ressources naturelles et pauvreté dans l'archipel de Socotra »	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	84	–	–	–	–	–	–	–	–	(84)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme de gestion des déchets urbains dans la Méditerranée	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE (ECHO) pour le renforcement des opérations de sécurité dans le secteur nord de l'opération Survie au Soudan	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale Iraq-CE (ECHO) pour l'amélioration des conditions de vie et la dignité des femmes en milieu carcéral	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	6	–	–	–	–	–	–	–	–	(6)	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale Iraq-CE (ECHO) pour la remise en état des stations d'épuration et des stations de pompage et d'évacuation des eaux usées à Bagdad	2010-2011	26	–	–	–	–	–	–	–	–	(26)	–
	2008-2009	23	–	1	–	1	(2)	–	–	(2)	–	26
Fonds d'affectation spéciale pour l'Égypte – technologies de l'information et des communications	2010-2011	1 381	2 273	59	–	2 332	1 659	38	–	1 697	1	2 017
	2008-2009	1 646	2 540	83	–	2 623	2 741	151	–	2 892	4	1 381
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'enquête sur l'impact des mines en Somalie	2010-2011	60	–	–	–	–	–	–	–	–	(60)	–
	2008-2009	60	–	–	–	–	–	–	–	–	–	60
Fonds d'affectation spéciale de la CE (ECHO) pour le renforcement des opérations de sécurité des Nations Unies à l'appui des interventions humanitaires au Soudan	2010-2011	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4
	2008-2009	8	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	4
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour l'amélioration des services de santé et des conditions sanitaires dans le Centre de soins pour les personnes âgées de Mossoul	2010-2011	25	–	–	–	–	–	–	–	–	–	25
	2008-2009	28	–	5	–	5	–	–	–	–	(8)	25
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Cellule Union africaine-ONU de planification stratégique de la démilitarisation en Somalie	2010-2011	131	–	–	–	–	–	–	–	–	138	269
	2008-2009	131	–	–	–	–	–	–	–	–	–	131
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement du Service de la sensibilisation à l'environnement (Ministère libanais de l'environnement)	2010-2011	1	–	60	–	60	–	–	–	–	(62)	(1)
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'évaluation environnementale et la planification de l'aménagement du territoire au Liban	2010-2011	8	(9)	–	–	(9)	–	–	–	–	–	(1)
	2008-2009	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8
Fonds d'affectation spéciale de l'ECHO pour le projet d'assistance électorale à la Commission suprême chargée des élections et des référendums au Yémen	2010-2011	1	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien	2010-2011	83 322	65 559	2 447	262	68 268	80 558	4 978	5 979	91 515	(1 186)	58 889
	2008-2009	86 688	106 999	4 437	545	111 981	108 643	5 653	(355)	113 941	(1 406)	83 322
Fonds d'affectation spéciale CE-Liban pour l'appui au projet LIFE – pays tiers – assistance technique pour renforcer la gouvernance dans les activités relatives à l'environnement	2010-2011	22	(21)	–	–	(21)	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	17	–	1	–	1	(4)	–	–	(4)	–	22
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour Djibouti pour le projet de réinsertion des déplacés à travers la (re)construction des logements détruits et endommagés dans les zones touchées par le conflit	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(397)	524	–	–	524	(4)	–	–	(4)	(131)	–
Fonds d'affectation spéciale CE-Somalie pour le renforcement des capacités de lutte antimines et l'enquête sur l'impact des mines	2010-2011	161	–	–	–	–	–	–	–	–	–	161
	2008-2009	1	156	4	–	160	–	–	–	–	–	161
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la remise en état de l'infrastructure d'assainissement à Bagdad	2010-2011	586	–	–	–	–	–	–	–	–	(200)	386
	2008-2009	586	–	–	–	–	–	–	–	–	–	586

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale CE (Fonds européen de développement) – Somalie pour un projet d'étude de faisabilité sur les services financiers	2010-2011	63	–	–	–	–	–	–	–	–	–	63
	2008-2009	1	–	–	–	–	–	–	–	–	62	63
Fonds d'affectation spéciale CE-Somalie pour l'information dans le cadre du processus de paix d'Eldoret (phases 2 et 3)	2010-2011	77	–	–	–	–	–	–	–	–	(77)	–
	2008-2009	77	–	–	–	–	–	–	–	–	–	77
Fonds d'affectation spéciale CE-Somalie pour l'appui au secrétariat de l'Organe de coordination de l'aide à la Somalie en vue du renforcement de la bonne gouvernance	2010-2011	125	–	–	–	–	–	–	–	–	(125)	–
	2008-2009	125	–	–	–	–	–	–	–	–	–	125
Appui à la reconstruction en Iraq	2010-2011	58 045	24 878	1 835	–	26 713	44 590	2 772	–	47 362	(2 884)	34 512
	2008-2009	67 403	50 143	4 892	–	55 035	50 750	5 369	–	56 119	(8 274)	58 045
Acquisition urgente d'équipement, de matériel et de services de sécurité et de protection – Iraq	2010-2011	22	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22
	2008-2009	22	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22
Gestion intégrée des déchets pour les industries d'extraction de l'huile d'olive au Liban, en République arabe syrienne et en Jordanie	2010-2011	205	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	(206)	–
	2008-2009	228	1 518	–	–	1 518	1 451	90	–	1 541	–	205
Organe de coordination de l'aide à la Somalie	2010-2011	4	49	–	–	49	41	3	–	44	(10)	(1)
	2008-2009	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4
Promotion des droits des femmes et de l'enfant au moyen de l'information (Tunisie, Liban, Égypte)	2010-2011	6	(5)	–	–	(5)	–	–	–	–	–	1
	2008-2009	9	428	1	–	429	4	–	–	4	(428)	6
Rapport arabe sur le développement humain	2010-2011	207	–	3	1	4	54	3	50	107	(49)	55
	2008-2009	805	1	8	1	10	120	10	478	608	–	207

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes			Total	Dépenses			Total	Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires		Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale à l'appui des activités de programme dans le cadre des élections en Iraq	2010-2011	97	–	32	–	32	–	30	–	30	–	99
	2008-2009	1 461	–	17	–	17	113	–	–	113	(1 268)	97
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la coordination et la gestion des activités du Coordonnateur résident des Nations Unies	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour une évaluation conjointe des besoins en Somalie	2010-2011	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
	2008-2009	(58)	166	–	–	166	–	–	–	–	(106)	2
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet d'assistance électorale à la Commission des élections et référendums du Yémen	2010-2011	28	–	–	–	–	–	–	–	–	(28)	–
	2008-2009	28	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28
Projet CE-Égypte « Villages sans mutilations génitales féminines » : démonstration d'un partenariat	2010-2011	305	–	–	–	–	291	15	–	306	–	(1)
	2008-2009	740	1 214	–	–	1 214	1 570	79	–	1 649	–	305
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Mission d'observation électorale au Liban	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	81	–	–	81	–	–	–	–	(82)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme pour l'état de droit et la sécurité en Somalie	2010-2011	41	–	–	–	–	–	–	–	–	(40)	1
	2008-2009	59	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	(19)	41
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Projet de développement du secteur financier en Somalie	2010-2011	251	–	–	–	–	–	–	–	–	–	251
	2008-2009	26	18	–	–	18	(232)	25	–	(207)	–	251
Fonds d'affectation spéciale CE-Soudan à l'appui de la Mission conjointe d'évaluation	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b				
			Contributions	Autres recettes		Projets	Autres dépenses		Total			
Fonds d'affectation spéciale												
CE-Soudan pour le Programme local de relèvement et de remise en état à la suite du conflit	2010-2011	4 341	662	26	–	688	5 017	1 749	–	6 766	2 078	341
	2008-2009	15 834	19 926	2	–	19 928	32 077	900	–	32 977	1 556	4 341
Soutien de la CE à l'Envoyé spécial pour le retrait de Gaza	2010-2011	163	–	541	–	541	–	–	–	–	(703)	1
	2008-2009	163	–	–	–	–	–	–	–	–	–	163
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour les services de secrétariat en vue de la coordination entre la communauté internationale et la Somalie	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	246	–	–	–	–	–	–	–	–	(246)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la mobilisation de la société civile palestinienne pendant les élections par l'entremise du Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD	2010-2011	359	–	–	–	–	355	–	–	355	–	4
	2008-2009	359	–	–	–	–	–	–	–	–	–	359
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la lutte contre les mines antipersonnel en Somalie	2010-2011	(551)	481	63	–	544	(8)	–	–	(8)	–	1
	2008-2009	376	–	23	–	23	905	45	–	950	–	(551)
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du programme intérimaire de désarmement, de démobilisation et de réintégration au Soudan	2010-2011	1 401	–	–	–	–	(151)	–	–	(151)	(1 552)	–
	2008-2009	2 859	4 663	–	–	4 663	5 979	142	–	6 121	–	1 401
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Soudan – renforcement des capacités pour une bonne gestion de l'aide	2010-2011	731	–	–	–	–	680	48	–	728	–	3
	2008-2009	462	1 143	–	–	1 143	813	61	–	874	–	731
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Somalie – projet d'appui aux institutions	2010-2011	(792)	1 322	–	–	1 322	–	–	–	–	(529)	1
	2008-2009	36	2 209	–	–	2 209	2 334	190	–	2 524	(513)	(792)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Recettes				Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Yémen – Mission d'observation électorale au Yémen en 2006	2010-2011	572	–	–	–	–	–	–	–	–	(570)	2
	2008-2009	578	–	–	–	–	6	–	–	6	–	572
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la remise en état rapide d'infrastructures municipales clefs pour fournir des services au niveau local au Liban	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	58	(56)	–	–	(56)	2	–	–	2	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Somalie – projet d'appui budgétaire d'urgence	2010-2011	145	–	–	–	–	–	–	–	–	(122)	23
	2008-2009	129	–	–	–	–	(16)	–	–	(16)	–	145
Fonds d'affectation spéciale CE-Somalie pour l'assistance technique d'urgence aux pouvoirs publics somaliens	2010-2011	594	–	–	–	–	(182)	–	–	(182)	(776)	–
	2008-2009	1 105	761	–	–	761	1 166	106	–	1 272	–	594
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Somalie – projet d'appui à l'évaluation commune des besoins	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	(3)	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Somalie – appui au Programme pour l'état de droit et la sécurité en Somalie	2010-2011	564	1 070	–	–	1 070	671	41	–	712	–	922
	2008-2009	614	7 384	1	–	7 385	6 850	585	–	7 435	–	564
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Soudan – promotion de l'égalité, de la tolérance et de la paix par la dissémination au Sud-Soudan de l'Accord de paix global et du cadre juridique de transition	2010-2011	36	–	–	–	–	–	–	–	–	–	36
	2008-2009	540	262	–	–	262	748	18	–	766	–	36
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'appui à la coordination du relèvement – Liban	2010-2011	26	–	–	–	–	–	–	–	–	(27)	(1)
	2008-2009	250	190	–	–	190	387	27	–	414	–	26

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du plan national pour la gestion de l'environnement au Soudan après le conflit	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	6	–	–	6	6	–	–	6	(1)	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le renforcement de l'accès à la justice et le renforcement de la confiance dans les États de Kassala et de Khartoum (Soudan)	2010-2011	6	–	–	–	–	(834)	(50)	–	(884)	(834)	56
	2008-2009	503	945	–	–	945	1 354	88	–	1 442	–	6
Fonds d'affectation spéciale de la CE au Liban pour le relèvement rapide des moyens de subsistance au niveau local	2010-2011	(1)	–	–	–	–	(12)	–	–	(12)	(11)	–
	2008-2009	1 950	647	1	–	648	2 429	170	–	2 599	–	(1)
Fonds d'affectation spéciale de la CE au Yémen pour l'élimination de l'impact des mines et des restes explosifs de guerre (phase III)	2010-2011	(2)	–	–	–	–	(3)	–	–	(3)	–	1
	2008-2009	1 075	1 247	–	–	1 247	2 172	152	–	2 324	–	(2)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour l'Iraq – appui au droit et à la justice	2010-2011	(1 123)	13 009	–	–	13 009	5 898	223	–	6 121	–	5 765
	2008-2009	–	5 333	31	–	5 364	6 233	254	–	6 487	–	(1 123)
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le projet de renforcement des capacités en matière de défense des droits de l'homme en Égypte	2010-2011	–	207	–	–	207	195	12	–	207	–	–
	2008-2009	910	2 019	–	–	2 019	2 763	166	–	2 929	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE à l'appui du renforcement des capacités du Centre libanais de lutte antimines	2010-2011	504	182	–	–	182	653	40	–	693	–	(7)
	2008-2009	448	802	–	–	802	697	49	–	746	–	504

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		Soldes des fonds au 31 décembre ^a
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Programme d'assistance au peuple palestinien : développement local de Silwan grâce à la création de la Maison de l'Europe	2010-2011	19	16	–	–	16	(1)	–	–	(1)	–	36
	2008-2009	–	330	–	–	330	299	12	–	311	–	19
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le coordonnateur du Groupe de stratégie sur la gouvernance, dans le cadre du Programme d'assistance au peuple palestinien	2010-2011	42	1 435	–	–	1 435	486	37	–	523	–	954
	2008-2009	229	196	–	–	196	358	25	–	383	–	42
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour la Somalie – projet d'appui aux institutions	2010-2011	1 530	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	(1 286)	245
	2008-2009	–	2 378	–	–	2 378	812	36	–	848	–	1 530
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui à la Fédération générale des ONG et des fondations	2010-2011	–	52	–	–	52	49	3	–	52	–	–
	2008-2009	–	510	–	–	510	477	33	–	510	–	–
Fonds d'affectation spéciale de la CE : fourniture d'un appui opérationnel et logistique au bureau du représentant du Quatuor	2010-2011	156	2 030	–	–	2 030	2 046	123	–	2 169	–	17
	2008-2009	–	4 705	–	–	4 705	4 253	296	–	4 549	–	156
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui intégré à la remise en état des alentours du camp de Nahr el-Bared au Liban	2010-2011	136	573	–	–	573	582	–	–	582	(126)	1
	2008-2009	–	2 873	–	–	2 873	2 737	–	–	2 737	–	136
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui intégré à la décentralisation en Albanie	2010-2011	178	4 345	–	–	4 345	1 131	79	–	1 210	–	3 313
	2008-2009	–	1 091	–	–	1 091	853	60	–	913	–	178
Projet conjoint CE-PNUD d'assistance électorale au Yémen	2010-2011	(237)	1 637	–	–	1 637	534	107	–	641	–	759
	2008-2009	–	1 249	–	–	1 249	1 393	93	–	1 486	–	(237)

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur du projet de déminage de la frontière Nord de la Jordanie	2010-2011	943	632	–	–	632	1 470	105	–	1 575	–	–
	2008-2009	–	5 801	–	–	5 801	4 540	318	–	4 858	–	943
Fonds d'affectation spéciale de la CE en faveur du projet d'appui à la décentralisation et aux collectivités locales	2010-2011	95	100	–	–	100	181	15	–	196	–	(1)
	2008-2009	–	408	–	–	408	296	17	–	313	–	95
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui à la mise en œuvre de l'Accord de Djibouti	2010-2011	60	–	–	–	–	22	1	–	23	(37)	–
	2008-2009	–	1 035	–	–	1 035	923	52	–	975	–	60
Fonds d'affectation spéciale de la CE : dispositif initial d'appui aux institutions fédérales de transition de la Somalie	2010-2011	847	93	–	–	93	388	21	–	409	(530)	1
	2008-2009	–	4 140	–	–	4 140	3 136	157	–	3 293	–	847
Fonds d'affectation spéciale de la CE pour le Somali Support Secretariat	2010-2011	165	–	–	–	–	391	20	–	411	–	(246)
	2008-2009	–	1 114	4	–	1 118	908	45	–	953	–	165
Fonds d'affectation spéciale de la CE : appui à la sécurité des populations dans le Soudan oriental	2010-2011	389	–	–	–	–	205	(7)	–	198	–	191
	2008-2009	–	2 073	–	–	2 073	1 513	171	–	1 684	–	389
Total, gestionnaire des fonds : PNUD États arabes	2010-2011	158 653	120 570	5 121	263	125 954	147 172	10 417	6 029	163 618	(9 840)	111 149
	2008-2009	191 176	239 172	9 619	546	249 337	255 003	15 677	123	270 803	(11 057)	158 653
Gestionnaire des fonds : Bureau de l'évaluation												
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'évaluation du développement des capacités	2010-2011	426	–	8	–	8	431	22	–	453	–	(19)
	2008-2009	74	–	24	–	24	(312)	(16)	–	(328)	–	426

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale			Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses	Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b			
Fonds d'affectation spéciale de l'Allemagne pour l'amélioration des méthodes applicables aux cadres de résultats stratégiques et aux rapports annuels axés sur les résultats	2010-2011	20	–	–	–	–	–	–	–	–	(21)	(1)
	2008-2009	17	–	3	–	3	–	–	–	–	–	20
Fonds d'affectation spéciale du Danemark pour la publication intitulée Development Effectiveness Report 2002	2010-2011	202	–	–	–	–	–	–	–	–	(202)	–
	2008-2009	77	202	–	–	202	–	–	–	–	(77)	202
Fonds d'affectation spéciale de la Norvège pour le Bureau de l'évaluation du PNUD	2010-2011	199	–	5	–	5	114	8	–	122	–	82
	2008-2009	278	406	22	–	428	484	23	–	507	–	199
Total, gestionnaire des fonds : Bureau de l'évaluation	2010-2011	847	–	13	–	13	545	30	–	575	(223)	62
	2008-2009	446	608	49	–	657	172	7	–	179	(77)	847
Gestionnaire des fonds : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain												
Édition allemande du Rapport mondial sur le développement humain (1994-1995)	2010-2011	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2008-2009	1	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le renforcement des capacités analytiques afin de développer les activités de mobilisation en faveur du développement humain	2010-2011	34	–	1	–	1	–	–	–	–	(34)	1
	2008-2009	85	–	3	–	3	54	–	–	54	–	34

Nom du fonds d'affectation spéciale	Exercice	Recettes					Dépenses				Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre ^a
		Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier ^a	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	Total	Fonds d'affectation spéciale		Fonds d'affectation spéciale subsidiaires ^b	Total		
			Contributions	Autres recettes			Projets	Autres dépenses				
Fonds d'affectation spéciale pour la prise en compte du développement humain dans les activités opérationnelles	2010-2011	10	–	–	–	–	–	–	–	–	(11)	(1)
	2008-2009	36	–	1	–	1	27	–	–	27	–	10
Total, gestionnaire des fonds : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain	2010-2011	44	–	1	–	1	–	–	–	–	(45)	–
	2008-2009	122	–	3	–	3	81	–	–	81	–	44
Gestionnaire des fonds : Bureau de la coordination des activités de développement												
Fonds d'affectation spéciale de la CE : élaboration d'une évaluation des besoins d'après conflit et d'un cadre de résultats transitoires	2010-2011	475	–	–	–	–	478	(3)	–	475	–	–
	2008-2009	–	751	–	–	751	223	53	–	276	–	475
Total, gestionnaire des fonds : Bureau de la coordination des activités de développement	2010-2011	475	–	–	–	–	478	(3)	–	475	–	–
	2008-2009	–	751	–	–	751	223	53	–	276	–	475
Total général	2010-2011	1 192 280	1 919 392	30 124	45 432	1 994 948	1 920 676	146 798	42 998	2 110 472	(25 099)	1 051 657
	2008-2009	1 377 689	2 013 243	53 319	18 401	2 084 963	2 003 909	138 191	32 391	2 174 491	(95 881)	1 192 280
État I.2						État I.2				État I.2		

^a Y compris les ressources ordinaires et les montants relatifs à la participation aux coûts, aux accords de services de gestion et aux services d'appui remboursables.

^b Y compris les dépenses d'appui du PNUD.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5.1

Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les partenariats innovateurs avec les autorités nationales, les pouvoirs publics locaux, le secteur privé, les ONG, les établissements d'enseignement et les fondations</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Recettes						
Contributions volontaires	65 559	106 999	734 055	308 064	12 954	49 338
Contributions au titre de la participation aux coûts	—	—	—	—	—	—
Contributions aux fonds d'affectation spéciale subsidiaires	61	(121)	—	—	—	—
Contributions au titre des contrats de services de gestion	—	—	—	—	—	—
Total partiel	65 620	106 878	734 055	308 064	12 954	49 338
Intérêts créditeurs	2 637	5 103	1 344	2 566	1 262	2 293
Services d'appui remboursables	—	—	—	—	—	—
Recettes diverses	10	—	—	—	(43)	(141)
Total des recettes	68 267	111 981	735 399	310 630	14 173	51 490
Dépenses						
Programme						
Ressources ordinaires	80 558	108 643	582 866	246 572	34 926	29 101
Participation aux coûts	—	—	—	—	—	—
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	5 952	(329)	—	1	—	—
Contrats de services de gestion	—	—	—	—	—	—
Total partiel	86 510	108 314	582 866	246 573	34 926	29 101
Budget d'appui biennal (montant net)						
Dépenses de gestion et d'administration	—	—	—	—	—	—

	<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les partenariats innovateurs avec les autorités nationales, les pouvoirs publics locaux, le secteur privé, les ONG, les établissements d'enseignement et les fondations</i>	
	2010-2011	2008-2009	2010-2011	2008-2009	2010-2011	2008-2009
Dépenses d'appui technique	–	–	–	–	–	–
Dépenses d'appui du PNUD	5 004	5 579	26 833	10 754	2 386	1 505
Dépenses au titre des services d'appui remboursables	–	–	–	–	–	–
Total partiel	5 004	5 579	26 833	10 754	2 386	1 505
Dépenses diverses	–	48	–	–	–	–
Total des dépenses	91 514	113 941	609 699	257 327	37 312	30 606
Excédent (déficit)	(23 247)	(1 960)	125 700	53 303	(23 139)	20 884
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs et prélèvements ou virements sur d'autres fonds	(1 186)	(1 406)	(1 827)	1 708	(2 061)	(743)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	83 322	86 688	106 465	51 454	50 506	30 365
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	58 889	83 322	230 338	106 465	25 306	50 506

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5.1

Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les partenariats innovateurs avec les autorités nationales, les pouvoirs publics locaux, le secteur privé, les ONG, les établissements d'enseignement et les fondations</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Actif						
Encaisse	—	—	—	—	—	—
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	—	—	—	—	—	—
Placements	—	3 047	—	—	—	—
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	975	—	—	15 598	455	407
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	840	—	—	—	1	—
Sommes dues par le PNUD (ressources ordinaires)	60 354	83 578	282 952	91 017	24 935	50 817
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	—	4	—	—	115	115
Intérêts créditeurs	—	35	—	—	—	—
Autres immobilisations	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif	62 169	86 664	282 952	106 615	25 506	51 339
Passif						
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	—	—	—	—	—	—
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	—	2	—	—	—	—
Engagements non réglés	12	—	1	150	150	625
Créditeurs	268	340	52 613	—	50	208

	<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les partenariats innovateurs avec les autorités nationales, les pouvoirs publics locaux, le secteur privé, les ONG, les établissements d'enseignement et les fondations</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Sommes dues au PNUD (ressources ordinaires)	–	–	–	–	–	–
Réserve pour imprévus	–	–	–	–	–	–
Total du passif	280	342	52 614	150	200	833
Réserves et soldes des fonds						
Réserve opérationnelle	–	–	–	–	–	–
Fonds de dotation	3 000	3 000	–	–	–	–
Ressources inutilisées						
Ressources ordinaires	58 060	68 479	230 338	106 464	25 306	50 506
Participation aux coûts	–	–	–	–	–	–
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	829	14 843	–	1	–	–
Contrats de services de gestion	–	–	–	–	–	–
Total partiel	58 889	83 322	230 338	106 465	25 306	50 506
Services d'appui remboursables	–	–	–	–	–	–
Total des ressources inutilisées	58 889	83 322	230 338	106 465	25 306	50 506
Total des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre	61 889	86 322	230 338	106 465	25 306	50 506
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	62 169	86 664	282 952	106 615	25 506	51 339

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5.1

Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale PNUD/Agence suédoise de développement international pour l'assistance à des activités particulières du PNUD</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial</i>		<i>Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Recettes						
Contributions volontaires	32 014	136 728	367 635	419 499	89 582	39 524
Contributions au titre de la participation aux coûts	—	—	34 825	16 364	2 157	688
Contributions aux fonds d'affectation spéciale subsidiaries	—	—	32 409	8 006	2 960	67
Contributions au titre des contrats de services de gestion	—	—	—	—	—	—
Total partiel	32 014	136 728	434 869	443 869	94 699	40 279
Intérêts créditeurs	—	—	6 114	6 717	1 363	3 421
Services d'appui remboursables	—	—	56 020	40 041	—	—
Recettes diverses	266	8	81	405	3 200	1 171
Total des recettes	32 280	136 736	497 084	491 032	99 262	44 871
Dépenses						
Programme						
Ressources ordinaires	60 572	135 284	420 253	417 530	54 104	62 114
Participation aux coûts	—	—	14 353	13 011	874	685
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	—	—	24 749	5 684	2 597	2 054
Contrats de services de gestion	—	—	—	(11)	—	—
Total partiel	60 572	135 284	459 355	436 214	57 575	64 853

Budget d'appui biennal (montant net)

	<i>Fonds d'affectation spéciale PNUD/Agence suédoise de développement international pour l'assistance à des activités particulières du PNUD</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial</i>		<i>Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Dépenses de gestion et d'administration	–	–	(1)	(71)	893	938
Dépenses d'appui technique	–	–	–	–	3 695	2 923
Dépenses d'appui du PNUD	3 681	8 716	1 168	746	4 744	4 491
Dépenses au titre des services d'appui remboursables	–	–	51 497	43 258	–	–
Total partiel	3 681	8 716	52 664	43 933	9 332	8 352
Dépenses diverses	–	32	119	–	–	2
Total des dépenses	64 253	144 032	512 138	480 147	66 907	73 207
Excédent (déficit)	(31 973)	(7 296)	(15 054)	10 885	32 355	(28 336)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs et prélèvements ou virements sur d'autres fonds	(3 060)	(7 634)	(3 362)	(18 002)	(40)	(177)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	49 649	64 579	240 969	248 086	64 665	93 178
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	14 616	49 649	222 553	240 969	96 980	64 665

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5.1

Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale PNUD/Agence suédoise de développement international pour l'assistance à des activités particulières du PNUD</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial</i>		<i>Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Actif						
Encaisse	—	—	—	—	—	—
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	—	—	—	—	—	—
Placements	—	—	—	315 695	—	81 377
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	48	2 685	11 430	9 906	336	589
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	195	195	3 622	1 437	—	—
Sommes dues par le PNUD (ressources ordinaires)	27 480	58 275	225 335	—	97 924	—
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	19	1 102	128	137	—	(3)
Intérêts créditeurs	—	—	—	514	—	6
Autres immobilisations	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif	27 742	62 257	240 515	327 689	98 260	81 969
Passif						
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	—	222	196	805	—	18
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	1 242	1 258	2 551	4 644	—	—
Engagements non réglés	2 632	2 788	14 142	15 983	1 213	2 487
Créditeurs	617	194	1 073	1 257	67	154
Sommes dues au PNUD (ressources ordinaires)	—	—	—	64 031	—	14 645
Réserve pour imprévus	8 635	8 146	—	—	—	—
Total du passif	13 126	12 608	17 962	86 720	1 280	17 304

	<i>Fonds d'affectation spéciale PNUD/Agence suédoise de développement international pour l'assistance à des activités particulières du PNUD</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial</i>		<i>Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Réserves et soldes des fonds						
Réserve opérationnelle	–	–	–	–	–	–
Fonds de dotation	–	–	–	–	–	–
Ressources inutilisées						
Ressources ordinaires	14 616	49 649	94 804	146 401	86 163	58 829
Participation aux coûts	–	–	45 340	24 723	2 076	841
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	–	–	15 088	7 052	8 741	4 995
Contrats de services de gestion	–	–	376	365	–	–
Total partiel	14 616	49 649	155 608	178 541	96 980	64 665
Services d'appui remboursables	–	–	66 945	62 428	–	–
Total des ressources inutilisées	14 616	49 649	222 553	240 969	96 980	64 665
Total des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2011	14 616	49 649	222 553	240 969	96 980	64 665
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	27 742	62 257	240 515	327 689	98 260	81 969

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5.1

Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD à l'appui de la gouvernance démocratique</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la prévention des crises et le redressement</i>		<i>Appui à la reconstruction en Iraq</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Recettes						
Contributions volontaires	41 236	44 417	96 451	90 285	24 878	50 143
Contributions au titre de la participation aux coûts	(1 170)	15 813	103 312	49 668	—	—
Contributions aux fonds d'affectation spéciale subsidiaires	—	—	—	—	—	—
Contributions au titre des contrats de services de gestion	—	—	—	—	—	—
Total partiel	40 066	60 230	199 763	139 953	24 878	50 143
Intérêts créditeurs	1 861	2 287	3 577	9 475	1 831	4 895
Services d'appui remboursables	—	—	—	—	—	—
Recettes diverses	3	14	(111)	451	4	(3)
Total des recettes	41 930	62 531	203 229	149 879	26 713	55 035
Dépenses						
Programme						
Ressources ordinaires	48 721	29 590	122 241	98 646	44 590	50 750
Participation aux coûts	4 335	7 554	101 232	73 614	—	—
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	—	—	—	—	—	—
Contrats de services de gestion	—	—	—	—	—	—
Total partiel	53 056	37 144	223 473	172 260	44 590	50 750
Budget d'appui biennal (montant net)						
Dépenses de gestion et d'administration	—	—	—	—	—	—

	<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD à l'appui de la gouvernance démocratique</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la prévention des crises et le redressement</i>		<i>Appui à la reconstruction en Iraq</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Dépenses d'appui technique	–	–	–	–	–	–
Dépenses d'appui du PNUD	4 047	2 176	15 575	10 066	2 772	5 369
Dépenses au titre des services d'appui remboursables	–	–	–	–	–	–
Total partiel	4 047	2 176	15 575	10 066	2 772	5 369
Dépenses diverses	–	1	–	1	–	–
Total des dépenses	57 103	39 321	239 048	182 327	47 362	56 119
Excédent (déficit)	(15 173)	23 210	(35 819)	(32 448)	(20 649)	(1 084)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs et prélèvements ou virements sur d'autres fonds	(1 503)	942	18 358	(14 032)	(2 884)	(8 274)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	61 278	37 126	118 957	165 437	58 045	67 403
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	44 602	61 278	101 496	118 957	34 512	58 045

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 5.1

Sélection de fonds d'affectation spéciale constitués par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD à l'appui de la gouvernance démocratique</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la prévention des crises et le redressement</i>		<i>Appui à la reconstruction en Iraq</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Actif						
Encaisse	—	2	—	—	—	—
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	—	—	—	—	—	—
Placements	—	—	—	1	—	—
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	537	562	1 629	1 931	48	208
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	14	14	1 990	264	3 383	2 870
Sommes dues par le PNUD (ressources ordinaires)	45 266	62 128	112 421	129 807	34 133	62 700
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	5	(12)	122	286	13	14
Intérêts créditeurs	—	—	—	—	—	—
Autres immobilisations	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif	45 822	62 694	116 162	132 289	37 577	65 792
Passif						
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	11	26	—	31	—	—
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	189	164	3 908	3 050	—	—
Engagements non réglés	786	1 063	4 851	9 797	3 035	7 437
Créditeurs	234	163	5 907	454	30	310

	<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD à l'appui de la gouvernance démocratique</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale thématique du PNUD pour la prévention des crises et le redressement</i>		<i>Appui à la reconstruction en Iraq</i>	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Sommes dues au PNUD (ressources ordinaires)	–	–	–	–	–	–
Réserve pour imprévus	–	–	–	–	–	–
Total du passif	1 220	1 416	14 666	13 332	3 065	7 747
Réserves et soldes des fonds						
Réserve opérationnelle	–	–	–	–	–	–
Fonds de dotation	–	–	–	–	–	–
Ressources inutilisées						
Ressources ordinaires	39 112	51 211	37 725	75 475	34 512	58 045
Participation aux coûts	5 490	10 067	63 771	43 482	–	–
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	–	–	–	–	–	–
Contrats de services de gestion	–	–	–	–	–	–
Total partiel	44 602	61 278	101 496	118 957	34 512	58 045
Services d'appui remboursables	–	–	–	–	–	–
Total des ressources inutilisées	44 602	61 278	101 496	118 957	34 512	58 045
Total des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2011	44 602	61 278	101 496	118 957	34 512	58 045
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	45 822	62 694	116 162	132 289	37 577	65 792

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6
Services remboursables et activités diverses

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contrats de services de gestion*</i>		<i>Administrateurs auxiliaires</i>		<i>Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs</i>		<i>Services d'appui remboursables</i>		<i>Activités spéciales</i>		<i>Programme des Volontaires des Nations Unies^a</i>		Total des services d'appui remboursables et des activités diverses	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Recettes														
Contributions	217 593	731 927	101 902	100 009	—	—	—	—	113 545	115 907	67 800	63 013	500 840	1 010 856
Intérêts créditeurs	6 199	20 967	—	—	—	—	16 455	23 161	910	1 109	1 800	2 803	25 364	48 040
Recettes diverses	204	35	—	—	(125)	2 461	831 697	709 635	181 492	144 655	29 189	25 015	1 042 457	881 801
Total des recettes	223 996	752 929	101 902	100 009	(125)	2 461	848 152	732 796	295 947	261 671	98 789	90 831	1 568 661	1 940 697
Dépenses														
Programme	332 481	624 358	93 822	74 555	—	—	—	—	22 784	24 849	56 283	50 339	505 370	774 101
Dépenses d'appui au programme	—	—	11 547	10 094	—	—	—	—	—	—	20 494	17 140	32 041	27 234
Services consultatifs en matière de développement	—	—	—	—	—	—	—	—	13 154	12 215	—	—	13 154	12 215
Appui au programme fourni aux coordonnateurs résidents	—	—	—	—	—	—	—	—	54 509	54 272	—	—	54 509	54 272
Budget d'appui biennal (montant net)	—	—	—	—	1 016	1 378	729 961	609 937	219 610	178 739	23 501	19 377	974 088	809 431
Dépenses diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Total des dépenses	332 481	624 358	105 369	84 649	1 016	1 378	729 961	609 937	310 057	270 075	100 278	86 858	1 579 162	1 677 255
Excédent (déficit)	(108 485)	128 571	(3 467)	15 360	(1 141)	1 083	118 191	122 859	(14 110)	(8 404)	(1 489)	3 973	(10 501)	263 442
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	<i>Contrats de services de gestion*</i>		<i>Administrateurs auxiliaires</i>		<i>Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs</i>		<i>Services d'appui remboursables</i>		<i>Activités spéciales</i>		<i>Programme des Volontaires des Nations Unies^a</i>		Total des services d'appui remboursables et des activités diverses	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Prélèvements (virements) sur les réserves	–	–	–	–	–	–	(9 000)	(12 000)	–	–	–	–	(9 000)	(12 000)
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(32 765)	(4 892)	(293)	–	–	–	21 671	5 946	11 730	1 157	(1 900)	(837)	(1 557)	1 374
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier	344 298	220 619	38 145	22 785	648	(435)	345 014	228 209	57 778	65 025	76 045	72 909	861 928	609 112
Soldes des fonds au 31 décembre	203 048	344 298	34 385	38 145	(493)	648	475 876	345 014	55 398	57 778	72 656	76 045	840 870	861 928
	Tableau 6.1				Tableau 6.2		Tableau 6.3		Tableau 6.4		Tableau 6.5		État I.2	

* Comprend des ajustements au titre d'exercices antérieurs; les soldes interfonds avec l'UNOPS ont été ajustés en conséquence.

^a Les activités relatives au Programme des Volontaires des Nations Unies apparaissent dans le tableau 7 (Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6 (*fin*)
Services remboursables et activités diverses

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contrats de services de gestion*</i>		<i>Administrateurs auxiliaires</i>		<i>Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs</i>		<i>Services d'appui remboursables</i>		<i>Activités spéciales</i>		<i>Programme des Volontaires des Nations Unies^a</i>		Total des services d'appui remboursables et des activités diverses	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Actif														
Encaisse	—	—	40	3	—	—	—	(1)	—	—	—	—	40	2
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	—	—	—	—	—	—	—	—	1 939	1 659	—	—	1 939	1 659
Ressources ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	85 257	—	85 257
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	—	—	—	—	—	—	—	—	108	145	—	—	108	145
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	—	—	—	—	—	—	22	—	2	496	—	—	24	496
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sommes à recevoir au titre des activités de base	204 179	386 002	35 186	38 632	1 681	—	603 247	464 914	55 066	59 043	88 444	1 920	987 803	950 511
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	—	—	26	304	—	—	—	107	103	148	6	89	135	648
Intérêts créditeurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	504	—	504
Créances à long terme	—	—	—	—	—	169	—	—	—	—	—	—	—	169
Autres immobilisations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts aux gouvernements	—	—	—	—	806	806	—	—	—	—	—	—	806	806
Frais de construction	—	—	—	—	38 873	42 918	—	—	—	—	—	—	38 873	42 918

	<i>Contrats de services de gestion*</i>		<i>Administrateurs auxiliaires</i>		<i>Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs</i>		<i>Services d'appui remboursables</i>		<i>Activités spéciales</i>		<i>Programme des Volontaires des Nations Unies^a</i>		Total des services d'appui remboursables et des activités diverses	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Frais de rénovation portés en immobilisations	–	–	–	–	302	578	–	–	–	–	–	–	302	578
Provision pour dépréciation	–	–	–	–	(9 627)	(9 627)	–	–	–	–	–	–	(9 627)	(9 627)
Total de l'actif	204 179	386 002	35 252	38 939	32 035	34 844	603 269	465 020	57 218	61 491	88 450	87 770	1 020 403	1 074 066
Passif														
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	24	41	–	–	24	41
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	–	–	18	20	–	–	–	25	74	1	–	–	92	46
Engagements non réglés	1 131	41 704	19	15	–	21	8 439	8 420	1 004	2 620	272	473	10 865	53 253
Créditeurs	–	–	830	759	(19)	96	1 960	3 561	718	1 051	15 522	11 254	19 011	16 721
Sommes dues au (par le) PNUD (ressources ordinaires)													–	–
Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	–	–	–	–	1 144	–	–	–	–	–	–	–	1 144
Programme des administrateurs auxiliaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais de construction : remboursement des agents d'exécution	–	–	–	–	7 547	7 935	–	–	–	–	–	–	7 547	7 935
Recettes comptabilisées d'avance	–	–	–	–	–	–	26	–	–	–	–	–	26	–
Réserve pour les évacuations sanitaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Total du passif	1 131	41 704	867	794	7 528	9 196	10 425	12 006	1 820	3 713	15 794	11 725	37 565	79 138
Réserves et soldes des fonds														
Réserve opérationnelle	–	–	–	–	–	–	116 968	108 000	–	–	–	–	116 968	108 000

	<i>Contrats de services de gestion*</i>		<i>Administrateurs auxiliaires</i>		<i>Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs</i>		<i>Services d'appui remboursables</i>		<i>Activités spéciales</i>		<i>Programme des Volontaires des Nations Unies^a</i>		Total des services d'appui remboursables et des activités diverses	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Soldes des fonds – montant autorisé	–	–	–	–	25 000	25 000	–	–	–	–	–	–	25 000	25 000
Ressources spéciales d'équipement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ressources inutilisées	203 048	344 298	34 385	38 145	(493)	648	475 876	345 014	55 398	57 778	72 656	76 045	840 870	861 928
Total des réserves et des soldes des fonds	203 048	344 298	34 385	38 145	24 507	25 648	592 844	453 014	55 398	57 778	72 656	76 045	982 838	994 928
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	204 179	386 002	35 252	38 939	32 035	34 844	603 269	465 020	57 218	61 491	88 450	87 770	1 020 403	1 074 066
	Tableau 6.2		Tableau 6.3		Tableau 6.4		Tableau 6.5		État II.2					

* Comprend des ajustements au titre d'exercices antérieurs; les soldes interfonds avec l'UNOPS ont été ajustés en conséquence.

^a Les activités relatives au Programme des Volontaires des Nations Unies apparaissent dans le tableau 7 (Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.1

Programme des administrateurs auxiliaires

État des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Source des fonds</i>	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Recettes</i>	<i>Programme</i>	<i>Dépenses d'appui au programme</i>	Total des dépenses	<i>Soldes au 31 décembre 2011</i>
Sources gouvernementales et intergouvernementales						
(Aucune)	6	—	—	2	2	4
Agence intergouvernementale – France	(21)	—	—	—	—	(21)
Banque asiatique de développement	—	—	—	—	—	—
Australie	(3)	—	—	—	—	(3)
Autriche	(54)	1 540	1 227	147	1 374	112
Belgique	3 712	3 130	3 275	396	3 671	3 171
Canada	274	—	244	37	281	(7)
Cap-Vert	—	—	—	—	—	—
Croatie	—	—	4	1	5	(5)
Danemark	2 131	9 756	7 745	1 010	8 755	3 132
CESAP	—	—	—	—	—	—
Finlande	1 874	7 433	5 416	650	6 066	3 241
France	1 862	2 907	2 984	357	3 341	1 428
Allemagne	3 902	9 562	7 871	945	8 816	4 648
Grèce	2 146	(549)	367	44	411	1 186
Islande	(434)	644	188	23	211	(1)
Organisation maritime internationale	—	—	—	—	—	—
Irlande	293	(293)	—	—	—	—
Italie	2 431	2 036	3 486	419	3 905	562
Japon	2 125	8 019	7 192	866	8 058	2 086
Liechtenstein	141	—	141	17	158	(17)
Luxembourg	1 231	4 478	3 502	421	3 923	1 786
Monaco	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	150	8 797	7 519	1 052	8 571	376

<i>Source des fonds</i>	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Recettes</i>	<i>Programme</i>	<i>Dépenses d'appui au programme</i>	Total des dépenses	<i>Soldes au 31 décembre 2011</i>
Antilles néerlandaises	(1)	–	(1)	–	(1)	–
Niger	(1)	(1)	(2)	–	(2)	–
Norvège	1 930	5 768	4 826	573	5 399	2 299
Portugal	361	–	125	20	145	216
République de Corée	731	779	923	111	1 034	476
ROM-HOPE	–	–	–	1	1	(1)
Arabie saoudite	(175)	175	–	–	–	–
Espagne	8 358	16 791	18 077	2 167	20 244	4 905
Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des OMD	2 259	13 066	11 279	1 363	12 642	2 683
Suède	2 483	6 255	6 455	775	7 230	1 508
Suisse	601	675	858	103	961	315
ONU-Habitat	–	–	–	–	–	–
Département des affaires économiques et sociales (Secrétariat de l'ONU)	–	–	–	–	–	–
Département de la sûreté et de la sécurité (Secrétariat de l'ONU)	(9)	–	(8)	(1)	(9)	–
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	–	–	–	–	–	–
ONUSIDA	27	94	85	20	105	16
Émirats arabes unis	23	–	15	2	17	6
Royaume-Uni	(1)	–	–	–	–	(1)
Programme des Nations Unies pour le développement	(207)	430	(22)	6	(16)	239
Programme des Nations Unies pour l'environnement	–	–	–	–	–	–
Fonds des Nations Unies pour la population	–	117	51	20	71	46
Total	38 145	101 609	93 822	11 547	105 369	34 385
Tableau 6			Tableau 6			

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.2

Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logements</i>		<i>Bureaux</i>		<i>Services d'appui afférents à la réserve pour prêts au logement</i>		Total	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Recettes								
Revenus locatifs	(795)	1 858	492	400	–	–	(303)	2 258
Recettes diverses	16	11	–	–	162	192	178	203
Total des recettes	(779)	1 869	492	400	162	192	(125)	2 461
Dépenses								
Réparations et entretien	1 016	1 378	–	–	–	–	1 016	1 378
Budget d'appui biennal	–	–	–	–	–	–	–	–
Dépenses accessoires	–	–	–	–	–	–	–	–
Pertes et provisions diverses	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des dépenses	1 016	1 378	–	–	–	–	1 016	1 378
Excédent (déficit)	(1 795)	491	492	400	162	192	(1 141)	1 083
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	–	–	–	–	–	–	–	–
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	(198)	(689)	(932)	(1 332)	1 778	1 586	648	(435)
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	(1 993)	(198)	(440)	(932)	1 940	1 778	(493)	648

Tableau 6

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.2

Réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logements</i>		<i>Bureaux</i>		<i>Services d'appui afférents à la réserve pour prêts au logement</i>		Total	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Actif								
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance								
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	–	–	–	–	–	–	–	–
Sommes à prélever (virer) sur les ressources ordinaires du PNUD – réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	11 627	–	(11 883)	–	1 937	–	1 681	–
Créances à long terme	–	169	–	–	–	–	–	169
Prêts aux gouvernements	806	806	–	–	–	–	806	806
Frais de construction	13 880	16 349	24 993	26 569	–	–	38 873	42 918
Frais de rénovation portés en immobilisations	302	578	–	–	–	–	302	578
Provision pour dépréciation	(3 627)	(3 627)	(6 000)	(6 000)	–	–	(9 627)	(9 627)
Total de l'actif	22 988	14 275	7 110	20 569	1 937	–	32 035	34 844
Passif								
Engagements non réglés	–	21	–	–	–	–	–	21
Créditeurs	(19)	87	3	12	(3)	(3)	(19)	96
Sommes à virer (prélever) sur les ressources ordinaires du PNUD – réserve pour le logement du personnel des bureaux extérieurs	–	(10 635)	–	13 554	–	(1 775)	–	1 144
Avances des gouvernements pour les frais de rénovation	–	–	–	–	–	–	–	–

	<i>Logements</i>		<i>Bureaux</i>		<i>Services d'appui afférents à la réserve pour prêts au logement</i>		Total	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Frais de construction : remboursement des agents d'exécution	–	–	7 547	7 935	–	–	7 547	7 935
Recettes comptabilisées d'avance	–	–	–	–	–	–	–	–
Total du passif	(19)	(10 527)	7 550	21 501	(3)	(1 778)	7 528	9 196
Soldes des fonds – montant autorisé	25 000	25 000	–	–	–	–	25 000	25 000
Ressources inutilisées	(1 993)	(198)	(440)	(932)	1 940	1 778	(493)	648
Total du passif et des soldes des fonds	22 988	14 275	7 110	20 569	1 937	–	32 035	34 844
Tableau 6								

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.3

Services d'appui remboursables

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Services d'appui remboursables afférents à des activités autres que celles du PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables afférents aux activités de programme financées sur les autres ressources</i>		Total des services d'appui remboursables	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Recettes						
Intérêts créditeurs	751	572	15 704	22 589	16 455	23 161
Recettes diverses	268 564	218 696	563 133	490 939	831 697	709 635
Total des recettes	269 315	219 268	578 837	513 528	848 152	732 796
Dépenses						
Budget d'appui biennal (montant net)	265 263	210 630	464 698	399 307	729 961	609 937
Total des dépenses	265 263	210 630	464 698	399 307	729 961	609 937
Excédent (déficit)	4 052	8 638	114 139	114 221	118 191	122 859
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	—	—	—	—	—	—
Prélèvements (virements) sur les réserves	—	—	(9 000)	(12 000)	(9 000)	(12 000)
Sommes remboursées à des donateurs et (virements) ou prélèvements sur d'autres fonds	20 258	7 971	1 413	(2 025)	21 671	5 946
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	43 024	26 415	301 990	201 794	345 014	228 209
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	67 334	43 024	408 542	301 990	475 876	345 014

Tableau 6

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.3

Services d'appui remboursables

Actif, passif, réserves et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Services d'appui remboursables afférents à des activités autres que celles du PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables afférents aux activités de programme financées sur les autres ressources</i>		Total des services d'appui remboursables	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Actif						
Encaisse	—	(1)	—	—	—	(1)
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	—	—	—	—	—	—
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	—	—	—	—	—	—
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	4	—	18	—	22	—
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance au titre des activités de base	71 855	48 857	531 392	416 057	603 247	464 914
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	—	52	—	55	—	107
Autres immobilisations	—	—	—	—	—	—
Frais de construction	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif	71 859	48 908	531 410	416 112	603 269	465 020
Passif						
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	—	—	—	—	—	—
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	—	—	—	25	—	25
Engagements non réglés	3 769	4 588	4 670	3 832	8 439	8 420
Créditeurs	756	1 296	1 204	2 265	1 960	3 561
Recettes comptabilisées d'avance	—	—	26	—	26	—
Total du passif	4 525	5 884	5 900	6 122	10 425	12 006

	<i>Services d'appui remboursables afférents à des activités autres que celles du PNUD</i>		<i>Services d'appui remboursables afférents aux activités de programme financées sur les autres ressources</i>		Total des services d'appui remboursables	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Réserve opérationnelle	–	–	116 968	108 000	116 968	108 000
Ressources spéciales d'équipement	–	–	–	–	–	–
Ressources inutilisées	67 334	43 024	408 542	301 990	475 876	345 014
Total du passif et des soldes des fonds	71 859	48 908	531 410	416 112	603 269	465 020

Tableau 6

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.4
Activités spéciales

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Appui fourni aux coordonnateurs résidents</i>		<i>Système commun de codification</i>		<i>Appui extrabudgétaire à des activités spéciales</i>		<i>Programme d'atténuation des effets des catastrophes</i>		Total des activités spéciales	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011	2008-2009
Recettes										
Contributions	52 262	44 725	–	–	59 686	69 500	1 597	1 682	113 545	115 907
Intérêts créditeurs	638	560	–	–	272	549	–	–	910	1 109
Recettes diverses	1 693	530	–	–	179 795	144 125	4	–	181 492	144 655
Total des recettes	54 593	45 815	–	–	239 753	214 174	1 601	1 682	295 947	261 671
Dépenses										
Programme	–	–	–	–	22 784	24 849	–	–	22 784	24 849
Appui au programme fourni aux coordonnateurs résidents	54 509	54 272	–	–	–	–	–	–	54 509	54 272
Services consultatifs en matière de développement	–	–	–	–	13 154	12 215	–	–	13 154	12 215
Budget d'appui biennal (montant net)	–	–	–	–	217 710	174 891	1 900	3 848	219 610	178 739
Total des dépenses	54 509	54 272	–	–	253 648	211 955	1 900	3 848	310 057	270 075
Excédent (déficit)	84	(8 457)	–	–	(13 895)	2 219	(299)	(2 166)	(14 110)	(8 404)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(424)	(395)	–	–	12 154	1 552	–	–	11 730	1 157
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	10 415	19 267	–	–	47 634	43 863	(271)	1 895	57 778	65 025
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	10 075	10 415	–	–	45 893	47 634	(570)	(271)	55 398	57 778

Tableau 6

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.4
Activités spéciales

Actif, passif et soldes des fonds au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Appui fourni aux coordonnateurs résidents</i>		<i>Système commun de codification</i>		<i>Appui extrabudgétaire à des activités spéciales</i>		<i>Programme d'atténuation des effets des catastrophes</i>		Total des activités spéciales	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Actif										
Lettres de crédit et billets à ordre de gouvernements	–	–	–	–	1 939	1 659	–	–	1 939	1 659
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	–	11	–	–	108	134	–	–	108	145
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	1	495	–	–	1	1	–	–	2	496
Débiteurs et charges comptabilisées d'avance au titre des activités de base	10 403	11 855	(1)	(1)	45 208	47 438	(544)	(249)	55 066	59 043
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	5	12	1	1	97	135	–	–	103	148
Total de l'actif	10 409	12 373	–	–	47 353	49 367	(544)	(249)	57 218	61 491
Passif										
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	–	–	–	–	24	41	–	–	24	41
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	–	–	–	–	74	1	–	–	74	1
Engagements non réglés	91	1 429	–	–	913	1 191	–	–	1 004	2 620
Créditeurs	243	529	–	–	449	500	26	22	718	1 051
Recettes comptabilisées d'avance	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total du passif	334	1 958	–	–	1 460	1 733	26	22	1 820	3 713
Ressources inutilisées	10 075	10 415	–	–	45 893	47 634	(570)	(271)	55 398	57 778
Total du passif et des soldes des fonds	10 409	12 373	–	–	47 353	49 367	(544)	(249)	57 218	61 491

Tableau 6

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.5

Programme des Volontaires des Nations Unies

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Programme des Volontaires des Nations Unies</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Recettes		
Contributions volontaires	9 033	10 447
Contributions au titre de la participation aux coûts	6 365	2 328
Contributions aux fonds d'affectation spéciale subsidiaires	5 862	8 428
Dispositifs de financement intégral	18 872	13 523
Coentreprises des Nations Unies	27 668	28 287
Total partiel	67 800	63 013
Intérêts créditeurs	1 800	2 803
Services d'appui remboursables	29 190	24 975
Recettes diverses	(1)	40
Total des recettes	98 789	90 831
Dépenses		
Programme		
Ressources ordinaires	13 499	10 837
Participation aux coûts	5 296	3 908
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	9 798	8 879
Dispositifs de financement intégral	13 635	12 439
Coentreprises des Nations Unies	14 055	14 276
Total partiel	56 283	50 339
Appui aux programmes		
Ressources ordinaires	22	—
Participation aux coûts	478	334
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	884	888
Dispositifs de financement intégral	1 260	1 146
Coentreprises des Nations Unies	17 850	14 772
Total partiel	20 494	17 140
Budget d'appui biennal (montant net)		
Dépenses au titre des services d'appui remboursables	23 501	19 377

	<i>Programme des Volontaires des Nations Unies</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Dépenses diverses	–	2
Total des dépenses	100 278	86 858
Excédent (déficit)	(1 489)	3 973
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–
Prélèvements (virements) sur les réserves	–	–
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(1 900)	(837)
Solde du fonds au 1 ^{er} janvier 2010	76 045	72 909
Solde du fonds au 31 décembre 2011	72 656	76 045
Tableau 6		

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.5

Programme des Volontaires des Nations Unies

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Programme des Volontaires des Nations Unies</i>	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Actif		
Encaisse	—	—
Placements	—	85 257
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	—	—
Sommes dues par le PNUD (ressources ordinaires)	88 444	1 920
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	6	89
Intérêts créditeurs	—	504
Autres immobilisations	—	—
Total de l'actif	88 450	87 770
Passif		
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	—	—
Engagements non réglés	272	473
Créditeurs	15 522	11 254
Sommes dues au PNUD (ressources ordinaires)	—	—
Réserve pour les évacuations sanitaires	—	(2)
Total du passif	15 794	11 725
Réserves et solde du fonds		
Ressources inutilisées		
Ressources ordinaires	22 645	26 506
Participation aux coûts	3 496	3 135
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	12 801	17 583
Dispositifs de financement intégral	17 013	13 104
Coentreprises des Nations Unies	(1 633)	(358)
Total partiel	54 322	59 970
Services d'appui remboursables	18 334	16 075
Total des ressources inutilisées	72 656	76 045
Total des réserves et du solde du fonds au 31 décembre 2011	72 656	76 045
Total du passif, des réserves et du solde du fonds	88 450	87 770
Tableau 6		

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.6

État des fonds d'affectation spéciale subsidiaires constitués par le PNUD

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011	
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Autres dépenses			Total
Fonds d'affectation spéciale subsidiaire – Programme des Volontaires des Nations Unies									
Donateur : Japon									
Programme des jeunes volontaires d'Asie	1 208	497	38	535	459	50	509	–	1 234
Donateur : République tchèque									
Programme de stages de la République tchèque	116	326	6	332	163	14	177	60	331
Donateur : République de Corée									
Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée pour la formation des VNU	507	500	13	513	377	28	405	–	615
Donateur : France									
Appui du Gouvernement français au développement du volontariat	711	(238)	9	(229)	200	20	220	–	262
Donateur : Pays-Bas									
Appui de l'Agence néerlandaise de développement international au Programme des VNU en République populaire démocratique lao	120	–	3	3	–	–	–	–	123
Donateur : France									
Initiative « Casques blancs »	132	699	5	704	594	55	649	–	187
Donateur : Italie									
Participation de l'Italie aux activités du Programme des VNU	740	–	10	10	449	43	492	(13)	245
Donateur : Japon									
Promotion des VNU au Japon	41	–	8	8	410	40	450	632	231

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Autres dépenses	Total	
Donateur : Japon								
Appui multisectoriel des VNU à l'aide humanitaire, au maintien de la paix et au relèvement	3	–	–	–	–	–	–	3
Donateur : Italie								
UNISTAR	302	350	3	353	460	46	506	162
Donateur : Japon								
Appui multisectoriel des VNU à l'aide humanitaire, au maintien de la paix et au relèvement	2	–	–	–	–	–	–	2
Donateur : Italie								
Programme de stages des VNU	1 083	987	19	1 006	1 286	129	1 415	674
Donateur : Japon								
Appui multisectoriel des VNU à l'aide humanitaire, aux opérations de maintien de la paix, aux activités de relèvement et au développement humain durable – Japon 2000	25	–	1	1	–	–	–	26
Donateur : Royaume-Uni								
Aide des VNU à la promotion des mesures de confiance locales en Géorgie	2	–	–	–	–	–	–	2
Donateur : Japon								
Fonds résiduels	1 595	–	34	34	540	47	587	1 042
Donateur : Japon								
Intérêts créditeurs	1 063	–	15	15	–	–	–	446
Donateur : Japon								
Appui multisectoriel des VNU à l'aide humanitaire, aux opérations de maintien de la paix, aux activités de relèvement et au développement humain durable – Japon – 2001	13	–	–	–	–	–	–	13
Donateur : Japon								
Appui multisectoriel des VNU à l'aide humanitaire, aux opérations de maintien de la paix, aux activités de relèvement et au développement humain durable – Japon – 2002	118	–	3	3	–	–	–	121

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Autres dépenses	Total	
Donateur : Japon								
Appui multisectoriel des VNU à l'aide humanitaire, aux opérations de maintien de la paix, aux activités de relèvement et au développement humain durable	336	–	9	9	–	–	–	345
Donateur : Suisse								
Programme de stages de la Direction du développement et de la coopération du Ministère des affaires étrangères	150	944	9	953	597	60	657	446
Donateur : Suisse								
Programme de stages de la Division des affaires politiques du Ministère des affaires étrangères	232	300	4	304	425	43	468	68
Donateur : Belgique								
Programme de stages de la Direction générale de la coopération au développement du Ministère des affaires étrangères	459	601	14	615	479	48	527	547
Donateur : Commission européenne								
Union européenne/Service volontaire européen – Consolidation de l'intégration régionale et de la cohésion sociale dans les Balkans	46	–	1	1	7	(11)	(4)	39
Donateur : Canada								
Fonds d'affectation spéciale Canada Corps/ACDI	61	–	1	1	40	4	44	18
Donateur : Irlande								
Irish Aid/Ministère irlandais des affaires étrangères – Programme de stages	1 539	–	25	25	945	95	1 040	571
Donateur : Japon								
Appui des VNU au relèvement et au redressement en Indonésie, à Sri Lanka et aux Maldives à la suite du tsunami et à l'Initiative régionale de lutte contre les catastrophes	1 134	–	32	32	(4)	–	(4)	1 170
Donateur : divers								
Fonds d'affectation générale des VNU pour le programme relatif au tsunami	–	–	–	–	–	–	–	–

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011	
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Autres dépenses			Total
Donateur : Allemagne									
Aide aux secours, au redressement, au relèvement et à la préparation des moyens de secours dans les régions touchées par le tsunami	301	–	152	152	(6)	(1)	(7)	(457)	3
Donateur : République tchèque									
Programme des VNU de la République tchèque relatif au tsunami	60	–	1	1	–	–	–	(60)	1
Donateur : Japon									
Fonds japonais d'affectation spéciale de 2004 pour l'appui multisectoriel des VNU au développement, à l'aide humanitaire et à la réduction de la pauvreté	721	–	14	14	383	23	406	–	329
Donateur : Japon									
Fonds japonais d'affectation spéciale de 2005 pour l'appui multisectoriel des VNU au développement, à l'aide humanitaire et à la réduction de la pauvreté	571	–	12	12	164	17	181	–	402
Donateur : Japon									
Fonds japonais d'affectation spéciale de 2006 pour l'appui multisectoriel des VNU au développement, à l'aide humanitaire et à la réduction de la pauvreté	998	–	16	16	529	32	561	–	453
Donateur : Japon									
Fonds japonais d'affectation spéciale de 2007 pour l'appui multisectoriel des VNU au développement, à l'aide humanitaire et à la réduction de la pauvreté	989	–	19	19	589	43	632	–	376
Donateur : Commission européenne									
Activités menées dans le cadre du programme de travail annuel de l'accord de partenariat entre la Commission européenne et les VNU	102	182	4	186	159	11	170	(92)	26
Donateur : Japon									
Fonds japonais d'affectation spéciale de 2008 pour l'appui multisectoriel des VNU au développement, à l'aide humanitaire et à la réduction de la pauvreté	2 103	–	51	51	234	19	253	(1 020)	881

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Autres dépenses	Total	
Donateur : Japon								
Fonds japonais d'affectation spéciale de 2009 pour l'appui multisectoriel des VNU au développement, à l'aide humanitaire et à la réduction de la pauvreté	–	–	11	11	72	4	76	1 020
Fonds d'affectation spéciale de 2010 pour les VNU (Japon)	–	714	10	724	247	25	272	452
Total	17 583	5 862	552	6 414	9 798	884	10 682	(514)
	Tableau 6.5			Tableau 6.5				

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 6.7
Volontaires des Nations Unies

Récapitulatif des projets financés intégralement par des gouvernements et institutions

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Contributions</i>	<i>Autres recettes</i>	<i>Dépenses afférentes aux projets</i>	<i>Dépenses d'appui au programme</i>	<i>Remboursements aux donateurs et transferts</i>	<i>Soldes au 31 décembre 2011</i>
Gouvernements							
Autriche	11	40	1	–	(6)	(53)	5
Belgique (phase 2)	438	3 320	8	2 875	258	(8)	625
République tchèque	116	–	1	73	7	–	37
Danemark	257	984	4	574	54	–	617
Finlande (phase 1)	796	–	5	263	25	(400)	113
Finlande (phase 2)	3 875	2 132	120	2 202	207	400	4 118
Allemagne	99	800	5	634	45	–	225
Irlande	965	–	20	450	44	–	491
Japon (phase 2)	497	1 692	23	1 103	106	–	1 003
Luxembourg	287	1 087	3	1 214	118	–	45
Norvège	1 034	78	22	397	40	–	697
Espagne (phase 3)	1	–	–	–	–	–	1
Suède (phase 2)	372	316	12	311	30	–	359
Suisse (phase 1)	37	113	1	99	10	–	42
Espagne (phase 4)	2 606	4 116	91	2 362	230	(339)	3 882
Agence de coopération internationale de la République de Corée	831	1 202	38	568	46	–	1 457
Pologne	39	–	1	2	–	–	38
France	–	2 038	26	333	27	–	1 704
Japon (élections en Afghanistan)	–	400	8	84	8	–	316

<i>Donateur</i>	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Contributions</i>	<i>Autres recettes</i>	<i>Dépenses afférentes aux projets</i>	<i>Dépenses d'appui au programme</i>	<i>Remboursements aux donateurs et transferts</i>	<i>Soldes au 31 décembre 2011</i>
Appui à l'action du PNUD pour lutter contre les inondations	–	400	6	–	–	–	406
Îles Cook	1	–	–	–	–	–	1
Terakoya 2007	45	–	–	1	–	(44)	–
Japon (élections en Afghanistan)	225	–	7	38	6	–	188
Slovénie	95	16	3	–	–	–	114
Total	12 627	18 734	405	13 583	1 255	(444)	16 484
Institutions							
Programme alimentaire mondial – Pakistan	2	–	–	–	–	–	2
Organisation asiatique de la productivité (Japon)	23	–	1	–	–	–	24
Ministère de la santé	12	–	–	–	–	–	12
Appui de Net Corps Americas aux VNU d'Europe de l'Est	17	–	–	–	–	(17)	–
Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement	18	–	–	–	–	(18)	–
Agence néo-zélandaise d'aide et de développement international	10	–	–	8	1	–	1
Stratégie internationale de prévention des catastrophes	(1)	–	–	–	–	–	(1)
Stratégie internationale de prévention des catastrophes – Kenya	22	–	1	–	–	–	23
Medicus Mundi	1	9	–	9	1	–	–
Water Aid Madagascar	9	–	–	–	–	(9)	–

<i>Donateur</i>	<i>Soldes au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Contributions</i>	<i>Autres recettes</i>	<i>Dépenses afférentes aux projets</i>	<i>Dépenses d'appui au programme</i>	<i>Remboursements aux donateurs et transferts</i>	<i>Soldes au 31 décembre 2011</i>
Arrangements ad hoc pour les VNU – Fundación Solidaridad Internacional	–	18	–	17	2	–	(1)
Dispositions ad hoc	364	111	13	18	1	–	469
Total	477	138	15	52	5	(44)	529
Total général	13 104	18 872	420	13 635	1 260	(488)	17 013

Tableau 6.5

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 7

Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds de développement des Nations Unies pour la femme</i>		<i>Fonds d'équipement des Nations Unies</i>		Total des fonds	
	<i>2010-2011*</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011*	2008-2009
Recettes						
Contributions volontaires	16 084	113 183	30 197	36 120	46 281	149 303
Contributions au titre de la participation aux coûts	25 663	138 819	42 795	23 527	68 458	162 346
Contributions aux fonds d'affectation spéciale subsidiaries	Tableau 7.1 2 490	116 914	14 880	19 609	17 370	136 523
Total partiel	44 237	368 916	87 872	79 256	132 109	448 172
Intérêts créditeurs	643	4 959	713	2 563	1 356	7 522
Services d'appui remboursables	1 484	14 827	4 470	6 458	5 954	21 285
Recettes diverses	(62)	6 745	1 216	1 353	1 154	8 098
Total des recettes	46 302	395 447	94 271	89 630	140 573	485 077
Dépenses						
Programme						
Ressources ordinaires	21 128	91 576	48 944	37 776	70 072	129 352
Participation aux coûts	26 958	102 080	27 041	17 168	53 999	119 248
Fonds d'affectation spéciale subsidiaries	Tableau 7.1 8 785	33 873	15 287	16 469	24 072	50 342
Total partiel	56 871	227 529	91 272	71 413	148 143	298 942
Budget d'appui biennal (montant net)						
Dépenses de gestion et d'administration	11 479	15 262	—	—	11 479	15 262
Dépenses d'appui technique	—	7 270	—	—	—	7 270

	<i>Fonds de développement des Nations Unies pour la femme</i>		<i>Fonds d'équipement des Nations Unies</i>		Total des fonds	
	<i>2010-2011*</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	2010-2011*	2008-2009
Dépenses au titre des services d'appui remboursables	4 550	7 844	3 313	4 763	7 863	12 607
Total partiel	16 029	30 376	3 313	4 763	19 342	35 139
Dépenses diverses	–	–	6	223	6	223
Total des dépenses	72 900	257 905	94 591	76 399	167 491	334 304
Excédent (déficit)	(26 598)	137 542	(320)	13 231	(26 918)	150 773
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées	–	–	–	–	–	–
Prélèvements (virements) sur les réserves	–	(5 510)	–	(2 000)	–	(7 510)
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(8)	(2 141)	(207)	(1 442)	(215)	(3 583)
Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	227 637	97 746	53 053	41 282	280 690	139 028
Ajustements des réserves et des soldes des fonds	(201 031)			1 982	(201 031)	1 982
Soldes des fonds au 31 décembre 2011	–	227 637	52 526	53 053	52 526	280 690
Vue d'ensemble – état des recettes, des dépenses et des soldes des fonds						

* L'Assemblée générale ayant décidé de dissoudre UNIFEM au 2 juillet 2010, seuls les chiffres portant sur la période allant de janvier à juin 2010 sont cités.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 7

Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD

État des comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds de développement des Nations Unies pour la femme</i>		<i>Fonds d'équipement des Nations Unies</i>		Total des fonds	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Actif						
Encaisse	–	2 076	1 822	4 328	1 822	6 404
Placements	–	275 454	75 162	67 951	75 162	343 405
Prêts	–	–	4 816	5 168	4 816	5 168
Fonds de fonctionnement versés aux gouvernements	–	51	–	–	–	51
Fonds de fonctionnement versés aux agents d'exécution	–	547	789	70	789	617
Sommes dues par le PNUD (ressources ordinaires)	–	–	–	4 810	–	4 810
Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance	–	695	831	591	831	1 286
Intérêts créditeurs	–	2 378	408	16	408	2 394
Total de l'actif	–	281 201	83 828	82 934	83 828	364 135
Passif						
Fonds de fonctionnement à verser aux gouvernements	–	131	–	–	–	131
Fonds de fonctionnement à verser aux agents d'exécution	–	–	718	719	718	719
Engagements non réglés	–	5 239	21	1 495	21	6 734
Créditeurs	–	3 128	2 886	2 506	2 886	5 634
Sommes dues au PNUD (ressources ordinaires)	–	25 457	3 046	–	3 046	25 457
Recettes comptabilisées d'avance	–	–	31	561	31	561
Total du passif	–	33 955	6 702	5 281	6 702	39 236
Réserves et soldes des fonds						
Réserve opérationnelle	–	19 609	24 600	24 600	24 600	44 209
Ressources inutilisées						
Ressources ordinaires	–	27 373	11 929	28 257	11 929	55 630

	<i>Fonds de développement des Nations Unies pour la femme</i>		<i>Fonds d'équipement des Nations Unies</i>		Total des fonds	
	<i>2011</i>	<i>2009</i>	<i>2011</i>	<i>2009</i>	2011	2009
Participation aux coûts	–	77 548	26 491	11 091	26 491	88 639
Fonds d'affectation spéciale subsidiaires	–	103 168	10 933	11 442	10 933	114 610
Total partiel	–	208 089	49 353	50 790	49 353	258 879
Services d'appui remboursables	–	19 548	3 173	2 263	3 173	21 811
Total des ressources inutilisées	–	227 637	52 526	53 053	52 526	280 690
Total des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2011	–	247 246	77 126	77 653	77 126	324 899
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	–	281 201	83 828	82 934	83 828	364 135
				Vue d'ensemble : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds		

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 7.1

État des fonds d'affectation spéciale subsidiaires et des fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD

Recettes, dépenses et soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses		
Gestionnaire des fonds : FENU								
1. Fonds d'équipement des Nations Unies								
Donateur : Fonds d'affectation spéciale multidonateurs								
Compte de transit (AA)	–	65	2	67	–	–	–	67
Donateur : Espagne								
Objectifs du Millénaire pour le développement : eau et assainissement	–	148	–	148	388	–	388	244 4
Donateur : Norvège								
Conférence sur les directives pour la gestion de l'environnement	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Pays-Bas								
Projet Grameen d'irrigation par puits tubulaires	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Norvège								
Fabrication de mobilier scolaire	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Suisse								
Ponts suspendus (phase II)	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Suisse								
Ponts suspendus (phase III)	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique								
Agriculture irriguée dans la plaine de Farfar	–	–	–	–	–	–	–	–

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds		Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total	– montant net	
Donateur : Pays-Bas									
Marché de fruits et légumes en gros d'Al Hussainiah (Yémen)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique									
Aménagement et gestion des terroirs de la plaine Seno-Gondo	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Australie									
Fonds de développement de l'infrastructure rurale – phase I	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique									
Appui aux communes rurales du cercle de Tombouctou (Mali)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Pays-Bas									
Appui aux activités financières et de planification décentralisées de la province de Nampula (Mozambique)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique									
Projet d'appui au développement local de la région de Mayahi (Niger)	1	–	(1)	(1)	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique									
Projet d'appui au développement local de la région de N'guigmi (Niger)	1	–	–	–	–	–	–	–	1
Donateur : Banque mondiale									
Accord de partenariat entre la BIRD et le FENU concernant le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique									
Fonds de développement local pour la région d'Anseba (Érythrée)	466	–	4	4	–	–	–	–	470
Donateur : Luxembourg									
Programme d'appui à la décentralisation en milieu rural	190	–	1	1	–	–	–	–	191

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total	– montant net
Donateur : Luxembourg								
Projet d'appui aux communes rurales du cercle de Mopti (Mali)	(1)	–	–	–	–	–	–	(1)
Donateur : Belgique								
Appui au développement communal et aux initiatives locales	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Donateur : Japon								
Volet Institutionnalisation de l'égalité des sexes du deuxième programme de développement des districts	–	–	1	1	110	–	110	229
Donateur : Ministère britannique du développement international								
Appui au suivi de l'évaluation externe de 1999	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique								
Projet de développement des ressources agropastorales de la province du Namentenga (Burkina Faso)	63	–	–	–	–	–	–	(63)
Donateur : Groupe consultatif d'assistance aux pauvres								
Initiative conjointe pour la formation des donateurs	141	–	–	–	–	–	–	(142)
Donateur : Fonds belge de survie								
Étude d'impact indépendante (Belgique)	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : FNUPI								
Année internationale du microcrédit (2005)	106	–	1	1	(1)	–	(1)	(107)
Donateur : divers								
Projets achevés du Système intégré de gestion (SIG) financés par des fonds d'affectation spéciale	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Fonds belge de survie								
Belgique : projet d'appui au développement communautaire dans la province de Byumba (Rwanda)	412	–	2	2	131	–	131	–

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes				Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total		
Donateur : Luxembourg									
Projet au Mali	226	–	1	1	164	–	164	11	74
Donateur : Luxembourg									
Fonds d'appui à la gouvernance environnementale locale	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : France									
Projet d'appui à la décentralisation et au développement local (Mauritanie)	577	–	3	3	314	–	314	–	266
Donateur : France									
Projet d'appui à la commune urbaine de Diffa (Niger)	222	–	1	1	87	–	87	–	136
Donateur : ACDI									
Appui à la gouvernance locale dans le département du Nord-Est en Haïti (Canada)	79	2 733	5	2 738	2 654	–	2 654	–	163
Donateur : Fonds belge de survie									
Belgique : collectivités territoriales et développement local à Tombouctou et Mopti (Mali)	1 020	1 203	8	1 211	1 577	–	1 577	63	717
Donateur : Autriche									
Activités de projet en Ouganda	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : FIDA									
Activités liées au Mécanisme mondial	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Luxembourg									
Groupe consultatif des Nations Unies	22	–	–	–	–	–	–	(21)	1
Donateur : FNUPI									
Groupe consultatif des Nations Unies	166	–	1	1	–	–	–	(167)	–
Donateur : Fonds belge de survie									
Évaluation	52	–	–	–	49	–	49	–	3
Donateur : Suisse									
Contributions à la Conférence de Dakar	(1)	–	–	–	–	–	–	–	(1)

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes				Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds – montant net	Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total		
Donateur : Suède									
Groupe consultatif des Nations Unies	22	–	–	–	–	–	–	–	22
Donateur : Espagne									
Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des OMD – Nicaragua	171	471	1	472	385	–	385	(244)	14
Donateur : Fondation Bill et Melinda Gates									
LDC Fund SVG MKT LDRS FIPA	5 733	7 200	57	7 257	6 164	–	6 164	–	6 826
Donateur : Fonds belge de survie									
Projet d'appui à la décentralisation, à la déconcentration et au développement économique local au Bénin	1 128	1 824	5	1 829	2 295	–	2 295	–	662
Donateur : Fonds belge de survie									
Programme d'appui au développement économique local	648	1 236	3	1 239	970	–	970	–	917
Total partiel	11 442	14 880	95	14 975	15 287	–	15 287	(197)	10 933

Tableau 7

Tableau 7

Gestionnaire des fonds : UNIFEM**2. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme****EIDHR/2009/227**

831 Renforcement de la société civile mauritanienne pour la prise en charge des femmes et des filles victimes de la violence

–	73	–	73	–	–	–	–	73
---	----	---	----	---	---	---	---	----

Donateur : Japon

Contribution au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires

9	–	–	–	–	–	–	–	9
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Donateur : divers

Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

37 717	2 381	–	2 381	4 632	–	4 632	5	35 471
--------	-------	---	-------	-------	---	-------	---	--------

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds		Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total	– montant net	
Donateur : Belgique									
Renforcement de la gouvernance économique : la problématique hommes-femmes appliquée au budget de l'État	1	–	–	–	–	–	–	–	1
Donateur : CE									
Initiative en faveur de budgets locaux prenant en considération la problématique hommes-femmes	2	–	–	–	–	–	–	–	2
Donateur : UE									
De la Conférence de Beijing +10 à l'examen de la Déclaration du Millénaire	1	–	–	–	–	–	–	–	1
Donateur : Suède									
Appui au renforcement des capacités pour les activités en faveur de la paix menées par les femmes au Burundi	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Belgique									
L'action des femmes africaines en faveur du règlement des conflits et de la paix (phase II) : donner une plus grande place aux femmes dans les mécanismes de consolidation de la paix et de médiation au Burundi	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Pays-Bas									
L'action des femmes africaines en faveur du règlement des conflits et de la paix (phase II) : donner une plus grande place aux femmes dans les mécanismes de consolidation de la paix et de médiation en Afrique de l'Est et en Afrique centrale	–	–	–	–	(2)	–	(2)	–	2
Donateur : Danemark									
Système de crédit pour les activités productives des femmes en République-Unie de Tanzanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : Suède									
Appel global interinstitutions des Nations Unies en faveur des personnes touchées par la crise au Rwanda	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds		Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total	– montant net	
Donateur : Suède									
Soutien aux appels interinstitutions des Nations Unies pour la Somalie (2002) : amélioration de la protection des civils en Somalie	1	–	–	–	–	–	–	–	1
Donateur : Belgique									
Soutien au Ministère afghan de la condition de la femme	365	–	–	–	(4)	–	(4)	–	369
Donateur : CE									
Suite à donner à la Conférence de Beijing (phase II)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : CE									
Programme d'assistance à l'autonomisation des femmes au Liban : santé de la procréation et démarginalisation économique	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : CE									
Suite à donner à la Conférence de Beijing en Asie occidentale	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : FNUPI									
Campagne Internet « Dites non – Tous unis pour mettre fin à la violence contre les femmes »	118	–	–	–	17	–	17	–	101
Donateur : Suède									
Les femmes, l'environnement et le développement	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : CE									
Fonds fiduciaire de l'Union européenne au Sénégal	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Donateur : CE									
Renforcement des capacités et des responsabilités en matière d'égalité des sexes dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité	502	–	–	–	370	–	370	–	132
Donateur : CE									
Efficacité de l'aide : promotion de l'autonomisation des femmes et des filles dans les domaines de la santé procréative et sexuelle, de la violence contre les femmes et du VIH/sida	2	36	–	36	–	–	–	–	38

Nom du fonds d'affectation spéciale subsidiaire	Recettes			Dépenses			Sommes remboursées à des donateurs et virements ou prélèvements sur d'autres fonds		Soldes des fonds au 31 décembre 2011
	Soldes des fonds au 1 ^{er} janvier 2010	Contributions	Autres recettes	Total	Dépenses afférentes aux projets	Dépenses diverses	Total	– montant net	
Donateur : CE									
Promotion de l'autonomisation des femmes et des filles dans les pays en développement grâce à l'introduction de technologies médicales et à un débat sur l'utilisation du vaccin contre le virus du papillome humain dans la lutte contre le cancer du col de l'utérus	7	–	–	–	–	–	–	–	7
Donateur : CE									
Le rôle d'un budget axé sur la problématique hommes-femmes en ce qui concerne l'efficacité de l'aide au développement	1 423	–	(10)	(10)	256	–	256	–	1 157
Donateur : CE Égalité des sexes									
VIH/sida	408	–	–	–	250	–	250	–	158
Donateur : CE									
Soutien aux femmes du Zimbabwe	95	–	–	–	48	–	48	–	47
Donateur : Espagne et Norvège									
Fonds pour l'égalité des sexes	62 512	–	–	–	3 218	–	3 218	–	59 294
Donateur : Belgique									
Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix et le dialogue dans le nord de l'Iraq	5	–	–	–	–	–	–	–	5
Total partiel	103 168	2 490	(10)	2 480	8 785	–	8 785	5	96 868
Ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	–	–	–	–	–	–	(96 868)
		Tableau 7			Tableau 7				Tableau 7
Total des fonds d'affectation spéciale subsidiaires avant ajustements	114 610	17 370	85	17 455	24 072	–	24 072	(192)	107 801
Ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	–	–	–	–	–	–	(96 868)
Total des fonds d'affectation spéciale subsidiaires									10 933

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 7.2

Fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD

Budget d'appui biennal de la période de six mois terminée le 30 juin 2010

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant révisé des crédits ouverts – 1^{er} janvier-30 juin 2010</i>	<i>1^{er} janvier–30 juin 2010</i>			<i>Solde inutilisé au 30 juin 2010</i>	<i>Dépenses de 2008-2009</i>
		<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total		
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme						
Budget d'appui biennal	8 175	11 479	–	11 479	(3 304)	22 532
Dépenses au titre des services d'appui remboursables	1 775	3 615	935	4 550	(2 775)	7 844
Total	9 950	1 509 400 000	935	16 029	(6 079)	30 376
				Tableau 7	Tableau 7	

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement
Exercice biennal 2010-2011

Tableau 8

Placements au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009	
Ressources ordinaires (non compris la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service)			
Comptes courants rémunérés	20 838	60 426	
Dépôts à terme	169 003	343 768	
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	439 851	779 486	
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	4 021 458	3 365 202	
Autres placements	—	—	
Instruments du marché monétaire	264 228	543 582	
Comptes de dépôt à nivelage régulier	55 530	43 429	
Total	4 970 908	5 135 893	
Ressources ordinaires : réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service			
Comptes courants rémunérés	—	—	
Dépôts à terme	—	61 000	
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	—	—	
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	433 091	305 737	
Autres placements	—	—	
Instruments du marché monétaire	20 133	6 539	
Comptes de dépôt à nivelage régulier	—	—	
Total	453 224	373 276	
Total des ressources ordinaires	État II.1	5 424 132	5 509 169
Programme des Volontaires des Nations Unies			
Comptes courants rémunérés	—	—	—
Dépôts à terme	—	—	40 000
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	—	—	14 993
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	—	—	17 301
Autres placements	—	—	—

	2011	2009
Instruments du marché monétaire	–	12 963
Comptes de dépôt à nivelage régulier	–	–
Total	–	85 257
Fonds d'affectation spéciale		
Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)		
Comptes courants rémunérés	–	2
Dépôts à terme	–	147 300
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	–	114 966
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	–	20 272
Autres placements	–	–
Instruments du marché monétaire	–	33 155
Comptes de dépôt à nivelage régulier	–	–
Total	Tableau 5.1	315 695
Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal		
Comptes courants rémunérés	–	6
Dépôts à terme	–	25 000
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	–	49 991
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	–	–
Autres placements	–	–
Instruments du marché monétaire	–	6 380
Comptes de dépôt à nivelage régulier	–	–
Total	Tableau 5.1	81 377
Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'aide au peuple palestinien		
Comptes courants rémunérés	–	3
Dépôts à terme	–	–
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	–	–
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	–	2 863
Autres placements	–	–
Instruments du marché monétaire	–	181

	2011	2009
Comptes de dépôt à nivelage régulier	–	–
Total	Tableau 5.1	3 047
Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération économique et technique entre pays en développement		
Comptes courants rémunérés	–	164
Dépôts à terme	–	–
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	–	–
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	6 917	6 699
Autres placements	–	–
Instruments du marché monétaire	81	207
Comptes de dépôt à nivelage régulier	–	–
Total	6 998	7 070
Total des fonds d'affectation spéciale	6 998	407 189
	État II.2	
Fonds d'équipement des Nations Unies		
Comptes courants rémunérés	–	–
Dépôts à terme	–	–
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	–	50 000
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	40 513	–
Autres placements	–	–
Instruments du marché monétaire	34 649	17 951
Comptes de dépôt à nivelage régulier	–	–
Total	Tableau 7	67 951
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme		
Comptes courants rémunérés	–	–
Dépôts à terme	–	75 000
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	–	–
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	–	168 776
Autres placements	–	–
Instruments du marché monétaire	–	31 678

		2011	2009
Comptes de dépôt à nivelage régulier		–	–
Total	Tableau 7	–	275 454
Total des fonds		75 162	343 405
Vue d'ensemble : état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds			

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Énoncé de la mission

En tant qu'organisme des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'emploie à faire prévaloir les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il fonde son action sur l'idée que le développement, d'une part, la paix et la sécurité de l'humanité, de l'autre, sont deux objectifs indissociables et que les Nations Unies se doivent d'agir avec force au service de l'un comme de l'autre.

Le PNUD a pour mission d'aider les pays dans l'action qu'ils mènent pour parvenir à un développement humain durable et à se donner les moyens d'élaborer et d'exécuter des programmes de développement qui permettent avant tout d'éliminer la pauvreté, mais aussi de créer des emplois, d'instaurer des modes de subsistance viables, de donner de l'autonomie aux femmes et de protéger et régénérer l'environnement.

Le PNUD s'emploie également à ce que les organismes des Nations Unies mènent à l'unisson une action vigoureuse dans le domaine du développement humain durable et s'attache à renforcer la coopération internationale.

Pour favoriser les progrès dans ses domaines d'action prioritaires, le PNUD aide les États qui en font la demande à se doter de moyens accrus pour assurer une bonne gouvernance, faire participer la population à la vie publique, développer les secteurs public et privé et allier croissance et équité, en insistant sur le fait que les plans et priorités nationaux sont le seul cadre de référence valable pour la programmation, à l'échelon national, des activités opérationnelles de développement des organismes des Nations Unies.

Les représentants résidents du PNUD jouent généralement le rôle de coordonnateurs résidents des activités opérationnelles du système des Nations Unies, apportant leur soutien, à la demande des gouvernements, à la coordination de l'aide au développement et de l'action humanitaire. Ils aident aussi à orchestrer la mise en œuvre de tous les moyens intellectuels et techniques des organismes des Nations Unies en faveur du développement du pays.

Le PNUD s'efforce d'être un partenaire de développement efficace pour les organismes des Nations Unies à vocation humanitaire, en s'employant à préserver les moyens de subsistance pendant que ces organismes cherchent à sauver des vies. Il aide les pays à se préparer à l'éventualité d'une situation d'urgence ou d'une catastrophe, à prendre des mesures préventives ou à agir lorsque cette éventualité s'est produite.

Le PNUD fait appel à des compétences qu'il puise dans le monde entier, notamment dans les pays en développement, les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations de la société civile et les instituts de recherche.

Le PNUD favorise la coopération Sud-Sud en s'employant activement à intensifier les échanges de données d'expérience entre pays en développement.

Dans les domaines sur lesquels il concentre son action, le PNUD encourage le transfert et l'adaptation des technologies et s'efforce d'ouvrir l'accès aux techniques les plus performantes.

Le PNUD reçoit des contributions volontaires de presque tous les pays du monde. Il fait en sorte de s'assurer des rentrées d'argent prévisibles pour financer ses programmes. Il distribue une aide financière répartie selon des critères fondés sur le principe de l'universalité, qui favorisent fortement les pays à faible revenu, particulièrement les moins avancés d'entre eux.

Le PNUD est neutre sur le plan politique et il exerce ses activités de coopération en toute impartialité. Il s'efforce d'œuvrer dans la transparence, en rendant compte comme il se doit à toutes les parties concernées.

Le PNUD est résolu à s'auto-évaluer et à se réformer en permanence. Il veut être toujours plus efficace et productif afin d'aider le système des Nations Unies à agir avec plus de force pour le bien des peuples et des pays du monde entier.

Le PNUD reste attaché à un modèle de coopération internationale pour le développement qui s'adapte à l'évolution des besoins à l'échelle de la planète, des régions et des pays.

Note 2

Récapitulation des principales conventions comptables

a) Durée de l'exercice

L'exercice financier du Programme est biennal. Le présent exercice porte sur la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2011. Les états financiers ont été établis conformément aux principales conventions comptables ci-après.

b) Cadre

Le PNUD rend compte de ses activités conformément aux éléments suivants :

a) Le Règlement financier arrêté par son Conseil d'administration et les règles de gestion financière établies par l'Administrateur dans le cadre du Règlement;

b) Les normes comptables du système des Nations Unies adoptées par le Comité administratif de coordination, qui reposent en grande partie sur les Normes comptables internationales promulguées par le Comité international de la normalisation de la comptabilité. Les différences qui peuvent exister par rapport aux Normes comptables internationales sont surtout dues au caractère essentiellement non commercial des activités de l'Organisation. Ces normes sont fondées sur les principes et postulats suivants :

i) Continuité des activités, permanence des méthodes et spécialisation des exercices sont les postulats comptables fondamentaux. Lorsqu'ils sont appliqués dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Dans le cas contraire, il faut le préciser en indiquant pourquoi;

ii) Prudence, primauté de la substance sur la forme et importance relative sont les principes qui déterminent le choix et l'application des conventions comptables;

iii) Les états financiers comprennent un exposé clair et concis de toutes les principales conventions comptables qui ont été appliquées;

iv) L'indication des principales conventions comptables fait partie intégrante des états financiers;

v) Les postes de nature inhabituelle ou les postes de l'exercice antérieur doivent être mentionnés s'ils ont une incidence significative sur les états financiers ou les tableaux;

vi) Si un changement de convention comptable a une incidence significative sur l'exercice considéré ou peut en avoir une sur des exercices ultérieurs, cette incidence doit être indiquée et quantifiée et les raisons du changement doivent être expliquées.

c) Recettes

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés en recettes de l'exercice auquel ils se rapportent. Toutes les autres recettes sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de caisse, à l'exception de celles qui se rapportent aux lettres de crédit des gouvernements, lesquelles sont irrévocables.

d) Dépenses

Toutes les dépenses du PNUD sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception de celles qui se rapportent aux prestations dues au personnel ou aux programmes exécutés par des gouvernements ou des organisations non gouvernementales, qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse. Toutefois, les dépenses relatives au programme de départ anticipé ou à l'assurance maladie après la cessation de service sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, bien qu'elles entrent dans la catégorie des prestations dues au personnel.

Lorsque le PNUD vire des sommes en espèces aux agents d'exécution, ces virements sont comptabilisés comme des avances et les dépenses afférentes aux programmes sont enregistrées à la date de la réception des rapports certifiés sur les dépenses (rapports sur l'exécution des projets et rapports financiers) établis par les agents d'exécution.

La méthode de la comptabilité d'exercice repose généralement sur les critères ci-après :

Experts et autres agents engagés au titre de projets	Dépenses relatives aux services contractuels fournis pendant l'exercice considéré à concurrence du montant inscrit au budget de l'exercice
Frais de voyage du personnel en mission	Dépenses relatives aux voyages effectués pendant l'exercice considéré et à ceux commencés avant la clôture de cet exercice qui débordent sur l'exercice suivant
Contrats de sous-traitance	Sommes à payer durant l'exercice considéré, selon le contrat ou l'échéancier
Bourses	Montant de la bourse pour la période comprise entre la date du début des études – ou celle du début de l'exercice, si elle est postérieure – et la date de la fin des études – ou celle de la clôture de l'exercice, si elle est antérieure

Formation en groupe	Montant total des dépenses relatives à toute formation organisée pendant l'exercice considéré, ou commencée pendant cet exercice et devant se terminer dans le courant de l'exercice suivant
Matériel	Montant total du marché ou de la commande ferme passés au fournisseur avant la fin de l'exercice considéré, à concurrence du montant inscrit au budget de cet exercice
Dépenses diverses	Dépenses relatives aux activités de l'exercice biennal considéré (dépenses de représentation, par exemple), aux marchandises livrées ou aux services fournis, ou aux commandes fermes passées pour livraison avant la fin de l'exercice

D'après le Règlement financier et les règles de gestion financières du PNUD, on entend ce qui suit par « exécution » :

a) S'agissant des activités de programme du PNUD non régies par les modalités opérationnelles harmonisées mises en place comme suite à la résolution 56/201 de l'Assemblée générale, gestion d'ensemble de certaines activités de programme du PNUD et acceptation de l'obligation de rendre compte à l'Administrateur de la bonne utilisation des ressources du PNUD;

b) S'agissant des activités de programme du PNUD régies par les modalités opérationnelles harmonisées mises en place comme suite à la résolution 56/201 de l'Assemblée générale, contrôle d'ensemble et prise en charge de certaines activités de programme du PNUD et acceptation de l'obligation de rendre compte des résultats obtenus.

D'après le Règlement financier et les règles de gestion financières du PNUD, on entend ce qui suit par « réalisation » :

c) S'agissant des activités de programme du PNUD non régies par les modalités opérationnelles harmonisées mises en place comme suite à la résolution 56/201 de l'Assemblée générale, achat et fourniture d'apports au titre d'activités de programme du PNUD et leur transformation en produits;

d) S'agissant des activités de programme du PNUD régies par les modalités opérationnelles harmonisées mises en place comme suite à la résolution 56/201 de l'Assemblée générale, gestion et exécution d'activités de programme visant des résultats précis, notamment l'achat et la fourniture d'apports au titre d'activités de programme du PNUD et leur transformation en produits, comme stipulé dans un document signé par le PNUD et le partenaire de réalisation.

Les chiffres figurant dans les états financiers ont été calculés d'après les données relatives aux dépenses fournies par les agents d'exécution. Dans la mesure du possible, ces données ont été tirées des états financiers vérifiés de ces agents ou, lorsque ces états n'étaient pas disponibles à la date de clôture des comptes du PNUD, des états présentés par les agents pour vérification ou de leurs états non vérifiés.

Lorsque le PNUD fournit des services d'appui à un agent d'exécution, les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les dépenses relatives aux projets faisant l'objet d'une exécution nationale – pour lesquels le PNUD n'apporte aucun appui – sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Une certaine marge de manœuvre est autorisée en ce qui concerne les dépenses des agents d'exécution. Pour un exercice donné, ces dépenses peuvent dépasser le montant du budget approuvé pour un projet à concurrence de 4 %, à condition que les dépenses totales engagées par l'agent d'exécution pour l'exercice en question ne dépassent pas 2 % du montant total des crédits qui lui sont alloués.

Dans le cadre de son initiative pour le développement humain, le PNUD soutient, au Myanmar, un projet destiné à assurer des moyens de subsistance durables aux pauvres grâce au microfinancement. Ainsi, il verse sur un fonds autorenouvelable des aides modestes qui sont passées en charges dans les documents comptables du PNUD. Ces sommes sont prêtées à titre individuel à des membres de groupes locaux pour qu'ils mettent en œuvre leurs projets. Ils les remboursent ensuite, avec intérêts, au fonds autorenouvelable. Les sommes remboursées sont alors prêtées à d'autres membres du groupe, qui fait en sorte que les dépenses d'administration du fonds autorenouvelable soient financées. Grâce à ce dispositif, les fonds continuent de circuler parmi les membres du groupe, dans l'intérêt de leur projet. Au 31 décembre 2011, le fonds autorenouvelable détenait un montant net de 51 millions de dollars – 68 millions de dollars d'actif et 17 millions de dollars de passif.

e) Budget d'appui biennal

Le budget d'appui biennal est constitué des éléments suivants :

- i) Activités de gestion : activités visant essentiellement à faire valoir l'identité du personnel d'une organisation, à l'encadrer et à assurer son bien-être, et dépenses associées à ces activités. Elles comprennent : la direction, la représentation, les relations extérieures et les partenariats, la communication institutionnelle, les activités juridiques, le contrôle, l'audit, l'évaluation institutionnelle, l'informatique, la finance, l'administration, la sécurité et les ressources humaines;
- ii) Activités visant à améliorer l'efficacité de l'aide au développement : dépenses relatives aux activités de nature consultative, technique et exécutive nécessaires pour réaliser les objectifs des programmes et des projets relevant des domaines d'action prioritaires des organisations. Ces activités sont essentielles pour obtenir les résultats escomptés en matière de développement. Dans les descriptifs de programme de pays ou de programmes régionaux ou mondiaux, elles ne font pas l'objet de composantes de programme ou de projets particuliers;
- iii) Coordination des activités de développement des organismes des Nations Unies : coordination des activités de développement menées par les organismes des Nations Unies et dépenses engagées à cette fin;
- iv) Activités menées à des fins particulières : opérations d'autres organismes administrées par le PNUD, notamment le Programme des Volontaires des Nations Unies et le Fonds d'équipement des Nations Unies : activités

transversales qui ne relèvent pas de la gestion de l'organisation et dépenses associées à ces activités.

Les dépenses financées au moyen du budget d'appui biennal sont comptabilisées conformément aux principes énoncés ci-dessus sous le titre « Dépenses ».

f) Change

Contributions dans des montants autres que le dollar des États-Unis

Les contributions volontaires reçues des gouvernements sont converties en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date du versement. Tous les gains ou pertes de change imputables aux écarts entre ce taux et le taux du marché sont comptabilisés dans les recettes et dépenses diverses.

Opérations dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis

Aux fins de la comptabilisation des opérations et de la tenue des autres documents comptables, les autres monnaies sont converties en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. Les éléments d'actif et de passif libellés dans d'autres monnaies sont convertis en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'état.

Risque de change

Le PNUD a recours aux couvertures naturelles et à des instruments financiers dérivés, au premier rang desquels figurent les contrats d'option et les contrats à terme, pour couvrir les risques de change sur les contributions volontaires. Son objectif, en utilisant ces instruments, est de protéger l'équivalent en dollars des États-Unis des contributions volontaires annoncées au taux de change utilisé pour établir le budget qui est fixé au début de chaque année, en tenant compte du fait qu'il est assez difficile de prévoir le montant des rentrées de fonds effectives et le moment de leur réception.

Lorsque le montant annoncé protégé lui parvient avant l'échéance de l'instrument financier dérivé, l'administration peut dénouer sa position sur le contrat dérivé avant l'échéance, au cas par cas, selon le jugement qu'elle porte sur la situation économique.

g) Dépenses d'équipement

Les dépenses d'achats ou de construction de locaux ainsi que les dépenses importantes de rénovation sont comptabilisées dans les immobilisations. Il s'agit essentiellement des locaux financés par la réserve constituée au titre des bureaux et logements hors siège et des locaux achetés pour les bureaux du PNUD en Argentine et au Venezuela (voir notes 12 et 13).

Le coût du matériel durable est imputé en totalité soit aux ressources ordinaires du PNUD dans le budget d'appui biennal, soit au budget du projet concerné pour l'exercice au cours duquel ce matériel est acheté.

Tout le matériel durable (c'est-à-dire celui dont la valeur unitaire est égale ou supérieure à 1 000 dollars) acheté pour les services administratifs est inventorié. Ce matériel est évalué au coût effectif lorsque c'est possible. À défaut, on utilise une

estimation établie d'après le coût moyen ou le coût de remplacement. La valeur de l'inventaire au 31 décembre 2011 est indiquée dans la note 3 b).

Le PNUD tient également un inventaire des articles achetés au moyen des ressources allouées aux programmes (y compris les projets qui font l'objet d'une exécution nationale et les projets exécutés directement), mais la valeur de ces articles n'est pas prise en compte dans le calcul de la valeur indiquée dans la note 3 b) étant donné que ces articles sont généralement remis au pays bénéficiaire une fois le projet achevé.

h) Réserve opérationnelle

À sa session annuelle de 1999, le Conseil d'administration a approuvé une modification de la base de calcul de la réserve opérationnelle du PNUD pour les ressources ordinaires, qui correspond désormais à la somme des éléments suivants :

- a) Recettes : l'équivalent de 10 % du montant annuel moyen des contributions volontaires reçues pendant les trois années les plus récentes, arrondi au million de dollars le plus proche;
- b) Dépenses : l'équivalent de 2 % du montant annuel moyen des dépenses totales engagées durant les trois années les plus récentes, arrondi au million de dollars le plus proche;
- c) Obligations et risques structurels : l'équivalent de 10 % de la somme des éléments recettes et dépenses, arrondi au million de dollars le plus proche;
- d) Trésorerie : l'équivalent des besoins de trésorerie pour un mois, soit un douzième des dépenses totales de l'année la plus récente, arrondi au million de dollars le plus proche.

En outre, le Conseil d'administration a approuvé la création d'une réserve opérationnelle pour le compte extrabudgétaire du PNUD qui contient les autres ressources. Le montant de cette réserve est calculé de la même façon que celui de la réserve du budget ordinaire.

i) Présentation

Par sa décision 97/6, le Conseil d'administration a approuvé l'harmonisation du mode de présentation des budgets du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Fonds des Nations Unies pour la population.

Les principales caractéristiques de cette harmonisation concernent les activités suivantes :

- a) Activités financées au moyen des ressources ordinaires : activités financées au moyen des contributions volontaires, des dons d'origine non gouvernementale, des intérêts créditeurs et des recettes diverses;
- b) Activités imputées sur les autres ressources : activités financées au moyen de ressources autres que les ressources ordinaires, c'est-à-dire de ressources reçues pour financer des programmes précis (participation aux coûts, contributions de contrepartie en espèces des gouvernements, fonds d'affectation spéciale constitués par l'Administrateur et activités relevant de contrats de services de gestion);

c) Pour les besoins de la présentation comptable, les activités financées au moyen des autres ressources comprennent aussi les services d'appui remboursables et d'autres activités spéciales et diverses – programme des administrateurs auxiliaires, réserve au titre des bureaux et logements hors siège et programme des Volontaires des Nations Unies, notamment;

d) Fonds administrés par le PNUD : activités des fonds constitués par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD.

La nature de certaines dépenses a été redéfinie, comme cela est expliqué ci-dessus.

D'autres reclassements et changements de présentation ont été opérés pour mieux rendre compte de la nature des opérations ou mieux respecter les normes comptables. Ces changements concernent essentiellement les éléments suivants :

a) Activités financées au moyen de la participation aux coûts : les intérêts et les dépenses d'appui relevant des activités financées au moyen des ressources ordinaires dans le cadre de la participation aux coûts apparaissent dans l'état des recettes et des dépenses. Auparavant, ils étaient directement comptabilisés comme des montants virés aux recettes extrabudgétaires du PNUD;

b) Services d'appui remboursables des fonds et fonds d'affectation spéciale : précédemment qualifiés d'« activités extrabudgétaires », ces services figurent désormais dans l'état des recettes des fonds et des fonds d'affectation spéciale, et leur solde de clôture figure dans le solde des ressources inutilisées. Auparavant, le solde net de ces activités apparaissait entre la section du passif et celle du solde des ressources inutilisées;

c) Contrats de services de gestion des fonds et fonds d'affectation spéciale : ceux-ci sont désormais présentés dans l'état des recettes des fonds et fonds d'affectation spéciale, et le solde de clôture figure dans le solde des ressources inutilisées. Auparavant, le solde net de ces activités apparaissait entre la section du passif et celle du solde des ressources inutilisées;

d) Formules de financement intégral et activités relatives aux coentreprises des Nations Unies dans le cadre du programme des Volontaires des Nations Unies : ces activités apparaissent dans l'état des recettes, et les soldes de clôture, dans le solde des ressources inutilisées. Auparavant, leur solde net figurait au bilan. Celui des dispositifs de financement intégral faisait partie des débiteurs divers et autres charges constatées d'avance, alors que le solde net des activités relatives aux coentreprises des Nations Unies apparaissait parmi les autres éléments de passif.

Pour permettre une comparaison entre les dépenses effectives et les dépenses prévues, conformément à la décision du Conseil d'administration 2009/22, le tableau 3.1 reprend le nouveau classement des activités du PNUD et des dépenses qui y sont associées. Il s'agit d'une information facultative d'après les normes comptables du système des Nations Unies.

j) États financiers non consolidés

Les résultats des opérations comptabilisés dans les états I à IV sont ventilés entre les trois grandes rubriques présentées ci-dessus dans la note 2 i) a), b) et d).

Les totaux de chacune de ces grandes rubriques ne sont donnés qu'à titre indicatif. Ces totaux, tels qu'ils figurent au bilan, ont été calculés en éliminant les

soldes interactivités ou interfonds de chaque rubrique. Les autres opérations interfonds n'ont pas été éliminées. Les totaux ne prétendent donc pas être des montants consolidés, car pour qu'il le soient, il aurait fallu éliminer toutes les opérations et tous les soldes interfonds de chacune des grandes rubriques.

k) Établissement du montant de certains postes du bilan

Du fait de la nature des activités, certaines opérations relevant de la participation aux coûts et des contributions de contrepartie en espèces des gouvernements, notamment, sont mélangées dans la comptabilité des ressources ordinaires (placements, charges comptabilisées d'avance, débiteurs, créditeurs, etc.). Chaque fois que cela a été possible, les soldes de ces comptes au 31 décembre 2011 et ceux qui servent de référence ont été ventilés, généralement en fonction de la meilleure information disponible. Les comptes non ventilés apparaissent dans le solde des comptes interfonds.

l) Placements

Valeur comptable des placements

La valeur comptable enregistrée des placements est celle de leur coût. Conformément aux normes comptables du système des Nations Unies, la valeur marchande des placements en obligations et bons est indiquée dans la note 8 pour les ressources ordinaires et la réserve au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, et dans les notes relatives aux fonds d'affectation spéciale et autres fonds, le cas échéant, si elle est différente de la valeur comptable.

Titres négociables

Le PNUD achète des titres négociables dans l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance. Toutefois, il peut arriver que l'administration en vende en cas de besoin de liquidités ou de risque de crédit inattendu, ou encore si cela répond aux exigences de la gestion des placements de l'organisation.

Risque de crédit

Les titres négociables qui peuvent entraîner une concentration des risques de crédit pour l'organisation sont essentiellement les obligations et les certificats de dépôts. Les placements sont effectués dans des instruments financiers de qualité provenant d'émetteurs dont la solvabilité a été établie par des agences de notation indépendantes réputées. La solvabilité de ces émetteurs est vérifiée de façon régulière.

Risque d'illiquidité

Outre qu'il n'investit que dans des instruments financiers de qualité provenant d'émetteurs dont la solvabilité a été établie par des agences de notation indépendantes réputées, le PNUD réduit le risque d'illiquidité en limitant le volume des titres d'une même émission ou d'un même émetteur.

m) Fonds détenus en fiducie

Le PNUD fournit des services d'administration à des fonds d'affectation spéciale multidonateurs et à des programmes communs qu'il est chargé d'administrer. À ce titre, il encaisse les contributions versées par les donateurs et

décasse des fonds aux organismes des Nations Unies qui participent aux activités, et communique des renseignements synthétisés aux donateurs.

n) Provisions

Les actifs subissent une dépréciation si des éléments objectifs indiquent l'existence d'une ou de plusieurs pertes qui se sont produites après la comptabilisation initiale des montants considérés et qui empêcheront le PNUD d'entrer en possession de tous les montants qui lui sont dus. La valeur comptable des actifs est réduite pour être ramenée au montant que l'on juge recouvrable.

Note 3

Information concernant les postes hors bilan

a) Contributions en nature

Dans le cadre des accords passés par le PNUD avec eux, les gouvernements des pays bénéficiaires sont tenus de lui apporter des contributions en nature, principalement sous forme de locaux ou de services collectifs mis gratuitement à sa disposition. La valeur des contributions en nature reçues pendant l'exercice 2010-2011 est estimée à 22,7 millions de dollars, contre 21,3 millions en 2008-2009. Cette estimation est fondée sur la valeur marchande, lorsqu'elle est connue, ou sur les meilleures estimations du gouvernement concerné ou des bureaux de pays du PNUD. Elle fait apparaître une baisse de 1,4 million de dollars par rapport à l'exercice biennal précédent.

b) Matériel durable

Conformément à la convention comptable susmentionnée, le matériel durable détenu par le siège et les bureaux de pays du PNUD était évalué à 84,2 millions de dollars au 31 décembre 2011, contre 88,9 millions de dollars en 2009. Les biens passés en immobilisations ne sont ni amortis ni dépréciés. Le montant total ne comprend pas la valeur des articles achetés au moyen des ressources allouées aux programmes.

Note 4

Recettes destinées au budget d'appui biennal : ressources ordinaires

À sa trente et unième session, en 1984, le Conseil d'administration avait autorisé la création d'une passerelle comptable, pays par pays, entre les contributions volontaires et les contributions au financement des dépenses des bureaux extérieurs, de sorte que les premières servent d'abord à combler le déficit éventuel des secondes. Le montant total de 5,2 millions de dollars (contre 4,5 millions de dollars en 2009) qui a été prélevé à ce titre sur les contributions volontaires, est compris dans le montant viré au budget d'appui biennal, comme l'indique le tableau suivant (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Virement de contributions – contributions des gouvernements pour les bureaux extérieurs (passerelle comptable)	5 195	4 500
Remboursement de charges fiscales	13 525	13 708
Total	18 720	18 208

Les recettes du budget d'appui biennal indiquées au tableau 3 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Contributions reçues des gouvernements pour les bureaux extérieurs	42 799	46 636
Virement de contributions – contributions des gouvernements pour les bureaux extérieurs	5 195	4 500
Remboursement de charges fiscales	13 525	13 708
Contributions totales des gouvernements hôtes	61 519	64 844
Recettes des Volontaires des Nations Unies	5 000	5 000
Recettes diverses	1 394	303
Total	67 913	70 147

Note 5

Intérêts créditeurs

Les soldes inutilisés sont placés et les intérêts générés par ces placements sont distribués une fois par an. La répartition des intérêts créditeurs pour l'exercice biennal considéré est la suivante (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	31 828	35 101
Participation aux coûts	110 043	136 019
Fonds d'affectation spéciale	30 926	56 395
Contrats de services de gestion	6 199	20 967
Services d'appui remboursables et activités spéciales	17 365	24 270
Divers	2 408	3 764
Total	198 769	276 516

Note 6

Recettes diverses : autres ressources

Comme indiqué dans l'état I.2, des recettes diverses d'un montant de 1 042 millions de dollars ont été comptabilisées à la rubrique des services d'appui remboursables et des activités diverses (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Commissions (services généraux de gestion)	456 910	383 424
Remboursements et recettes provenant des services d'appui	80 118	70 858
Budget du Bureau des services de sécurité hors siège financé par l'intermédiaire du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité	171 900	141 999
Commissions pour des services d'appui fournis	27 302	45 435
Services d'appui à l'exécution	28 423	32 127
VNU – Commissions (services généraux de gestion) et autres recettes	29 188	25 015
Contributions d'organismes aux services communs	192 116	152 575
Frais de gestion liés aux achats	7 107	3 946
Recettes provenant de projets	156	350
Services de gestion des états de paie	7 685	4 176
Remboursement de services de gestion	1 318	2 554
Autres recettes accessoires	40 359	16 881
Réserve au titre des bureaux et logements hors siège – loyers et autres recettes	(125)	2 461
Total	1 042 457	881 801

Note 7**Encaisse : ressources ordinaires**

Les montants figurant dans l'état II.1 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Encaisse des comptes en banque	89 153	51 192
À déduire : Provision pour dépréciation des avoirs non utilisés en monnaies non convertibles	(25 618)	(25 263)
Total	63 535	25 929

L'encaisse des bureaux de pays tient compte des chèques non encaissés, qui représentent un montant de 80,5 millions de dollars au 31 décembre 2011. Un réapprovisionnement automatique est fait à partir des comptes courants et des comptes de placement du siège lorsque ces chèques sont encaissés.

La provision indiquée ci-dessus a été constituée pour tenir compte de la surévaluation du peso cubain par rapport aux taux de change de l'ONU.

Note 8
Encaisse et placements

a) Placements (tableau 8)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Placements, par portefeuille

	2011	2009
Ressources ordinaires : combinées (sauf assurance maladie après la cessation de service)	4 970 908	5 135 893
Ressources ordinaires : assurance maladie après la cessation de service	453 224	373 276
Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération économique et technique entre pays en développement	6 998	7 070
Autres ressources (sauf Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero)	–	485 376
Total	5 431 130	6 001 615

Placements, par type

	2011	2009
Comptes courants rémunérés	20 839	60 601
Dépôts à terme	169 003	617 068
Certificats de dépôt, effets de commerce et documents bancaires	439 851	959 436
Obligations et bons (remboursables par anticipation)	4 461 465	3 718 074
Instruments du marché monétaire	284 442	603,007
Comptes de dépôt à nivelage automatique des soldes	55 530	43 429
Total	5 431 130	6 001 615

b) Placements en obligations et bons

La valeur comptable des placements en obligations et en bons, soit 4 021 millions de dollars pour les ressources ordinaires et 433 millions de dollars pour la réserve constituée au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, est indiquée dans le tableau 8 des états financiers. La valeur de ces placements a augmenté de 656 millions de dollars pour les ressources ordinaires et de 127 millions de dollars pour la réserve constituée au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, comme indiqué ci-après (en milliers de dollars des États-Unis) :

Valeur initiale (1 ^{er} janvier 2010)	Achats	Échéances	Amortissement	Plus-value ou moins-value réalisée (montant net)	Ajustements	Valeur comptable (31 décembre 2011)	Valeur marchande	Valeur nominale
3 365 203	5 235 043	(4 635 084)	(80 712)	(3 001)	140 009	4 021 458	4 054 615	3 977 940
305 737	292 601	(159 300)	(5 948)	–	–	433 090	439 187	428 818

Le montant de l'ajustement représente les placements du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, du Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le Programme d'assistance au peuple palestinien et du Programme des Volontaires des Nations Unies qui ont été transférés aux ressources combinées du PNUD au cours de l'exercice biennal. En raison de ce regroupement, qui était destiné à améliorer le rendement des placements, les placements de ces fonds ne sont plus présentés séparément dans les tableaux 6.6 et 8 des états financiers, comme lors des exercices précédents. Toutefois, il est possible de déterminer théoriquement la part des placements et de leurs intérêts pour chacun de ces fonds; elle est comptabilisée comme un montant à recevoir du PNUD dans les tableaux 5.1 et 6.5.

c) Encaisse et placements des fonds détenus en fiducie par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	61 427	92 430

En décembre 2006, le Gouvernement espagnol a décidé d'affecter 528 millions d'euros (695 millions de dollars des États-Unis) au Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui devait être géré par le PNUD.

Ce fonds est destiné à financer les activités menées dans les sept domaines prioritaires définis dans le Plan-cadre pour la coopération internationale (2005-2008) établi par l'Espagne, dans le respect des principes énoncés dans le document-cadre du Fonds.

Le PNUD ayant reçu les contributions avant la fin de l'exercice biennal qui a pris fin le 31 décembre 2011, leurs montants sont comptabilisés dans la rubrique Encaisse et placements des fonds détenus en fiducie.

d) Encaisse et placements des fonds détenus en fiducie par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires

Encaisse et placements des fonds détenus en fiducie gérés par le PNUD

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Fonds pour la consolidation de la paix	116 792	206 215
Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement	59 036	145 035
Fonds d'affectation spéciale pour l'initiative équatorienne Yasuni-ITT	2 581	—
Compte de regroupement de tous les autres fonds et programmes communs administrés par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires	415 213	881 124
Fonds humanitaire commun		

	2011	2009
Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit ou en transition, dont :		
Fonds pour la reconstruction d'Haïti du Groupe des Nations Unies pour le développement		
Fonds pour le relèvement du Sud-Soudan		
Autres fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit ou en transition		
Fonds de développement		
Guichet de financement élargi		
Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement		
Fonds du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement		
Autres fonds de développement		
Programmes communs		
Total	593 622	1 232 374

Le premier fonds d'affectation spéciale multidonateurs, le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement, est devenu opérationnel en février 2004. Depuis, le nombre et la diversité de ces fonds ont beaucoup augmenté. Fin 2011, le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (fraîchement rebaptisé) du PNUD administrait 48 fonds d'affectation spéciale multidonateurs et 31 programmes communs autonomes couvrant un large éventail d'activités dans les domaines de l'action humanitaire et des situations de sortie de conflit, de transition et de développement. Certains fonds ont une portée mondiale et les contributions qui y sont versées servent à financer des activités dans plusieurs pays; la plupart opèrent cependant dans un seul pays. On trouvera le détail des fonds ci-après. Les contributions que les donateurs avaient versées au PNUD au titre de tel ou tel fonds et qui, fin 2011, n'avaient pas encore été virées aux organismes des Nations Unies participant aux activités, sont comptabilisées dans quatre comptes bancaires distincts libellés en dollars des États-Unis et inscrites dans la rubrique Encaisse et placements des fonds détenus en fiducie par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires.

Ces comptes bancaires ont été ouverts pour que les sommes reçues au titre des fonds d'affectation spéciale multidonateurs administrés par le PNUD y soient comptabilisées et qu'elles soient séparées des ressources relevant directement du Programme. Ces contributions sont enregistrées dans le grand livre correspondant à l'unité comptable associée aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Créée le 1^{er} avril 2009, cette unité comptable ne doit pas être confondue avec celle du PNUD. Elle permet de comptabiliser, de suivre et d'auditer séparément toutes les contributions versées aux fonds multidonateurs et toutes les opérations y afférentes.

Fonds humanitaire commun

Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires administre quatre fonds humanitaires communs qui servent à financer l'action humanitaire que mènent conjointement les organismes des Nations Unies en République centrafricaine, en

République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan. Ce sont les coordonnateurs de l'action humanitaire de ces pays qui sont responsables de l'utilisation qui est faite des fonds; ils disposent ainsi d'une plus grande latitude pour les affecter aux besoins humanitaires les plus pressants, inciter les donateurs à verser rapidement des contributions et réagir rapidement lorsqu'une situation imprévue se produit.

Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit ou en transition

À l'échelon mondial, le fonds d'affectation spéciale multidonateurs le plus important est le Fonds pour la consolidation de la paix, qui a été créé par le Secrétaire général en 2006 en réponse à une demande de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Ce fonds finance des activités de consolidation de la paix qui contribuent directement à la stabilisation de la situation et au renforcement des capacités des pouvoirs publics, des institutions nationales et locales et des autorités de transition et autres autorités compétentes.

Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires administre également des fonds qui permettent de venir en aide à 10 pays ou régions sortant d'un conflit, en transition ou en reconstruction. Le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement est le plus ancien et le plus important de ces fonds; il a été créé en 2004 dans le cadre des activités d'assistance des Nations Unies à la reconstruction et au développement de l'Iraq. Depuis, d'autres fonds ont été créés pour financer des activités de consolidation de la paix, de rétablissement de la stabilité et de relèvement, notamment le Fonds pour le relèvement du Sud-Soudan, le Fonds pour la reconstruction d'Haïti du Groupe des Nations Unies pour le développement et, en 2011, le Fonds d'affectation spéciale pour le relèvement de la Libye.

Fonds de développement

L'ONU a créé un certain nombre de fonds d'affectation spéciale multidonateurs de dimension mondiale, qui apportent un financement à plusieurs pays. Parmi les fonds ayant un mandat mondial figurent le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le Fonds du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement. Le guichet de financement élargi de l'initiative « Unis dans l'action » destiné à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement a été créé en 2009; il s'agit d'un mécanisme de financement multidonateurs qui soutient des programmes nationaux dirigés par les pays en vue d'aider les équipes de pays des Nations Unies à agir à l'unisson. Le PNUD administre ce guichet qui sert exclusivement à alimenter les fonds relevant de l'initiative « Unis dans l'action ».

À la fin de 2011, 21 équipes de pays des Nations Unies avaient reçu des fonds afin de financer l'action entreprise dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » : 8 se trouvaient dans des pays pilotes et 13 dans des pays qui avaient choisi de participer à l'initiative. Le cadre budgétaire commun permet d'établir les besoins de financement, de recenser les ressources que les pays peuvent apporter à l'initiative et d'évaluer le déficit de fonds. Les ressources versées au guichet de financement de l'initiative « Unis dans l'action » servent à combler en partie ce déficit, compte tenu des décisions prises par le comité de pilotage.

Fonds d'affectation spéciale multidonateurs national

Le PNUD a diversifié ses services d'administration de fonds et contribue désormais au plan stratégique de lutte contre le changement climatique de l'ONU en administrant des fonds pour le compte des autorités nationales. Le premier fonds d'affectation spéciale multidonateurs, celui de l'initiative Yasuni-ITT, recueille les contributions que la communauté internationale verse pour aider l'Équateur à appliquer sa décision de renoncer définitivement à exploiter les gisements pétroliers situés dans une des réserves qui présentent la plus grande diversité biologique au monde. Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires reverse directement les contributions reçues aux partenaires nationaux suivant la procédure en vigueur.

Programmes communs

Le PNUD a également été chargé d'administrer 31 programmes communs.

e) Encaisse et placements des fonds détenus en fiducie : régime d'assurance maladie du personnel recruté localement

Le PNUD a placé 52,7 millions de dollars (contre 45,1 millions de dollars en 2009) au titre du régime d'assurance maladie du personnel recruté localement. Il s'agit d'un régime d'assurance pour les soins médicaux et dentaires que l'ONU, le PNUD, le HCR et l'UNICEF proposent, dans certains lieux d'affectation, aux agents des services généraux recrutés sur le plan local et aux administrateurs recrutés sur le plan national, actifs ou retraités, et aux membres de leur famille qui y ont droit.

Note 9

Lettres de crédit des gouvernements

Les lettres de crédit des gouvernements indiquées dans l'état II.2 ont été établies à l'ordre du PNUD au titre de la participation au coût, des fonds d'affectation spéciale et des services d'appui remboursables relatifs aux activités suivantes (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011
Programme de développement bicommunautaire (Chypre)	14 191
Renforcement des dispositifs juridiques et électoraux (Afghanistan n° 71801)	6 581
Renforcement des dispositifs juridiques et électoraux (Afghanistan n° 50324)	4 834
Stabilisation et sécurité au Sud-Kivu (République démocratique du Congo)	3 999
Remise en état des infrastructures (Pakistan)	3 999
Revitalisation de l'Abkhazie (Géorgie)	2 962
Renforcement de la société civile par le microfinancement (Myanmar)	2 171
Création d'entreprises locales (République du Bélarus)	1 946
Gouvernance locale et décentralisation (Somalie)	1 861
Programme de renforcement des capacités des médecins – Volontaires des Nations Unies (Lesotho)	1 196
Intégration de la chaîne d'approvisionnement pour une croissance favorable aux pauvres (Soudan)	1 000
Planes integrales de seguridad (Honduras)	979

	2011
Renforcement des moyens de l'État (Soudan du Sud)	847
Programme national de développement de proximité en Afghanistan – renforcement des capacités (phase II)	683
Commission électorale nationale (Libéria)	656
Projet en faveur de l'emploi des jeunes en zone rurale (Jamaïque)	505
Bureau du Coordonnateur résident : appui à la coordination (Soudan)	400
Programme national de gestion des risques de catastrophe (Haïti)	357
Élaboration de la Constitution (Zimbabwe)	341
Programme de renforcement des institutions démocratiques (Éthiopie)	275
Projet interorganisations des Nations Unies sur la traite des êtres humains (phase III) (Thaïlande)	258
Appel à l'action lancé par les entreprises (plusieurs partenaires)	200
Renforcement des capacités électorales (Haïti)	199
Système électoral et élections (phase II) (Turkménistan)	175
Élections législatives 2012 (Congo)	135
Appui au cycle électoral (Zambie)	130
Projet d'appui aux élections législatives (Guinée)	113
Efficacité de l'aide dispensée par USAID	91
Développement du système national de gestion des risques (Haïti)	77
Réinstallation et réintégration des réfugiés (Rwanda)	25
Portail de développement parlementaire : AGORA (plusieurs partenaires)	23
Appui aux élections (Kenya)	8
Divers	(450)
Total partiel	50 767
Appui à la sécurité (Soudan)	1 154
Appui à la sécurité (Éthiopie)	485
Appui à la sécurité (Libéria)	300
Total partiel	1 939
Total	52 706

Note 10

Provisions

Les actifs sont inscrits au bilan après déduction des provisions pour dépréciation. Les soldes ont été examinés au moment de l'établissement du bilan pour déterminer si la dépréciation était fondée. À la fin de 2011, le montant des provisions s'élevait à 7,5 millions de dollars, dont 1,76 million qui avait été reporté d'exercices antérieurs. Au cours de l'exercice, un montant de 23,2 millions de dollars a été utilisé pour comptabiliser en pertes les soldes irrécouvrables de 2011.

Note 11**Débiteurs, créditeurs et passif****a) Débiteurs divers et autres charges comptabilisées d'avance**

En ce qui concerne les ressources ordinaires et les autres ressources, les montants qui figurent dans les états II.1 et II.2 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Débiteurs	29 170	48 014
Charges accessoires comptabilisées d'avance	1 164	5 170
Total	30 334	53 184
Le montant total indiqué se décompose comme suit :		
Ressources ordinaires (état II.1)	9 040	29 017
Participation aux coûts (état II.2)	20 755	21 414
Autres ressources : diverses	539	2 753
Total	30 334	53 184

Pour les besoins de la présentation, les catégories de comptes débiteurs et de charges comptabilisées d'avance ont été modifiées dans les présentes notes par rapport à celles de l'exercice biennal 2008-2009. Les montants de 2009 indiqués pour référence ont été révisés en conséquence.

b) Créditeurs

En ce qui concerne les ressources ordinaires et les autres ressources, les montants qui figurent dans les états II.1 et II.2 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Créditeurs	132 318	128 823
Dettes différées	137 312	122 475
Encaissements dont la destination reste à préciser	40 648	11 161
Total	310 278	262 459
Le montant total indiqué se décompose comme suit :		
Ressources ordinaires (état II.1)	106 396	127 217
Participation aux coûts (état II.2)	123 425	112 923
Autres ressources : diverses	80 457	22 319
Total	310 278	262 459

Le montant de 132,3 millions de dollars des comptes créditeurs inclut les fonds détenus au nom de donateurs, d'un montant de 30,2 millions de dollars, qui sont constitués des intérêts sur les soldes des ressources et des remboursements et

virements en attente. Ces fonds seront remboursés aux donateurs, ou, en accord avec ces derniers, alloués au financement de projets du PNUD.

Pour les besoins de la présentation, les catégories de comptes créditeurs et de dettes différées ont été modifiées dans les présentes notes par rapport à celles de l'exercice biennal 2008-2009. Les montants de 2009 indiqués pour référence ont été révisés en conséquence.

c) Encaissements dont la destination reste à préciser

Les fonds reçus dont la destination reste à préciser sont comptabilisés à la rubrique des comptes créditeurs jusqu'à ce que leur destination soit connue. Au 31 décembre 2011, le montant inscrit dans la rubrique des comptes créditeurs à ce titre était de 40,6 millions de dollars.

d) Passif : fonds détenus en fiducie et gérés par le PNUD : fonds d'affectation spéciale multidonateurs et programmes communs

Les montants figurant dans l'état II.1 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Fonds d'affectation spéciale multidonateurs	595 510	1 229 811
Comptes de compensation avec les organismes	50 728	66 678
Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	45 256	86 765
Total	691 494	1 383 254

Note 12

Réserve au titre des bureaux et logements hors siège

La réserve au titre des bureaux et logements hors siège a été créée en 1979 pour recueillir jusqu'à 25 millions de dollars qui financeraient la construction, dans les bureaux de pays, de logements destinés au personnel international des Nations Unies. En 1989, le Conseil d'administration a autorisé le PNUD à en élargir le champ d'utilisation de façon à pouvoir financer la construction de locaux communs destinés à abriter les bureaux des organismes des Nations Unies faisant partie du Groupe consultatif mixte des politiques.

Le déficit d'exploitation cumulé de 0,5 million de dollars qui figure dans le tableau 6 des états financiers est essentiellement dû aux opérations de location de logements et de bureaux.

Au 31 décembre 2011, l'excédent des dépenses par rapport au montant autorisé de la réserve au titre de ces activités était de 16,1 millions de dollars (contre 19,5 millions de dollars en 2009).

Le tableau 6.2 des états financiers présente chacun des éléments de la réserve, à savoir les services d'appui remboursables, les bureaux et les logements. Le choix des différents postes du bilan a été déterminé essentiellement en fonction des meilleurs renseignements disponibles : la valeur marchande, si elle est connue, les

rapports d'architecte, les diverses soumissions faites pour la construction, et ainsi de suite. Les chiffres indiqués dans l'état des recettes pour les logements et les bureaux correspondent aux opérations réelles.

Les 169 000 dollars de créances à long terme résultant de la vente d'appartements au Cap-Vert, qui figuraient au bilan à la fin de 2009 ont été intégralement réglés en 2011.

Note 13

Bureaux et recettes comptabilisées d'avance

Locaux achetés pour les bureaux du PNUD en Argentine et au Venezuela

Des locaux ont été achetés pour les bureaux du PNUD en Argentine et au Venezuela. Le coût de cette acquisition (1,57 million de dollars et 1,43 million de dollars, respectivement) a été financé au moyen des ressources extrabudgétaires du bureau de pays.

Ces éléments d'actif, qui ont été portés en immobilisations, sont comptabilisés parmi les ressources ordinaires (voir état II.1).

Note 14

Réserves pour les initiatives spéciales

À sa première session ordinaire de 2000, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve de 3,8 millions de dollars à imputer sur les ressources générales du PNUD. Ce montant permettrait de couvrir les frais de réinstallation (rénovations, mobilier, aménagements et déménagements).

À sa première session ordinaire de 2002, le Conseil d'administration a en outre approuvé la constitution d'une réserve spéciale de 1,5 million de dollars pour les cessations de service afférentes à l'UNOPS.

À sa première session ordinaire de 2008, le Conseil d'administration a approuvé un montant maximum de 9 millions de dollars pour couvrir les dépenses de mise en conformité aux normes IPSAS d'ici à la fin de 2011. Un montant de 6,9 millions de dollars a été dépensé pendant l'exercice biennal 2010-2011.

Le solde disponible de la réserve pour les initiatives spéciales figurant dans l'état II.1 se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>Solde au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Ajustements en cours d'exercice</i>	<i>Versements en cours d'exercice</i>	<i>Solde au 31 décembre 2011</i>
Réserve pour les cessations de service	511	—	—	511
Réserve pour le programme Maison des Nations Unies	130	—	—	130
Réserve pour les mesures de sécurité	—	28	—	28
Total	641			669

Les décaissements imputés sur ces réserves viennent s'ajouter aux dépenses imputées sur les crédits approuvés par le Conseil d'administration dans le budget d'appui biennal.

Note 15**Ressources inutilisées****a) Ressources ordinaires**

Dans sa décision 2010/1, le Conseil d'administration a approuvé un montant net de 58,0 millions de dollars à imputer à part sur le budget ordinaire de l'exercice 2010-2011 pour le financement des mesures de sécurité prescrites par l'ONU. En outre, l'Administrateur a également été autorisé, à titre exceptionnel et au besoin, à décaisser en 2010-2011 un montant supplémentaire pouvant atteindre 30 % (17,4 millions de dollars) du montant net de 58,0 millions de dollars au titre des nouvelles mesures de sécurité prescrites par le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU. Pendant l'exercice 2010-2011, le PNUD a dépensé un montant de 39,6 millions de dollars au titre des mesures de sécurité (contre 45,4 millions en 2008-2009).

Les réserves inutilisées comprennent les éléments suivants (en milliers de dollars des États-Unis) (voir état II.1) :

	2011	2009
Financement des mesures de sécurité	18 365	5 810
Ressources disponibles	314 860	348 602
Ressources inutilisées	333 225	354 412

b) Ressources correspondant aux services d'appui remboursables

Au cours de l'exercice biennal 2002-2003, par mesure de prudence, l'administration du PNUD a prélevé 2,5 millions de dollars sur les ressources correspondant aux services d'appui remboursables pour constituer une réserve spéciale destinée à couvrir les risques financiers et opérationnels inhérents aux projets financés sur d'autres ressources que les ressources de base.

De ce fait, les ressources inutilisées afférentes aux services d'appui remboursables comprennent les éléments suivants (en milliers de dollars des États-Unis) (voir tableau 6 des états financiers) :

	2011	2009
Réserve spéciale	2 500	2 500
Ressources librement disponibles – services d'appui remboursables	473 376	342 514
Ressources inutilisées	475 876	345 014

Note 16**Allocations inutilisées et engagements futurs****a) Allocations inutilisées**

Au 31 décembre 2011, le montant des ressources du PNUD allouées aux dépenses de programme (à l'exclusion de celles relevant de l'exécution nationale) qui restait inutilisé s'élevait à quelque 49,1 millions de dollars (contre 35,8 millions

en 2009), dont il faut déduire celui des engagements sur exercice ultérieur déclarés par les agents d'exécution, soit environ 0,4 million de dollars (contre 0,5 million de dollars en 2009).

b) Engagements prévisionnels de dépenses locatives

Les contrats de location du PNUD portent en général sur une période de 5 à 10 ans, mais certains autorisent une résiliation anticipée avec 30, 60 ou 90 jours de préavis. Les engagements prévisionnels correspondant à la durée minimale et à la durée normale du contrat de bail figurent dans les tableaux ci-après.

i) Engagements prévisionnels au titre des baux du siège selon la durée du contrat (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011
Engagements de dépenses locatives	
Jusqu'à 12 mois	—
De 1 à 5 ans	—
Plus de 5 ans	129 130
Total	129 130

ii) Engagements prévisionnels au titre des baux des bureaux de pays selon la durée du contrat (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011
Engagements de dépenses locatives	
Jusqu'à 12 mois	20 487
De 1 à 5 ans	19 478
Plus de 5 ans	1 881
Total	41 846

c) Engagements non réglés à imputer sur la réserve au titre des bureaux et logements hors siège

Les factures non acquittées et autres engagements non réglés dus aux adjudicataires et aux sous-traitants, à imputer sur la réserve au titre des bureaux et logements hors siège, s'élevaient à 0,14 million de dollars au 31 décembre 2011, soit le même montant qu'en 2009. Ces factures ne sont pas exigibles durant l'exercice biennal considéré.

d) Prestations dues après le départ à la retraite

Les prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite se composent des subventions de prime de l'assurance maladie accordées après la cessation de service et des prestations liées au rapatriement. Afin que les montants à prévoir au titre de ces prestations soient plus précisément connus, un actuaire-conseil indépendant a été chargé de procéder à une évaluation actuarielle. Celle-ci

est effectuée conjointement pour le PNUD, le FENU et le Secrétariat de l'ONU. Le PNUD et le FENU continueront de réaliser leur évaluation à la même fréquence que le Secrétariat de l'ONU.

1. Assurance maladie après la cessation de service

i) À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies à condition de remplir certaines conditions, dont 10 ans d'affiliation à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007, et cinq ans d'affiliation pour ceux recrutés avant cette date. Cette prestation est dénommée assurance maladie après la cessation de service.

ii) Pour calculer les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, l'actuaire a retenu les principales hypothèses suivantes : taux d'actualisation de 6,0 % avant le 31 décembre 2011, tombant progressivement à 4,5 % pour les obligations au titre des avantages au 31 décembre 2011; hausse du coût des soins de santé de 7,0 % en 2012, tombant progressivement à 4,5 % en 2027 et les années suivantes dans le cas des plans d'assurance maladie proposés aux États-Unis, et de 8,0 % en 2012, tombant progressivement à 4,5 % en 2027 et les années suivantes pour les plans d'assurance maladie disponibles dans les autres pays; hypothèses concernant les départs à la retraite, la liquidation des droits et le taux de mortalité en accord avec celles utilisées par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour sa propre évaluation actuarielle. L'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service consiste également à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de l'organisation. Ainsi, les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements et une partie des primes des fonctionnaires en activité en est également déduite pour parvenir au montant des engagements résiduels de l'organisation, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale. Selon ces ratios, la part de l'organisation ne doit pas dépasser la moitié pour les régimes d'assurance maladie autres que ceux qui sont offerts aux États-Unis, les deux tiers pour les régimes d'assurance proposés aux États-Unis et les trois quarts pour le régime d'assurance maladie du personnel recruté localement.

iii) Aux fins du calcul des montants restant à la charge du PNUD et du FENU, le montant des primes versé par les fonctionnaires en activité et les fonctionnaires retraités qui sont affiliés aux régimes d'assurance maladie est pris en considération dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service faite en 2011. L'actuaire a appliqué les ratios de partage des coûts approuvés en 1983 par l'Assemblée générale au titre des régimes d'assurance maladie de l'ONU.

iv) Compte tenu des hypothèses énoncées ci-dessus aux alinéas ii) et iii), la valeur actualisée des engagements au 31 décembre 2011, déduction faite de la part des primes à la charge des participants et compte tenu des engagements à la charge du FENU, se présente comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>PNUD</i>	<i>FENU</i>
Engagements au 1 ^{er} janvier 2010	430 301	10 613
Coût des services	35 733	911
Intérêts au titre des engagements	52 942	1 307
Coût des services au titre de l'exercice antérieur	(52 460)	(1 388)
Montant estimatif des prestations versées (déduction faite des primes à la charge des participants)	(21 641)	(525)
(Gain)/perte actuariel(le)	381 663	2 883
Engagements nets	826 538	13 801

v) Selon les hypothèses indiquées à l'alinéa b) ii) ci-dessus, on estime que la valeur actualisée des engagements augmenterait de 22 % ou diminuerait de 17 % si les frais médicaux augmentaient ou diminuaient de 1 %, toutes autres hypothèses demeurant constantes. De la même façon, on estime que les engagements augmenteraient de 23 % ou diminueraient de 17 % si le taux d'actualisation était relevé ou abaissé de 1 % respectivement, toutes autres hypothèses demeurant constantes.

vi) Le PNUD finance les prestations d'assurance maladie après la cessation de service au moyen des ressources ordinaires et des autres ressources, ainsi que des intérêts dégagés par la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service. Le montant prélevé sur les ressources ordinaires et les autres ressources, plus les intérêts cumulés, constitue le montant total de la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service, soit 453 millions de dollars.

vii) Pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, le PNUD a imputé 35 millions de dollars d'engagements sur les ressources de base et 26 millions de dollars sur les autres ressources. Ces montants sont largement supérieurs aux versements qu'il a effectués au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui sont compris dans les dépenses du budget d'appui biennal.

viii) Le rapport de l'actuaire fait apparaître que, par rapport au chiffre qui figurait dans la précédente évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2009, le montant estimatif des engagements au 31 décembre 2011 a augmenté de 399 millions de dollars, pour atteindre 840 millions de dollars, tous organismes confondus.

ix) Au 31 décembre 2011, le montant non provisionné des engagements, qui représente la différence entre l'évaluation actuarielle des engagements et la réserve pour l'assurance maladie après la cessation de service, s'élevait à 373 millions de dollars pour le PNUD. Le FENU financera ses engagements lors des prochains exercices.

2. Prestations liées au rapatriement

i) À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement

dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Ces avantages sont collectivement dénommés prestations liées au rapatriement.

ii) Un actuaire-conseil a été chargé de réaliser une évaluation actuarielle des engagements au titre des prestations liées au rapatriement au 31 décembre 2011.

iii) L'actuaire a retenu les principales hypothèses suivantes : taux d'actualisation de 6,0 % et progression des traitements allant de 4,0 % à 9,1 % par an selon l'âge et la catégorie des fonctionnaires.

iv) Compte tenu de ces hypothèses, la valeur actualisée des engagements du PNUD et du FENU au titre des prestations liées au rapatriement au 31 décembre 2011 est présentée ci-après (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>PNUD</i>	<i>FENU</i>
Engagements au 1 ^{er} janvier 2010	67 159	1 374
Coût des services	9 921	268
Intérêts au titre des engagements	7 926	163
Montant estimatif des prestations versées (déduction faite des primes à la charge des participants)	(11 046)	(247)
(Gain)/perte actuariel(le)	8 389	587
Engagements nets	82 349	2 145

Comme prévu par les conventions comptables décrites à la note 2, le PNUD et le FENU n'ont pas appliqué la méthode de la comptabilité en droits constatés pour comptabiliser les engagements au titre des prestations de rapatriement.

e) Congés annuels

Les engagements relatifs aux congés annuels au 31 décembre 2011 sont estimés à 63,1 millions de dollars.

f) Indemnités de départ

Le montant des prestations payables à la cessation de service que le PNUD pourrait devoir verser à ses fonctionnaires dans les exercices à venir est estimé à 12,7 millions de dollars au 31 décembre 2011, contre 10,2 millions de dollars au 31 décembre 2009.

g) Prestations de retraite

Le PNUD et le FENU sont affiliés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multi-employeurs à prestations définies financé par capitalisation.

Il est procédé tous les deux ans à une évaluation actuarielle des actifs de la Caisse et de ses engagements au titre des prestations. Comme il n'existe pas de base cohérente et fiable pour déterminer la part qui revient à chaque organisation affiliée à la Caisse dans les engagements, les actifs et les coûts du régime, l'Organisation des Nations Unies est dans l'incapacité d'imputer à telle ou telle organisation une part de la situation financière et des résultats du régime de pensions d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies; la part du PNUD et du FENU dans la situation nette de la Caisse n'est donc pas comptabilisée dans les états financiers.

Le PNUD et le FENU sont tenus de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour le Programme et le Fonds. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, ils doivent également lui verser leur part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée n'avait pas invoqué ces dispositions.

h) Accident d'avion survenu en République-Unie de Tanzanie

Le 5 décembre 1980, quatre fonctionnaires du PNUD ont trouvé la mort dans un accident d'avion survenu en République-Unie de Tanzanie. La compagnie d'assurance a versé au PNUD 0,62 million de dollars, qui ont servi à payer les indemnités dues aux ayants droit des victimes. Le solde de cette somme a été entièrement utilisé en 1996. Depuis lors, les indemnités versées sont comptabilisées comme dépenses de l'année où a lieu le versement. Durant l'exercice biennal 2010-2011, des versements de 0,2 million de dollars ont été effectués.

i) Passif éventuel

À la date d'établissement du présent rapport, le PNUD avait estimé le montant des demandes d'indemnisation en instance à 7,7 millions de dollars.

Note 17

Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires (hors budget d'appui biennal)	20 821	53 288
Budget d'appui biennal	6 695	25
Total partiel des ressources ordinaires (état II.1)	27 516	53 313
Fonds d'affectation spéciale	30 299	66 227
Participation aux coûts	101 163	120 059
Services d'appui remboursables et activités diverses	10 865	53 253

	2011	2009
Total partiel des autres ressources (état II.2)	142 327	239 539
Total	169 843	292 852

Note 18**Activités spéciales****a) Appui aux activités des coordonnateurs résidents des Nations Unies**

Les activités en question consistent à favoriser la programmation concertée, à donner suite aux grandes conférences internationales, à organiser les campagnes d'information du système des Nations Unies et à gérer les services communs, les locaux partagés et les fonctions spéciales du système des Nations Unies.

Le montant total des dépenses engagées au titre de ces activités pendant l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 est de 84,9 millions de dollars (contre 86,4 millions de dollars en 2010-2011). Ces dépenses sont présentées comme suit dans les états financiers (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires (état I.1)	30 372	32 119
Autres ressources : activités spéciales (tableau 6.4)	54 509	54 272
Total	84 881	86 391

b) Activités diverses

Diverses autres activités, telles que celles du centre d'expérimentation de la Division pour la gestion durable de l'énergie et de l'environnement, sont financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

Note 19**Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial (tableau 5.1)****a) Buts et mandat**

Le Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été constitué afin de recevoir et d'administrer les fonds destinés à financer les études préalables aux investissements réalisées par le PNUD, l'assistance technique et la formation concernant les politiques, programmes et projets de protection de l'environnement mondial. L'accord entre le PNUD et la Banque mondiale, dépositaire du FEM, a été signé le 29 avril 1991. Comme l'indique l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial :

Le FEM, en se fondant sur la collaboration et le partenariat des agents d'exécution, fait fonction de mécanisme de coopération internationale dans le but de fournir, à titre gracieux ou à des conditions libérales, des moyens de financement nouveaux et supplémentaires destinés à couvrir les surcoûts convenus de mesures

visant à améliorer la protection de l'environnement mondial dans les domaines d'intervention ci-après :

- a) Diversité biologique;
- b) Changement climatique;
- c) Eaux internationales;
- d) Dégradation des sols; essentiellement par la désertification et le déboisement;
- e) Appauvrissement de la couche d'ozone;
- f) Polluants organiques persistants.

Le surcoût convenu d'activités visant à améliorer l'environnement de la planète et concernant la gestion des substances chimiques peut faire l'objet d'un tel financement pour autant que lesdites activités se rapportent aux domaines d'intervention visés ci-dessus. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que lesdites activités contribuent à améliorer l'environnement mondial en assurant sa protection dans les domaines d'intervention.

Le FEM veille à ce que ses activités dans les domaines d'intervention visés soient d'un bon rapport coût-efficacité; il finance des programmes et projets axés sur les pays, fondés sur les priorités nationales et destinés à soutenir le développement durable, et fait preuve d'une souplesse suffisante pour répondre à l'évolution des circonstances dans le but de réaliser ses objectifs.

Le PNUD jouera un rôle de premier plan en assurant l'élaboration et la gestion des programmes de renforcement des capacités et des projets d'assistance technique. Grâce à son réseau mondial de bureaux extérieurs, il tirera parti de l'expérience qu'il possède dans la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement institutionnel et la participation des organisations non gouvernementales et locales pour aider les pays à concevoir, promouvoir et mettre en œuvre des activités conformes à l'objectif du FEM et des stratégies nationales de développement durable. S'appuyant aussi sur son expérience des programmes multinationaux, il contribuera à l'élaboration de projets régionaux et mondiaux dans le cadre du programme de travail du FEM, en coopération avec les autres agents de réalisation.

b) Placements en obligations et bons

Les placements effectués pour le compte du FEM, constitués d'obligations et de bons, ont été transférés aux ressources combinées du PNUD en 2010. Compte tenu de ce changement, motivé par le souci d'améliorer leur rendement, les placements du FEM ne sont plus indiqués à part dans les tableaux 5.1 et 8 des états financiers comme lors des exercices précédents. Le solde des ressources inutilisées du FEM est placé, et le FEM reçoit chaque année sa part d'intérêts créditeurs dans le cadre de la répartition annuelle des intérêts. Le solde des ressources combinées est indiqué dans le tableau 8.

c) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	13 890	15 751
Budget d'appui biennal	252	232
Total	14 142	15 983

d) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	94 804	146 401
Participation aux coûts	45 340	24 723
Fonds d'affectation spéciale subsidiaire	15 088	7 052
Accords de services de gestion	376	365
Services d'appui remboursables	66 945	62 428
Total	222 553	240 969

Note 20

Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (tableau 5.1)

a) Buts et mandat

La couche d'ozone stratosphérique empêche l'essentiel du rayonnement ultraviolet d'atteindre la Terre. Elle est violemment attaquée par les chlorofluorocarbones (CFC), les halons et d'autres substances utilisées comme produits réfrigérants, agents moussants, propulseurs d'aérosol, ignifuges, solvants ou fumigènes. Du fait de son appauvrissement, la couche d'ozone laisse passer une plus grande quantité de rayonnement, ce qui contribue à accroître le nombre de cancers de la peau et de cataractes et a des conséquences sur l'agriculture, la pêche et la diversité biologique.

Le Protocole de Montréal (1987) établit un calendrier pour le gel et la réduction de la consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone. Les pays développés ont déjà presque entièrement mis fin à l'utilisation de ces substances, tandis que les pays en développement ont droit à une période de grâce. Un fonds multilatéral a été constitué au titre du Protocole de Montréal pour aider les pays en développement à éliminer ces substances; il est financé par les pays développés, puisque ce sont eux qui ont le plus contribué au problème de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Entre 1991 et 2011, le Fonds multilatéral a approuvé des projets d'un montant de 2,9 milliards de dollars destinés à mettre un terme à la production et à la consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone.

Le Protocole a été modifié en 2007 afin d'accélérer la réduction des hydrochlorofluorocarbones et le Fonds a été reconstitué en 2011 à raison de 450 millions de dollars pour la période 2012-2014.

Le PNUD est l'un des quatre agents de réalisation du Fonds multilatéral (avec le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale). Dans ce cadre, il aide 79 pays à mettre en œuvre des programmes nationaux visant à supprimer progressivement les CFC, les halons et les autres substances appauvrissant la couche d'ozone, par les moyens suivants : élaboration de programmes nationaux, formation technique et projets expérimentaux, renforcement des institutions et des capacités nationales, et projets d'investissement avec transfert de technologie.

Le PNUD aide les gouvernements et le secteur industriel à concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets et des programmes visant à supprimer progressivement les substances appauvrissant la couche d'ozone dans les aérosols, mousses, solvants, produits de réfrigération et de climatisation et produits de lutte contre l'incendie, qui s'adressent à des grandes, moyennes ou petites entreprises. Il travaille aussi sur des projets expérimentaux consistant à essayer des produits susceptibles de remplacer le bromure de méthyle, un pesticide qui contient des CFC, dans le secteur agricole. Le programme se compose essentiellement de projets exécutés sur le plan national. Le PNUD a aussi aidé ou aide l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, l'Italie, le Japon et la Suède à mettre en œuvre certains programmes bilatéraux dans le cadre du Fonds multilatéral.

Les contributions reçues par le PNUD ont totalisé 94,7 millions de dollars pendant l'exercice 2010-2011, contre 40,3 millions de dollars pendant l'exercice 2008-2009. Les dépenses engagées au titre des programmes se sont élevées à 57,6 millions de dollars en 2010-2011, contre 64,9 millions de dollars en 2008-2009.

b) Placements en obligations et bons

Les placements effectués pour le compte du Protocole de Montréal, constitués d'obligations et de bons, ont été transférés aux ressources combinées du PNUD en 2010. Compte tenu de ce changement, motivé par le souci d'améliorer leur rendement, les placements du Protocole de Montréal ne sont plus indiqués à part dans les tableaux 5.1 et 8 des états financiers, comme lors des exercices précédents. Le solde des ressources inutilisées du Protocole est placé, et le Protocole reçoit chaque année sa part d'intérêts créditeurs dans le cadre de la répartition annuelle des intérêts. Le solde des ressources combinées est indiqué dans le tableau 8.

Note 21

Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'assistance au peuple palestinien (tableau 5.1)

a) Buts et mandat

Le Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD met en œuvre des projets d'assistance technique et financière en Cisjordanie et dans la bande de Gaza depuis 1980, conformément au mandat que lui a conféré le Conseil d'administration. Il s'agit d'un programme d'assistance décentralisé, qui relève directement du bureau de l'Administrateur. La plupart des activités soutenues par le PNUD ont pour but de renforcer les institutions palestiniennes nouvellement créées, de créer des emplois et d'encourager le développement social dans les territoires occupés.

Depuis la mise en place de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en mai 1994, les stratégies et les activités du Programme ont été redéfinies. Conformément au programme-cadre, les principaux interlocuteurs du Programme pour les activités de développement sont les agents de réalisation palestiniens – ministères, municipalités, conseils de villages, secteur privé et organisations de la société civile. En concertation avec l'Autorité palestinienne, le PNUD s'emploie aussi à définir et à lancer des initiatives à plus longue échéance qui sont indispensables au développement à long terme des territoires palestiniens occupés. Chaque fois qu'il le peut, il s'appuie sur les compétences techniques et les réseaux de réalisation palestiniens.

Dans le cadre du Programme, le PNUD s'efforce d'améliorer la situation sociale, économique et écologique de tous les Palestiniens des territoires occupés en mettant en œuvre des projets précis. Ses stratégies de développement et d'assistance reposent sur une évaluation des grandes priorités de chaque secteur, réalisée conjointement par le Programme et l'Autorité palestinienne. Les projets se veulent pragmatiques – ils visent des objectifs réalistes qui peuvent être atteints rapidement dans chaque secteur – et précis – ils tentent de réduire l'éventail à peu près illimité des besoins de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en matière de développement en se concentrant sur des résultats concrets et visibles pour le peuple palestinien. De nombreuses activités du Programme sont conçues pour répondre aux besoins locaux les plus urgents, déterminés à l'issue de concertations avec la population. Elles portent sur la gouvernance démocratique, la réduction de la pauvreté, la prévention des crises et le relèvement, l'énergie et l'environnement, les technologies de l'information et des communications et le VIH/sida.

b) Placements en obligations et bons

Les placements effectués pour le compte du Programme d'assistance au peuple palestinien, notamment en obligations et en bons, ont été transférés aux ressources combinées du PNUD courant 2010. Depuis ce changement destiné à améliorer leur rendement, les placements du Programme ne sont plus présentés séparément dans les tableaux 5.1 et 8 des états financiers, comme lors des exercices précédents. Les soldes des ressources non utilisées sont placés, et le Programme reçoit chaque année sa part d'intérêts créditeurs dans le cadre de la répartition annuelle des intérêts. Le solde des ressources combinées est indiqué dans le tableau 8.

c) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	12	–
Total	12	–

d) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	58 060	68 479
Fonds d'affectation spéciale subsidiaire	829	14 843
Total	58 889	83 322

e) Fonds de dotation

En 1998, le Gouvernement japonais a versé une contribution de 3 millions de dollars en vue de la création du Fonds de dotation. L'objectif de ce fonds est de renforcer les capacités des institutions palestiniennes en matière de planification et de gestion, en vue de promouvoir un développement socioéconomique durable.

La contribution du Gouvernement japonais, qui constitue le capital du Fonds, n'a pas augmenté depuis 2009. Elle a été transférée aux ressources combinées en 2010, tout comme les placements du Programme d'assistance au peuple palestinien.

D'après le dispositif et les conditions d'application du Fonds de dotation, le capital ne sera pas affecté à la programmation tant que le Gouvernement japonais ou le PNUD n'auront pas décidé de clore le Fonds. Par contre, les intérêts qu'il aura produits seront portés au crédit du Programme et affectés à des activités.

Le Programme a mis en place un projet financé par un fonds d'affectation spéciale subsidiaire (PAL/98/J07). Les intérêts produits par les placements au titre du Fonds de dotation servent à financer les activités entreprises dans le cadre de ce projet. Celui-ci est mentionné dans le tableau 5 des états financiers. Tant que le Fonds de dotation fonctionnera, de nombreuses institutions palestiniennes et leur personnel pourront bénéficier de formations et d'un appui dans le cadre du projet.

Note 22

Fonds d'affectation spéciale PNUD-Agence suédoise de coopération internationale au développement pour l'assistance à des activités du PNUD (tableau 5.1)

a) Buts et mandat

Le Fonds d'affectation spéciale PNUD-Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) pour l'assistance à des activités du PNUD vise à faciliter l'exécution de programmes et projets du PNUD financés au moyen de ressources autres que les ressources ordinaires. Toutes les contributions de l'Agence destinées à financer tel ou tel programme ou projet du PNUD sont versées à ce fonds d'affectation spéciale.

À l'issue d'un accord entre le PNUD et l'ASDI, le Fonds d'affectation spéciale a été créé en septembre 2000 pour exécuter avec la plus grande marge de manœuvre possible les programmes et projets approuvés financés par l'Agence. Le Fonds présente les caractéristiques suivantes :

- a) Il fait l'objet d'accords d'administration types;
- b) Le montant des engagements (contributions) de l'ASDI peut être déterminé instantanément en dollars des États-Unis par l'application du taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur au moment de la signature des accords

d'administration, où le financement prévu pour le projet ou le programme était à son niveau maximal;

c) Le bureau de pays, en la personne du coordonnateur résident, a autorisé pour signer les accords;

d) Le Bureau de la gestion confie nommément à un fonctionnaire le soin de gérer le Fonds;

e) Le gestionnaire du Fonds procède aux allocations de ressources dans la limite autorisée dès que l'accord est signé, compte tenu de l'échéancier de versements annuels de l'ASDI.

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	2 632	2 788
Total	2 632	2 788

c) Ressources inutilisées

Le montant des ressources inutilisées du Fonds d'affectation spéciale de l'ASDI s'élevait à 14,6 millions de dollars au 31 décembre 2011, contre 49,6 millions de dollars au 31 décembre 2009.

d) Réserve pour imprévus

Comme prévu par l'accord ayant porté création du Fonds d'affectation spéciale et afin de garantir une base de financement prévisible, une réserve pour imprévus a été constituée en 2005. Son montant est fixé à 6,6 millions de dollars, et toute somme dépassant ce plafond rejoint les ressources générales du Fonds d'affectation spéciale.

La réserve est financée et reconstituée au moyen des contributions reçues en sus du montant des engagements annoncé par l'Agence, en équivalent-dollars des États-Unis, lequel est déterminé en fonction du taux de change opérationnel de l'ONU qui était en vigueur à la date de la signature des accords par l'ASDI. On fait appel à cette réserve lorsque l'Agence s'est acquittée de l'intégralité de ses contributions en couronnes suédoises, mais que le montant en dollars des États-Unis est inférieur au montant fixé dans l'échéancier de paiement du fait des fluctuations du taux de change.

Comme indiqué dans le tableau 5.1 des états financiers, le solde de la réserve pour imprévus s'établissait à 8,6 millions de dollars au 31 décembre 2011. On trouvera ci-après le détail des opérations effectuées sur cette réserve pendant l'exercice 2010-2011 (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>Solde au 1^{er} janvier 2010</i>	<i>Dotations au cours de l'exercice</i>	<i>Prélèvements au cours de l'exercice</i>	<i>Solde au 31 décembre 2011</i>
Réserve pour imprévus	8 146	489		8 635

Note 23**Fonds d'affectation spéciale thématique pour la gouvernance démocratique
(tableau 5.1)****a) Buts et mandat**

En 2001, le PNUD a créé le Fonds d'affectation spéciale thématique pour la gouvernance démocratique et en a fait le principal mécanisme par l'intermédiaire duquel les donateurs financent, au moyen de ressources autres que les ressources de base, les activités du PNUD dans ce domaine. La fonction essentielle de ce mécanisme de financement est de mettre à la disposition des bureaux de pays les fonds dont ils ont besoin pour imaginer des moyens originaux de promouvoir la démocratie dans des environnements où le climat politique est tendu, en veillant à ce que toute la population participe, que des institutions solides soient mises en place et que les principes arrêtés sur le plan international soient respectés.

En réponse aux demandes émanant des pays et conformément aux orientations du plan stratégique du PNUD relatives à la gouvernance démocratique, le Fonds d'affectation spéciale a approuvé, depuis sa création, 778 projets de 142 pays, pour un montant d'environ 115 millions de dollars, à l'issue de l'opération annuelle au cours de laquelle les pays sont invités à proposer des projets aux bureaux de pays du PNUD. En soutenant activement des projets dans les pays les moins avancés, en particulier ceux que les pays ont proposés pour les tranches de 2010 et 2011, axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le Fonds a contribué à faire du PNUD le chef de file de l'action menée pour renforcer les liens entre la gouvernance démocratique, la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire.

Le Fonds soutient avant tout des initiatives nationales originales et prometteuses, mais aussi des initiatives régionales et mondiales qui les complètent ou des programmes de dimension mondiale qui peuvent contribuer à porter à plus grande échelle les activités d'élaboration de politiques, de partage des connaissances et de promotion d'une saine gouvernance.

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>2011</i>	<i>2009</i>
Agents d'exécution	786	1 063
Total	786	1 063

c) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	39 112	51 211
Participation aux coûts	5 490	10 067
Total	44 602	61 278

Note 24

Fonds d'affectation spéciale thématique pour la prévention des crises et le relèvement (tableau 5.1)

a) Buts et mandat

Le PNUD a créé le Fonds d'affectation spéciale thématique pour la prévention des crises et le relèvement en mars 2000 et en a fait le principal mécanisme par l'intermédiaire duquel les États Membres de l'ONU et d'autres donateurs financent, au moyen de ressources autres que les ressources de base, les activités du PNUD dans ce domaine.

Conçu pour faciliter un financement souple et rapide, ce mécanisme permet au PNUD de répondre efficacement aux besoins des pays dans le domaine de la prévention des crises et du relèvement. Il permet de réagir rapidement si une catastrophe naturelle ou un conflit violent se produisent ou s'il est possible de réduire les risques de catastrophe ou de prévenir un conflit. Grâce à ce fonds, les bureaux de pays du PNUD reçoivent rapidement les crédits qui leur ont été affectés, et peuvent aussi revoir leurs besoins de financement en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain. Les contributions qui y sont versées servent au financement d'activités qui cadrent avec les orientations du plan stratégique du PNUD pour 2008-2013, les axes d'intervention du Bureau de la prévention des crises et du relèvement et les demandes émanant des pays.

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	4 851	9 797
Total	4 851	9 797

c) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	37 725	75 475
Participation aux coûts	63 771	43 482
Total	101 496	118 957

Note 25**Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan
(tableau 5.1)****a) Buts et mandat**

Le Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan a été créé pour permettre à la communauté internationale de faire parvenir une aide financière à l'Autorité intérimaire afghane et à son successeur, comme prévu dans l'Accord de Bonn du 5 décembre 2001, cette aide devant servir à la constitution de forces de police, au règlement des traitements, à l'achat de matériel et à la formation.

La Conférence internationale sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan (réunion ministérielle de Tokyo) a confirmé la volonté des donateurs d'aider l'Autorité intérimaire afghane et son successeur et de consacrer des sommes importantes à la reconstruction de l'Afghanistan.

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	1	150
Total	1	150

c) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	230 338	106 464
Fonds d'affectation spéciale subsidiaire	—	1
Total	230 338	106 465

Note 26**Appui à la reconstruction en Iraq (tableau 5.1)****a) Buts et mandat**

Le bureau du PNUD en Iraq est l'un des principaux bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement, qui est un fonds multidonateurs créé en 2004 afin de faciliter la reconstruction et le développement du pays.

Les règles de gestion financière des projets et programmes financés au moyen de ce fonds sont définies dans le mémorandum d'accord conclu entre le Bureau régional pour les États arabes et le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires. La Stratégie nationale de développement, le Pacte international pour l'Iraq, les objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'Iraq, les résolutions 1546 (2004) et 1770 (2007) du Conseil de sécurité et la Stratégie d'assistance des Nations Unies à l'Iraq pour la période 2007-2010 comptent parmi les documents stratégiques qui définissent le champ d'application de la programmation et les critères de financement.

Le cadre de budgétisation de tous les projets et programmes financés au moyen du Fonds prévoit certains plafonds : 2 % pour les mesures de sécurité, 3 % pour les dépenses diverses et 7 % pour les dépenses d'appui aux projets. Tout transfert de ressources supérieur à 10 % entre les postes budgétaires doit être examiné et préalablement approuvé par le Comité directeur du Fonds, que préside le coordonnateur résident. Le PNUD est tenu de présenter les rapports ci-après au Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires :

- i) Rapports annuels sur l'état d'avancement des projets. Ces rapports sont présentés dans les trois mois qui suivent la période sur laquelle ils portent et sont établis conformément aux lignes directrices du GNUD concernant le Fonds;
- ii) Rapports financiers annuels. Ces rapports sont présentés dans les quatre mois qui suivent la période sur laquelle ils portent;
- iii) Rapports descriptifs et rapports financiers finals. Ces rapports sont présentés une fois le projet achevé, au 30 avril de l'année qui suit la clôture des comptes;
- iv) États financiers vérifiés finals. Ces états sont présentés au 30 juin de l'année qui suit la clôture des comptes du projet.

Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires rend compte tous les ans aux donateurs et au Gouvernement iraquien de l'exécution des programmes et de l'utilisation du Fonds. Il procède aussi à des audits et à des évaluations par échantillonnage auxquels le PNUD participe activement. Le bureau du PNUD en Iraq a également demandé à des intervenants extérieurs de procéder à l'évaluation des projets financés au moyen du Fonds, en particulier à l'évaluation des réalisations de 2009, qui a porté sur près de la moitié des projets financés au moyen du Fonds et, plus récemment, à l'évaluation des programmes interinstitutions de développement local et de quatre projets de gouvernance qui revêtaient une importance cruciale.

Le PNUD a reçu 382 millions de dollars et, au 31 décembre 2011, il en avait alloué 348 millions à 44 projets portant sur divers secteurs. Au cours de l'exercice

biennal 2010-2011, plus de 43,3 millions de dollars ont été consacrés à des programmes interinstitutions dirigés pour la plupart par le PNUD. Le renforcement des mécanismes constitutionnels et de la bonne gouvernance, l'appui aux processus électoraux, les programmes de développement à l'échelon local et, plus récemment, le développement du secteur privé ne sont que quelques-uns de ces programmes.

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	3 035	7 437
Total	3 035	7 437

c) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	34 512	58 045
Total	34 512	58 045

Note 27

Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats novateurs (tableau 5.1)

a) Buts et mandat

Le Pôle des partenariats novateurs et son fonds d'affectation spéciale ont été créés en octobre 2005 pour mobiliser et gérer les ressources nécessaires à l'amélioration des programmes et projets du PNUD.

Le Pôle aide les autorités nationales à poursuivre la décentralisation de leurs activités et les collectivités territoriales à recenser et à mettre en œuvre leurs propres politiques de développement dans le cadre de partenariats novateurs avec toutes les parties prenantes, à savoir les organisations intergouvernementales, les pouvoirs publics, les collectivités, la société civile, les universités et le secteur privé.

Plusieurs initiatives concrètes axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont été prises dans le cadre du Pôle :

Programme ART

Le programme d'articulation des réseaux territoriaux et thématiques de développement humain (ART) est une initiative mondiale qui vise à aider les collectivités locales et les autorités régionales et locales du Sud et du Nord à nouer des alliances et des partenariats et à renforcer leurs capacités, à l'échelle nationale et locale, afin de mieux tirer parti de l'aide, de faire progresser les politiques de décentralisation et de renforcer les mécanismes de gouvernance. L'appui fourni aux

partenaires pour la mise en œuvre de politiques nationales viables et la décentralisation de la coopération s'est amélioré au fil des programmes qui, pour certains, ont été lancés au début des années 90 par les organismes des Nations Unies.

Les projets relevant du programme ART sont mis au point et exécutés à la demande des autorités nationales et des bureaux de pays du PNUD. L'objectif est de parvenir à une décentralisation de l'action, de mener des activités cohérentes à l'échelle locale et nationale et d'intensifier la collaboration entre les partenaires du Nord et du Sud. Les pays donateurs, les partenaires qui encouragent la décentralisation de la coopération, les associations, les universités, les organisations de la société civile, le secteur privé et les organisations non gouvernementales s'associent aux activités du programme ART.

Ce programme est actuellement mis en œuvre par 18 bureaux de pays, avec la coopération de plus de 800 partenaires (partenaires aux échelons local et national et organismes des Nations Unies). Il fait appel à des modalités d'exécution directe et d'exécution nationale et à des composantes exécutées par l'UNOPS.

Alliance mondiale des villes contre la pauvreté

Cette initiative unit les villes qui ont décidé de prendre les choses en main et de mobiliser tous les secteurs de la société, particuliers et pouvoirs publics, afin de tout faire pour éliminer la pauvreté aux échelons local et international. Les travaux de l'Alliance sont structurés autour de plusieurs activités : i) l'organisation de réseaux de villes à l'échelle mondiale et régionale; et ii) la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, par de nombreuses activités recommandées par un réseau de municipalités.

Action décentralisée de lutte contre les changements climatiques

Lancée en 2009, cette initiative a une composante mondiale et plusieurs composantes nationales. Le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer est chargé par le Pôle des partenariats novateurs de mobiliser des ressources et de nouer des partenariats en faveur de cette initiative. À cet effet, il a été proposé d'ajouter un guichet de financement au Fonds d'affectation spéciale du Pôle. Le Bureau et les autres unités administratives chargées de constituer et de modifier les fonds d'affectation spéciale du PNUD s'occupent actuellement des modifications proposées. Dans l'intervalle, le Pôle a commencé ses activités de financement et a lancé des initiatives de mobilisation qui ont donné leurs premiers résultats sous forme de contributions versées par plusieurs donateurs.

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 des états financiers se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	150	625
Total	150	625

c) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 des états financiers se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	25 306	50 506
Total	25 306	50 506

b) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 5.1 se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Agents d'exécution	150	625
Total	150	625

c) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 5.1 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	25 306	50 506
Total	25 306	50 506

Note 28**Fonds d'équipement des Nations Unies****a) Buts et mandat**

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) est une organisation multilatérale de donateurs administrée par le PNUD. Il a pour but de réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés grâce aux mesures suivantes : renforcement des administrations locales et des institutions communautaires; développement du secteur privé; création de mécanismes de crédit pour les personnes défavorisées; et octroi de fonds en échange d'une utilisation écologiquement rationnelle des ressources naturelles.

L'Assemblée générale a créé le FENU en tant qu'organisation autonome au sein du système des Nations Unies par sa résolution 2186 (XX). Elle a ensuite décidé, dans sa résolution 2321 (XXII), que l'Administrateur du PNUD gèrerait le Fonds en remplissant les fonctions de directeur général, tandis que le Conseil d'administration du Programme ferait office de Conseil d'administration du Fonds.

b) Disponibilités

Les montants figurant dans le tableau 7 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Monnaies non convertibles : avoir inutilisés	480	480
Monnaies convertibles : avoirs inutilisés	1 342	3 848
Total	1 822	4 328

c) Prêts

Le montant figurant dans les états financiers correspond au montant des prêts restant à rembourser au 31 décembre 2011 (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Prêts (services financiers)	4 816	5 168
Total	4 816	5 168

d) Placements en obligations et bons

La valeur comptable des placements en obligations et en bons est indiquée au tableau 8. La valeur des bons a augmenté de 40,5 millions de dollars, ainsi qu'il est indiqué ci-après :

Valeur initiale au 1 ^{er} janvier 2010	Achats	Échéances	Amortis- sement	Plus-value ou moins-value réalisée (montant net)	Ajustements	Valeur comptable au 31 décembre 2011	Valeur de réalisation	Valeur nominale
–	163 944	(121 281)	(2 119)	(31)	–	40 513	40 393	39 560

e) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 7 se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Fonds contrôlés par le FENU	16	1 420
Budget d'appui biennal et fonds divers	5	75
Total	21	1 495

f) Réserve opérationnelle

À sa vingt-sixième session, en 1979, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve opérationnelle égale à 20 % au moins du montant des

engagements au titre des projets et du passif éventuel au titre des cautions données par le Fonds pour des prêts bancaires consentis à des gouvernements (à l'exclusion des engagements au titre des fonds d'affectation spéciale subsidiaire et de la participation aux coûts). Conformément à cette décision, le solde de la réserve était de 24,6 millions au 31 décembre 2011, ce montant demeurant inchangé par rapport à la fin de l'exercice précédent.

g) Appui apporté par le PNUD au FENU

Conformément à la décision 2010/3 de son conseil d'administration, le PNUD a mis 9,5 millions de dollars à la disposition du FENU pour soutenir les programmes de celui-ci et a pris en charge les dépenses correspondantes de l'exercice 2010-2011, qui ont été imputées sur les comptes de ses programmes régionaux.

Note 29

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

Par sa résolution 39/125, l'Assemblée générale a créé le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'a chargé de jouer un rôle novateur et catalyseur en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes. Par sa résolution 64/289, l'Assemblée générale a dissous UNIFEM à compter du 2 juillet 2010 et décidé qu'à partir de cette date, les mandats, fonctions, avoirs et dettes du Fonds seraient transférés à la nouvelle Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). UNIFEM ne figure donc dans les états financiers du PNUD en tant que fonds administré par ce dernier que pour les six premiers mois de 2010 (soit du 1^{er} janvier au 30 juin).

Note 30

Programme des Volontaires des Nations Unies

a) Buts et mandat

Créé par l'Assemblée générale en 1970 et administré par le PNUD, le Programme des Volontaires des Nations Unies fait avancer la cause de la paix et du développement en organisant des activités de volontariat à travers le monde. Le volontariat est un puissant moyen d'inciter les particuliers, en particulier les femmes et les jeunes, à relever les défis du développement en participant pleinement aux activités y relatives de manière à ce qu'elles aient des effets durables.

Le Programme des Volontaires des Nations Unies contribue à la paix et au développement en s'employant à faire reconnaître l'utilité du volontariat et l'intérêt qu'il y a à l'intégrer dans les programmes de développement. Il mobilise des volontaires qui, travaillant aux niveaux national et international et en ligne, coopèrent avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les missions de maintien de la paix, les missions politiques spéciales et d'autres organisations pour faire face aux catastrophes, faciliter les processus électoraux et les réformes de la gouvernance, renforcer les capacités des volontaires nationaux et soutenir les populations locales, notamment en faisant en sorte qu'elles disposent de moyens de subsistance.

En travaillant avec les populations locales, le Programme des Volontaires des Nations Unies fait participer les citoyens à l'instauration d'une paix durable et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Fonds bénévole

spécial lui donne les moyens d'innover et de diversifier les formules de volontariat, notamment en ouvrant de nouvelles possibilités aux jeunes.

Pour le Programme des Volontaires des Nations Unies, l'exercice 2010-2011 a été marqué par : a) l'établissement du premier rapport sur l'état du volontariat dans le monde; et b) la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale des volontaires. Conformément aux dispositions de la résolution 63/153 de l'Assemblée générale, le Programme a coordonné les activités de commémoration et organisé différentes manifestations à l'intention des diverses parties prenantes.

b) Budget d'appui biennal : activités de base

Le budget d'appui biennal du Programme des Volontaires des Nations Unies (34,0 millions de dollars en 2010-2011, contre 38,8 millions de dollars en 2008-2009) est englobé dans les ressources ordinaires du PNUD figurant au budget d'appui biennal et détaillé au tableau 3.

c) Placements

Les placements réalisés pour le compte du Programme des Volontaires des Nations Unies, y compris sous forme de bons et d'obligations, font partie depuis 2010 des ressources combinées du PNUD. Du fait de ce changement, qui visait à augmenter leur rendement éventuel, les placements effectués pour le compte du Programme ne sont plus comptabilisés séparément dans les tableaux 6.5 et 8. Les intérêts générés par les ressources combinées sont répartis annuellement et la part revenant au Programme lui est créditée au prorata des soldes lui appartenant. Le solde des ressources combinées est indiqué dans le tableau 8.

d) Engagements non réglés

Le solde des engagements non réglés indiqué au tableau 6.5 se décompose comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Activités d'appui remboursables	(25)	181
Activités financées par le Fonds bénévole spécial	164	118
Activités financées par le fonds d'affectation spéciale subsidiaire	19	92
Autres activités financées par d'autres fonds	114	82
Total	272	473

e) Créditeurs

Le montant de 15,5 millions de dollars (contre 11,3 millions de dollars en 2009) figurant dans le tableau 6 comprend divers montants imputés sur les sources de financement du Programme des Volontaires des Nations Unies aux fins du paiement de l'indemnité de réinstallation, du régime d'assurance Van Breda, des frais de voyage liés au rapatriement, des évacuations effectuées pour des raisons sanitaires ou de sécurité et d'autres prestations.

f) Ressources inutilisées

Les montants figurant dans le tableau 6 se décomposent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	2011	2009
Ressources ordinaires	22 645	26 506
Participation aux coûts	3 496	3 135
Fonds d'affectation spéciale subsidiaire	12 801	17 583
Arrangements entièrement provisionnés	17 013	13 104
Coentreprise des Nations Unies	(1 633)	(358)
Services d'appui remboursables	18 334	16 075
Total	72 656	76 045

g) Contributions à recevoir

Le montant des contributions à recevoir au 31 décembre 2011, indiqué ci-après (en milliers de dollars des États-Unis), ne figure pas dans le tableau 6 :

	2011	2009
Coentreprise des Nations Unies	8 418	4 701
Total	8 418	4 701

Note 31**Présentation des états financiers vérifiés****Entité – note 2 d)**

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
Centre du commerce international
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU
Fonds monétaire international
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Organisation de l'aviation civile internationale
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
 Organisation internationale du Travail
 Organisation internationale pour les migrations
 Organisation météorologique mondiale
 Organisation mondiale de la Santé
 Organisation mondiale du commerce
 Programme des Nations Unies pour l'environnement
 Programme des Nations Unies pour les établissements humains
 Société financière internationale
 Union internationale des télécommunications

Note 32

Participation aux coûts par des gouvernements

Les recettes et dépenses relatives à la participation aux coûts sont partagées entre des gouvernements et d'autres donateurs. Les montants correspondants se répartissent comme suit (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>Participation aux coûts par des gouvernements</i>		<i>Participation aux coûts par des tiers</i>		<i>Participation totale aux coûts</i>	
	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Recettes	1 730 891	1 858 801	4 318 757	3 530 076	6 049 648	5 388 877
Dépenses	1 719 066	1 981 914	4 231 418	2 871 129	5 950 484	4 853 043

Note 33

Activités entreprises à des fins spéciales : activités prescrites par l'Assemblée générale et dépenses d'équipement

Les activités entreprises à des fins spéciales sont des activités intersectorielles qui se répartissent en trois catégories : les activités prescrites par l'Assemblée générale; les opérations administrées par le PNUD pour le compte d'autres entités; et les dépenses d'équipement. Les activités prescrites par l'Assemblée générale entraînent des dépenses au titre des mesures de sécurité prescrites par l'ONU ainsi que des dépenses liées à l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public, à la réforme du régime des engagements et au système d'administration de la justice des Nations Unies. Les dépenses d'équipement correspondent à de nouvelles immobilisations. Les opérations administrées par le PNUD pour le compte d'autres entités couvrent le Programme des Volontaires des Nations Unies, le Fonds d'équipement des Nations Unies et les services remboursables fournis à d'autres organismes du système.

En conformité avec la nouvelle classification des activités et des dépenses et la nouvelle présentation des budgets prescrites dans la décision 2009/22 du Conseil d'administration, pour l'exercice biennal 2010-2011, les dépenses engagées à des fins spéciales (à savoir les dépenses d'équipement et celles liées aux activités

prescrites par l'Assemblée générale) figurent désormais dans l'état des recettes, des dépenses et de la variation des réserves et des soldes des fonds (état I), et non plus à la rubrique Réserves pour initiatives spéciales plus de l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds (état II). Le montant des dépenses inscrites aux états financiers de l'exercice 2010-2011 s'élève donc à 56,3 millions de dollars. Si les chiffres de l'exercice 2008-2009 avaient été comptabilisés de la même manière, l'état I aurait indiqué des dépenses de 50,6 millions de dollars. Les chiffres comparatifs figurent dans le tableau ci-après (en milliers de dollars des États-Unis) :

	<i>2010-2011</i>	<i>2008-2009</i>
Mesures de sécurité prescrites par l'ONU	39 635	45 396
Normes comptables internationales pour le secteur public	6 916	5 175
Réforme du régime des engagements	1 831	–
Système d'administration de la justice des Nations Unies	3 193	–
Dépenses d'équipement	4 763	–
Total	56 338	50 571

